

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ET

UNIVERSITÉ DE PARIS-1 PANTHÉON-SORBONNE

LA GÉNÉALOGIE D'UNE FIGURE DE L'ANGOISSE. FORMES, PRATIQUES ET  
REPRÉSENTATIONS DE LA PLACE DE GRÈVE (PARIS, 1667-1789)

THÈSE

PRÉSENTÉE EN COTUTELLE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR

JULIE ALLARD

AVRIL 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Mes plus vifs remerciements s'adressent tout d'abord à mes directeurs, Pascal Bastien et Alain Cabantous. Je les remercie de la confiance qu'ils m'ont accordée, des suggestions et des conseils qu'ils m'ont prodigués ainsi que de la patience et de la grande générosité avec laquelle ils m'ont accompagnée. Je tiens également à exprimer ma gratitude à Jean-Claude Robert, professeur à l'UQAM; nos rencontres ont toujours été enrichissantes et ma réflexion sur l'espace doit beaucoup à ses questions et ses remarques avisées.

Cette recherche a bénéficié de l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, du Ministère de l'Éducation du Québec, du Ministère des Affaires Étrangères de la France, de la Faculté des sciences humaines et de la Fondation de l'UQAM. Une subvention de voyage, accordée par l'École française de Rome, m'a également permis de participer à une session d'études doctorales en Italie. Le soutien de ces organismes a rendu possible la réalisation d'un projet exigeant des séjours prolongés en France tout en procurant des conditions exceptionnelles d'étude.

À plusieurs reprises, j'ai pu compter sur l'aide des conservateurs et du personnel des bibliothèques et des centres d'archives où j'ai travaillé. Aux Archives nationales de France, je remercie spécialement Noëlle Choublié-Grimbert, Isabelle Foucher, Françoise Hildesheimer et Yoann Brault. À l'Université Paris-VII, Marie-Christine Deludon, responsable du centre de documentation de l'UFR GHSS, a déniché pour moi des documents difficilement accessibles.

Pendant mon doctorat, j'ai eu la chance de rencontrer des collègues et des amis généreux avec lesquels j'ai toujours eu des discussions stimulantes. Je remercie Marie-Claude Felton, mon antenne à Paris pendant les derniers mois de rédaction. Joël Castonguay-Bélanger, Rachel Couture, Alexandre Dubé, Peggy Faye, Isabelle Pichet, Frédéric-Antoine Raymond et Normand Renaud-Joly ont accepté de relire certaines parties de mon travail en me prodiguant conseils et encouragements. Qu'ils en soient ici vivement remerciés.

Je n'aurais pas pu compléter ces années de recherche et d'écriture sans l'aide de mes proches. Merci à Marie-Pierre et Roxanne, dont l'amitié m'est toujours aussi précieuse et qui m'ont dépannée à plus d'une reprise entre Montréal et Paris. Enfin, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma mère, Monique, qui m'a toujours offert son appui inconditionnel.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	ix
LISTE DES ABBRÉVIATIONS .....	x
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LA GRÈVE : UN LIEU SINGULIER DANS LA CAPITALE	
1.1 Une localisation au centre de la ville .....	20
1.2 Panorama du lieu .....	21
1.3 Habitudes, rythmes et pratiques de la place.....	27
1.3.1 Le temps quotidien rythmé par le fleuve .....	27
1.3.2 Le marché aux ouvriers .....	31
1.3.3 Le marché du Saint-Esprit .....	34
1.3.4 L'hôtel de ville et l'administration .....	35
1.4 Un calendrier cérémoniel chargé : l'année 1745 .....	41
1.4.1 Les cérémonies annuelles .....	43
1.4.2 Les fêtes et cérémonies occasionnelles.....	47
1.4.3 L'exécution, un rituel souple .....	50
CHAPITRE II	
TERRITOIRE CONTESTÉ, TERRITOIRE PARTAGÉ :	
LES STRATÉGIES DU MAINTIEN DE L'ORDRE	
2.1 Les territoires légaux .....	55
2.2 Les territoires revendiqués.....	58
2.3 Les territoires occupés .....	64
2.3.1 Une occupation inégale.....	70
2.3.2 La modification des rapports entre la Ville et les forces auxiliaires.....	75
2.3.3 D'huissier-audiencier à commissaire de police de l'Hôtel de Ville .....	89



## CHAPITRE III

LE FEU DE JOIE ET LA POTENCE :  
LES MISES EN SCÈNE DU POUVOIR

3.1	La transformation du langage symbolique du pouvoir .....	104
3.1.1	Une tendance lourde : le déclin des fêtes.....	105
3.1.2	La concentration des exécutions capitales .....	113
3.2	La Grève, un théâtre .....	118
3.2.1	Un lieu inadéquat pour les fêtes ?.....	121
3.2.2	Une place fonctionnelle pour l'exécution publique .....	142

## CHAPITRE IV

IMAGES DÉCALÉES : PLANS ET PROJETS D'AMÉNAGEMENT  
DE LA PLACE DE GRÈVE AU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

4.1	L'embellissement et ses contraintes au XVIII <sup>e</sup> siècle.....	154
4.2	Les premiers projets des années 1730-1740 .....	157
4.3	Au midi du siècle : le concours de la place Louis-XV .....	171
4.4	Vers un consensus ? Les décennies 1760 et 1770 .....	180
4.5	La Grève, une place de justice ? .....	187
4.6	La place de l'Hôtel de Ville.....	195

## CHAPITRE V

## LA GRÈVE, UN LIEU QUI CRÉE DES DROITS ET DE LA LÉGITIMITÉ

5.1	Faire la grève .....	201
5.1.1	Un lieu juridique disputé .....	201
5.1.2	Le lieu comme ressource .....	207
5.2	Les journées de juillet 1789.....	212
5.2.1	Le réinvestissement symbolique de l'hôtel de ville.....	212
5.2.2	De l'échafaud à la lanterne .....	216

## CHAPITRE VI

## ÉPILOGUE : ÉCRIRE, DÉCRIRE, CONSTRUIRE

6.1	La Grève dans les guides de Paris .....	220
6.2	Le roman noir de la Grève au XIX <sup>e</sup> siècle.....	227

CONCLUSION .....	233
------------------	-----

## APPENDICE A

A.1 Calendrier cérémoniel de la Grève en 1745 .....	239
---	-----

## APPENDICE B

B.1 Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1685.....	243
B.2 Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1745.....	244
B.3 Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1785.....	245

## APPENDICE C

C.1 Ordonnance concernant la construction des échafauds en 1745 .....	246
---	-----

BIBLIOGRAPHIE .....	253
---------------------	-----

4.2	Pierre-Alexis Delamair, Projet d'agrandissement de l'hôtel de ville à la Grève attribué au Bureau de la Ville, 1738 (Ars., Ms. 2912).....	166
4.3	Hivert, Plan de la Grève et de la place qu'on peut y aménager, 1739 (BHVP, Ms. NA 477).....	167
4.4	Hivert, Plan de la Grève et de la place qu'on peut y aménager, 1739 (BHVP, Ms. N.A. 477).....	167
4.5	Hivert, Plan de la rue du Monceau Saint-Gervais et de la place que l'on peut aménager devant le portail de l'église Saint-Gervais, 1739 (BHVP, Ms. N.A. 477).....	168
4.6	Hivert, Plan de la rue du Monceau Saint-Gervais et de la place que l'on peut aménager devant le portail de l'église Saint-Gervais, 1739 (BHVP, Ms. N.A. 477).....	168
4.7	Pierre-Alexis Delamair, Projet d'agrandissement de l'hôtel de ville, place de Grève (Ars., Ms. 2912).....	169
4.8	Jean-Baptiste-Augustin Beausire, Projet d'une place royale à la Grève, 1749 (Ars., Ms. 3103). ....	175
4.9	Projet d'une place royale à la Grève (sous la devise du Pélican), 1749 (Ars., Ms. 3103). ....	175
4.10	Pierre-Noël Rousset, Projet d'une place royale à la Grève, 1749 (Ars., Ms. 3103). ....	175
4.11	Pierre-Noël Rousset, Projet d'une place royale à la Grève, 1749 (BnF, Cartes et plans, Ge D 5423) .....	175
4.12	Pierre-Louis Moreau, Projet d'agrandissement de l'hôtel de ville, 1769 (BnF, Estampes, Ve-36-PET FOL). ....	182
4.13	Bernard Poyet, Projet d'une place Louis XVI et d'un hôtel de ville au Louvre, 1790 (BnF, Cartes et plans, Ge C 3758). ....	192
4.14	Mangin et Corbet, Projet d'embellissement de la capitale avec une place de justice à la Grève, 1792 (BnF, Cartes et plans, Ge C 3307) .....	193

4.15	Agrandissement de l'hôtel de ville au XIX <sup>e</sup> siècle (tiré de l'ouvrage d'Alfred Des Cilleuls et Jules Hubert, <i>Le domaine de la Ville de Paris dans le passé et dans le présent. Deuxième fascicule: L'hôtel de ville</i> , Paris, Imprimeries Réunies, 1891, p. 16). .....	196
5.1	Jean-Louis Prieur, Mort de M. de Flesselles, prévôt des marchands, 1802 (BnF, Estampes, Qb1(1789-07-14)-FOL) .....	218
5.2	Jean-Louis Prieur, Supplice de Foulon à la place de Grève, 1802 (BnF, Estampes, Qb1 (1789-07-23)-FOL) .....	218
Appendice B		
B.1	Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1685 .....	243
B.2	Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1745 .....	244
B.3	Distribution des lieux d'exécution parisiens en 1785 .....	244

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
0.1 Jean Baptiste Michel Renou de Chevigné, dit Jaillot, Plan du quartier de la Grève, 1773 (tiré de l'ouvrage de Jaillot, <i>Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris</i> , Paris, Lottin l'aîné, 1775).....	2
1.1 Jean de La Caille, Plan du quartier de la Grève, 1714 (BnF, Numm-103026).....	20
1.2 Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, Fête donnée à la place de Grève à l'occasion de la naissance de la princesse Marie-Thérèse, fille du Dauphin, en juillet 1746, 1754 (Musée Carnavalet, n° P.1979).....	22
1.3 Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, L'hôtel de ville et la place de Grève, 1753 (Musée Carnavalet, n° P.285).....	23
1.4 Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, Le cabaret de l'Image Notre-Dame, place de Grève, 1751 (Musée Carnavalet, n° P.280).....	25
1.5 Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, L'Île Saint-Louis et le Pont Rouge, vus de la place de Grève, ca 1750-1760 (Musée Carnavalet, n° P.283).....	26
2.1 Schéma des forces auxiliaires et de leurs liens avec les juridictions à la Grève.....	76
3.1 Structure du feu d'artifice construit en place de Grève, février 1749 (AN, K 1009 (216).....	125
3.2 Plan des constructions temporaires dans la place de Grève, février 1749 (BnF, Arts du spectacle, FOL Ra 4 in 526).....	126
3.3 Amphithéâtre élevé dans la place de Grève, 1749 (BnF, Estampes, Qb1 (1747-1749).....	127
3.4 Pierre-Louis Moreau-Desproux, Salle provisoire construite à l'occasion des fêtes de la naissance du Dauphin, 1782 (Musée Carnavalet, n° IED.8154).....	139
3.5 Supplice de Damiens sur la place de Grève, 1757 (AN, AD III 8 (249).....	146
4.1 Pierre-Alexis Delamair, Projet d'un nouvel hôtel de ville au milieu du Pont-Neuf, 1738. (Ars., Ms 2912).....	159

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Affaires criminelles et de police survenues à la Grève et traitées par la Ville et le Châtelet.....	70
2.2 Catégories d'affaires traitées par la Ville et le Châtelet.....	71
2.3 Lieux où interviennent la Ville et le Châtelet.....	74
2.4 Interventions des forces armées auxiliaires sur la Grève, 1675-1715 .....	78
2.5 Interventions des différentes compagnies de la garde de Paris, 1675-1785 .....	86
3.1 Réjouissances publiques organisées par la Ville de Paris pour des événements touchant à la vie du royaume, du souverain ou de sa famille, 1750-1789.....	106
3.2 La géographie des peines capitales à Paris, 1675-1785.....	116
4.1 La « table démonstrative et curieuse » de Pierre-Alexis Delamair, ou les avantages respectifs de trois projets d'hôtels de ville .....	161
Appendice A Calendrier cérémoniel de la Grève en 1745.....	239

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AN	Archives nationales de France
Ars.	Bibliothèque de l'Arsenal
BHVP	Bibliothèque historique de la Ville de Paris
BnF	Bibliothèque nationale de France
ENPC	École nationale des Ponts et Chaussées
JF	Fonds Joly de Fleury
Ms. Bastille	Archives de la Bastille
Ms. fr.	Manuscrits français

## RÉSUMÉ

Cette thèse interroge un lieu central de la capitale française (l'actuelle place de l'Hôtel de Ville) et vise à saisir, en amont, les processus qui font de la place de Grève une figure de l'angoisse au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Au cours des dernières années, les recherches sur les villes médiévales et modernes ont révélé la richesse de l'espace comme problème théorique et historique. Cette thèse s'inscrit dans les travaux récents qui tentent de comprendre comment l'espace urbain est produit et comment, en retour, celui-ci « produit » du social, du politique et du culturel.

Les changements observés sont saisis dans le temps long et tiennent compte des transformations qui s'opèrent aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans les façons de concevoir, d'organiser et de réguler l'espace urbain. À la fois cause et conséquence de ces changements, la réorganisation des institutions parisiennes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et l'uniformisation progressive des pratiques des autorités sur des territoires à la fois partagés et contestés témoignent de l'émergence d'une nouvelle conception de l'espace urbain. Lentement élaborée à travers la pratique, malgré la diversité des corps et leur rivalité éventuelle, cette conception fait de l'espace urbain un territoire plus homogène, organisé depuis un centre et dans lequel les fonctions doivent être distribuées de manière utile.

Située au centre de Paris et ouverte sur la Seine, la Grève est la plus ancienne place publique de la capitale. Site d'une activité commerciale et portuaire ancienne, étroitement associée à l'origine du gouvernement municipal et lieu de représentation des pouvoirs publics, elle est un espace hybride et polyvalent doté d'une forte charge symbolique. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est un lieu complexe, chargé et tendu, livré en partage à des usages concurrents.

Si la forte charge symbolique de la Grève tient largement à l'hybridité du lieu et à sa polysémie, l'action des autorités invite toutefois à reconsidérer cet espace, son sens, ses usages et ses formes. L'évolution de l'utilisation cérémonielle de la place dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle révèle la transformation des pratiques des autorités qui, de plus en plus, vont dans le sens d'une spécialisation des lieux urbains pour des raisons à la fois fonctionnelles, sécuritaires, esthétiques et symboliques. Ainsi, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que les fêtes et les réjouissances, qui avaient jusque-là constitué une dimension importante de l'occupation cérémonielle du site, tendent à reculer, les exécutions publiques s'y concentrent.

Une réflexion similaire est poursuivie par les aménageurs qui s'interrogent eux aussi sur les sens, les usages et les formes de la place, mais dont l'action est compliquée par la polysémie du site. Diversement revendiquée par les acteurs, la Grève est à la fois perçue comme le lieu d'origine du pouvoir municipal et bourgeois, le symbole de l'identité civique, un lieu de glorification de la monarchie, le principal lieu d'exercice de la justice royale et un lieu de rassemblement populaire et ouvrier. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les hésitations et les échecs des



projets de réaménagement de la place témoignent de l'écart entre les représentations des acteurs et de la fertilité des sens du lieu. Surtout, ces échecs successifs ont pour résultat de préserver presque intacte, au cœur de la ville, une forme urbaine que tous jugent pourtant archaïque et dangereuse pour l'organisme urbain.

Si les formes, les pratiques et les représentations du lieu sont partiellement orientées par l'action des élites et des autorités, la place offre toutefois autant de possibilités que de contraintes aux individus et aux groupes qui peuvent se l'approprier de diverses manières. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à travers une série de contestations et de négociations, la place est étroitement associée aux ouvriers du bâtiment qui s'y rendent traditionnellement pour l'embauche. En juillet 1789, elle est investie symboliquement par les nouvelles institutions municipales et ses usages sont détournés par la foule révolutionnaire. Perçus comme autant de détournements et de subversions, ces usages autonomes de l'espace, hors des cadres fixés par le pouvoir, contribuent à nourrir la crainte du désordre que la place faciliterait.

Perçue à la fois comme un environnement malsain et insalubre, fréquenté par une population migrante, marginale et violente, la Grève cristallise les anxiétés sociales au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle devient une véritable figure de l'angoisse dans les romans noirs où son évocation seule suffit pour illustrer les dangers et les bas-fonds de la capitale. Ouvrages populaires, peu coûteux et largement diffusés, ces œuvres de fiction fonctionnent à la manière d'une caisse de résonance et contribuent à forger et « embellir » cet imaginaire angoissant du lieu.

Mots-clés : Paris, place publique, place de Grève, production de l'espace, espace urbain, histoire urbaine

## INTRODUCTION

**PLAN DU QUARTIER DE LA GRÈVE**

Limitses du Q<sup>r</sup> S<sup>t</sup> Martin. Limits de la Q<sup>r</sup> Verrerie S<sup>e</sup>. Avoue.

Rue de la Harpe Rue de la Poudre Rue du Gros Caillou Rue de la Verrerie Rue de la Poudre Rue de la Verrerie Rue de la Poudre

Marché du Cimetière St-Jean

Place de Grève

Quai de la Grève

Port au Bled et autres Marchandises Corps de Garde

A PARIS

Chez le S<sup>r</sup> Jaillot Géographe Ord.<sup>e</sup> du Roi  
de l'Académie Roy.<sup>e</sup> des Sciences et Belles Lettres d'Angers  
Quai des Augustins. A.P.D.R. 1773

Echelle de 100 Toises

Achevé en 1829, quelques années avant que la guillotine dressée devant l'hôtel de ville de Paris ne soit déplacée à la barrière Saint-Jacques, *Le dernier jour d'un condamné* de Victor Hugo brosse, à travers l'impossible discours de celui qui doit mourir, le portrait de cette « lugubre place de Grève, qui pourrait être pavée des têtes qu'elle a vues tomber »<sup>1</sup>. En quelques pages, Victor Hugo propose une image sensible de ce lieu dont l'évocation seule suffit, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à faire naître l'angoisse. Sentiment diffus, voire confus, l'angoisse qu'inspire alors la place de Grève ne se raccroche pas seulement à l'évocation des exécutions capitales dénoncées par Victor Hugo. Elle renvoie aussi au malaise général provoqué par le lieu, imaginé comme un environnement insalubre, fréquenté par les couches misérables de la société, creuset du crime et de la dégradation morale. Aux yeux du baron Haussmann, seule la destruction du tissu urbain auquel la place appartient peut résoudre cette angoisse :

Devant l'Hôtel de Ville, dans l'intervalle qui séparait l'ancienne Place du Châtelet de l'espace irrégulier qualifié de Place de Grève, l'œil était affligé par d'horribles cloaques, nommés rue de la Tannerie, de la Vieille-Tannerie, de la Vannerie, de la vieille Place aux Veaux, Saint-Jérôme, de la Vieille-Lanterne, de la Tuerie, des Teinturiers, etc. Cette dernière était si peu large, que la façade vermoulue d'une des maisons, en pans de bois hourdés de plâtre, qui la bordaient, essaya vainement de s'abattre : elle ne put que s'appuyer sur celle de la maison opposée.

Et quelle population habitait là !

Non ! Ceux qui n'ont pas, ainsi que moi, parcouru le vieux Paris de cette époque en tous sens, ne peuvent s'en faire une idée juste, malgré ce qu'il en reste forcément ; car, je n'ai rien négligé pour l'améliorer<sup>2</sup>.

Cet imaginaire de la Grève, bien réel dans les fictions littéraires du début du XIX<sup>e</sup> siècle, est particulièrement présent dans le roman-feuilleton et dans le roman noir de l'époque qui font de la Grève un des foyers dans la topographie criminelle de la ville<sup>3</sup>. Véritable « dépositaire de fantasmes largement partagés »<sup>4</sup>, cette littérature dite populaire mais en fait destinée à tous

---

<sup>1</sup> Victor Hugo, *Le dernier jour d'un condamné*, Paris, Gallimard, 2000 (1829), p. 129.

<sup>2</sup> George Eugène Haussmann, *Mémoires*, Françoise Choay, Bernard Landau et Vincent Sainte Marie Gauthier (éd.), Paris, Seuil, 2000, p. 809-810.

<sup>3</sup> Dominique Kalifa, « Les lieux du crime : topographie et imaginaire social à Paris », *Crime et culture au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2005, p. 17-43.

<sup>4</sup> Lucian Boia, *Pour une histoire de l'imaginaire*, Paris, Les Belles lettres, 1998, p. 44.

témoigne de l'existence d'un imaginaire de la place qui pèse, plus ou moins fortement certes, sur les perceptions que les individus ont du lieu<sup>5</sup>.

Si l'exécution des criminels est associée à la place de Grève depuis fort longtemps, cet imaginaire angoissant n'a pourtant pas toujours existé. S'intéressant à la transformation des thèmes criminels dans la littérature du début du XIX<sup>e</sup> siècle, Louis Chevalier remarquait que la description du crime et des lieux qui y sont associés reste un fait exceptionnel dans le *Tableau de Paris* de Louis-Sébastien Mercier et dans les ouvrages similaires qu'il a inspirés sous l'Empire et pendant les premières années de la Restauration<sup>6</sup>. Intéressé par la description du Paris pittoresque, il arrive bien sûr à Mercier de croiser des criminels, mais ce sont plus souvent des petits filous que les assassins anonymes et inquiétants dépeints par Eugène Sue dans ses *Mystères de Paris*<sup>7</sup>. De même, si les carcans et les gibets de la Grève figurent bien dans la topographie criminelle que tracent les occasionnels et les imprimés de large circulation à l'époque moderne, la place demeure un lieu hautement polysémique et fait naître toute une collection de représentations<sup>8</sup>.

L'objectif de cette thèse est précisément d'expliquer la construction de cet imaginaire familial des dix-neuviémistes en saisissant, en amont, les processus qui font de la place de Grève une figure de l'angoisse au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Envisagé ici comme « une *autre réalité*, imbriquée dans la réalité tangible, mais non moins réelle que celle-ci »<sup>9</sup>, l'imaginaire qui se construit autour de la place est une réponse au lieu, une façon de le vivre, qui a également la faculté de le transformer.

---

<sup>5</sup> Bien sûr, l'imaginaire collectif ne détermine pas complètement les perceptions que les individus ou les groupes ont du lieu. Les maçons de la Creuse, par exemple, qui s'identifient à la place, ne la perçoivent pas nécessairement comme un lieu dangereux. Ainsi, Martin Nadaud, qui rédige ses mémoires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, évoque plutôt le lieu à travers l'embauche sur la place, l'univers précaire des garnis et la sociabilité entre maçons dans les cabarets du quartier. Martin Nadaud, *Léonard, maçon de la Creuse*, Paris, La Découverte, 1998 (1895).

<sup>6</sup> Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2002 (1958), p. 46-47.

<sup>7</sup> Eugène Sue, *Les mystères de Paris*, Paris, Robert Laffont, 1989 (1842-1843).

<sup>8</sup> Vincent Milliot, *Paris en bleu. Images de la ville dans la littérature de colportage (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Parigramme, 1996, p. 145-149.

<sup>9</sup> Lucian Boia, *Pour une histoire de l'imaginaire*, op. cit., p. 39. L. Boia souligne.

Sur le plan méthodologique, ma réflexion s'inscrit dans la veine des travaux récents qui considèrent l'espace comme un produit historique. Les recherches des géographes et des historiens des villes médiévales et modernes, notamment, ont montré tout l'intérêt qu'il y avait à interroger l'espace urbain comme un produit social et à tenter de comprendre comment, en retour, celui-ci « produisait » du social, du politique et du culturel<sup>10</sup>. Cette démarche vise à comprendre comment des espaces sociaux spécifiques jouent un rôle constitutif dans la production et la reproduction des relations sociales. En ce sens, elle invite à reconsidérer la place respective souvent accordée aux concepts d'espace et de temps dans l'explication historique ; l'espace n'est pas ici pensé à la manière d'un décor neutre à l'intérieur duquel des processus plus proprement historiques (des conflits, des transformations ou des réactions) prendraient place. Au contraire, les usages de l'espace, les façons de se le représenter et de l'imaginer sont envisagés ici comme des opérateurs actifs qui participent pleinement des processus historiques.

D'un point de vue philosophique, l'espace dont il est question dans ma thèse n'est pas seulement un substrat, tangible ou non, dans lequel des répartitions s'inscrivent ; il dépend, dans sa réalité même, des objets et des hommes qui s'y trouvent et qui entrent en relation entre eux en fonction du nombre indéterminé de logiques qui les animent. « Dans le cas de l'espace tel qu'il tend à se développer en géographie et dans les sciences sociales contemporaines, les réalités spatialisées organisent l'espace par des relations qui peuvent être

---

<sup>10</sup> À cet égard, le numéro du *Journal of Interdisciplinary History* dirigé par Peter Arnade, Martha Howell et Walter Simons en 2002 témoigne de façon éloquente des possibilités offertes pour l'histoire urbaine. « Fertile Spaces : The Productivity of Urban Space in Northern Europe », *Journal of Interdisciplinary History*, 32, 4 (2002) ; on consultera également Barbara A. Hanawalt et Michal Kobialka (dir.), *Medieval Practices of Spaces*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000 ; Anna Maslakovic, « Churchyard and Civic Square. The Production of Public Spaces in Late Medieval and Early Modern Lyon », *Proceedings of the Western Society for French History*, 27 (1999), p. 190-199 et *Common and Public: A Genealogy of Urban Space in Late Medieval and Early Modern Lyon*, thèse de doctorat (histoire), Columbia University, 2000. La publication ambitieuse du *Dictionnaire de la géographie et de l'histoire des sociétés*, qui invite à repenser, du point de vue de la géographie, la place de cette discipline et de ses concepts par rapport aux autres sciences sociales, témoigne également de ce questionnement multidisciplinaire. Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.



portées par des acteurs et le définissent dans leur mise en mouvement, dans l'action »<sup>11</sup>. Si l'espace est, pour une part, un produit matériel, lesté du poids des choses dans la variété de leurs agencements, il naît de la tension dynamique entre la sphère idéale (idées, pensées) et la sphère matérielle (objets, agencements). Même dans ses dimensions les plus directement visibles, les formes architecturales par exemple, l'espace est constamment réinterprété, gorgé de sens par les hommes qui y projettent de la pensée, des signes et des valeurs, que cette opération soit consciente ou non. Ainsi le bâti ne détermine-t-il donc jamais complètement les pratiques et l'on voit au XVIII<sup>e</sup> siècle, par exemple, les bureaux des administrations s'installer dans les hôtels aristocratiques et modifier le sens de ces édifices<sup>12</sup>. L'homme n'échappe donc jamais à la dimension matérielle ou physique de l'espace, mais ce rapport est un processus culturel. L'expérience humaine est toujours une expérience du temps historique et de l'espace orienté, même si cette structure spatio-temporelle, particulière, se révèle rarement à la conscience<sup>13</sup>. Placer l'espace au centre de l'analyse permet donc de prendre en compte les individus et les groupes qui agissent dans, par et pour l'espace et de comprendre les effets politiques, sociaux et culturels de leurs actions.

Cette façon de considérer l'espace est largement tributaire des travaux du philosophe français Henri Lefebvre et informée par l'analyse marxiste du changement social qu'il proposait<sup>14</sup>. Réagissant à une tradition qui envisage l'espace comme un « contenant », un terme non-spécifique, celui-ci propose dans les années 1970 d'historiciser l'espace et d'en faire, au même titre que la classe, une catégorie essentielle pour comprendre et transformer l'expérience sociale. En fin de compte, sa théorie est une critique marxiste des façons par lesquelles l'espace est compris à l'intérieur des forces et des relations de production du

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 328.

<sup>12</sup> Natacha Coquery, *L'espace du pouvoir. De la demeure privée à l'édifice public, Paris 1700-1790*, Paris, Seli Arslan, 2000. Bernard Lepetit emploie la belle métaphore du bernard-l'hermite pour évoquer la société urbaine qui se glisse dans un bâti qui n'est jamais tout à fait le sien et dont les usages sont un amalgame de reproduction et d'innovation. Bernard Lepetit, « Le temps des villes », *Villes, histoire et culture*, 1 (1994), p. 7-19.

<sup>13</sup> La géographie humaniste de la fin des années 1970 a beaucoup insisté sur la subjectivité et l'expérience de l'espace. Sur cette question, voir les travaux de Yi-Fu Tuan, *Espace et lieu. La perspective de l'expérience*, Gallion, Infolio, 2006 (1977), notamment, p. 121-137 ; Anne Buttimer et David Seamon, *The Human Experience of Space and Place*, New York, St. Martin's Press, 1980.

<sup>14</sup> Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000 (1974).

capitalisme. Son argument fondateur consiste à affirmer que l'espace (social) est un produit (social). De cette affirmation découle un certain nombre de propositions. D'abord, l'espace est historique, chaque société produisant son propre espace. Ensuite, notre connaissance de l'espace reproduit et expose le processus de production à travers les pratiques spatiales (l'espace dans ses usages quotidiens), les représentations de l'espace (l'espace conçu par les autorités et les groupes dominants) et l'espace de représentation (l'espace vécu, dans ses représentations symboliques et artistiques). Henri Lefebvre introduit donc une « triplicité » de l'espace, qui est à la fois perçu, conçu et vécu. Revisitée par plusieurs, géographes et historiens, la théorie de la production de l'espace apparaît comme un cadre et un outil puissant pour penser le changement social<sup>15</sup>.

Dans la dialectique proposée par Henri Lefebvre, l'espace n'est pas seulement un produit de la société, il a également la faculté d'agir sur la matière sociale et devient donc un concept-clé pour comprendre le changement social. La grille analytique en trois parties qu'il expose demeure éclairante pour l'historien. En décortiquant le processus de production de l'espace, il distingue trois catégories—séparées dans son exposé mais qui n'apparaissent pas comme des moments distincts dans la réalité—qui font de l'espace un concept polyvalent, mélange complexe d'expérience, d'appréhension et de réification. Il distingue d'abord l'espace dans ses usages sociaux ; ensuite l'espace représenté, conçu et normalisé par les groupes dominants, c'est-à-dire les concepts abstraits, les plans, les cartes et les lois qui organisent les usages de l'espace ; et, enfin, l'espace vécu, le niveau où les individus et les groupes répondent inconsciemment à l'espace, l'imaginent et se le représentent en symboles, dans les arts ou la littérature. Cette dernière catégorie non seulement transcende les deux premières, mais elle a également le pouvoir de les transformer. En insistant sur son historicité, Henri Lefebvre fait ainsi de l'espace un concept aux multiples possibilités qui permet de relier le matériel et le discursif, le physique et l'idéologique, l'expérimenté et l'imaginé. Si les significations attachées à l'espace urbain apparaissent toujours instables,

---

<sup>15</sup> Traduit en 1991, l'ouvrage de Henri Lefebvre a suscité beaucoup d'intérêt dans le monde anglophone, chez les géographes, d'abord, puis chez les historiens. Pour une étude qui reprend les concepts qu'il a développés, on consultera David Harvey, *Consciousness and the Urban Experience: Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.



elles ne sont pas complètement indéterminées. Elles sont pleinement historiques et résultent de concours d'actions et d'individus particuliers, de changements institutionnels précis et de réponses spécifiques à ces changements. La tâche pour l'historien est alors de découvrir comment ces mouvements convergent, sous quelles pressions et avec quels effets<sup>16</sup>.

Fréquemment confondus, les concepts d'espace et de lieu ne sont pas toujours faciles à distinguer. Dans le langage courant, l'espace renvoie souvent à un volume creux, un « contenant » pour les lieux et, en ce sens, ils sont parfois traités comme des opposés. Plutôt qu'un contraire, j'entends ici l'espace comme un concept plus abstrait que le lieu. Sur cette question, je retiens cette distinction : « l'espace est différent du lieu, mais il est inexistant sauf dans des lieux spécifiques »<sup>17</sup>. Les lieux sont toujours fabriqués par les hommes et leurs significations dérivent, en partie, de leur matérialité. Elles dérivent également des activités, des actions, qui arrivent dans ces lieux. Si elles conservent toujours un référent matériel, les significations d'un lieu sont toujours aussi des interprétations en décalage avec cette matérialité. Christine Métayer a bien mis en valeur les liens étroits qui unissaient les écrivains publics de Paris au cimetière des Saints-Innocents et elle a montré combien la coexistence sous les charniers de pratiques mortuaires et d'une sociabilité urbaine et marchande avait contribué à la définition du sens du lieu<sup>18</sup>. Davantage que le concept d'espace, je crois, celui de lieu renvoie à cette idée de co-présence dans un espace borné, délimité, dans lequel la distance est éliminée. Son utilisation permet de souligner et d'insister sur l'intensité et les effets spécifiques de cette co-présence. À Paris, les écrivains publics ne se rencontraient pas que sous les charniers. Cependant, leur concentration à cet endroit et la sociabilité qu'ils y partageaient dans un cadre bien précis contribuèrent à produire un lieu spécifique. De la même manière, considérées indépendamment les unes des autres, les activités qui se tiennent à la place de Grève et les relations qui y sont nouées sont rarement singulières et peuvent presque toujours être observées ailleurs dans la capitale. Toutefois, elles se superposent à la Grève dans une configuration unique et avec une intensité particulière qui mérite d'être

---

<sup>16</sup> Peter Arnade, Martha Howell et Walter Simons, « Fertile Spaces... », *loc. cit.*, p. 535.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 542. Ma traduction.

<sup>18</sup> Christine Métayer, *Au tombeau des secrets. Les écrivains publics du Paris populaire, cimetière des Saints-Innocents, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 2000.

étudiée pour elle-même. Le concept de lieu m'apparaît donc comme une ressource permettant de mettre en valeur ces caractéristiques importantes et leurs effets. En envisageant ainsi le lieu et l'espace comme des concepts distincts mais indissociables, j'espère pouvoir montrer la spécificité de la place de Grève tout en ne la détachant pas de l'espace urbain auquel elle appartient.

En effet, si les actions qui se croisent et se superposent à la Grève confèrent au lieu un sens particulier, leur logique ne se comprend pas nécessairement à l'échelle de la place. Pour cerner la généalogie de cette figure de l'angoisse qu'est la Grève au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il faut d'abord saisir pour elles-mêmes les logiques d'action des individus et des groupes, en comprendre les motifs et les formes pour tenter d'en mieux circonscrire les évolutions, sans les détacher des espaces dans lesquels elles s'inscrivent. Les acteurs rencontrés à la Grève n'agissent pas nécessairement en fonction de cette place publique, même si leur action peut contribuer à en altérer le sens ; leurs stratégies sont parfois mieux comprises à l'échelle du quartier de police, du voisinage, de la ville ou de l'espace fluvial par exemple<sup>19</sup>.

Par ailleurs, la place de Grève demeure un lieu hybride pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle et continue de remplir une diversité de fonctions. Exécutions, réjouissances, loteries, activités commerciales et autres s'y succèdent –et s'y chevauchent parfois— contribuant à faire de la Grève un lieu central doté d'une forte charge symbolique. Pourtant, cette mixité d'usages et de fonctions retient moins souvent l'attention des chercheurs. L'historien de l'architecture et l'urbaniste tendent à s'intéresser aux monuments et au bâti urbain, l'anthropologue interroge les rituels et les cérémonies qui y sont pratiqués, etc. De façon générale, les études sur l'espace urbain tendent à se concentrer sur un type de lieu, un type de source ou encore sur une ou deux dimensions de l'espace urbain. Dans le cas d'espaces polysémiques comme la Grève, une telle méthode ne permet toutefois pas de rendre compte de la pleine signification du lieu. En ce sens, la théorie de la production de l'espace est utile parce qu'elle fournit les

---

<sup>19</sup> Sur l'ambiguïté posée par des territoires qui se recouvrent, on trouvera des observations éclairantes dans l'article d'Alain Cabantous, « Le quartier, espace vécu à l'époque moderne : ambiguïté et perspectives d'une histoire », *Histoire, économie et sociétés*, 3 (1994), p. 427-439.

outils conceptuels nécessaires pour interroger le lieu de façon globale, dans toutes ses dimensions.

J'ai choisi de suivre la formation de l'imaginaire de la Grève sur la longue durée afin de bien prendre la mesure des changements qui s'opèrent dans les façons de concevoir, d'organiser et de réguler l'espace urbain à l'époque moderne. La réorganisation des institutions parisiennes en 1667, à la fois cause et conséquence de ces changements, a servi de point d'entrée. Compte tenu du nombre et de la diversité des acteurs mis en cause, des logiques propres qui les animent et du temps long dans lequel s'inscrit le processus que j'étudie, il faut forcément réfléchir aux formes complexes de causalité qu'il est nécessaire d'invoquer pour le reconstituer. La formation de l'imaginaire angoissant de la Grève au début du XIX<sup>e</sup> siècle est le produit, ni anticipé ni recherché, de la rencontre entre plusieurs mouvements qui, à l'origine, avaient des directions et des objectifs différents. Seul dénominateur commun de tous ces mouvements, l'espace se retrouve au centre de mon argumentation. Les pratiques spatiales, l'espace conçu et l'espace vécu sont interdépendants et agissent constamment et simultanément entre eux dans le processus de production de l'espace. Cette synchronie pose évidemment des difficultés à l'historien, plus habitué à rechercher la causalité dans le temps, dans la chronologie. Surtout, elle oblige celui-ci à réfléchir à ses conséquences sur le récit linéaire qu'il construit<sup>20</sup>. En effet, comment ne pas sacrifier la multiplicité des processus sociaux à la linéarité de la narration ?

Plutôt que d'insister sur la chronologie dans l'organisation de mon récit, j'ai choisi de mettre en valeur la faculté de l'espace à agir sur la société et à transformer l'expérience sociale. J'ai organisé les chapitres de cette thèse en fonction des différents « types » d'espaces produits à la Grève pendant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : sont ainsi abordés successivement l'espace ou le territoire juridictionnel, l'espace de la représentation et de la mise en scène des pouvoirs, l'espace conçu et aménagé, tous largement dirigés par les autorités et les élites ; puis, l'espace du droit et de la légitimité, contesté, revendiqué et négocié avec ces dernières ; enfin, l'espace représenté et imaginé par la société. Cette division n'a pas pour objectif de séparer les lignes de mon argumentation de façon à ce

---

<sup>20</sup> Peter Arnade, Martha Howell et Walter Simons, « Fertile Spaces... », *loc. cit.*, p. 516.

qu'elles correspondent plus ou moins aux trois catégories énoncées par Henri Lefebvre. L'espace est toujours à la fois perçu, vécu et conçu et ce sont là trois dimensions indissociables d'un même processus. Si cette organisation permet effectivement d'insister sur l'une ou l'autre de ces composantes selon les chapitres, elle ne s'y enferme pas. Cette structure narrative a aussi pour conséquence de rendre plus fréquents les allers-retours dans le temps et suppose que certains événements, particulièrement significatifs, peuvent être interrogés à plus d'une reprise.

L'un des défis de cette recherche a été de réunir et de donner une cohérence aux témoignages souvent fragmentaires livrés par les sources. Il a fallu identifier et interroger des documents conservés dans plusieurs bibliothèques et dépôts d'archives, souvent dispersés dans différents fonds et reconstituer des dossiers qui ne l'étaient pas. Ce type de recherche impliquait également d'avoir recours aux travaux, nombreux, d'autres historiens qui avaient abordé dans leurs propres recherches l'une ou l'autre des perspectives explorées ici. Si au XVIII<sup>e</sup> siècle, tous ceux qui traversaient la capitale passaient probablement par la Grève ou au moins à proximité<sup>21</sup>, c'est sans doute également vrai pour les historiens de Paris qui finissent presque tous par croiser la place, à un moment ou à un autre dans leurs études. L'intégration à ma propre réflexion des résultats de leurs recherches, menées en fonction d'objectifs et de méthodologies divers, fut une entreprise qui a demandé beaucoup de travail.

Ma thèse repose ainsi sur un assemblage composite de documents sériels, descriptifs et iconographiques. Une part importante des archives que j'ai utilisées furent produites par les pouvoirs publics de la capitale, qui exerçaient à la fois des fonctions administratives, policières et judiciaires à la Grève, et dont l'action a largement contribué à régler les usages et à définir le lieu. Siège de l'hôtel de ville, la place était étroitement liée à l'ancienne municipalité parisienne dont les fonctionnements concrets demeurent, étonnamment, encore mal connus. Cette méconnaissance n'est sans doute pas étrangère aux difficultés que posent aujourd'hui les archives de cette institution. Suite aux divers démembrements et prélèvements dont elles ont fait l'objet, dès la Révolution, ces archives sont aujourd'hui

---

<sup>21</sup> David Garrioch, *Neighbourhood and Community in Paris, 1740-1790*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 234.

réparties entre plusieurs séries aux Archives nationales<sup>22</sup>. Cette dispersion, qui ne tient pas compte des fonctionnements internes de l'institution, complique la tâche de l'historien. Elle l'oblige souvent, par exemple, pour connaître les pièces produites à l'occasion d'un événement spécifique ou pour saisir la pratique d'un officier municipal, à reconstituer des dossiers à partir de documents conservés dans différentes séries. J'ai souvent utilisé les registres de délibérations du Bureau de la Ville comme point de départ à mes recherches dans les archives municipales. Formant une série chronologique continue qui couvre presque toute la période examinée ici (ils s'interrompent le 4 mars 1784), ils sont utiles pour effectuer un premier repérage et témoignent de l'activité administrative ordinaire du Bureau. Celui-ci, composé du prévôt des marchands, des quatre échevins, du greffier en chef, trésorier et avocat et du procureur du Roi et de la Ville, était à l'époque le principal organe de l'administration municipale. Les registres témoignent des rapports que la municipalité entretenait avec la Couronne, avec qui elle communiquait par l'intermédiaire du secrétaire d'État à la Maison du Roi, et avec les autres institutions de la capitale. Pour utile qu'il soit cependant, l'examen des registres, qui ne retiennent que les actes principaux émanés du Bureau, doit être complété par celui des documents qui ont servi à l'élaboration des décisions et qui sont souvent conservés dans d'autres séries. En outre, les registres témoignent essentiellement du rôle administratif de la municipalité. Pour tout ce qui concerne l'exercice de la juridiction de la Ville, notamment, l'étude des pièces de procédures et des actes conservés dans la sous-série Z<sup>1h</sup> demeure indispensable.

À ce premier ensemble de sources, produit par la Ville, s'en est greffé un autre, issu des représentants du roi au Châtelet de Paris. Siège de la justice royale ordinaire, le Châtelet se chargeait d'une part importante du contentieux, civil et criminel, qui survenait dans la capitale. Plusieurs de ses officiers disposaient également de pouvoirs étendus en matière de police et participaient ainsi à la réglementation des usages de l'espace urbain. Leur activité à la Grève a été principalement saisie à travers les archives des commissaires du Châtelet

---

<sup>22</sup> Le système de classement actuel regroupe les archives de l'ancienne municipalité selon certaines matières. Elles sont principalement rassemblées dans les sous-séries H<sup>2</sup> (registres de délibérations et pièces relatives aux affaires particulières de la Ville), K (privilèges et administration de la Ville, élections et fonctions des officiers municipaux, fêtes et cérémonies), Q<sup>1</sup> (titres domaniaux) et Z<sup>1h</sup> (juridiction de la Ville).

affectés au quartier. La richesse des papiers de ces officiers est maintenant bien connue des historiens et leur utilité a été démontrée pour comprendre non seulement les modalités du maintien de l'ordre mais aussi les habitudes de vie et les usages de l'espace par la population<sup>23</sup>. Les commissaires étaient en relation étroite avec le lieutenant général de police, statutairement rattaché au Châtelet, mais exerçant de plus en plus son activité en dehors de cette juridiction, qui fut également un acteur important des changements étudiés. Sans avoir fait l'objet d'un dépouillement systématique, les papiers émanés de la lieutenance de police (ordonnances, ordres, correspondances) ont également été mobilisés pour documenter certains événements.

Outre les archives de la Ville et du Châtelet, j'ai également utilisé une partie des archives du Parlement de Paris (AN, série X) et des papiers rassemblés par les procureurs généraux de cette juridiction (BnF, Joly de Fleury). Cour d'appel en dernier ressort des justices parisiennes, le Parlement connaissait un volume considérable d'affaires et était également amené à se prononcer lors des conflits qui opposaient les différentes juridictions. Sur le plan de l'administration générale, il détenait des pouvoirs relatifs à la grande police qu'il exerçait sur toute l'étendue de son ressort, mais plus particulièrement dans la capitale. En vertu des très larges attributions de cette cour, le procureur général fut à plusieurs reprises amené à connaître ou à se prononcer sur des affaires mettant en cause, à divers titres, la place de Grève<sup>24</sup>.

En plus des papiers produits par les pouvoirs publics, d'autres ensembles documentaires ont également été interrogés. J'ai notamment eu recours à la littérature de témoignage afin de retrouver des détails spécifiques ou des ruptures de l'ordinaire qui n'apparaissent pas toujours dans les archives « officielles », mais qui n'échappent pas à certains observateurs. Les témoins les plus souvent convoqués, l'avocat Edmond-Jean-François Barbier et le libraire Siméon-Prosper Hardy, sont bien connus des historiens du

---

<sup>23</sup> Sur cette question, je renvoie, entre autres, aux nombreux ouvrages d'Arlette Farge indiqués dans la bibliographie.

<sup>24</sup> Sur la famille Joly de Fleury, dont les membres se succèdent au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la charge de procureur général, on consultera Paul Bisson de Barthélémy, *Les Joly de Fleury, procureurs généraux au Parlement de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEDES, 1964.

XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. Auteurs de journaux d'événements qui couvrent presque le siècle<sup>26</sup>, Barbier et Hardy furent des observateurs curieux et assidus de la vie parisienne. Pour ce qui concerne l'exécution publique, j'ai également eu recours à la collection formée par Thomas-Simon Gueullette, procureur au Châtelet de Paris. De par sa fonction, qu'il exerce de 1709 jusqu'à sa mort en 1766, Gueullette fut un témoin privilégié du spectacle pénal dans la capitale. Sa collection rassemble des pièces diverses, arrêts, canards et occasionnels, qu'il lui arrive de commenter. Les annotations de Gueullette constituent souvent un témoignage unique et permettent de saisir non seulement le spectacle de l'exécution à la Grève mais également les autres usages de la place<sup>27</sup>. À ces ensembles documentaires larges qui abordent une diversité de thèmes et qui interviennent à plusieurs reprises dans la thèse, se sont greffés d'autres corpus, plus spécifiques, qui feront l'objet d'une présentation détaillée dans les chapitres subséquents, dont certains tendent à s'organiser davantage autour de certains types de sources.

Le premier chapitre sert à ouvrir des fenêtres sur la place de Grève, un lieu complexe, chargé et tendu. J'y présente la situation de la place dans la ville et sa configuration physique mais, surtout, je tente de la saisir dans ses rythmes, dans ses pratiques et dans ses habitudes.

---

<sup>25</sup> Le journal de Barbier a déjà fait l'objet d'une édition : Edmond-Jean-François Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763), ou Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*, Paris, Charpentier, 1857, 8 vol. Le manuscrit du libraire Hardy est pour sa part conservé à la Bibliothèque nationale de France, sous les cotes Ms. Fr. 6680-6687. L'édition intégrale du journal est actuellement en cours auprès des Presses de l'Université Laval. Sur ces auteurs et leurs journaux, on consultera : Arnaud de Maurepas, « L'oeil, l'oreille et la plume : la sensibilité testimoniale dans le *Journal de Barbier* », *Histoire, économie et société*, 10, 4 (1991), p. 491-503 ; Valérie Goutal-Arnal, « "Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance", chronique (1753-1789) du libraire Siméon-Prosper Hardy », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46, 3 (1999), p. 457-477 ; Pascal Bastien et Daniel Roche, « Le journal d'un temps qui passe : Mes Loisirs, ou l'autre Tableau de Paris », *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance (1753-1789)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, t. 1, p. 1-29.

<sup>26</sup> Barbier commence son journal en 1718 et ne le termine qu'en 1763. Quant à la chronique de Hardy, qui commence en 1753 mais ne devient quotidienne qu'à compter de 1765, elle se poursuit jusqu'en 1789.

<sup>27</sup> La collection formée par Gueullette puis poursuivie après sa mort par deux de ses amis est conservée aux Archives nationales sous les cotes AD III 3 à 17. Pour une présentation plus détaillée de cette collection et de son utilisation pour une histoire du spectacle pénal, voir Pascal Bastien, *L'exécution publique à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006, p. 62-65.

M'inspirant très librement de la *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien* de Georges Perec<sup>28</sup>, je me suis attachée à retracer les rythmes répétitifs de la vie quotidienne et ceux, plus syncopés, de la vie cérémonielle de la place.

Puisqu'il s'agit de comprendre l'angoisse que fait naître le lieu, le deuxième chapitre examine ensuite la façon dont la société gère le danger, réel ou imaginé, par le biais des pouvoirs publics. Le maintien de l'ordre et de la sécurité, entendu au sens large et englobant à la fois la sûreté de l'État, la sécurité des subsistances et le contrôle de la criminalité, suppose que les pouvoirs publics investissent l'espace urbain. Il renvoie aux pratiques des autorités, à leurs façons de concevoir l'espace urbain et leurs pouvoirs dans et sur celui-ci—des objets que l'historien peut examiner et dont il peut tenter de comprendre les évolutions. En surveillant les rues, les quais et les places de la ville, les pouvoirs publics ne font pas que contrôler l'espace urbain, ils se créent eux-mêmes. L'étude de Katia Weidenfeld sur la voirie parisienne à la fin du Moyen Âge a montré que la municipalité revendiquait le droit de contrôler les rues parce qu'elle était en charge d'assurer l'approvisionnement de la capitale<sup>29</sup>. Les rues et les quais servaient d'espace au gouvernement municipal qui se créait lui-même en revendiquant ces pouvoirs et en les exerçant<sup>30</sup>. Même après le triomphe supposé de l'absolutisme sous Louis XIV, l'action dans l'espace est inséparable de l'existence même des acteurs ; l'incapacité de la Ville à concevoir son existence et à exprimer ses revendications autrement que dans un territoire en témoigne. C'est ce qui invite à rechercher dans l'évolution des pratiques de contrôle du territoire des indices de la transformation de l'imaginaire de l'espace urbain auquel la Grève appartient, à défaut d'identifier des transformations spécifiques à ce lieu.

---

<sup>28</sup> Georges Perec, *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien*, Paris, C. Bourgois, 1982 (1975).

<sup>29</sup> Katia Weidenfeld, *La police de la petite voirie à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1996.

<sup>30</sup> C'est d'ailleurs sur ce même espace que se joue, à travers les revendications rituelles, la lutte pour l'hégémonie entre pouvoir central et municipal. Les processions du Corps de Ville à travers la cité sont constitutives du pouvoir municipal. L'entrée royale qui prend la ville pour le roi à travers un parcours rituel dans l'espace urbain s'inscrit dans la même logique. À Paris, elle s'éclipse après 1660 lorsque la monarchie est assez forte. Sur cette question, voir Lawrence M. Bryant, *The King and the City in the Parisian Royal Entry Ceremony: Politics, Ritual, and Art in the Renaissance*, Genève, Droz, 1986.



Parce que l'imaginaire de la Grève dont j'essaie de retracer la formation est associé à la violence et à la criminalité, j'ai choisi d'examiner, à l'intérieur du domaine plus large du maintien de l'ordre et de la sécurité, la surveillance au quotidien exercée sur le territoire par les deux principales juridictions, la municipalité et le Châtelet. Ce qui ressort de cet examen va dans le sens de ce qu'a observé Katia Weidenfeld. D'abord, l'appropriation de l'espace urbain au moyen de la territorialisation est indispensable à l'existence des deux institutions (dont l'extension des pouvoirs dépend d'ailleurs de leurs ressources territoriales). Parce qu'ils agissent sur le même espace, la municipalité et le Châtelet entrent en relation et se transforment lentement. Par-delà les divisions territoriales qui demeurent, les pratiques et les modalités de la surveillance se modifient et s'harmonisent : l'espace est divisé en unités calibrées, plus finement quadrillées et prises en charge par des agents spécialisés et professionnels. Dans une société où le contrôle ne s'exerce plus « aussi longtemps que nécessaire » mais donne lieu à un appareil permanent, la surveillance du territoire devient elle-même un spectacle qui contribue à l'enracinement des pouvoirs publics dans la ville<sup>31</sup>. Par leur action au sein de leurs juridictions, les autorités parisiennes définissent de façon positive un espace urbain dans lequel le danger est contrôlé. Les pratiques communes de surveillance qu'elles développent renvoient en effet à une certaine idée de la visibilité, de la lisibilité et de la transparence de l'espace urbain et révèlent des transformations plus profondes dans les façons de concevoir la ville. Peu à peu, l'espace urbain s'homogénéise, résultat à la fois de pratiques partagées et d'une centralisation croissante au profit de l'administration centrale. À la fois instituée et instituant, cette appréhension neuve de l'espace urbain rend possible et souhaitable une gestion renouvelée des fonctions et des usages de la ville.

L'exercice de leur juridiction n'est pas la seule façon pour les autorités d'agir dans l'espace pour créer leur pouvoir. L'espace urbain est aussi un lieu de représentation où elles se mettent en scène à travers des spectacles profondément ritualisés s'appuyant sur des lieux qui contiennent et qui confèrent du sens. Cette dynamique est examinée dans le troisième chapitre. Dans le Paris des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la place de Grève est l'un des principaux

---

<sup>31</sup> John R. Gold et George Revill, « Exploring Landscapes of Fear: Marginality, Spectacle and Surveillance », *Capital and Class*, 80 (2003), p. 27-50.

sites de la ville où s'articule la communication symbolique entre les autorités et la population au moyen des fêtes et des exécutions publiques. S'ils ont leur propre histoire et se transforment à mesure qu'évoluent les pouvoirs qui les mettent en scène, ces spectacles confèrent également un sens changeant au lieu. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le déclin progressif des fêtes et la concentration des exécutions capitales à la Grève altèrent la résonance symbolique du lieu. Par ailleurs, ces spectacles interviennent dans un espace urbain lui-même en mouvement, constamment redéfini par l'action des pouvoirs publics dont les pratiques relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité évoluent à la même période. L'inscription dans la ville des spectacles publics se modifie en conséquence. Jugée inadéquate pour les fêtes, sauf au prix de transformations temporaires considérables, la Grève apparaît comme un espace confus, peu fonctionnel et suscite l'inconfort.

Prenant acte de l'évolution des façons de concevoir l'espace de la ville et des moyens propres à l'embellir, le quatrième chapitre examine les projets de réaménagement de la place de Grève au XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors que s'élabore progressivement une vision de l'espace urbain comme un territoire susceptible d'être organisé depuis un centre et dans lequel on tend à spécialiser les lieux afin de distribuer de manière utile les fonctions dans la ville, la question de l'hybridité de la place de Grève se pose avec acuité. Caractérisée par la mixité de ses fonctions, on s'interroge alors sur le sens qu'il convient de donner à la place. L'examen des plans et des projets élaborés au XVIII<sup>e</sup> siècle révèle l'existence d'images décalées qui expliquent, en partie, l'échec successif des différentes propositions. Malgré toutes les tentatives de réaménagement, la forme urbaine, pourtant jugée de plus en plus inadéquate, reste donc presque intacte jusqu'à la fin du siècle. Perçue comme un environnement insalubre, en rupture avec l'urbanisme moderne, l'existence même de la Grève suscite l'inquiétude au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle.

Parce qu'elles conçoivent l'espace urbain, qu'elles définissent les normes et règlent les usages, les autorités dirigent largement le processus de production de l'espace. Bien qu'elles soient en position de dominance, leur action ne définit pourtant pas à elle seule le sens du lieu. Pour cette raison, j'examine dans le cinquième chapitre les stratégies de groupes qui s'approprient et utilisent la place de Grève comme lieu de négociation ou de contestation

avec les autorités parisiennes et dont l'action contribue aussi à forger l'imaginaire angoissant du lieu. Dans le cas des ouvriers qui se rassemblent sur la Grève pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle comme dans celui de l'assemblée des électeurs de Paris qui s'installe en 1789 dans l'hôtel de ville, l'espace est revendiqué parce qu'il crée des droits et qu'il confère une légitimité. Du point de vue des autorités, toujours inquiètes des débordements, les usages autonomes et les détournements de l'espace que l'action de ces deux groupes suppose sont perçus comme une menace, un danger.

En interrogeant les représentations littéraires de la place de Grève, dans les guides de Paris, d'abord, puis dans les romans criminels du début du XIX<sup>e</sup> siècle, la dernière partie de la thèse souhaite refermer la boucle en suivant les images que ces écrits construisent et la formalisation qu'ils opèrent de l'imaginaire du lieu. Dans les fictions du XIX<sup>e</sup> siècle, l'angoisse que suscite la place de Grève apparaît comme un précipité où se rejoignent et se fondent les inquiétudes suscitées par la violence, la criminalité, l'insalubrité et le désordre qui seraient caractéristiques du lieu.

## CHAPITRE I

### LA GRÈVE : UN LIEU SINGULIER DANS LA CAPITALE

Située sur la rive droite, face à l'île de la Cité et ouverte sur la Seine, la Grève est placée presque en plein centre de Paris. Elle réunit le fleuve et la ville et articule les flux de personnes et de marchandises qui viennent de l'un et de l'autre. Les voyageurs qui arrivent dans la capitale par les coches du port Saint-Paul peuvent y louer une voiture de place pour poursuivre leur route sur la terre ferme ou demander à un passeur d'eau de les mener au port Saint-Landry et rejoindre la rive gauche<sup>1</sup>. À proximité de la croisée de Paris, la Grève est un carrefour qui permet de rejoindre les principales voies de la capitale. Bien qu'elle semble aller de soi lorsqu'on considère un plan de la capitale, la centralité de la Grève est pourtant une construction historique, faite par les hommes, résultat de la concentration et de la superposition d'événements et de fonctions dans un même lieu.

Sa centralité est l'une des caractéristiques qui font de la Grève un lieu pas comme les autres auquel les Parisiens attribuent une valeur et une signification particulières. L'ensemble des caractères qui définissent sa spécificité peuvent être regroupés autour de trois dimensions : d'abord, sa localisation, c'est-à-dire sa situation et son rôle dans la ville, puis son décor ou son contexte architectural, institutionnel et social et, enfin, son sens ou sa signification pour les acteurs<sup>2</sup>. Dans ce premier chapitre, je poserai les bases d'une réflexion

---

<sup>1</sup> Bernard Causse, *Les fiacres de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 44 ; Isabelle Backouche, *La trace du fleuve. La Seine et Paris (1750-1850)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000, p. 28-32 et 39.

<sup>2</sup> Plusieurs chercheurs se sont intéressés à la notion de lieu au cours des dernières années. C'est au géographe politique John A. Agnew que j'emprunte les trois dimensions définissant le lieu. Voir son ouvrage *Place and Politics: The Geographical Mediation of State and Society*, Boston, Allen & Unwin, 1987. On trouvera des bilans historiographiques utiles sur cette question dans Jacques Lévy

sur la place de Grève comme lieu spécifique de la capitale et j'introduirai les thèmes qui seront développés dans la thèse. Il s'agira, dans un premier temps, de localiser la place dans la capitale. Je décrirai ensuite brièvement l'environnement immédiat dans lequel elle s'insère. Une dernière partie, plus étoffée, s'intéressera aux rythmes et aux pratiques qui structurent ce lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans le temps quotidien comme dans le temps cérémoniel. L'objectif de ce premier chapitre est, en somme, de montrer que la Grève n'est pas un réceptacle inerte mais au contraire un opérateur actif, une réalité singulière structurée par des habitudes et des rythmes, ayant une histoire, des pratiques et un devenir. Les chapitres subséquents montreront comment ce lieu s'inscrit dans un fonctionnement collectif et comment il est chargé de valeurs communes dans lesquelles les individus peuvent, potentiellement, se reconnaître.

### 1.1 Une localisation au centre de la ville

Le plan de Jean de La Caille, gravé au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, permet un premier contact avec la place (figure 1.1).

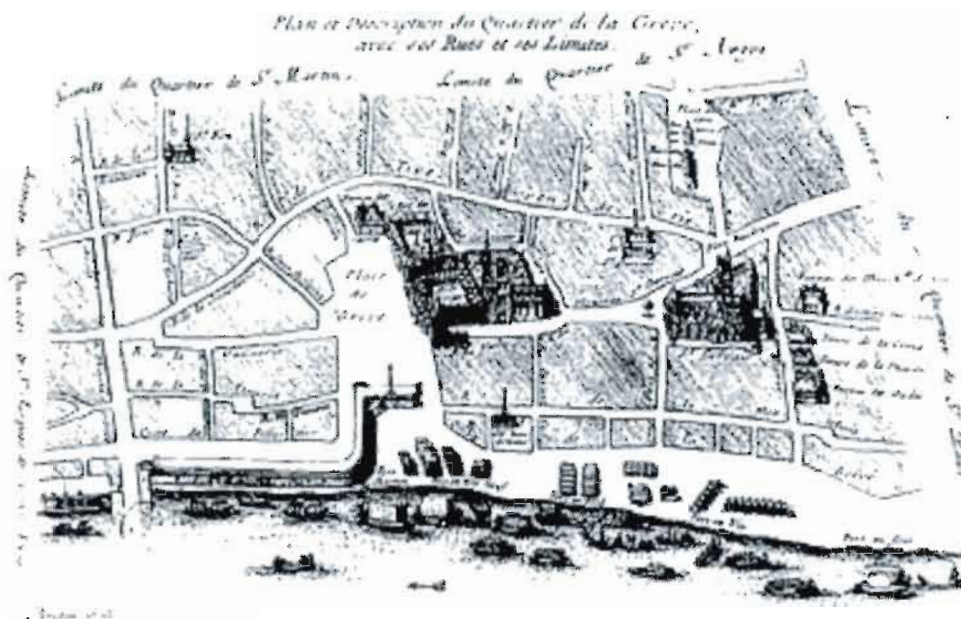


Figure 1.1 : Jean de La Caille, Plan du quartier de la Grève, 1714.

---

et Michel Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003 et Tim Cresswell, *Place. A Short Introduction*, Malden, Blackwell, 2004.

Sur le front de la rivière, on remarque d'abord le contraste entre le quai Pelletier, construit à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle—que certains appellent d'ailleurs encore quai Neuf—, et la grève en pente douce qui descend à la rivière. Sur le port, au pied de la dénivellation créée par le renforcement du quai dans la place, sont distribués les ports destinés aux marchandises de charbon, de bois, de vin et de blé. Le front urbain de la place est irrégulier, s'ouvrant légèrement, à l'ouest, sur le carrefour des rues de la Vannerie et Jean-de-l'Épine et, au nord, sur la rue du Mouton. À la manière d'autres plans de l'époque, celui de La Caille souligne en outre l'opposition entre, d'une part, les bâtiments publics—le Grand Bureau des pauvres<sup>3</sup>, l'hôpital du Saint-Esprit<sup>4</sup>, l'hôtel de ville et l'église Saint-Jean-en-Grève—regroupés sur le côté est de la place et détaillés par des vues à vol d'oiseau et, d'autre part, les bâtiments privés, laissés indistincts dans les îlots.

## 1.2 Panorama du lieu

Peints au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les tableaux de Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet forment un témoignage très évocateur du lieu et offrent un panorama presque complet de la place. La *Fête donnée place de Grève à l'occasion de la naissance de la princesse Marie-Thérèse, fille du Dauphin, en juillet 1746* est une représentation précieuse puisqu'elle saisit la Grève d'un point de vue inhabituel et montre les fabriques temporaires élevées sur la place pour l'une des nombreuses fêtes qu'on a coutume d'y donner (figure 1.2)<sup>5</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'iconographie de la place est en effet presque exclusivement composée de vues de l'hôtel de ville. À l'inverse, le tableau de Raguenet permet de voir la ligne de faite inégale des maisons qui entourent la Grève, où les constructions ayant des lucarnes sur la façade alternent avec les

---

<sup>3</sup> Le Grand Bureau des pauvres levait tous les ans une taxe d'aumône sur les habitants de la ville, de quelque qualité qu'ils soient, et dont n'étaient exempts que les pauvres eux-mêmes. Il avait juridiction pour contraindre ceux qui refusaient de payer et disposait pour cela de huissiers. D'après *l'Almanach royal* de 1775, les assemblées s'y tenaient tous les lundis à deux heures après midi. On pourra consulter sur ce sujet Léon Cahen, *Le Grand Bureau des pauvres de Paris au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle : contribution à l'histoire de l'assistance publique*, Paris, G. Bellet, 1902.

<sup>4</sup> L'hôpital du Saint-Esprit était une institution charitable, fondée en 1326, qui recevait des orphelins (40 garçons et 60 filles). On leur apprenait un métier ainsi qu'à lire, écrire et compter. Jèze, *État de Paris...*, Paris, Chez Claude Hérisant Fils, 1757, p. 130-131.

<sup>5</sup> Pour une analyse de ce tableau, voir Jacques Wilhelm, « Une vue de la place de Grève », *Bulletin du Musée Carnavalet*, 14, 1 (1961), p. 2-9.

maisons, plus basses et plus vieilles, ayant pignon sur la place<sup>6</sup>. Contrairement à ce qui s'observe alors dans les places royales aménagées ailleurs dans la capitale, les façades qui bordent la Grève ne sont pas réglées par un programme architectural uniforme et régulier<sup>7</sup>.



Figure 1.2 : Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, Fête donnée place de Grève à l'occasion de la naissance de la princesse Marie-Thérèse, fille du Dauphin, en juillet 1746, 1754.

<sup>6</sup> On trouvera une étude très fine du bâti dans le centre de Paris, basée sur les procès-verbaux des experts-jurés des bâtiments, dans l'ouvrage de Youri Carbonnier, *Maisons parisiennes des Lumières*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006.

<sup>7</sup> Richard L. Cleary, *The Place Royale and Urban Design in the Ancien Regime*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.





Figure 1.3 : Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, L'hôtel de ville et la place de Grève, 1753.

*L'hôtel de ville et la place de Grève*, peint à la même époque, reprend quant à lui un point de vue plus courant (figure 1.3). Il montre la façade de l'hôtel de ville, derrière lequel se dresse le clocher de l'église Saint-Jean-en-Grève. Commencé en 1533 sur les plans de l'architecte italien Dominique de Cortone, dit Le Boccador, l'hôtel de ville avait été érigé sur le site de la Maison aux Piliers et ne fut terminé qu'en 1628<sup>8</sup>. L'architecture monumentale de l'édifice, inspirée de la Renaissance italienne, et la construction imposante en pierre de taille tranchent avec les vieilles maisons sur piliers qui l'encadrent encore. Courant à l'époque

<sup>8</sup> La Maison aux Piliers avait été acquise par la municipalité en 1357, au moment de la révolte du prévôt des marchands Étienne Marcel. Elle remplaçait l'ancien Parloir aux Bourgeois, situé dans un bâtiment attenant au Châtelet, et fut le siège de la municipalité du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. Lorsque la décision fut prise de construire un nouvel hôtel de ville, on ne démolit pas tout de suite l'ancienne structure médiévale. On décida plutôt de construire autour afin de ne pas déplacer les activités de la municipalité. Sur le Parloir aux Bourgeois, voir Alfred Des Cilleuls, « Le parloir aux Bourgeois », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 22 (1895), p. 1-66 ; sur la Maison aux Piliers, voir Michel Félibien et Guy-Alexis Lobineau, *Histoire de la ville de Paris*, Paris, Chez G. Desprez et J. Desessartz, 1725, tome 3, p. 274 ; Henri Sauval, *Histoire et antiquités de la ville de Paris*, Paris, C. Moette, 1724, tome 2, p. 482-483 ; Alfred Des Cilleuls et Jules Hubert, *Le domaine de la Ville de Paris dans le passé et dans le présent. Deuxième fascicule: L'hôtel de ville*, Paris, Imprimeries Réunies, 1891 ; sur la construction de l'hôtel de ville au XVI<sup>e</sup> siècle et pour une étude du programme architectural de l'édifice, on consultera Cathryn Pauline Steeves, *The Hotel de Ville of Paris: The Architecture, Urbanism and Politics of Francois I*, thèse de doctorat (histoire de l'architecture), Columbia University, 1996.



médiévale, ce type de maison commence toutefois à se faire rare dans la ville du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. Les galeries aménagées sous leurs façades, autrefois pratiquées « autour des places et marchés publics pour la commodité des gens de pied ou pour y mettre certaines marchandises à couvert »<sup>10</sup>, témoignent de l'ancienneté de l'activité commerciale à la Grève et des aménagements faits pour la faciliter<sup>11</sup>.

*Le cabaret de l'Image Notre-Dame* entraîne pour sa part plus près de l'activité qui anime le secteur (figure 1.4). Y sont représentés, de chaque côté de l'étroite rue de la Mortellerie qui longe la rivière, le cabaret de l'Image Notre-Dame, à gauche, et la maison dite « des Chats », à droite, avec son corps de garde aménagé dans la boutique. Les maisons de la Grève reprennent ainsi la distribution commune à l'époque avec une boutique au rez-de-chaussée et des étages d'habitation au-dessus.

---

<sup>9</sup> Dans une lettre de 1729, les officiers du Bureau des finances laissent entendre que ces maisons sur piliers ne se voient plus alors qu'aux Halles et à la Grève. BnF, JF 129, Lettres qui permettront aux propriétaires de 4 maisons à la Grève vis-à-vis l'Hôtel de ville au-devant desquelles étoit une place vuide portée sur des piliers de clore le vuide, 1729, f° 38.

<sup>10</sup> *Ibid.*, f° 36.

<sup>11</sup> Le plus ancien document mentionnant la place, un brevet de concession du droit de marché de 1141, indique que la Grève était alors déjà dénommée place du Vieux-Marché. L'acte a été édité par Robert de Lasteyrie dans le *Cartulaire général de Paris: ou Recueil de documents relatifs à l'histoire et à la topographie de Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1887, p. 277-278 ; on en trouvera une analyse dans l'ouvrage d'Alfred Des Cilleuls et Jules Hubert, *Le domaine de la Ville...*, *op. cit.*, t. 1, p. 6-8. Sur cette période, on consultera également Anne Lombard-Jourdan, *Aux origines de Paris : la genèse de la rive droite jusqu'en 1223*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1985. On trouvera une analyse comparée de l'évolution des places marchandes à l'époque moderne et de cette forme urbaine (la maison portée sur piliers en bordure d'une place de marché) dans l'ouvrage de Donatella Calabi, *The Market and the City: Square, Street and Architecture in Early Modern Europe*, Aldershot, Ashgate, 2004.



Figure 1.4 : Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, Le cabaret de l'Image Notre-Dame, place de Grève, 1751.

À l'époque où Raguenet peint cette série de tableaux, la ségrégation sociale s'amorce dans le Paris ancien. La population se densifie, les migrants s'installent de préférence au centre de la ville et les quartiers tels que la Grève s'appauvrissent au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. L'enquête sur la géographie de l'accueil dans la capitale a d'ailleurs permis de souligner l'existence continue, entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'un quartier ouvrier et populaire autour de la Grève et de l'hôtel de ville<sup>13</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, si la majorité des établissements d'accueil se regroupent encore sur la rive gauche, c'est néanmoins autour de la Grève, près de la paroisse Sainte-Avoye et sur la longue rue de la Mortellerie que l'on retrouve, sur la rive droite, la plus forte concentration de ce type d'établissements. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils sont rassemblés dans les rues débouchant sur la place et sont fortement impliqués dans le processus d'accueil des migrants, des voyageurs et des

<sup>12</sup> Daniel Roche, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p. 35.

<sup>13</sup> Gilles Chabaud, Vincent Milliot et Jean-Michel Roy, « La géographie parisienne de l'accueil », Daniel Roche (dir.), *La ville promise : mobilité et accueil à Paris, fin XVII<sup>e</sup> - début XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2000, p. 115-170.

ouvriers travaillant sur les ports. Ces établissements, moins luxueux qu'ailleurs, font alors de cette partie de la ville l'un des quartiers des arrivées dans la capitale. Dans la seconde moitié du siècle, on peut trouver à se loger dans le secteur pour 4 à 8 livres par mois, soit 3 à 5 sols par nuit<sup>14</sup>. Le plus souvent, on y vit en chambrée collective comme ces quatre garçons tailleurs qui habitent une chambre au deuxième étage, chez la dame Rousseau, logeuse et principale locataire d'une maison place de Grève<sup>15</sup>. Cette forte concentration se maintient encore au début du XIX<sup>e</sup> siècle alors que les environs de l'hôtel de ville font exception à la dispersion des garnis vers la périphérie. L'expansion économique que connaît la capitale dans les années 1820, notamment dans le domaine du bâtiment, provoque alors l'arrivée d'une masse considérable d'ouvriers, souvent auvergnats ou limousins, qui s'installent traditionnellement près de la place de Grève<sup>16</sup>.



Figure 1.5 : Nicolas-Jean-Baptiste Raguenet, Le Quai de la Grève, l'Île Saint-Louis et le Pont Rouge, vus de la place de Grève, ca. 1750-1760.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.123-127.

<sup>15</sup> AN, Y 15094<sup>A</sup>, 14 et 25 octobre 1785 et Y 15094<sup>B</sup>, 5 et 14 novembre 1785, minutes du commissaire Ninnin.

<sup>16</sup> Gilles Chabaud, Vincent Milliot et Jean-Michel Roy, « La géographie parisienne de l'accueil », *loc. cit.*; Christine Piette et Barrie M. Ratcliffe, *Vivre la ville. Les classes populaires à Paris (1<sup>ère</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Boutique de l'histoire, 2007, p. 314.

Un dernier tableau de Raguenet complète ce panorama de la Grève (figure 1.5). Le peintre, probablement situé au coin du quai Pelletier, surplombe le port, représenté en contrebas. Malgré les sacs alignés sur le rivage, les bateaux amarrés à la berge et les quelques groupes qui vont en discutant, le port semble toutefois remarquablement calme. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, il était pourtant le lieu d'une activité ancienne dont l'intensité commandait le réaménagement. En effet, s'il est vrai que le port de la Grève n'échappe pas aux grandes évolutions qui, entre 1750 et 1850, transforment peu à peu la relation que les Parisiens entretiennent avec la Seine et rendent la ville étrangère à son fleuve, au moment où Raguenet croque son tableau, le port est encore un théâtre remuant d'animation qui imprime quotidiennement son rythme à la place qui le borde<sup>17</sup>.

### **1.3 Habitudes, rythmes et pratiques de la place**

Chaque jour, la place s'anime alors que converge vers elle toute une population, parfois venue des quatre coins de la ville. La Grève est à la fois un milieu de vie pour ses riverains, un lieu de rencontre pour les habitants du quartier et, avec l'hôtel de ville qui la borde, un point de repère pour l'ensemble des Parisiens. Au quotidien, le lieu vibre de ces rencontres.

#### **1.3.1 Le temps quotidien rythmé par le fleuve**

On sait à quel point, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le fleuve est encore profondément intégré à la vie urbaine parisienne. Sur ses rives cohabitent en effet une foule d'activités et l'espace fluvial est utilisé par la population urbaine dans toute sa diversité. La Seine est d'abord un axe d'approvisionnement majeur, en eau évidemment, mais aussi en aliments, combustibles, matériaux et marchandises de toutes sortes qui arrivent par bateaux. À la Grève, les porteurs d'eau vont remplir leurs tonneaux à l'un des trois puits aménagés sur la rive droite avant de reprendre leur chemin dans la ville, tandis qu'on conduit les chevaux à l'abreuvoir du port au blé<sup>18</sup>. Si l'importance relative des approvisionnements qui arrivent à la Grève ne cesse de reculer au profit des ports situés en amont et en aval, les Parisiens peuvent

---

<sup>17</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 22 et 25.

cependant encore s'y procurer au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle toute une variété de marchandises : charbons, vins, bois, grains, chaux et verreries, entre autres, y sont encore vendus à terre ou dans les bateaux. À la fois lieu d'accostage et point de vente, le port n'est pas utilisé pour le débit en gros vers des détaillants qui se chargeraient ensuite de la distribution dans la ville. C'est un endroit où tout Parisien peut se rendre pour se ravitailler, ce qui en fait un lieu de rencontre privilégié<sup>19</sup>. Par ailleurs, tout le long de la Seine, quantité de métiers se sont implantés et se fondent sur leur proximité avec le fleuve. À la Grève, l'éviction des tanneurs et la construction du quai Pelletier en 1673 révèlent déjà, au XVII<sup>e</sup> siècle, une modification des pratiques et une tendance à évacuer certaines activités devenues gênantes. La construction du quai n'entraîne toutefois pas la disparition de tous les petits métiers fluviaux et, pendant une bonne partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Ville loue des emplacements aux fermiers des bateaux à l'essive qui attachent leurs embarcations au bas du quai Pelletier<sup>20</sup>.

Lieu d'une activité intense, l'espace fluvial est l'objet d'une forte pression par les usagers. Le fleuve, les berges et les quais sont ainsi étroitement surveillés par la municipalité qui veille à concilier les différents usages. C'est à la Ville que revient le soin de donner les permissions, d'assigner et de louer les places. L'espace fluvial est ainsi finement découpé, cartographié et marqué<sup>21</sup>. C'est encore la Ville qui règle les conditions de travail des nombreux officiers et gagne-deniers requis pour le travail portuaire<sup>22</sup>. Elle dicte enfin les rythmes du travail sur les ports en spécifiant les heures de vente, de chargement et de déchargement des marchandises. À la belle saison, on s'y active entre six heures du matin et

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 112-126.

<sup>20</sup> AN, F<sup>7</sup> 4296, Ordonnance du 23 décembre 1737, Placement des bateaux à laver l'essive. Port de la Grève ; Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>21</sup> AN, H 1931<sup>1</sup>, Distribution des ports au bois et charbon de la Grève, 17 janvier 1718 ; H 1857, f<sup>os</sup> 275r<sup>o</sup>-278r<sup>o</sup>, Ordonnance du prévôt des marchands concernant la distribution du port de la Grève, depuis le pont Marie jusqu'au pont Notre-Dame, pour le commerce des marchandises de foin, avoine, bled, orge, et pour la décharge d'autres marchandises, 23 décembre 1737 ; Q<sup>1</sup> 1247, Bail des places à vendre du charbon à la petite mesure au port de la Grève, 4 juin 1717 et 3 juin 1726.

<sup>22</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*, p. 159-175.

sept heures du soir avec une interruption entre midi et deux heures. En hiver, la journée commence à sept heures pour finir à cinq heures<sup>23</sup>.

Un point de blocage est toutefois atteint vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'espace fluvial est encombré, voire saturé, et la régulation par les autorités parisiennes ne suffit plus à elle seule à endiguer la pression causée par les usages concurrents. Isabelle Backouche a décrit avec beaucoup de finesse l'émergence d'une nouvelle organisation de l'espace fluvial basée sur une appréhension globale du fleuve et une hiérarchie des usages qui privilégie la circulation au détriment des activités sédentaires. Cette nouvelle organisation se traduit par un double mouvement. Les pouvoirs publics veillent, d'une part, à multiplier les sites portuaires, notamment en périphérie de la ville, afin de désengorger les ports du centre, où le fleuve est encombré et la circulation difficile. D'autre part, ils favorisent la spécialisation progressive des points de vente où l'on abandonne graduellement la vente au détail pour se consacrer à la vente en gros. À la Grève, la décision prise en 1755 d'abandonner définitivement l'Étape est symptomatique des changements à l'œuvre au milieu du siècle et qui modifient des pratiques anciennes. Octroyée à la municipalité par Charles VI en 1413, à une époque où la Grève était encore l'unique port d'arrivée des vins apportés par la Seine, l'Étape devait servir de lieu de déchargement et d'exposition pour la vente des vins arrivés par terre. Il s'agissait en somme de concentrer dans un même lieu tout le commerce des vins de la capitale, dans ce qui était alors le principal port d'arrivée des marchandises dans la ville. Située sur la place de Grève, « depuis le ruisseau descendant des rues de la Vannerie et Jean de l'Épine, devant le bout de la Mortellerie tant comme la Place de Grève se comportoit, jusques devant l'hôtel de Ville »<sup>24</sup>, l'Étape servit donc pendant longtemps de lieu d'exposition et de vente des vins. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, certains des marchands qui y avaient des vins pouvaient utiliser les « solles et celliers » de l'hôtel de ville, du côté de la Grève, pour mettre leurs marchandises à l'abri des intempéries. Avec la croissance de la capitale, toutefois, le port et l'Étape en Grève se révélèrent bien vite insuffisants. L'augmentation du commerce et les plaintes répétées de certains marchands entraînèrent, au XVII<sup>e</sup> siècle, la

---

<sup>23</sup> AN, AD I 25A, Ordonnance concernant les heures de vente et de travail sur les ports, quais et chantiers, ainsi que sur les Étape et halle aux vins, 8 juillet 1777.

<sup>24</sup> AN, H 1944<sup>1</sup>, Avis concernant l'Étape, 1<sup>er</sup> juillet 1755.

construction d'une halle aux vins au port Saint-Bernard qui procurait un espace plus adéquat. Le succès de la nouvelle halle fut rapide et une partie du commerce des vins s'y déplaça bientôt. On avait toutefois maintenu l'obligation pour les marchands de transporter une partie des vins qu'ils faisaient entrer dans la ville à l'Étape. En 1755, la décision fut finalement prise d'abandonner l'Étape en Grève et de la réunir à la halle<sup>25</sup>. L'avis que donne le prévôt des marchands à cette occasion témoigne de la pression qui s'exerce alors sur l'espace fluvial dans le centre de la ville, mais évoque également des conditions qui sont propres à la place :

Nous revenons à la position actuelle de cette place publique, dont nous avons dit que la situation pouvoit il y a 300 ans être propre à former une Étape ou halle publique. Aujourd'huy et depuis longtems les cytoyens souffrent beaucoup de cette destination ; et il n'est pas besoin que nous citions les objets de fêtes publiques, surtout quant il plaist au Roy d'honorer l'Hôtel de ville de sa présence, pour convaincre que cette place doit être dégagée de cette sujettion. Nous pouvons même avancer, sans exagération que ce local à le bien considérer n'est ny une étape n'y une place publique. Ces deux qualifications sont respectivement opposées l'une à l'autre. Les carrosses publics qu'il y a 40 années nos prédécesseurs ny souffroient pas séjourner y sont en très grand nombre aujourd'huy, et nous cédon en faveur des cytoyens à la nécessité ; effet de ce changement et de cette différence qui est entre un siècle et un autre ; à quoy nous ajoutons les dépôts des matériaux que nous ne croyons pas encorre devoir contredire par la même raison ainsy la confusion de tous ces objets est telle, qu'aucun n'est remply, que les cytoyens, les étrangers, sont mal satisfaits du coup d'œil de cette Place toutes les fois qu'ils y passent, et chacun verroit avec un grand contentement transférer cette Étape ailleurs, dans ce siècle destiné aux embélissemens et aux commodités [...] L'accès à la place de Grève est très difficile, parce que les rues qui y abordent du quartier St-Antoine de celuy de la Verrerie et de celuy de St-Jacques de la Boucherie sont extrêmement serrées ; le quay Pelletier est très fréquenté, le passage y est difficile, parce qu'il est étroit, et par sa roideur ; c'est particulièrement cette dernière route que tiennent pour leur arrivé et leur retour les voitures qui amènent les vins de l'Orléannois après avoir passé sur le Pont Notre-Dame, que l'on sçait être continuellement aussy embarrassé<sup>26</sup>.

---

<sup>25</sup> AN, H 1866, Arrêt du Bureau qui ordonne la translation de l'Étape à la halle au vin, 1<sup>er</sup> juillet 1755 ; H 1944<sup>1</sup>, Arrest du Conseil et Lettres Patentes, Qui ordonne la commutation des Droits de l'Etappe en Grève, en un Droit fixe d'Un Sol par Muid de Vin, aux Entrées de Paris, 2 septembre 1755. Sur la halle au vin on consultera Y. Zephyrin, « La première halle au vin de Paris, 1664-1812 », *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, 35 (1984), p. 251-264 ; sur l'Étape en Grève, Henri Sauval, *Histoire et recherche...*, *op. cit.*, t. I, p. 655 et Alfred Des Cilleuls et Jules Hubert, *Le domaine de la Ville...*, *op. cit.*, p. 20-22.

<sup>26</sup> AN, H 1944<sup>1</sup>, Avis concernant l'Étape, 1<sup>er</sup> juillet 1755. Suivant l'avis du prévôt des marchands, l'Étape est transférée à la halle aux vins en 1755. Pourtant, dans le mémoire que le Bureau de la Ville dépose au Parlement en 1770 à l'occasion de l'accident de la rue Royale, l'existence de



Les propos du prévôt des marchands rendent compte de la restructuration des usages à l'œuvre à la Grève au milieu du siècle. Cette recomposition est évidemment étroitement liée aux évolutions qui marquent alors le port et le fleuve sur lesquels s'ouvre la place. Cependant, la réorganisation a également à voir avec le caractère spécifique de l'édifice qui la borde et qui commande un traitement particulier de la place. Ainsi, la multiplicité et la cohabitation des usages, si elles ont pu être signe de prospérité et de vitalité longtemps auparavant, ne sont plus tellement souhaitables au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et il vaut mieux, selon le prévôt des marchands, évincer certaines activités qui « jurent » trop avec le caractère monumental qu'on voudrait bien donner à la place. Ce qu'on constate toutefois c'est que l'espace ainsi « libéré » sur la place est rapidement récupéré par d'autres. La pression sur l'espace fluvial peut bien diminuer et la Grève se détacher lentement de la Seine dans la seconde moitié du siècle—le quai Pelletier est prolongé dans les années 1780, séparant encore plus la place du fleuve—, cela ne signifie pas nécessairement que la pression sur la place se relâche pour autant. D'autres usages, certains très anciens, tirent parti de l'espace libéré et du déclin des activités portuaires et se développent ainsi progressivement dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### 1.3.2 Le marché aux ouvriers

On a déjà souligné la présence des garnis populaires et des ouvriers qui y logent dans les rues adjacentes à la Grève et qui contribuent à faire de la place l'un des lieux de la vie ouvrière et corporative dans la ville. Ceci est encore renforcé par la présence de plusieurs bureaux de métiers et communautés ainsi que par la présence régulière d'un véritable marché aux ouvriers sur la place. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les bureaux d'au moins une quinzaine de métiers et communautés sont situés à la Grève ou dans les rues immédiatement adjacentes<sup>27</sup>. À ces

---

l'Étape est encore utilisée par les officiers municipaux pour affirmer leur juridiction sur le territoire de la Grève. Voir AN, H 1873, f° 589.

<sup>27</sup> Parmi lesquels sont les boursiers, ceinturonniers, chaînetiers, charrons, cordonniers, ferblantiers, teinturiers, peigniers, huissiers à cheval, bourreliers, corroyeurs, cuisiniers, cardeurs, ferrailleurs et fondeurs. Jèze, *Tableau universel et raisonné de la ville de Paris...*, Paris, Chez J. P. Costard, s.d., p. 210-233.



derniers s'ajoute le Bureau des recommanderesses, situé rue de la Vannerie jusqu'en 1769<sup>28</sup>, qui agit aussi comme bureau de placement et de recrutement pour les nourrices postulantes. Dans la mesure où les communautés interviennent de plus en plus dans le placement des ouvriers, le bureau corporatif devient dans plusieurs cas un lieu de passage obligé. Fréquemment, les ouvriers doivent s'y inscrire et attendre qu'un clerc leur assigne un lieu de travail<sup>29</sup>. Outre les bureaux de placement, certains métiers ont aussi des lieux traditionnellement désignés comme place d'embauche. Lorsqu'un maître a besoin d'un ouvrier, il le cherche au « marché » habituel : rue de la Poterie pour les pâtisseries, rue des Écouffes pour les menuisiers, aux Filles-Pénitentes de la rue Saint-Denis pour les peintres, doreurs et sculpteurs, à la Grève pour les charpentiers, les maçons et les manœuvres<sup>30</sup>. L'existence d'une place d'embauche permet aux autorités de contrôler l'emploi en même temps qu'elle simplifie la vie aux employeurs et aux ouvriers. À la Grève, les entrepreneurs du bâtiment bénéficient en outre de la proximité du port, où la chaux et les moellons sont débarqués pour être vendus<sup>31</sup>. Depuis le Moyen Âge, les ouvriers ont pris l'habitude de se rassembler entre cinq et sept heures le matin à l'entrée de la place, du côté de la rue de la

<sup>28</sup> Issu de la réunion des quatre bureaux alors existants, le nouveau Bureau des recommanderesses, créé par Sartine en 1769, est situé rue Neuve Saint-Augustin. Voir Alan Williams, *The Police of Paris, 1718-1789*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979, p. 241-244.

<sup>29</sup> Steven L. Kaplan, « Réflexions sur la police du monde du travail, 1700-1815 », *Revue historique*, 529 (1979), p. 43-44.

<sup>30</sup> Sur la question du marché du travail à la fin du Moyen Âge, voir Bronislaw Geremek, *Le salariat dans l'artisanat parisien aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Étude sur le marché de la main-d'œuvre au Moyen Âge*. Paris, Mouton, 1968, particulièrement les p. 126-131 pour la place d'embauche ; Steven L. Kaplan, « Réflexions... », *loc. cit.*, p. 43 ; Marie-Annie Moulin, *Les maçons de la Haute-Marche au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Institut d'études du Massif central, 1986, p. 159-162, qui souligne par ailleurs que la Grève n'est pas un marché exclusif : d'autres formes de recrutement, plus complexes, existent aussi, notamment pour les ouvriers plus qualifiés. Étroitement associée aux ouvriers du bâtiment à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Grève n'est cependant pas le seul lieu où ils se rassemblent dans la ville, les maçons ayant également coutume de se faire embaucher place Saint-Sulpice, Casey Harison, « The Rise and Decline of a Revolutionary Space: Paris' Place de Grève and the Stonemasons of Creuse, 1750-1900 », *Journal of Social History*, 34, 2 (2000), p. 431. D'autres ouvriers, sans lien avec les métiers du bâtiment, trouvent aussi de l'embauche en place de Grève. C'est le cas des tailleurs d'habits à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. BnF, F-5011 (43), *Ordonnance de police portant défenses aux maçons, charpentiers, couvreurs, tailleurs de pierre d'exiger des nouveaux venus des repas de bienvenue...*, 21 mai 1667.

<sup>31</sup> Youri Carbonnier, *Maisons parisiennes...*, *op. cit.*, p. 40.

Basse-Tannerie<sup>32</sup>. Ils y viennent avec leurs outils et attendent les maîtres. Le contrat et le salaire sont conclus sur la place, de gré à gré, et scellés par un verre d'eau-de-vie, l'écot, dans l'un des nombreux cabarets des alentours<sup>33</sup>.

Lieu d'embauche désigné et utilisé depuis très longtemps, le marché aux ouvriers qui se tient sur la place se transforme néanmoins à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'une de ces modifications tient à la croissance du marché lui-même. Après la Guerre de Sept Ans (1756-1763), l'industrie de la construction connaît en effet un dynamisme exceptionnel et le nombre des travailleurs qui se rendent à la Grève augmente significativement<sup>34</sup>. Ce mouvement se maintient dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une période de croissance démographique importante dans la capitale. Difficile à connaître pour l'Ancien Régime, le nombre d'ouvriers présents chaque matin à la Grève est enregistré avec précision, à partir de 1819, dans les *Bulletins de Paris*, leurs variations constituant un indicateur important, pour les autorités, de l'état de la conjoncture économique<sup>35</sup>. Du reste, les tentatives de libéralisation du travail de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, entrecoupées d'efforts contradictoires qui visent à resserrer le contrôle de l'État, transforment la régulation du travail traditionnellement exercée par les corporations et suscitent la résistance des ouvriers. La série de contestations qui surviennent à la fin du siècle témoigne de ces frictions où l'on note, pour la première fois, l'apparition de l'expression « faire grève »<sup>36</sup>. Le caractère potentiellement subversif d'un marché aux ouvriers qui prend de l'ampleur explique sans doute pourquoi il devient aussi, à la fin du siècle, de plus en plus visible aux yeux des autorités.

---

<sup>32</sup> À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une ordonnance de police du Châtelet règle l'embauche à la Grève : AN, AD I 25 B, Ordonnance de police concernant les Maîtres-Maçons et Entrepreneurs de Bâtimens, 17 août 1787.

<sup>33</sup> Marie-Annie Moulin, *Les maçons...*, *op. cit.*, p. 225.

<sup>34</sup> Allan Potofsky, « The Construction of Paris and the Crises of the Ancien Regime: the Police and the People of the Parisian Building Sites, 1750-1789 », *French Historical Studies*, 27, 1 (2004), p. 11.

<sup>35</sup> Simone Delattre, *Les douze heures noires. La nuit à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Michel, 2000, p. 614, note 233 ; Casey Harison, « The Rise... », *loc. cit.*, p. 423-424. Les *Bulletins de Paris* sont conservés aux AN, F<sup>7</sup> 3874-3893.

<sup>36</sup> Michael Sonenscher, « Journeymen, the Courts and the French Trades, 1781-1791 », *Past and Present*, 114 (1987), p. 77.

### 1.3.3 Le marché du Saint-Esprit

Profitant des piliers qui s'avancent sur la place devant les bâtiments de l'hôpital du Saint-Esprit et du Grand Bureau des pauvres pour mettre leurs marchandises à l'abri, les fripiers ont également pris l'habitude de s'y rassembler dès le XVII<sup>e</sup> siècle, tirant sans doute parti de l'animation de la place. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ont coutume de s'y retrouver le lundi de chaque semaine et ils donnent ainsi leur propre rythme à la place. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Louis-Sébastien Mercier brosse le tableau d'un marché fréquenté par « les petites bourgeoises, les procureuses, ou les femmes excessivement économes, [qui] y vont acheter, *bonnets, robes, casaquins, draps*, et jusqu'à des *souliers* tout faits »<sup>37</sup>. L'époque à laquelle cette foire improvisée s'est formée est imprécise. En 1786, le prévôt des marchands affirme que son établissement ne remonte pas à plus de trente ou quarante ans<sup>38</sup>. Pourtant, une sentence de police de 1666 défend déjà de vendre et de s'attrouper dans la cour ou aux abords de l'hôpital du Saint-Esprit<sup>39</sup>. Quelques décennies plus tard, en 1726, une autre sentence de police du Châtelet évoque une « espèce de foire » qui semble déjà structurée, qui se forme les lundis de chaque semaine et attire un nombre considérable de gens les premiers lundis du mois. Visiblement, l'espace sous les piliers ne suffit plus alors aux fripières qui, dans les saisons pluvieuses, « oubliant tout respect pour la sainteté du lieu se [retirent] avec leurs marchandises dans l'intérieur de lad. église où elles en [font] le débit »<sup>40</sup>. Le statut de ce marché—légal ou non ou simplement toléré—demeure toutefois encore incertain puisque la sentence renouvelle seulement les défenses de s'attrouper et de vendre aux portes de l'église

---

<sup>37</sup> Louis-Sébastien Mercier, Jean-Claude Bonnet (éd.), *Tableau de Paris*, Paris, Mercure de France, 1994, t. 1, chapitre 182, p. 449. Mercier souligne.

<sup>38</sup> AN, H 1957 (193), Lettre du prévôt des marchands au baron de Breteuil, 7 mai 1786.

<sup>39</sup> BnF, Ms. fr. 21693, f<sup>o</sup> 52, Ordonnance de police du lieutenant civil au Châtelet par laquelle « deffences sont faites à tous Merciers, Fruictiers vendeurs d'eau de vie, pain d'épice et tous autres, mesme à toutes filles et femmes de mauvaise vie et gents sans adveu de se mettre, tenir estaller vendre debiter ny assembler tant en la Cour et sous les pilliers dudit Hospital, qu'aux autres et advenues d'icelluy, et de la Chapelle qui en depend mesme en la place de Grève sur lesdite advenues à peine de confiscation des marchandises, et de cent livres d'amande contre les contrevenants », 21 mai 1666. La coutume de vendre des marchandises de friperie aux portes de l'hôpital pourrait même être beaucoup plus ancienne. En 1435, Jehan de Beausse, marchand fripier, et sa femme Perrette sont reçus à vie dans l'hôpital du Saint-Esprit. La Bibliothèque historique de la Ville de Paris conserve leur testament et un acte de donation d'étaux à fripiers, Ms 3025, f<sup>o</sup> 17.

<sup>40</sup> AN, Y 9498 (299), Sentence de police, 4 octobre 1726.

du Saint-Esprit. Le marché semble cependant être progressivement reconnu et régulé par les autorités dans le courant du siècle. En 1765, les jurés fripiers s'y rendent en compagnie d'un huissier du Châtelet pour constater les contraventions aux règlements et avant de porter leurs plaintes devant le commissaire du quartier<sup>41</sup>. En 1770, une ordonnance du Châtelet tente de contenir la foire qui a déjà gagné les rues adjacentes à la Grève et qui tend à s'étirer dans le temps. On fixe alors les heures de vente et on défend aux fripiers de s'y rendre avant sept heures du matin en été et huit heures en hiver. On souhaite ainsi contrôler les vendeurs qui ont pris l'habitude d'y venir dès le dimanche pour y retenir des places « ce qui occasionne entre eux et avec les cochers pendant partie de la nuit, et dès le matin avec les manœuvres et compagnons maçons qui sont dans l'usage de se rendre sur cette place pour se louer, des querelles et des disputes »<sup>42</sup>. En 1786, la popularité de cette foire ne se dément pas et le prévôt des marchands soutient « que cette foire ne consistoit originairement qu'en une douzaine d'échopes et que depuis quelques années seulement, le nombre s'en est accru au point que la Place en est remplie, et que ce n'est souvent qu'avec peine qu'on parvient aux marches de l'hôtel de ville »<sup>43</sup>.

#### 1.3.4 L'hôtel de ville et l'administration

Siège de l'hôtel de ville, la Grève attire les habitants qui proviennent de partout dans la capitale. Officiers et magistrats municipaux dans l'exercice de leurs charges, justiciables convoqués à l'audience, rentiers venus percevoir leurs arrérages ou habitants intéressés aux affaires de la municipalité : la Grève est le lieu d'une circulation intense qui gravite autour de la maison commune.

Organe au service de la monarchie, la municipalité parisienne participe à l'administration fiscale de la ville puisqu'elle est responsable de l'assiette et du recouvrement des impôts directs, du moins pour les habitants ne faisant pas partie des corps et

---

<sup>41</sup> AN, Y 14814, Minutes du commissaire Mouricault, 21 octobre 1765.

<sup>42</sup> AN, Y 9499 (899), Ordonnance de police fixant les horaires du marché de la friperie qui se tient les lundis en place de Grève, 5 octobre 1770.

<sup>43</sup> AN, H 1957 (193), Lettre du prévôt des marchands au baron de Breteuil, ministre de Paris, 7 mai 1786.

communautés. La Ville émet également des rentes perpétuelles ou viagères pour le compte de la monarchie. Sur le plan administratif, la municipalité veille à l'approvisionnement de la ville par voie d'eau ; s'occupe de la construction des ponts, quais, ports, fontaines, abreuvoirs, conduites d'eau et égouts ; elle est chargée de l'établissement et de l'entretien des marchés, des foires, des halles, des portes, des boulevards et des fossés et doit assurer la gestion de son domaine. Dans une cité en plein développement, ces attributions l'amènent parfois à engager des sommes considérables, susceptibles d'éveiller l'intérêt des marchands, fournisseurs et entrepreneurs. Enfin, la municipalité exerce une juridiction civile et criminelle, notamment pour tout ce que concerne le commerce, la navigation et l'ordre sur la Seine et ses affluents. La majorité des affaires sont réglées à l'audience, qui se tient les mardis, jeudis et vendredis, de dix heures à midi<sup>44</sup>.

Siège de l'administration municipale, l'hôtel de ville est l'un des lieux ordinaires de la communication entre les autorités et la population. C'est un édifice public, accessible à tous. On s'y rend pour affaires, bien sûr, mais aussi pour faire des rencontres et discuter. Par exemple, le 23 septembre 1715, Louis Deschiens de Raucourt assiste d'abord à l'audience pour la publication des fermes de l'octroi des droits réservés puis, comme à l'habitude, il attend ses amis à l'extérieur, au pied des marches de l'hôtel de ville, pour commenter avec eux les décisions qui viennent d'être prises<sup>45</sup>. À l'instar d'autres places et carrefours dans la capitale, les jurés-crieurs y publient les édits, ordonnances et proclamations royaux, mais aussi les règlements, sentences et arrêts rendus par différentes juridictions compétentes dans la ville<sup>46</sup>. Lors d'événements singuliers comme la maladie du Dauphin en 1752, la maison

---

<sup>44</sup> *Almanach royal pour l'année 1770*, p. 354-355. Sur le rôle du Bureau parmi les différentes institutions parisiennes et sur ses attributions administratives, judiciaires et fiscales, on consulera François Monnier, « Tableau de l'administration parisienne d'Ancien Régime », *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France* (1989), p. 29-93 et la série d'articles de Jean-Lucien Gay, « L'administration de la capitale entre 1770 et 1789. La tutelle de la royauté et ses limites », *Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, 8-12 (1956-1961). La juridiction du Bureau est brièvement décrite dans Michel Antoine *et al.*, *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime*, Paris, Librairie nationale, 1958, p. 315-321.

<sup>45</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 597, 23 août 1715, Plainte rendue par Louis Deschiens de Raucourt.

<sup>46</sup> Sur les proclamations et les criées, on consulera Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVI<sup>e</sup> au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989. La scène est représentée sur un dessin conservé dans la collection Destailleur. BnF, Estampes et photographie, Réserve VE- 53 (F) –FOL.

commune sert également de point de liaison entre Versailles et la capitale. Dans son journal d'événement, l'avocat Barbier indique que pour la circonstance « la Ville a quatre courriers qui successivement vont à Versailles jour et nuit, rapportent des nouvelles dont le bulletin s'affiche à la porte de l'Hôtel de Ville pour le public »<sup>47</sup>.

Par ailleurs, l'hôtel de ville, avec les rentes et les loteries, est également l'un des centres dans la topographie financière de la capitale. Établies au XVI<sup>e</sup> siècle, les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris demeurent aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles une source de crédit couramment utilisée pour drainer l'argent des particuliers vers les caisses royales<sup>48</sup>. Dans un contexte où les transactions se décident avant tout en fonction du degré de fiabilité du placement, les rentes sur l'Hôtel de Ville sont considérées comme un investissement sûr, parfois autant que les offices ou les terres<sup>49</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la possession de rentes sur l'Hôtel de Ville assure d'ailleurs une bonne partie de leurs ressources à de nombreux Parisiens. Le service des rentes occasionne un va-et-vient constant dans les bureaux de l'hôtel de ville où s'effectuent les paiements. Les rentes sont réparties entre les payeurs en fonction des assignations sur lesquelles elles sont gagées et de leur date d'émission, chaque payeur se voyant attribuer un jour fixe de travail. Tôt le matin, ils font mener à leur bureau l'argent destiné aux paiements de la journée. Chaque semestre, les rentiers doivent se rendre en personne à l'hôtel de ville pour recevoir leurs arrérages ou confier cette tâche à un tiers muni

---

<sup>47</sup> Edmond-Jean-François Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763) ou Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*, Paris, Charpentier, 1857, t. 5, p. 267. Le libraire Siméon-Prosper Hardy évoque également ces bulletins affichés à la porte de l'hôtel de ville lors de la maladie de Louis XV en 1774 et auxquels « bien des gens prétendoient qu'il ne fallait accorder aucune foi ». BnF, Ms. Fr. 6681, p. 328-329 et 331 (citation p. 328).

<sup>48</sup> Sur l'établissement du système des rentes au XVI<sup>e</sup> siècle, voir Paul Cauwes, « Les commencements du crédit public en France : les rentes sur l'Hôtel de Ville au XVI<sup>e</sup> siècle », *Revue d'économie politique*, 9, 2 (1895), p. 97-123 et Bernard Schnapper, *Les rentes au XVI<sup>e</sup> siècle, histoire d'un instrument de crédit*, Paris, SEVPEN, 1957. Sur les rentes aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, voir Mathilde Moulin, « Les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris sous Louis XIV », *Histoire, économie et société*, 17, 4 (1998), p. 623-648 et Jean-Lucien Gay, « L'administration... », *loc. cit.*, 9 (1957-1958), p. 283-363.

<sup>49</sup> Mathilde Moulin, « Les rentes... », *loc. cit.*, p. 624. Sur la place des rentes par rapport à d'autres formes de crédit, voir les travaux récents de Philip T. Hoffman, Gilles Postel-Vinay et Jean-Laurent Rosenthal, *Des marchés sans prix : Une économie politique du crédit à Paris, 1660-1870*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001. Voir aussi Jean-Yves Grenier, *L'économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996.

d'une procuration. Alors que les paiements ne commencent que vers dix heures le matin, les rentiers arrivent visiblement beaucoup plus tôt : en 1785, l'un des échevins indique que dès 7h30 il y a déjà beaucoup de monde à la porte de l'hôtel de ville, chacun allant « avec précipitation pour être des Premiers aux Payements ce qui crée du tumulte »<sup>50</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la participation d'un nombre de plus en plus grand de rentiers à ce système de crédit a pour conséquence la formation d'un groupe important de personnes ayant intérêt au bon fonctionnement des finances royales. Le service régulier des rentes est d'ailleurs un objet de préoccupation constante pour les investisseurs. En 1772, le bruit de la suppression d'un grand nombre de payeurs et de contrôleurs des rentes, dans le cours des réformes amorcées par l'abbé Terray jette, selon le libraire Siméon-Prosper Hardy, « la consternation et l'alarme dans l'esprit des particuliers qui ne [voient] plus d'assurance dans aucun état »<sup>51</sup>. Consciente qu'il faut maintenir la confiance dans le système, la monarchie s'y emploie en procédant, notamment, au rachat de certaines rentes<sup>52</sup>.

La même exigence de confiance et la nécessité de garantir la transparence des opérations dictent sans doute le choix de l'hôtel de ville comme site des tirages de la loterie royale<sup>53</sup>. Autre source de revenu non négligeable pour l'État, la loterie intéresse l'ensemble des couches sociales urbaines. À partir d'une mise initiale plus ou moins élevée, chaque souscripteur peut espérer décrocher l'un des lots attribués en espèces ou en rentes viagères. Pour garantir leur transparence, les tirages font l'objet d'une mise en scène publique qui a lieu à l'hôtel de ville. Deux fois par mois, la grande salle, ouverte au public, prend ainsi des airs de fêtes à l'occasion des tirages qui s'étirent parfois sur quelques jours<sup>54</sup>. Les bureaux sont décorés pour la circonstance et un orchestre rythme la sortie des numéros. L'ensemble

<sup>50</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 639, 3 décembre 1785.

<sup>51</sup> BnF, Ms. fr. 6681, p. 68.

<sup>52</sup> Lucien Bély (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 1080.

<sup>53</sup> Sur la loterie, voir Francis Freundlich, *Le monde du jeu à Paris : 1715-1800*, Paris, Albin Michel, 1995.

<sup>54</sup> En effet, le libraire Hardy note dans son journal, en date du mardi 12 octobre 1784, que l'exécution de Mathieu Renaud et Pierre Bricard s'est faite « en la place de la croix du Trahoir, et non en celle de Grève, à cause du tirage de la loterie de décembre 1783 qui avoit commencé de se faire à l'Hôtel de ville le vendredi précédent ». BnF, Ms. fr., 6685, f<sup>o</sup> 12.



de la procédure s'effectue sous la surveillance du lieutenant de police, en présence du Bureau de la Ville et de magistrats du Parlement<sup>55</sup>. Comme pour la rente, l'ensemble de la procédure, de l'émission des billets de loterie au tirage lui-même, tombe sous l'œil des observateurs et excite les murmures dès qu'il semble y avoir la moindre irrégularité. Par exemple, le 19 octobre 1787, Hardy ne manque pas de noter l'insatisfaction des particuliers désireux de se procurer des billets de la nouvelle loterie destinée à rembourser l'emprunt de 12 millions, décrétée par le Conseil quelques jours plus tôt :

[...] un bon nombre de particuliers, lesquels y étant arrivés dès *sept à huit heures* pour prendre leur tour, se morfondent debout avec leur argent, à la porte du bureau du receveur général du domaine de la ville, commis par l'arrêt du Conseil d'État du roi tout nouvellement publié pour délivrer les billets de la loterie établie par cet arrêt ou simplement des quarts de ces billets qui étoient de 240 livres; tandis qu'en même temps on avoit le désagrément de voir entrer par les détours et les portes de derrière des banquiers, des agents de change, et autres personnages riches ou qualifiés, dont l'argent ne valoit certainement pas mieux que celui des autres demandeurs qu'on faisoit tant languir et soupirer si vainement; puisque la veille sur peut-être plus de *quatre vingt* personnes, on n'en avoit guères vu qu'une *demi-douzaine* qui eussent pu parvenir à s'introduire dans le bureau et obtenir enfin satisfaction sur leurs demandes, tous les autres ayant été obligés de se retirer avec leur argent comme ils étoient venus sans avoir pu rien faire<sup>56</sup>.

Lorsque la fiabilité des placements est trop compromise, la monarchie peut procéder à des opérations publiques afin de restaurer la confiance des investisseurs. Elle utilise alors l'hôtel de ville comme vitrine de ses opérations financières. C'est le cas notamment pendant la Régence, lors de l'épisode de la Banque de Law, quand des billets de l'État sont régulièrement brûlés à l'hôtel de ville en présence du prévôt des marchands. Le 17 octobre 1722, c'est sur la place de Grève qu'on brûle, en grande pompe, les documents utilisés par les frères Pâris pour l'indemnisation des porteurs d'actions dépréciées et des billets dévalorisés après la chute de Law<sup>57</sup>. L'insistance avec laquelle Jean Buvat note chacune de ces opérations

---

<sup>55</sup> BnF, Estampes et photographies, Pierre-Louis Moreau-Desproux, *Plan de la disposition de la grande Salle de L'hôtel de Ville pour le tirage de la lotterie du Remboursement des dettes de l'État*, 1766, Rés. Ve-53f-Fol. (Destailleur Paris, t. 4, n° 727).

<sup>56</sup> BnF, Ms. fr., 6686, 19 octobre 1787. Hardy souligne.

<sup>57</sup> Jean Chagniot, *Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Hachette, 1988, p. 87.



dans son journal témoigne de l'inquiétude qu'elle suscite chez certains Parisiens qui tournent alors leur regard vers l'hôtel de ville<sup>58</sup>.

L'hôtel de ville est pourtant d'abord un bâtiment destiné à accueillir les bureaux et les locaux nécessaires au service des affaires de la Ville. Outre la grande salle qui sert lors des élections et des cérémonies officielles, le bâtiment comprend également des salles de réception, une salle d'audience, un greffe, des archives, des bureaux pour les officiers, des magasins, des logements, un corps de garde et des prisons<sup>59</sup>. Ces bureaux sont fréquemment employés pour le service des rentes et le tirage des loteries, ce qui ne va pas sans causer des problèmes logistiques qui, parfois, suscitent les plaintes des officiers de la Ville :

L'hôtel de ville, comme on vient de le dire, est à peine suffisant aux dépôts des archives et à l'établissement de tous les Bureaux du greffe et du Domaine ; c'est un fait constant, il faut néanmoins que la plus grande partie de cet édifice, soit abandonné aux Payeurs des rentes ainsi qu'au Public, qui pendant tous les jours de chaque semaine, occupe et remplit dès les sept heures du matin, toutes les salles : Il faut observer encore que les nouvelles créations desdites rentes, ont exigé depuis deux ans, celles d'un grand nombre de nouveaux payeurs dont les Bureaux n'ont pu s'établir qu'aux dépens des pièces les plus essentielles aux opérations du Bureau de la Ville. Il en résulte aujourd'hui, un engorgement tel, que tous les services ne se font qu'avec une extrême difficulté ; les embarras donnent journellement lieu à des plaintes de la part des payeurs, et si à cet inconvénient sensible, se joint encore celui de suspendre forcément les payemens dans toutes les circonstances de fêtes, de tirages de loteries ou d'assemblées des compagnies pour les élections, il est certain dès lors que la nécessité infiniment pressante d'étendre le local de l'hôtel de ville est démontrée jusques à l'évidence<sup>60</sup>.

---

<sup>58</sup> Jean Buvat note à quinze reprises des opérations visant à brûler des billets d'État, des billets de la banque de Law ou des actions de la Compagnie des Indes à l'hôtel de ville au cours des années 1719-1722, Jean Buvat, *Journal de la Régence, 1715-1723*, Émile Campardon (éd.), Paris, Plon, 1865. Pour sa part, Mathieu Marais ne note cependant qu'à trois reprises de telles opérations pour la même période. Mathieu Marais, *Journal de Paris*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2004.

<sup>59</sup> Un état dressé en juin 1745, probablement lors de la préparation des célébrations pour la victoire de Fontenoy, indique l'affectation précise des locaux de l'hôtel de ville. Un second état l'accompagne qui signale les endroits occupés dans l'hôtel de ville lors des fêtes publiques et les personnes à qui ils sont réservés. Antoine-Jean-Victor Le Roux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de Ville de Paris*, Paris, Chez J.B. Dumoulin, 1846, Appendice I, p. 95-97.

<sup>60</sup> AN, H 1764, 26 mai 1786, Délibération pour demander la translation de l'hôpital du St-Esprit au Couvent de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. Cette plainte n'est pas nouvelle, on déplorait

L'exiguïté de la maison commune et son encombrement par des services étrangers à la stricte conduite des affaires municipales est sans doute bien réelle même si elle constitue aussi un argument commode pour mettre de l'avant un projet de réaménagement de l'hôtel de ville. Deux ans plus tard, les problèmes logistiques posés par la superposition de ces usages paraissent pourtant bien moins insurmontables aux yeux du procureur du Roi lorsqu'il s'agit d'accueillir une institution prestigieuse, la Société royale d'agriculture, susceptible de contribuer au prestige de la municipalité :

Ainsi donc la Grand-salle de l'hôtel de ville ou celle de la Reine ou celle du Gouverneur pourraient être employées à cet objet. Ces salles ouvertes le matin au public, et occupées par les payeurs des rentes, restent libres, l'après midi, et les heures des assemblées de la Société royale d'agriculture, fixées à 5 heures, en hyver, et à 5 heures et demie, en été, se concilient parfaitement avec cette partie du service. De cette manière, on disposera suivant les besoins le local le plus propre, soit pour les comités particuliers qui se tiendront toujours aux mêmes heures que les assemblées générales; en observant seulement que la grand-salle devant être occupée, même le soir des jours employés pour les tirages de lotterie qui exigent plusieurs séances, dans ce cas on y suppléera par l'usage des salles voisines<sup>61</sup>.

Outre son utilisation pour tout ce qui concerne la conduite normale des affaires de la municipalité, l'hôtel de ville est donc régulièrement mis au service de la monarchie, que ce soit pour les rentes ou la loterie. Il est également utilisé lors de cérémonies qui, si elles sont généralement plus occasionnelles, peuvent parfois se succéder à un rythme accéléré et interférer avec les usages ordinaires du lieu.

#### **1.4 Un calendrier cérémoniel chargé : l'année 1745**

Capitale de l'État, Paris prétend résumer la France et se pose comme l'abrégé du royaume. Dans le discours symbolique qu'elle articule avec ses sujets, la Couronne fait de la municipalité parisienne son interlocutrice privilégiée. Dans ce contexte, la place de Grève, avec l'hôtel de ville qui la borde, constitue l'un des pôles majeurs autour desquels

---

déjà l'exiguïté de l'hôtel de ville en 1769. AN, H 1949, Lettre du prévôt des marchands au contrôleur général des finances, 20 février 1769.

<sup>61</sup> AN, H 1964, Avis du procureur du Roi et de la Ville sur le projet d'établissement des séances de la Société royale d'agriculture à l'hôtel de ville, avril 1788.

s'organisent les cérémonies civiques dans la capitale et où s'entrelacent souvent étroitement la vie de la Ville, celle du royaume et celle du souverain et de sa famille<sup>62</sup>.

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la vie cérémonielle à la Grève est bercée par plusieurs rythmes. Se distingue d'abord le mouvement annuel qu'organise la municipalité par des cérémonies qui ponctuent ses rapports avec les habitants et les autres institutions parisiennes. À ce rythme régulier s'ajoute celui, plus syncopé, des cérémonies davantage liées à la vie du royaume (sacres, victoires militaires, publications de paix) ou à la vie du souverain et de sa famille (naissances, mariages, deuils). Périodiquement, donc, et à des degrés divers, les cérémonies qui s'organisent à la Grève créent un temps et un espace hors du quotidien dont les rythmes interfèrent avec les usages ordinaires de la place. Les cérémonies forcent souvent le ralentissement, voire l'arrêt complet, de la cadence normale du travail. Elles nécessitent parfois la construction d'architectures éphémères, plus ou moins élaborées. Elles attirent enfin une foule compacte qui se presse sur la place pour assister aux spectacles là où, en temps normal, s'entassent les marchandises, circulent les voitures et s'assemblent les ouvriers.

Pour comprendre comment ces rythmes s'articulent entre eux et contribuent à forger l'identité particulière de la place dans l'esprit des Parisiens, on examinera l'année-témoin 1745, pour laquelle on dispose d'une documentation abondante permettant de reconstruire le calendrier cérémoniel (Appendice A). Quand on considère la vie cérémonielle à la Grève, la période de la Guerre de Succession d'Autriche paraît exceptionnelle, tant par le nombre que par la diversité des manifestations. En temps de guerre, il importe d'assurer la succession au trône et, en février 1745, on célèbre à Paris les noces du Dauphin. La même année, Louis XV, remis de la grave maladie qui a fait craindre pour sa vie à Metz, dirige personnellement les armées françaises en Flandres. En mai, il remporte une victoire marquante à Fontenoy. D'autres gains suivront pendant l'été et, en septembre, c'est un roi au sommet de sa gloire qui

---

<sup>62</sup> Si Paris compte, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cinq places royales honorant les Bourbons—la place Dauphine, la place Royale, la place de Louis-le-Grand, la place des Victoires et la place Louis XV, les principaux centres de la vie cérémonielle de la capitale demeurent néanmoins la place de Grève pour les événements séculiers et le parvis de la cathédrale Notre-Dame pour les événements religieux. Richard L. Cleary, *The Place Royale...*, *op. cit.*, p. 124.

rentre à Paris. Chacun de ces événements donne lieu à des célébrations en place de Grève. À ce rythme cérémoniel soutenu, résultat d'une campagne militaire particulièrement heureuse, s'ajoutent encore les cérémonies, processions et cortèges auxquels participe la Ville, année après année, et qui connaissent peu de modifications avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Examiner l'année 1745 revient donc à analyser la vie cérémonielle de la Grève dans un état maximal ; les fêtes et les cérémonies ne se succédaient évidemment pas toujours à une telle cadence sur la place. Toutefois, c'est justement ce caractère exceptionnel qui fait de l'année 1745, et à plus forte raison de la période 1744-1749, un moment charnière qui rend nécessaire pour les contemporains une réflexion sur les usages et l'aménagement de la place de même que sur l'utilité des fêtes publiques. Cette réflexion survient au moment même où la pression sur l'espace fluvial est telle que la sélection des usages et le réaménagement du territoire en bordure de la Seine s'imposent pour faciliter la navigation<sup>63</sup>. Les pratiques cérémonielles de la Grève, lentement construites au fil des ans, atteignent un paroxysme vers 1745. Après cette date, les critiques fusent et les cérémonies commencent à s'étioler et à se recomposer<sup>64</sup>.

#### 1.4.1 Les cérémonies annuelles

Chaque année, le soir du 23 juin, la Ville donnait sur la Grève une fête à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste. C'était un usage ancien, la fête ayant sans doute déjà été célébrée avant sa récupération par la municipalité au Moyen Âge. La cérémonie coïncidait avec le solstice d'été et les fêtes de saint Jean le Baptiste (vingt-quatre juin) et de saint Gervais (dix-neuf juin), les patrons respectifs des deux paroisses de la Grève. La cérémonie n'aurait toutefois eu de religieux que le nom puisque les membres du clergé ne semblent pas y avoir participé<sup>65</sup>. Les cérémonies de la Saint-Jean commençaient le 22 juin alors que les trois compagnies de gardes de la Ville paraient dans la capitale, tambours battants et enseignes

---

<sup>63</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*

<sup>64</sup> Un coup est porté notamment par l'administration centrale qui tente, en 1775, de contrôler et de réduire le budget que la municipalité alloue aux fêtes et cérémonies. L'évolution n'est pas linéaire et la Ville donne encore, en 1782, une grande fête à l'occasion de la naissance du Dauphin. La question du coût est cependant plus prégnante et le contrôleur général critique les sommes consacrées par la Ville à cette cérémonie. Le troisième chapitre de la thèse est consacré à l'évolution des usages cérémoniels de la place dans la seconde moitié du siècle.

<sup>65</sup> Cathryn P. Steeves, *The Hôtel de Ville...*, *op. cit.*, p. 24-26 et 36-38.

déployées. Le lendemain, sur les cinq heures du soir, les membres du Bureau se rendaient à l'hôtel de ville où ils recevaient les visites des conseillers et des quarteniers qui venaient leur présenter ceux qui devaient monter à l'échevinage. Ensuite, vêtus de leurs robes mi-parties et portant des guirlandes de fleurs, Messieurs du Bureau sortaient dans la Grève, précédés des gardes de la Ville et des huissiers dans leurs habits de cérémonie, pour une procession autour du bûcher élevé sur la place. L'honneur d'allumer le bûcher revenait au prévôt des marchands<sup>66</sup>. Après quoi, les officiers municipaux regagnaient l'hôtel de ville pour y regarder la suite des festivités depuis les fenêtres des chambres qui leur avaient été assignées pour l'occasion. Sur les neuf heures, on faisait une décharge des boîtes et des canons de la Ville, alignés sur le port au charbon. Ensuite, on tirait le feu d'artifice, également élevé dans la place. Pour la circonstance, de la nourriture et du vin étaient distribués par la municipalité aux Parisiens et la fête se poursuivait en danses et en réjouissances<sup>67</sup>.

La Saint-Jean suspendait pendant une brève période le cours ordinaire des choses à la Grève. Si les habitants et utilisateurs habituels de la Grève composaient assurément une part du public convié sur la place pour l'occasion, la fête s'adressait toutefois à l'ensemble des Parisiens. La présence de la foule exigeait que des mesures spéciales soient prises par les autorités. Chaque année, on interdisait aux cochers et aux voituriers de se trouver à la Grève l'après-midi du 23 juin, « pour prévenir les accidens que leurs Chevaux effrayez par le bruit des tambours & du canon pourroient y causer ». On veillait en outre à ce qu'il ne fut laissé « aucunes Charettes ou Hacquets, attelés ou non attelés » sur la place. Le trafic sur le fleuve était interrompu pendant un moment puisqu'on faisait défense aux compagnons de rivière et aux passeurs d'eau d'embarquer des passagers pendant cette période<sup>68</sup>. Alors que toute la

---

<sup>66</sup> La scène est représentée sur une gravure de Claude Chastillon, *Portrait du Magnifique Bastiment de la maison de Ville de Paris*, ca. 1613, gravure de Mathieu Merian, BnF, Estampes et photographie, Réserve Ve 9.

<sup>67</sup> AN, H 1861, f<sup>os</sup> 281-289.

<sup>68</sup> BnF, F-61 (348), *Ordonnance de police concernant ce qui doit estre observé la veille et le jour de Saint Jean-Baptiste par les habitans... de Paris*, 18 juin 1745 ; F-23720 (482), *Ordonnance de police [du Bureau de la Ville] concernant la construction des échafaux dans la place de Grève, et la police qui doit être observée sur la rivière, à l'occasion du feu d'artifice qui sera tiré, mercredy, 23 du présent mois, devant l'hôtel-de-ville, à cause de la fête de... Saint Jean-Baptiste*, 21 juin 1745 ; F-23720 (483), *Ordonnance de police [du Bureau de la Ville] concernant la sureté des bateaux et des marchandises étant dans l'étendue des ports de cette ville, de ceux au-dessus et dans les bras des*

place était accessible à tous en temps normal, la disposition de canons et de pièces d'artifice rendait nécessaire l'imposition de certaines restrictions afin d'assurer la sécurité. Il s'agissait de prévenir des accidents fâcheux tel celui arrivé à ce malheureux, tué par la bourre sortie d'un canon lors d'une cérémonie quelques années plus tôt<sup>69</sup>. Ceux qui contrevenaient aux règles imposées pour l'occasion s'exposaient quant à eux à des amendes sévères<sup>70</sup>.

Tenues chaque année le 16 août, jour de la Saint-Roch, les élections constituaient un autre temps fort de l'année civique parisienne quoiqu'elles concernaient surtout l'élite de la ville. Tous les deux ans le prévôt des marchands et tous les ans deux des quatre échevins étaient désignés lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville<sup>71</sup>. Sur les sept heures du matin, Messieurs du Bureau, les vingt-six conseillers et les seize quarteniers s'assemblaient dans la maison commune. On tirait alors les noms des trente-deux mandés, deux par quartier<sup>72</sup>, que les huissiers de la Ville allaient chercher en carrosses. Pendant ce temps, le corps municipal se rendait en passant au milieu de deux files de gardes de la Ville, au bruit des instruments, à l'église du Saint-Esprit pour entendre la messe. Une fois la messe célébrée, on retournait à l'hôtel de ville où la cérémonie se poursuivait avec le choix des scrutateurs et l'élection proprement dite. Ensuite, tous étaient conviés à un repas dont chaque service était annoncé au son des trompettes et des tambours installés dans la cour. Maintenu même si plusieurs n'y

---

*rivières de Seine et de Marne et sur la rivière d'Yerre, et défenses d'y tirer aucunes fusées... et d'allumer aucuns feux, soit sur lesdites rivières, ou le long desdits ports, 21 juin 1745.*

<sup>69</sup> AN, Y 13073, Minutes du commissaire Duchesne, 8 septembre 1725.

<sup>70</sup> BnF, F-23720 (424), *Sentence [du Bureau de la Ville] qui condamne... Godin et sa femme, sousfermiers de places à mettre bateaux à... lessives au port Saint-Landry, en 500 livres d'amende, pour avoir, le 17 du présent mois, jour qu'il a été tiré un feu d'artifice devant l'hôtel-de-ville, en réjouissance de la prise de Menin... fait entrer des personnes dans leurs bateaux...*, 19 juin 1744.

<sup>71</sup> La cérémonie d'élection est longue et il n'est pas de mon propos d'en faire une description détaillée. Pour plus de détails, on se reportera à la description qu'en fait Marcel Marion, *Dictionnaire des institutions de la France, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Picard, 1999 (1923), p. 417-420.

<sup>72</sup> Les quarteniers étaient élus dans les 16 quartiers municipaux, dont les frontières furent redessinées en 1680 et qui continuèrent d'exister jusqu'à la Révolution. Il ne faut pas les confondre avec les 20 quartiers de police établis par l'arrêt de 1702. Sur ces divisions territoriales, on consultera l'article de Robert Descimon et Jean Nagle, « Les quartiers de Paris du Moyen Âge au XVIII<sup>e</sup> siècle : évolution d'un espace plurifonctionnel », *Annales: Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 5 (1979), p. 956-983.

voyaient plus qu'un simulacre d'élection, la cérémonie ravivait et entretenait pourtant, chaque année, le souvenir des anciennes libertés municipales.

Le calendrier cyclique était également rythmé par les cortèges qui partaient de la Grève pour rejoindre différents lieux de la capitale. Ils constituaient sans doute la forme la plus commune des cérémonies<sup>73</sup>. Pour leurs déplacements officiels, les membres du Bureau circulaient en voiture, accompagnés d'un nombre variable de gardes de la Ville commandés par leurs officiers. Le cortège comptait toujours quatre carrosses : dans le premier, à quatre chevaux, montaient le premier huissier et deux autres huissiers ; dans le second, aussi à quatre chevaux, venait ensuite le colonel des gardes de la Ville ; dans le troisième, à six chevaux, montaient le prévôt des marchands et trois échevins ; enfin, le dernier carrosse, à six chevaux également, servait au quatrième échevin, au greffier et au procureur du Roi et de la Ville. C'est ainsi que le Bureau, à chaque année, quittait la Grève pour se rendre complimenter le roi à Versailles au jour de l'an, pour assister à la messe à Sainte-Geneviève le 3 janvier ou pour inviter officiellement les cours souveraines à participer à la procession du 22 mars<sup>74</sup>. À certaines occasions, les conseillers et les quarteniers se joignaient à Messieurs du Bureau, rendant le cortège qui s'ébranlait à la Grève plus imposant. C'était le cas lors des trois grandes processions auxquelles participait le Corps de Ville. Le 22 mars, le cortège se rendait à Notre-Dame d'où partait la procession commémorant la réduction de Paris par Henri IV. Le 15 août, jour de l'Assomption, on allait de nouveau à la cathédrale pour la procession du Vœu de Louis XIII avant de revenir, dans le même ordre, à l'hôtel de ville.

---

<sup>73</sup> La question des cortèges est évoquée par Annick Pardailhé-Galabrun, « Les déplacements des Parisiens dans la ville aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : un essai de problématique », *Histoire, économie et société*, 2, 2 (1983), p. 205-253 ; une analyse minutieuse de cette pratique est proposée par Claire Lemoine, *Cortèges et pouvoirs à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 1660-1789*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Paris-7, 1993.

<sup>74</sup> Le calendrier des visites « officielles » est assez stable aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les mêmes cérémonies se répétant pour la plupart année après année. Il n'est cependant pas complètement « figé » puisqu'on y discerne quelques évolutions. Ainsi, l'habitude prise par la Ville de se rendre à la Sorbonne le 15 juillet de chaque année pour y entendre le panégyrique du roi cesse avec la mort de Louis XIV en 1715. On abandonne également, en 1733, la procession qui commémorait l'expulsion des Anglais sous Charles VII et qui avait lieu entre Pâques et la Quasimodo. À l'inverse, à partir de 1746, le Bureau prend l'habitude de rendre visite au Parlement à l'occasion de la rentrée le jour de la Saint-Martin. D'après l'inventaire sommaire dressé par Joseph Guillaume des articles K 998 à 1018, conservés aux AN et relatifs aux fêtes et cérémonies de la Ville de Paris et Antoine Le Roux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de Ville...*, op. cit., p. 296.

Enfin, le jour de la Saint-Louis, le 25 août, on se dirigeait d'abord à l'église des Carmes de la place Maubert pour y entendre la messe avant de défiler dans les rues de la ville<sup>75</sup>. La plupart du temps, ces cortèges interféraient peu avec les autres usages de la Grève. Ils contribuaient, bien sûr, à la circulation sur la place et constituaient un spectacle familier pour les habitués du lieu, mais aucune ordonnance ou règlement ne semble avoir été nécessaire pour faciliter leur déroulement et leur cohabitation avec les autres usages de la place. Périodiquement, les cortèges avaient toutefois pour effet, au moyen des parcours qu'ils empruntaient, de relier la Grève à d'autres lieux de pouvoir, civils et religieux, dans la capitale. Ils traçaient et retraçaient une carte de la ville marquée par des nœuds où les événements se condensaient. Ils inventaient, pour la Grève, une centralité entretenue par les fêtes et cérémonies occasionnelles qui célébraient la monarchie<sup>76</sup>.

#### 1.4.2 Les fêtes et cérémonies occasionnelles

L'année 1745 s'ouvre avec les fêtes données pour le mariage du Dauphin avec Marie-Thérèse-Antoinette, infante d'Espagne, fille de Philippe V, célébré le 23 février 1745 à Versailles<sup>77</sup>. Les festivités durent plusieurs jours, à Paris comme à Versailles. Dans la capitale, les préparatifs ont commencé bien avant la noce, la municipalité ayant fait ériger pour l'occasion sept salles de bal dans différentes places publiques. Aux dires de l'avocat Barbier, ce sont des salles « très-bien décorées, mais où, suivant les apparences, le Roi ne viendra pas, étant uniquement pour le peuple »<sup>78</sup>. Le 23 février, jour du mariage, les boutiques sont fermées et les maisons sont illuminées. Dans la soirée, les salles sont également éclairées et la population y est accueillie autour des buffets et des orchestres qui y sont disposés. Le 26, les réjouissances se poursuivent avec un grand bal donné dans l'hôtel de

<sup>75</sup> AN, K 1008, 25 août 1745.

<sup>76</sup> La question de la centralité est abordée, d'un point de vue théorique, par Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques (LITEC), 1980, p. 168-171.

<sup>77</sup> La documentation sur les réjouissances qui entourent ce mariage est abondante. Outre les archives du Bureau de la Ville, on dispose d'un recueil gravé pour l'occasion. BnF Estampes et photographie, PD-84-FOL, *Fêtes publiques données par la ville de Paris à Monseigneur le Dauphin, les 23 et 26 février M.DCC.XLV*. Les témoignages laissés par les contemporains, notamment celui de l'avocat Barbier, fournissent enfin de précieuses informations. E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, t. 4, p. 12-25.

<sup>78</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, t. 4, p. 18.



ville, auquel assistent le Roi et la cour. Pour la circonstance, un plafond peint a été érigé dans la cour à la hauteur des toits, afin de transformer celle-ci en salle de bal. Toutes les pièces de la maison commune ont en outre été réquisitionnées pour accueillir les invités et assurer le service<sup>79</sup>. Comme il est d'usage en de telles circonstances, la façade de l'hôtel de ville est illuminée au moyen de terrines<sup>80</sup> et s'offre en spectacle à la foule des curieux venus guetter le passage du roi dans la Grève.

Le reste de l'année est surtout marqué par les événements de la Guerre de Succession d'Autriche. Le 3 mai, le Corps de Ville se rend, avec une escorte de cinquante gardes, à l'église du Saint-Esprit pour une messe chantée pour « la conservation de la personne sacrée du roi et la prospérité de ses armes », le souverain étant parti la veille avec le Dauphin pour rejoindre les régiments stationnés en Flandre<sup>81</sup>. Les prières semblent être entendues puisque, le 11 mai, les armées françaises, Louis XV à leur tête, remportent la victoire sur les Anglais à Fontenoy. C'est, selon Barbier, une « bataille qui est très-importante et infiniment glorieuse pour le Roi, étant sa première »<sup>82</sup>. Dès que la nouvelle est connue à Paris, les réjouissances s'organisent. Le 20, le Bureau se rend à Notre-Dame pour un *Te Deum* chanté en action de grâces de la victoire remportée, des illuminations sont ordonnées et des distributions de vin ont lieu dans les places publiques. Entre-temps, on érige à la Grève une construction temporaire sur laquelle on installe les fusées d'artifice qui seront tirées le 23 mai<sup>83</sup>. Comme les autorités attendent une foule importante sur la place, elles rendent les ordonnances de

---

<sup>79</sup> AN, Cartes et plans, N III Seine 844, *Plans du rez-de-chaussée et du premier étage de l'Hôtel de ville de Paris, décorés pour le bal donné le 28 février 1745 à l'occasion du mariage de Monseigneur le Dauphin et de Madame Marie Thérèse d'Espagne* [les cotes renvoient à l'affectation temporaire des locaux]. Voir également Antoine LeRoux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de Ville*, op. cit., Appendice I, p. 95-97.

<sup>80</sup> Les terrines sont des ouvrages de poterie plats dans lesquels on faisait brûler des lampions et qu'on posait sur les façades pour les illuminer.

<sup>81</sup> AN, H 1861, f° 235v°.

<sup>82</sup> E.J-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 4, p. 38.

<sup>83</sup> Antoine de Poilly et Antoine Hérisset, graveurs et marchands d'estampes à Paris, obtiennent le 19 mai la permission de graver et distribuer au public l'estampe du feu pour la victoire remportée en Flandres par le Roy. AN, Z<sup>1h</sup> 418, Jugement sur requête, 19 mai 1745.

police habituelles<sup>84</sup>. Au cours de l'été, les victoires à Tournai, Bruges, Oudenarde, Dendermonde et Ostende sont célébrées de la même manière et offrent autant d'occasions de réjouissances à la population parisienne.

En août, le bruit du retour du Roi dans la capitale, au terme d'une campagne victorieuse, suscite des préparatifs en vue d'une fête plus importante. Selon Barbier, les travaux commencent dès le mois d'août dans la grande salle de l'hôtel de ville. Le 7 septembre, Louis XV fait son entrée dans la capitale, accueilli à la porte Saint-Martin par le Bureau de la Ville venu lui remettre les clefs de la cité. Le lendemain, après le *Te Deum* chanté à Notre-Dame, le Roi est reçu à l'hôtel de ville où il dîne en compagnie de la famille royale après avoir assisté au feu d'artifice tiré dans la Grève<sup>85</sup>. Pendant l'automne, d'autres fêtes viennent animer la place et se suivent, au gré des victoires des armées françaises ou alliées à Tortonne, Plaisance, Parme, Ath, Valence et Alexandrie.

Si les cérémonies ne durent le plus souvent qu'une seule journée, le temps de la fête et le temps « ordinaire » se superposent néanmoins quelquefois pendant une durée plus ou moins longue. La construction de décors complexes ou la préparation des pièces d'artifice impliquent des travaux qui peuvent s'étirer sur plusieurs jours. Aux contraintes de réalisation s'ajoute par ailleurs le fait que l'objet de la fête est lui-même parfois difficile à prévoir avec précision. Il arrive donc que les structures temporaires construites pour la fête restent installées quelque temps sur la place, créant une rupture étrange du quotidien. Au début

---

<sup>84</sup> Le 18 mai 1745, le Lieutenant de police du Châtelet rend une ordonnance : AN, Y 9499 (810), *Ordonnance de police annonçant la célébration d'un Te Deum le 20 mai à Notre-Dame pour fêter la victoire de Fontenoy et prescrivant aux habitants ce qu'ils doivent observer lorsqu'ils allumeront des feux de joie devant leurs maisons* ; Trois ordonnances sont rendues par le Bureau de la Ville le 19 mai : BnF, F-23720 (477), *Ordonnance de police concernant la construction des échafaux dans la place de Grève, et la police qui doit être observée sur la rivière à l'occasion du feu d'artifice qui sera tiré dimanche, 23 du présent mois, devant l'hôtel de ville, en réjouissance de la victoire remportée en Flandres, le 11 de ce mois...* ; (478), *Ordonnance de police concernant la sûreté des bateaux et des marchandises étant dans l'étendue des ports de cette ville, de ceux au-dessus et dans les bras des rivières de Seine et de Marne et sur la rivière d'Yerre, et défenses d'y tirer aucunes fusées... et d'allumer aucuns feux...* ; (479), *Ordonnance concernant des illuminations aux façades des maisons, en réjouissance de la victoire remportée en Flandres, le 11 de ce mois...*

<sup>85</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 4, p. 77-82 ; Jean Chagniot, *Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 102.

d'avril 1739, l'avocat Barbier décrit dans son journal les préparatifs des réjouissances qui doivent avoir lieu à l'occasion de la publication de la paix prévue pour le 14 avril. La cérémonie est cependant différée puis remise. La charpente, laissée sur la place, donne matière à plaisanter et Barbier évoque ces facétieux qui ont inscrit, sur un des piliers du feu, « Poisson d'avril ». Le mois suivant, il souligne que la paix annoncée n'a toujours pas eu lieu et que la charpente du feu menace de pourrir en place de Grève. La paix est finalement publiée au début de juin, soit près de deux mois après le début des travaux de décoration<sup>86</sup>.

### 1.4.3 L'exécution, un rituel souple

Les usages « normaux » de la place ne sont pas les seuls à devoir composer avec un calendrier festif et cérémoniel parfois chargé. L'exécution publique, un spectacle fréquemment associé à la Grève, compte également au nombre des événements qui s'inscrivent dans ce lieu. Contrairement à d'autres usages de la place, qui peuvent coexister avec les fêtes et cérémonies, le spectacle pénal est plutôt une pratique concurrente. En effet, sur les 74 exécutions publiques faites à Paris pendant l'année 1745, au moins 20 d'entre elles ont lieu à la Grève. Le calendrier de l'année 1745 montre toutefois qu'elles ne se superposent jamais aux autres cérémonies qui se tiennent en place de Grève. On constate plutôt que les exécutions se glissent dans les interstices laissés libres par les autres cérémonies. Parfois, elles sont reportées dans le temps afin qu'elles n'interfèrent pas avec les autres usages du lieu. Lors de l'exécution de deux voleurs le 26 juillet 1743, le substitut du procureur au Châtelet Thomas-Simon Gueullette rapporte ainsi que

Comme le 26 juillet on fit l'élection ou la nomination de Monsieur de Bernage de Saint-Maurice intendant de Languedoc à la place de Monsieur de Vatan mort subitement, on ne planta les potences qu'à plus de sept heures du soir parce que les échevins étoient à table et les deux malheureux par cette raison ne sortirent de prison pour estre pendus qu'à plus de sept heures et demie et furent exécutez sans estre portez à l'hostel de ville<sup>87</sup>.

À d'autres occasions, il arrive de voir un châtiment, initialement prévu à la Grève, être déplacé vers un autre lieu. Ainsi, le 14 juillet 1747, Nicolas Le Cerf est rompu vif à la Croix

<sup>86</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 3, p. 167-168, 172-173 et 179-181.

<sup>87</sup> AN, AD III 7, 26 juillet 1743.

du Trahoir « par rapport à la construction d'un feu à 9 piliers pour une victoire remportée par le roy en Flandre »<sup>88</sup>. Le 19 mars 1750, Nicolas Pattart est exécuté au même endroit et « si le Parlement a changé le lieu du supplice c'est que l'on tiroit alors à l'hostel de ville la première lotterie royale »<sup>89</sup>. Cérémonial dont la souplesse dans le temps et dans l'espace a déjà été soulignée, l'exécution publique se fondait sur un langage autorisé ouvert aux compromis qui lui permettait de composer avec les usages multiples de la Grève<sup>90</sup>.

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la place de Grève apparaît donc comme un assemblage délicat, fruit de la rencontre, dans le temps et dans l'espace, de plusieurs mouvements. Au quotidien, l'activité commerciale et portuaire, ancienne, suscite un va-et-vient continu des hommes et des marchandises le long du fleuve, auquel s'ajoutent les allées et venues que provoquent le voisinage de l'hôtel de ville et l'animation de la place publique. Ce bourdonnement ordinaire s'estompe rarement si ce n'est, à l'occasion, pour laisser place à la curiosité suscitée par l'exécution d'un condamné ou à l'excitation causée par les festivités dont la place est le théâtre. Dans ces occasions, la foule accourt des quatre coins de la ville et converge vers la Grève qui demeure, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le principal centre de la vie cérémonielle civique de la capitale. Cette superposition unique et fragile d'usages menace pourtant toujours de céder sous les pressions contradictoires provoquées par les différentes manières de percevoir, de concevoir et de se représenter le lieu. En 1745, en effet, l'espace fluvial montre des signes de saturation et les autorités parisiennes, qui en ont la charge, réfléchissent déjà à sa réorganisation. De même, comme on le verra plus loin, une réflexion comparable est commencée, à la même époque, relativement aux usages cérémoniels de la place. Telle qu'elle se révèle au milieu du siècle, la Grève apparaît donc comme un moment saisi dans un flux, un lieu sans cesse ouvert à la recomposition.

---

<sup>88</sup> AN, AD III 7, 14 juillet 1747.

<sup>89</sup> AN, AD III 7, 19 mars 1750.

<sup>90</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006, particulièrement le chapitre 3 « La constitution du rituel : espace cérémoniel et répertoire gestuel de l'exécution publique », p. 93-142.

Le processus par lequel s'effectue la recomposition de l'espace urbain est complexe. À la fois initié par les hommes et ressenti par eux, il modifie lentement leurs manières d'être au monde, de se le représenter et de se l'imaginer. Avant d'insister sur la recomposition qui s'opère au XVIII<sup>e</sup> siècle et ses effets sur l'imaginaire de la Grève, j'examinerai les conditions qui rendent celle-ci possible et qui l'influencent. En effet, si les autorités parisiennes songent au milieu du siècle à la redistribution des fonctions dans la ville, c'est qu'elles partagent une certaine conception de l'espace urbain qui rend souhaitable, voire nécessaire, un tel redéploiement. Or cette façon de concevoir l'espace de la ville n'est pas un « donné », elle est lentement élaborée et en constante évolution. Elle ne précède pas la modification des pratiques mais l'accompagne plutôt. L'examen de l'évolution des stratégies de maintien de l'ordre sur le territoire de la Grève, objet du deuxième chapitre, révèle les liens indissociables qui unissent les pratiques des autorités et leurs conceptions de l'espace. Il montre que leurs façons de concevoir et de se représenter l'espace s'élaborent « dans l'action », notamment à travers le procès territorial.

## CHAPITRE II

### TERRITOIRE CONTESTÉ, TERRITOIRE PARTAGÉ : LES STRATÉGIES DU MAINTIEN DE L'ORDRE

Entre 1667 et 1789, les modalités du maintien de l'ordre se transforment dans la capitale. Le changement le plus manifeste constitue sans doute l'accroissement du pouvoir du gouvernement central sur la ville, érodant du même coup les attributions des autorités locales, telles la municipalité et les juridictions seigneuriales et ecclésiastiques. Cette centralisation provoque des changements dans les façons d'opérer des différents agents chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité qui, de plus en plus, inscrivent leurs actions dans une appréhension globale de l'espace urbain. L'extension de Paris, la croissance démographique, la mobilité des personnes et les migrations rendent toutefois les contrôles difficiles tandis que tout désordre dans la capitale menace la sûreté et la stabilité de l'État. Dans la seconde moitié du siècle, on assiste ainsi à la modification des principes et des méthodes du contrôle social dans la ville, des transformations qui touchent tous les intervenants nantis de pouvoirs de police. Trois tendances permettent de caractériser les différents mouvements de réforme : 1- une attention renforcée aux procédures écrites et à leur formalisation, 2- un mouvement de spécialisation et de professionnalisation des agents chargés du contrôle et 3- une territorialisation des forces du contrôle, c'est-à-dire « un découpage de l'espace en unités de territoires suffisamment bien calibrées pour être correctement administrées »<sup>1</sup>. Place publique qui s'insère dans le tissu urbain, la Grève n'échappe pas à ces transformations qui affectent la police à l'échelle de la capitale.

---

<sup>1</sup> Vincent Milliot, « Réformer les polices urbaines au siècle des Lumières : le révélateur de la mobilité », *Crime, Histoire & Sociétés*, 10, 1 (2006), p. 25-50 (citation p. 38). Voir également Brigitte Marin, « Administrations policières, réformes et découpages territoriaux (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 115, 2 (2003), p. 745-750.

Lieu central qui remplit une diversité de fonctions, la Grève est aussi un carrefour juridique, un territoire partagé où se rencontrent des acteurs aux pouvoirs plus ou moins étendus, chargés de maintenir l'ordre et la sécurité. Si la création de la lieutenance de police en 1667 révèle une centralisation progressive des pouvoirs sur l'espace urbain au profit du gouvernement royal, elle ne signifie pas pour autant la suppression complète des attributions municipales. De même, jusqu'à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les agents de la Ville et du Châtelet se rencontrent, au quotidien, sur la Grève<sup>2</sup>. Cette rencontre n'est pas anodine ni sans conséquence. En s'appuyant sur le concept de territorialité, c'est-à-dire « la tentative d'affecter, d'influencer ou de commander les actions et les interactions (des personnes, des choses et des rapports) en affirmant et en essayant d'imposer le contrôle sur une aire géographique »<sup>3</sup>, ce deuxième chapitre a pour objectif d'explorer une autre dimension de l'évolution des méthodes de contrôle dans la ville en interrogeant l'interaction entre les acteurs présents à la Grève. En effet, sur un territoire, les « acteurs ne se font pas face, ils agissent et par conséquent ils cherchent à entretenir des relations, à assurer des fonctions, à s'influencer, à se contrôler, à s'interdire, à se permettre, à s'éloigner ou à se rapprocher »<sup>4</sup>. Cette rencontre, inscrite dans le temps et l'espace, laisse des traces : elle marque les acteurs et contribue à la transformation de leurs rapports avec l'espace physique et social<sup>5</sup>.

Pendant toute la période, la Grève est un enjeu disputé par le Bureau de la Ville et le Châtelet. Les limites entre leurs juridictions respectives, voire la reconnaissance même de l'existence du territoire juridictionnel de la Ville par le Châtelet, fait l'objet de débats jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les contestations tirent leur origine en partie du fait que les territoires

---

<sup>2</sup> À Paris, la Grève n'est évidemment pas le seul territoire où se rencontrent des agents issus de juridictions distinctes. D'autres espaces permettraient d'explorer d'autres rencontres. Les officiers de la Ville et du Châtelet se rencontraient également sur les boulevards et les promenades aménagés sur les anciens remparts qui ceinturaient la ville. Sur cette question, voir notamment Laurent Turcot, *Le promeneur à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Promeneur-Gallimard, 2007, notamment p. 165-173.

<sup>3</sup> Robert D. Sack, « Human Territoriality: A Theory », *Annals of the Association of American Geographers*, 73, 1 (1983), p. 55. Ma traduction.

<sup>4</sup> Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 1980, p. 141.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 143.

légaux, définis par les ordonnances et règlements, sont flous et rendent possible une diversité de lectures par les acteurs, chacun d'eux étant par ailleurs soucieux de maintenir ou d'accroître son pouvoir dans la ville. Ces lectures divergentes sont mises au jour à l'occasion des conflits de juridictions qui opposent les officiers de la Ville et du Châtelet. L'analyse des mémoires qu'ils rédigent alors montre que la question du territoire se situe au cœur des litiges. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette question n'est toujours pas résolue et la Ville maintient ses revendications territoriales<sup>6</sup>. Révélateur des logiques qui fondent les prétentions des uns et des autres sur l'espace urbain, le conflit de juridiction a toutefois ses limites et ne révèle qu'en partie les stratégies territoriales des acteurs. Pour fournir un récit documenté de leurs interventions à la Grève, il faut aller plus loin en interrogeant et en croisant les archives de la pratique, c'est-à-dire les documents produits par les acteurs chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité sur ces territoires. L'étude des archives de la Ville révèle que le Bureau continue d'exercer sa juridiction pendant toute cette période et ce, même en ce qui a trait à la police et à la justice criminelles, les domaines qui lui sont le plus âprement disputés par le Châtelet après 1770. Il est vrai qu'à la Grève, le territoire sur lequel il intervient est plus réduit que celui du Châtelet—il correspond sommairement au port, aux quais et à l'enclos de l'hôtel de ville. Néanmoins, par-delà ces différences, ce que l'étude des archives de la pratique révèle, c'est le développement de formes d'intervention et de stratégies communes aux acteurs qui se rencontrent sur cette place publique et qui témoignent de conceptions partagées de l'espace urbain.

## 2.1 Les territoires légaux

Les territoires légaux sont dessinés par les ordonnances, les lois et les règlements qui, édictés par le Roi ou le Parlement, définissent l'étendue et les limites des pouvoirs respectifs du Châtelet et du Bureau de la Ville dans la capitale. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la définition de ces territoires repose sur un amalgame formé, d'une part, par une législation ancienne sur les compétences de la prévôté des marchands qui remonte à Charles VI et, d'autre part, par une

---

<sup>6</sup> Les procédures judiciaires qui opposent les autorités municipales aux autres pouvoirs urbains peuvent être une stratégie pour forcer l'inscription de revendications territoriales dans un texte qui a force de loi. À ce sujet voir Lorraine Attreed, « Urban Identity in Medieval English Towns », *Journal of Interdisciplinary History*, 22, 4 (2002), p. 571-592.



création récente, la lieutenance générale de police, qui implique une redistribution des pouvoirs entre les autorités urbaines. En effet, les responsabilités qui sont dévolues au nouveau magistrat le sont en partie au détriment d'autres institutions, notamment du Bureau de la Ville. Cependant, les termes de cette législation sont à plusieurs égards assez flous et ne distinguent pas toujours de manière explicite les frontières des juridictions ou la limite des compétences de chacun. C'est le cas notamment en ce qui concerne la police et la justice criminelles, partagées entre le Châtelet et le Bureau de la Ville, et qui serviront ici d'observatoire.

Les responsabilités confiées au lieutenant général de police par l'édit de mars 1667 sont fort étendues et correspondent à la notion ancienne de police, beaucoup plus large que son acception moderne<sup>7</sup>. De façon très générale, la police concernait trois grands domaines : le maintien de l'ordre et de la sécurité publics, la sécurité des subsistances et le contrôle du travail. L'édit de 1667 recense un large éventail de matières sur lesquelles s'étend la compétence du lieutenant de police. Sans en faire une énumération complète, retenons quelques éléments de ce nouveau partage. Par cet édit, on confie notamment au nouveau magistrat l'exercice de la police criminelle dans la ville et sur les quais, « le tout, sans innover ni préjudicier aux droits et jurisdiction que pourroient avoir, ou possession en laquelle pourroient être, les lieutenans criminel, particulier notre procureur audit Châtelet, même les prévôt des marchands et échevins de cette ville »<sup>8</sup>. Pour tout ce qui concerne l'espace fluvial et l'approvisionnement de Paris par eau, le prévôt des marchands retient ses compétences. La juridiction de ce dernier est d'ailleurs confirmée quelques années plus tard

---

<sup>7</sup> La distinction est souvent difficile à établir entre administration, police et justice pour cette période, d'autant plus que ces fonctions étaient fréquemment regroupées et exercées par les mêmes personnes. On trouvera des observations éclairantes sur cette question dans Marguerite Boulet-Sautel, « Police et administration en France à la fin de l'Ancien Régime. Observations terminologiques », Werner Paravicini et Karl Ferdinand Werner (dir.), *Histoire comparée de l'administration (IV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). Actes du XIV<sup>e</sup> colloque historique franco-allemand, Tours, 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1977*, München, Zurich, Artemis Verlag, 1980, p. 47-51 ; François Monnier, « Tableau de l'administration parisienne d'Ancien Régime », *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 1989, p. 29-40 ; Paolo Napoli, *Naissance de la police moderne. Pouvoirs, normes, société*, Paris, La Découverte, 2003.

<sup>8</sup> « Édit portant création d'un lieutenant de police de Paris, mars 1667 », François-André Isambert *et al.*, *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, Belin-Leprieux, 1829, vol. 18, p. 100-103.

par l'ordonnance de décembre 1672<sup>9</sup>. Place publique urbaine, ouverte sur la Seine et siège de l'hôtel de ville, la Grève est l'un des théâtres où sont appelées à se rencontrer quotidiennement ces deux autorités.

La cohabitation entre le Bureau de la Ville et la lieutenance de police est souvent difficile dans les dernières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle et de nombreux conflits s'élèvent entre les deux institutions. Les crises d'approvisionnement qui traversent cette période rendent encore plus criants ces problèmes et poussent le souverain à préciser leurs attributions respectives dans le règlement de juin 1700<sup>10</sup>. De façon générale, ce texte renouvelle les dispositions précédentes selon lesquelles le Bureau de la Ville est compétent pour tout ce qui concerne l'approvisionnement par eau de la capitale, l'entretien des ports, quais et fontaines et tout ce qui touche à la navigation sur la Seine et ses affluents. L'autorité du lieutenant de police est quant à elle confirmée pour tout ce qui a trait à l'approvisionnement par terre. Ce règlement fixe les compétences respectives sur des matières spécifiques mais n'aborde pas de front la question des territoires. L'édit de 1667 confiait au nouveau magistrat « la sûreté de la ville, prévôté et vicomté de Paris » et l'autorisait à connaître « de tous délinquans, et trouvés en flagrant délit en fait de police, leur faire et parfaire sommairement et les juger seul, sinon ès-cas où il s'agira de peines afflictives, et audit cas, en fera son rapport au présidial »<sup>11</sup>. Or, en vertu de l'ordonnance de 1672, il était de la responsabilité du Bureau de voir à ce que ne soient « proferez Blasphemes et juremens ny commis violances sur les ports ». La même ordonnance enjoignait aux officiers de police municipaux de dénoncer au procureur du Roi les contraventions<sup>12</sup>. En 1700, le règlement spécifie que le lieutenant de police exerce sur les

---

<sup>9</sup> AN, H 1914, Ordonnance de décembre 1672. Sur trente-trois chapitres, les trente premiers traitent de l'approvisionnement de la capitale par voie d'eau et des règles qui doivent être observées lors de la vente sur les ports.

<sup>10</sup> AN, Y 17189, Edit du Roy, Portant Reglement pour la Jurisdiction du Lieutenant General de Police, & celle des Prevost des Marchands & Eschevins de Paris, Versailles, juin 1700. Les trois premiers articles de ce règlement se rapportent d'ailleurs à l'approvisionnement de la capitale en grain, vin et bois. Reynald Abad, « Les luttes entre juridictions pour le contrôle de la police de l'approvisionnement sous le règne de Louis XIV », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 112, 2 (2000), p. 655-667.

<sup>11</sup> Édit portant création d'un lieutenant de police, *loc. cit.*

<sup>12</sup> AN, H 1914, Ordonnance de décembre 1672, chapitre 4, articles 28-29.

quais toute la juridiction qui lui est attribuée dans le reste de la ville et indique que le Bureau est compétent pour l'entretien des quais et voir à ce qu'aucun établissement ne puisse les endommager ou nuire à la navigation. Cependant, plusieurs zones grises demeurent : par exemple, dans le cas assez banal d'une querelle ou d'une rixe sur le port, qui doit intervenir ?

## 2.2 Les territoires revendiqués

Le caractère (volontairement ?) vague de ces textes légaux ouvre évidemment la porte à des lectures multiples. Les mémoires respectifs que les officiers de la Ville et du Châtelet déposent au Parlement lorsque survient un litige révèlent leurs interprétations divergentes, voire contradictoires, des textes qui règlent encore leurs pouvoirs à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux traits parfois flous que la législation royale dessine entre leurs juridictions s'ajoutent ceux que le Châtelet et le Bureau de la Ville tracent eux-mêmes par leurs revendications et qui, plus souvent qu'autrement, visent à accroître le territoire placé sous leur autorité.

Du point de vue de l'historien, le conflit de juridiction est un événement riche car il rassemble les acteurs autour d'un enjeu précis et suscite souvent une production écrite plus soutenue. Mémoires, pièces justificatives, requêtes, règlements et ordonnances divers sont alors employés, de part et d'autre, pour défendre ce que l'on considère comme des droits et des prérogatives. Ces documents sont des sources précieuses pour saisir la confrontation des intérêts et l'écart entre les représentations des acteurs<sup>13</sup>. En ce sens, l'enquête ouverte en 1770 pour connaître les causes de la bousculade survenue à la sortie de la place Louis-XV lors des fêtes publiques organisées pour le mariage du Dauphin et de Marie-Antoinette constitue un observatoire privilégié pour connaître les territoires et les compétences que revendiquent

---

<sup>13</sup> Parmi les nombreux conflits de juridictions qui ponctuent les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et marquent les relations entre le Bureau de la Ville et le Châtelet, plusieurs ont déjà été étudiés pour comprendre, par exemple, l'évolution de l'approvisionnement de la capitale ou la régulation des usages de l'espace fluvial. On pourra consulter, entre autres, Reynald Abad, « Les luttes... », *loc. cit.*, p. 655-667 et *Le Grand Marché. L'approvisionnement alimentaire à Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2002 ; Isabelle Backouche, *La trace du fleuve. La Seine et Paris (1750-1850)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000, p. 141-175 ; enfin, toujours fort utile, la série d'articles publiés par Jean-Lucien Gay, « L'administration de la capitale entre 1770 et 1789. La tutelle de la royauté et ses limites », *Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, vol. 8-12, 1956-1961.

respectivement le Châtelet et le Bureau de la Ville dans la capitale. L'accident, qui coûte la vie à 132 personnes, a un fort retentissement dans l'opinion publique. La population s'attend d'ailleurs à ce que l'information menée par la Cour permette d'identifier les responsables de ce drame<sup>14</sup>. Sommés d'expliquer quels sont les lieux et les occasions où ils exercent la police conjointement dans la capitale et comment ils établissent alors le concert entre eux, les officiers de la Ville et du Châtelet remettent au Parlement deux mémoires qui exposent leurs positions respectives<sup>15</sup>. Leurs réponses contiennent plusieurs indications utiles quant à la manière dont ils conçoivent leurs territoires respectifs dans la ville et notamment dans la place de Grève.

La question du territoire est fondamentale dans le différend qui oppose alors les institutions. Les mémoires soumis au Parlement s'ouvrent d'ailleurs par son examen. D'une part, le Châtelet soutient qu'il exerce seul « l'administration pleine et entière de la police » et que « sa juridiction comprend toute la ville et s'étend sur tous ses habitants ». Si les officiers du Châtelet admettent que le Bureau de la Ville exerce aussi une juridiction dans la capitale, ils refusent cependant de lui reconnaître aucun territoire. Selon eux, le Bureau est un tribunal d'attribution dont l'objet a été désigné par le règlement de 1700 et qui doit se borner à faire en sorte que la navigation sur la rivière puisse se faire librement, à dégager les bords du fleuve de ce qui pourrait nuire à son service ou de tout ce qui pourrait endommager les quais. Dans cette optique, le mémoire dénonce les officiers du Bureau de la Ville qui prétendent « sous le prétexte de la police qui leur est attribuée sur la rivière, sur ses bords et sur les quais, avoir celle d'inspection et de correction sur tous ceux qui y prennent querelle et y troublent le bon ordre qui doit y régner »<sup>16</sup>. Dans leur réponse à ce mémoire, les officiers de la Ville combattent vigoureusement ces affirmations. Ils rappellent d'abord que seul le Parlement peut prétendre avoir l'administration pleine et entière de la police sur toute la ville

---

<sup>14</sup> Arlette Farge, *La vie fragile : violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1986, p. 234-258.

<sup>15</sup> BnF, JF 2541, Mémoire des officiers de police du Châtelet, f<sup>os</sup> 2-15 et Observations des officiers du Bureau de la Ville pour servir de réponse au Mémoire présenté à la Cour par les officiers de Police du Châtelet, f<sup>os</sup> 16-36 (une autre copie est conservée dans les registres de la Ville, AN, H 1873, f<sup>os</sup> 586<sup>bis</sup>-603).

<sup>16</sup> BnF, JF 2541, f<sup>os</sup> 2v<sup>o</sup>-3r<sup>o</sup>.

et les habitants. De même, ils réfutent l'assertion voulant que le Bureau soit un tribunal d'attribution et ils invoquent pour preuve l'ancienneté de ce dernier qui « étoit autrefois le tribunal des Parisiens pour le commerce et la police ». Ils revendiquent ensuite pour territoire « hors Paris, les rivières affluentes à Paris, leurs ports de chargements et flottages; et dans Paris la rivière, les ports, quays, berges, remparts, portes, fortifications, égoûts, fontaines ». Au surplus, ils précisent que la Ville exerce une juridiction sur tout ce qui concerne l'approvisionnement des marchandises par eau et qu'elle est aussi chargée de veiller à tout ce qui peut intéresser « la conservation des citoyens, l'ordre, la sûreté et tranquillité publique » sur la rivière et les ports. Enfin, l'établissement de plusieurs communautés d'officiers dépendants de l'Hôtel de Ville, tenus de faire rapport des désordres, et d'une garde « pour veiller le jour et la nuit à cet ordre et tranquillité aux dépens et frais de la Ville » constituent à leurs yeux une preuve supplémentaire de la légitimité de leurs revendications territoriales<sup>17</sup>.

Les deux mémoires témoignent de lectures complètement différentes des mêmes textes. D'un côté, le Châtelet interprète le règlement de 1700 dans un sens restrictif, bornant les compétences du Bureau aux matières spécifiées dans le texte ce qui est logique dans la mesure où le Châtelet ne reconnaît pas de territoire à cette juridiction. De l'autre côté, le Bureau se fonde sur l'ancienneté de sa juridiction (et du territoire de celle-ci) pour revendiquer tous les pouvoirs qui lui étaient autrefois attribués et qui ne sont pas mentionnés dans l'édit de 1667<sup>18</sup>. Dans cette logique, le Bureau soutient que le règlement de 1700 distingue les pouvoirs sur certains points particuliers, mais qu'ils demeurent concurrents sur tous les autres.

---

<sup>17</sup> AN, H 1873, f° 587.

<sup>18</sup> Dans un conflit qui l'oppose à la même époque aux officiers de la Maîtrise des eaux et forêts, le Bureau s'appuie sur la *Dissertation sur l'origine de l'Hôtel de Ville* placée en tête de l'*Histoire de Paris* de Michel Félibien et Guy-Alexis Lobineau, pour affirmer que sa juridiction « n'est de concession ni d'érection par [le Roi]; que son origine se perd dans la nuit des temps ». AN, H 1968, *Mémoire pour le Substitut de M. Procureur Général au Bureau de la Ville, Défendeur, Contre les Officiers de la Maîtrise des Eaux & Forêts de Paris, Intervenants & Demandeurs*, Paris, Lottin l'aîné, 1773, p. 7.

Dans les mémoires, la place de Grève est identifiée comme l'un des lieux où la police est exercée concurremment par les officiers du Châtelet et de la Ville. Selon les premiers, la police de la Grève leur appartient essentiellement, le Bureau de la Ville n'étant compétent qu'à l'occasion des fêtes publiques. Ils vont même plus loin et affirment que dans ces occasions, la police exercée par la Ville doit se borner à l'inspection des échafauds construits sur les bords de la rivière ou dans la place. Les officiers du Bureau de la Ville ne sauraient intervenir sur aucune autre matière. Pour ces raisons, le mémoire rappelle, pour les dénoncer, plusieurs querelles survenues sur la place ou sur le port de la Grève et dans lesquelles les officiers de la Ville se sont immiscés. Entre autres affaires, les officiers du Châtelet dénoncent le fait que certains huissiers de la Ville « prennent connoissance des rixes qui arrivent dans le cabaret du Petit Jardinnet près le pont Royal et dans ceux le long des ports »<sup>19</sup>.

Aux prétentions du Châtelet qui rétrécissent leur juridiction sur la Grève à une peau de chagrin, les officiers de la Ville opposent leurs propres revendications et tracent les limites d'un territoire évidemment beaucoup plus étendu. Dans leurs observations, ils soulignent d'abord qu'indépendamment des fêtes publiques, le Bureau de la Ville avait autrefois juridiction dans toute cette place. S'ils reconnaissent que leur territoire a été amputé depuis, ils maintiennent néanmoins que « la plus grande partie de la Grève est encore soumise à sa juridiction les autres jours relativement à l'Étape au vin »<sup>20</sup>. Quant à la police qu'ils y exercent lors des fêtes publiques, les officiers municipaux maintiennent que le règlement de 1700 ne l'a pas bornée à l'inspection des échafauds, mais que ce règlement a simplement statué sur un différend qui s'était élevé entre la Ville et le Châtelet, sans pour autant restreindre leurs compétences par ailleurs. Par conséquent, ils défendent et jugent tout à fait légitimes leurs interventions lors de querelles dans les bateaux, sur les ports ou sur les quais et dénoncent, par exemple, les visites de nuit faites par les commissaires au Châtelet sur les mêmes lieux comme des intrusions sur leur territoire. Quant aux rixes qui surviennent dans les cabarets établis le long des ports, les officiers de la Ville se défendent bien de prendre connaissance de celles qui peuvent arriver à l'intérieur des établissements. Cependant, ils se réservent le droit d'intervenir sur les terrasses, et notamment celles du port au blé. Leurs

---

<sup>19</sup> BnF, JF 2541, f° 5 v°.

<sup>20</sup> AN, H 1873, f° 589.

prétentions sont révélatrices de la manière dont la Ville conçoit alors son territoire aux abords de la Grève. Rappelons qu'en 1770, le quai Pelletier s'arrête encore sur la place de Grève, au coin de la rue de la Tannerie. Du côté du port au blé, il n'y a donc pas de construction qui distingue clairement l'espace du fleuve et celui de la ville. Peut-être y a-t-il des marques dans le pavé qui poursuivent les trottoirs des quais là où ils n'existent pas, mais il n'y a rien pour interrompre la pente douce du port qui, à cet endroit, court jusqu'à la Seine depuis les maisons sises rue de la Mortellerie. Plusieurs cabaretiers et marchands de bière tiennent boutique au rez-de-chaussée et, remarquent les officiers de la Ville, « placent des tables, des bancs et des bannes au devant de leurs maisons qui embarassent le port et la voye publique »<sup>21</sup>. Ces installations sont particulièrement gênantes au moment des grandes eaux alors que l'espace disponible sur le port est réduit. En vertu du règlement de 1700 qui les autorise à s'assurer de la liberté de la circulation sur les ports et les quais, les officiers du Bureau de la Ville jugent ainsi que leur territoire, lié au fleuve et à ses humeurs, peut s'étendre jusqu'au mur extérieur des maisons.

L'inscription dans la forme urbaine de la frontière revendiquée est l'une des stratégies considérées par le Bureau de la Ville pour assurer le respect de sa juridiction. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, une démarcation dans le pavé bornait les territoires respectifs de la Ville et du Châtelet pour l'enlèvement des boues et le nettoyage des voies publiques. Le nettoyage de la mince bande de terrain le long de la rue de la Mortellerie était confié au lieutenant de police et supervisé par le commissaire ancien du quartier alors que le nettoyage de la place de Grève et du port, « a commencer du cordon qui fait la séparation du pavé du port dépendant de l'hostel de Ville, d'avec celui du Roy » était à la charge de la Ville<sup>22</sup>. Cette démarcation servait d'abord à répartir entre la municipalité et le gouvernement royal les responsabilités et les coûts relatifs au pavage, à l'entretien et au nettoyage des voies publiques. Toutefois, il est possible qu'elle ait pu être utilisée par la Ville pour marquer la frontière de sa juridiction. Un autre exemple, pris à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, va dans le

---

<sup>21</sup> AN, H 1873, f° 592 r°.

<sup>22</sup> AN, H 1934, Requête des commis préposés à l'enlèvement des boues, 1726. Sur le pavé dépendant de l'hôtel de ville, voir également Le Cler du Brillet, *Continuation du Traité de la police*, vol. 4, *De la voirie*, Paris, Chez Jean-François Hérisant, 1738, p. 176-177.

même sens et révèle que la municipalité conçoit encore l'exercice de son pouvoir dans la ville comme étant lié à l'existence d'un territoire juridictionnel aux frontières identifiables et inscrites dans la forme urbaine. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les petites échoppes et les étalages établis sur les quais, dans les rues et dans les places publiques de la capitale encombrant le passage et sont devenus un véritable problème aux yeux des autorités. Le lieutenant général de police et le Bureau de la Ville aimeraient bien les voir disparaître. S'ils s'accordent sur l'objectif, ils se disputent cependant le droit de légiférer sur cette matière dans certains endroits de la ville. Alors que le lieutenant de police prétend qu'il exerce sur les quais la même juridiction que dans le reste de la ville, le Bureau soutient quant à lui qu'il est le seul compétent pour veiller à la liberté du passage utile à la navigation. Réuni pour délibérer de la stratégie à adopter, le Bureau suggère de planter des bornes à six pieds de distance des parapets, dont l'effet « en désignant invariablement les limites de sa juridiction, seroit de procurer aux gens de pieds, ainsi qu'au tirage des bateaux, un chemin libre et sur, et d'empêcher en même tems la dégradation des murs des quais et des parapets ». Le texte évoque aussi l'existence de pavés représentant les trottoirs et qui forment un chemin pour le tirage des bateaux dont le Bureau aurait également la responsabilité. Le rôle des auxiliaires de justice est enfin mis en valeur et il est décidé que le Bureau, « pour prévenir dorénavant toute difficulté semblable, sollicitât les ordres nécessaires au Commandant de la Garde de Paris, pour assurer l'effet de son ordonnance, avec deffenses aud. commandant de soumettre l'exécution de celles qui pourront être rendues à l'avenir au Tribunal de la Police »<sup>23</sup>. Les bornes furent-elles plantées ? Je n'en ai, pour le moment, aucun indice.

Une ordonnance rendue par le Bureau deux ans plus tard révèle que les conflits entre les institutions ne se sont pas estompés. L'ordonnance du 3 mars 1789 enjoint en effet à « tous employés, marchands trafiquant sur la rivière et sur les ports, à tous mariniers et autres sans exception » de faire déclaration à l'un des huissiers-commissaires du Bureau de la Ville « des vols ou délits qui auront été commis [...] ainsi que de tout ce qui parviendra à leur connaissance de contraire au bon ordre, à la sûreté des marchandises, tant dans les bateaux que sur les berges et ports, et généralement dans tous les endroits où le Bureau a droit de

---

<sup>23</sup> AN, H 1958, 19 juin 1787. Le conflit sur l'interdiction des échoppes est abordé par Isabelle Backouche, *La trace du fleuve, op. cit.*, p. 155-159.



jurisdiction » et leur fait défenses « de faire pareilles déclarations devant des officiers étrangers à la jurisdiction de la Ville ». L'ordonnance vise particulièrement les commissaires du Châtelet et réagit à la condamnation, par cette juridiction, du nommé Étienne accusé de vol de bois dans un bateau amarré au port Saint-Paul. De l'avis des membres du Bureau, l'affaire, instruite par le commissaire Picard Desmarets, chargé du quartier de la Grève, aurait dû être portée à leur connaissance<sup>24</sup>.

Entre une législation qui n'est pas toujours explicite sur le droit et les compétences de chacun et des acteurs qui se disputent un territoire, difficile de savoir ce qui se passe au quotidien sur le terrain. Par ailleurs, si le conflit de juridiction est riche d'enseignements, il ne révèle pas tout. Par sa nature même, il tend à laisser dans l'ombre tout ce qui ne sert pas bien la thèse défendue par les parties. Sa logique veut aussi qu'il monte en épingle des transgressions qui ne sont peut-être pas, après tout, si fréquentes. Pas question, donc, d'y retrouver beaucoup d'information sur la coopération possible entre les acteurs ou sur toutes les occasions où le territoire de l'autre est platement reconnu.

### 2.3 Les territoires occupés

Sur la Grève, les territoires légaux et revendiqués sont les mieux connus des historiens, les archives légales et les conflits de juridictions arbitrés par le Parlement demeurant les principales sources utilisées pour cerner les relations entretenues par le Châtelet et le Bureau de la Ville. Or l'image qui s'en dégage est souvent celle d'une municipalité sur la défensive, cherchant protection auprès du Parlement, face à la lieutenance de police qui grignote peu à peu ses pouvoirs. Cette image n'est pas fausse puisque le déséquilibre des pouvoirs est réel et de plus en plus favorable au lieutenant général de police<sup>25</sup>. Pourtant, l'impression d'inégalité est accentuée par les officiers du Châtelet qui revendiquent des pouvoirs étendus et tendent à minorer le rôle joué par les autres institutions

---

<sup>24</sup> AN, H 160 (86), *Ordonnance pour conduire les délinquans sur les ports et la rivière chés un commissaire de la Ville et non chés des officiers des autres juridictions*, 3 mars 1789.

<sup>25</sup> Laurence Croq, « La municipalité parisienne à l'épreuve des absolutismes : démantèlement d'une structure politique et création d'une administration (1660-1789) », *Id. (dir.), Le prince, la ville et le bourgeois*, Paris, Nolin, 2004, p. 193.

de la capitale<sup>26</sup>. Cependant, on connaît assez peu l'ordinaire de la police et de la justice dans des endroits où, comme à la Grève, les officiers de la Ville et du Châtelet sont appelés à se rencontrer quotidiennement. Les archives de la pratique ont quant à elles été inégalement mobilisées par les historiens qui n'ont pas encore procédé à une véritable comparaison de l'activité policière et judiciaire de ces deux institutions.

On n'ignore pas le fonctionnement du Châtelet. Officiellement prévôté et vicomté de Paris, le Châtelet agissait dans les faits en tant que bailliage et présidial ressortissant directement au Parlement. C'était la plus importante juridiction civile et pénale de première instance du royaume et elle était souvent comparée à une cour supérieure en raison de son influence et de son prestige<sup>27</sup>. Le Châtelet s'appuyait sur des effectifs considérables et traitait chaque année un fort volume d'affaires. La perception voulait que le personnel y soit mieux formé et la justice mieux rendue<sup>28</sup>. Cet ensemble de facteurs explique peut-être l'attention plus soutenue dont a bénéficié jusqu'à maintenant le Châtelet par rapport à d'autres tribunaux comme celui de la municipalité<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Reynald Abad, « Les luttes... », *loc. cit.*, p. 665-666. Le rôle des militaires dans les tâches de police a été souligné par Jean Chagniot, *Paris et l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude politique et sociale*, Paris, Economica, 1985. Sur la complémentarité et la concurrence entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet, voir également Laurence Croq et Nicolas Lyon-Caen, « La notabilité parisienne entre la police et la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle : des définitions aux usages sociaux et politiques », Laurence Jean-Marie (dir.), *La notabilité urbaine, X<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Actes de la table ronde organisée à la MRS, 20 et 21 janvier 2006*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, CNRS-Université de Caen Basse-Normandie, 2007, p. 125-157.

<sup>27</sup> Paolo Piasenza, *Polizia e città. Strategie d'ordine, conflitti e rivolte a Parigi tra sei e settecento*, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 72.

<sup>28</sup> Sur les attributions du Châtelet, voir Charles Desmazes, *Le Châtelet de Paris, son organisation, ses privilèges*, Paris, Cosse, 1854.

<sup>29</sup> Pour un aperçu de l'activité de la chambre criminelle du Châtelet, on consultera, pour le Grand Criminel, Porphyre Petrovitch, « Recherches sur la criminalité à Paris dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Crimes et criminalité en France sous l'Ancien Régime : 17<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècles*, Paris, A. Colin, 1971, p. 187-261 et, pour le Petit Criminel, Arlette Farge et André Zysberg, « Les théâtres de la violence à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 34, 5 (1979), p. 984-1015. Sur la juridiction du lieutenant de police, voir Yves Thomas, « Note sur la Chambre de Police du Châtelet de Paris à l'époque de Louis XVI (1774-1789) », *Revue historique de droit français et étranger*, 54, 3 (1976), p. 361-378. Les archives des commissaires ont donné lieu à des études nombreuses. Sur leurs pratiques on consultera, entre autres, Steven L. Kaplan, « Note sur les commissaires de police de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 28 (octobre-décembre 1981), p. 669-686 ; Cécile Colin, « Pratiques et réalités d'un quartier de police à Paris dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'espace Saint-Eustache et le commissaire Pierre Régnard le Jeune (1712-1751) »,

Les archives judiciaires du Bureau de la Ville demeurent quant à elles peu exploitées par les chercheurs et le fonctionnement concret de cette juridiction est mal connu. Le peu d'intérêt suscité chez les historiens s'explique sans doute en partie parce que, en plus d'être une juridiction subalterne, le tribunal municipal était aussi une juridiction d'exception, qui n'était compétente que pour juger certaines affaires qui lui avaient été expressément attribuées<sup>30</sup>. L'étude d'Arlette Farge et André Zysberg est à cet égard emblématique : si le quartier de la Grève et les bords de Seine y sont identifiés comme deux des principaux théâtres de la violence dans Paris, c'est à travers la seule fenêtre des archives du Châtelet<sup>31</sup>. Pour avoir une idée générale des affaires portées devant ce tribunal, il faut encore s'en remettre à la présentation contenue dans le *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime* paru en 1958. On y indique que le Bureau de la Ville connaissait en première instance les causes nées entre les marchands à propos de leur commerce, entre les bateliers et les maîtres de ponts, ainsi que les procès pour fait de teinturerie et de blanchisserie. Aux magistrats municipaux était également confiée la connaissance des procès relatifs à l'entretien des ponts, des sources, des fontaines, des quais, des principales chaussées et des fortifications, de même que ceux concernant l'administration des hôpitaux, du domaine de la Ville et du service des rentes de l'Hôtel de Ville. Au criminel, le Bureau jugeait les délits commis par les marchands sur le fait de marchandise et par les officiers de police dans l'exercice de leurs charges. Il connaissait en outre les querelles entre bateliers et les vols

---

*Cahiers du CREPIF*, 38 (mars 1992), p. 119-130 ; David Garrioch, « The People of Paris and Their Police in the Eighteenth Century: Reflections on the Introduction of a "Modern" Police Force », *European History Quarterly*, 24, 4 (1994), p. 511-535 ; et Vincent Milliot, « Saisir l'espace urbain : mobilité des commissaires et contrôle des quartiers de police à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 50, 1 (2003), p. 54-80.

<sup>30</sup> C'est la présentation qu'en font Henri Gerbaud et Michèle Bimbenet-Privat qui opposent ainsi les justices d'exception de Paris, dont fait partie le Bureau de la Ville, à la justice ordinaire du Châtelet. Voir Archives nationales, *Châtelet de Paris. Répertoire numérique de la série Y*, tome premier, *Les chambres Y 1 à 10718 et 18603 à 18800*, Paris, Archives nationales, 1993, p. 26. C'est aussi l'interprétation du juriste Claude-Joseph Ferrière qui indique que « le Prévôt des Marchands & les Echevins ne sont point des juges ordinaires, mais seulement démembrés des Juges ordinaires ; & que par conséquent ils ne sont établis que pour connoître de certains différends, dont la connaissance leur est spécialement accordée », *Dictionnaire de droit et de pratique*, Paris, Chez Brunet, 1749, vol. 1, p. 687. On l'a vu plus haut, la Ville revendique pour sa part des pouvoirs judiciaires plus étendus, la question du territoire étant au centre de ses réclamations.

<sup>31</sup> Arlette Farge et André Zysberg, « Les théâtres... », *loc. cit.*, p. 990.

commis dans les bateaux ou sur les ports. Toutes les causes, au civil et au criminel, étaient portées en appel devant le Parlement de Paris ou devant la Cour des aides lorsqu'il s'agissait de litiges relatifs aux eaux-de-vie et aux spiritueux. Enfin, selon le guide, le Bureau n'avait que la basse justice et ne pouvait donc condamner qu'à l'amende<sup>32</sup>.

Plusieurs zones d'ombre demeurent toutefois, notamment en regard des pouvoirs exercés par le Bureau et de leur étendue. Par exemple, dans sa présentation de la juridiction du prévôt des marchands et des échevins, le juriconsulte Ferrière indique que « Plusieurs tiennent que leur Juridiction en matière criminelle est bornée à condamner à l'amende, en des contraintes par corps; mais qu'ils n'ont pas ce que nous appelons le *jus gladii* »<sup>33</sup>. Cependant, au moins 23 sentences portant des peines afflictives ont été rendues par le Bureau entre 1675 et 1785<sup>34</sup>. Dans presque tous les cas, il s'agit de punir des individus convaincus de vols de marchandises sur les ports ou dans les bateaux. La peine principale la plus fréquente est l'exposition au carcan, généralement accompagnée d'une combinaison variable d'autres châtiments tels le fouet, la marque au fer chaud et le ban. Certains crimes sont toutefois plus sévèrement punis et le Bureau rend vraisemblablement, à l'occasion, des peines capitales. Accusé d'avoir fait violence aux gardes pour se soustraire à son exécution au port de la Grenouillère, Louis Merry est condamné en 1675 à la pendaison. Son compagnon, Jacques Tronquet, également accusé de rébellion envers la garde, est quant à lui condamné à faire amende honorable devant la porte de l'hôtel de ville et sur le port avant d'être mené aux galères pour cinq ans. Portées en appel, ces peines sont confirmées par arrêt du Parlement<sup>35</sup>. La majorité des peines afflictives recensées sont rendues avant le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>32</sup> Michel Antoine *et al.*, *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime*, Paris, Librairie nationale, 1958, p. 315-321. On trouve plusieurs pistes suggestives sur les officiers et les rouages de la juridiction municipale dans le mémoire de maîtrise de Gilles Picq, Maryse Pradines et Catherine Ungerer, *La criminalité aux bords de l'eau à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Université de Paris VII, juin 1978. Une étude systématique du fonctionnement de la juridiction criminelle de la Ville demeure toutefois à entreprendre.

<sup>33</sup> Claude-Joseph Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, *op. cit.*, vol. 1, p. 687.

<sup>34</sup> De ce total, seules deux sentences n'ont visiblement pas été portées en appel au Parlement. Dans les deux cas, les accusés ont été convaincus de vols sur les ports et condamnés à être mis au carcan. AN, Z<sup>1h</sup> 599, 28 septembre et 2 octobre 1725. Ces résultats ont été obtenus par un sondage décennal dans les archives criminelles de la Ville et les minutes d'arrêts du Parlement.

<sup>35</sup> AN, X<sup>2b</sup> 788, 6 mai 1675.

Néanmoins, deux arrêts du Parlement de 1785, confirmant des peines de fouet rendues par le Bureau, indiquent que, sans nécessairement être fréquentes, de telles sentences sont encore possibles à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En outre, les arrêts recensés n'indiquent jamais que les sentences rendues par le tribunal municipal l'ont été par des juges incompétents. Au contraire, le Parlement sanctionne souvent les peines rendues par le Bureau avant de renvoyer les accusés par-devant les magistrats de la Ville chargés d'exécuter les arrêts<sup>36</sup>. La discrétion des juriconsultes sur les pouvoirs exercés par la municipalité ne devrait pas dispenser l'historien de l'examen des pratiques de ce tribunal. L'écart plus ou moins grand qui existe presque toujours entre la pratique et la législation, à plus forte raison lorsque cette dernière est floue, donne aux acteurs la possibilité de définir au quotidien une autre norme.

Au jour le jour, les officiers de la Ville et du Châtelet qui intervenaient sur la place de Grève consignaient une partie au moins de leurs actions dans des actes qui forment maintenant des archives volumineuses. Pour comparer leurs pratiques, deux ensembles documentaires ont été retenus à des fins de sondage : d'une part, les minutes des commissaires au Châtelet et, d'autre part, les liasses de procédures criminelles du Bureau de la Ville. Dans les deux cas, ces archives permettent de saisir l'action des forces de l'ordre au ras de la place et de la population qui la fréquente. Les pièces qu'on y retrouve révèlent les usages de l'espace et enregistrent une foule de délits portés à la connaissance des autorités mais dont une partie seulement a fait l'objet d'une procédure judiciaire complète.

Les fonctions des commissaires au Châtelet ont déjà été décrites ailleurs et ne seront que rappelées brièvement ici<sup>37</sup>. Officiers de judicature aux tâches très étendues, les commissaires s'acquittaient de fonctions au civil (ils apposaient les scellés, entendaient et réglaient les comptes, partages et liquidations de dommages et intérêts), au criminel (ils recevaient les plaintes, faisaient les informations, dressaient les procès-verbaux,

---

<sup>36</sup> AN, X<sup>2b</sup> 787, 19 septembre 1675 ; X<sup>2b</sup> 788, 20 mars et 6 mai 1675 ; X<sup>2b</sup> 849, 13 avril 1685 ; X<sup>2b</sup> 851, 28 août 1685 ; X<sup>2b</sup> 956, 1<sup>er</sup> juin 1725 ; X<sup>2b</sup> 976, 29 mars 1735 ; Z<sup>1h</sup> 611, 11 juillet 1749 ; X<sup>2b</sup> 1078, 5 octobre et 21 décembre 1785 ; Z<sup>1h</sup> 594, 12 janvier 1703 ; Z<sup>1h</sup> 599, 28 septembre et 2 octobre 1725 ; Z<sup>1h</sup> 605, 5 mars 1735.

<sup>37</sup> Marc Chassaing, *La Lieutenance générale de police de Paris*, Genève, Slatkine Reprints, 1975, p. 161-196 ; Alan Williams, *The Police of Paris. 1718-1789*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979 ; Steven L. Kaplan, « Note sur les commissaires... », *loc. cit.*

interrogeaient les prévenus) et à la police (ils étaient préposés pour veiller à la sûreté publique, prévenaient les périls imminents, faisaient exécuter les lois concernant la police et l'ordre public). Les 48 commissaires du Châtelet étaient répartis dans les quartiers de police de la capitale à raison de deux ou trois par quartier<sup>38</sup>. Personnages familiers de la rue, ils connaissaient et arbitraient un nombre considérable d'affaires qui n'étaient pas nécessairement portées ailleurs. Témoins de leur activité quotidienne diversifiée, leurs minutes mêlent ainsi rapports de la garde, interrogatoires, informations et procès-verbaux divers.

On ne retrouve pas, dans les archives du Bureau de la Ville, de série semblable aux minutes des commissaires au Châtelet même si les fonctions de police et de justice étaient, nous le verrons, en partie exercées par les mêmes agents. Bien qu'elles forment une masse bien moins importante que les archives civiles, les liasses de procédures criminelles conservées dans les archives de la Ville ont été privilégiées ici parce qu'elles sont caractérisées par l'utilisation systématique de l'écrit. Malgré leurs lacunes, elles fournissent de précieuses indications permettant de situer, dans le temps et l'espace, les affaires portées à la connaissance des magistrats municipaux. En outre, on retrouve dans les liasses de procédure des plaintes, des rapports de la garde, des procès-verbaux, des interrogatoires et des pièces d'instruction qui forment un ensemble comparable aux minutes des commissaires au Châtelet. À défaut de refléter l'activité du tribunal municipal dans son ensemble, ce corpus fournit de précieux renseignements sur l'exercice de sa juridiction criminelle, pomme de discorde avec le Châtelet.

---

<sup>38</sup> Les commissaires affectés au quartier de la Grève ont été identifiés grâce aux renseignements fournis dans l'*Almanach royal*. Ont été utilisés à cet effet les annuaires préparés par Isabelle Foucher, *Commissaires au Châtelet de Paris, distribution par quartiers, 1715-1791, d'après l'Almanach royal, par ordre alphabétique des noms de commissaires*, AN, Y 29 et *Commissaires au Châtelet de Paris, distribution par quartiers, 1715-1791, ... par ordre numérique de quartiers*, AN, Y 30. Pour la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on trouve une distribution par quartiers dans BnF, Ms fr. 16742, f<sup>os</sup> 1-4.

### 2.3.1 Une occupation inégale

Afin de comparer les pratiques de ces deux juridictions sur la Grève, deux sondages ont été menés, le premier dans les minutes des commissaires au Châtelet affectés à la Grève<sup>39</sup> et le second dans les liasses de procédures criminelles du Bureau de la Ville<sup>40</sup>. Dans les deux cas, le dépouillement s'est effectué à raison d'une année complète à tous les dix ans entre 1675 et 1785. N'ont été retenus que les documents relatifs aux affaires ayant pour théâtre la place et les ports de la Grève ou les lieux immédiatement adjacents (l'hôtel de ville, les maisons, boutiques, cabarets et rues donnant sur la place lorsqu'elle y était également mentionnée). Le sondage a permis de recenser près de 300 affaires, soit une centaine dans les archives de la Ville et environ le double dans les minutes des commissaires (tableau 2.1).

**Tableau 2.1 : Affaires criminelles et de police survenues à la Grève et traitées par la Ville et le Châtelet**

Année	Châtelet	Bureau de la Ville	Total
1675	0	18	18
1685	0	20	20
1695	22	7	29
1705	15	2	17
1715	22	1	23
1725	11	7	18
1735	9	3	12
1745	11	15	26
1755	28	10	38
1765	28	15	43
1775	14	0	14
1785	28	8	36
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>106</b>	<b>294</b>

Source : Archives nationales

Le plus grand nombre d'affaires retenues pour le Châtelet s'explique en partie par la diversité des matières sur lesquelles les commissaires étaient appelés à intervenir au quotidien. Magistrats civils, criminels et de police, leurs minutes rendent compte de la variété

<sup>39</sup> AN, Y 13031, 13043, 13053, 13061, 13073, 13441<sup>b</sup>, 13442, 13633, 14814, 14824, 14835, 15044<sup>a</sup>, 15093, 15094, 15330, 15341, 15354, 15355, Minutes des commissaires au Châtelet, sondage décennal entre 1675-1785.

<sup>40</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 576, 583, 591, 594, 597, 599, 605, 609, 615, 622, 632, 638, 639, Sentences et procédures criminelles, sondage décennal entre 1675-1785.

de leurs actions. Quant aux actes dressés par les officiers de la Ville, ils concernent spécifiquement les affaires criminelles et les liasses dépouillées ici ne révèlent qu'une partie de l'activité policière et judiciaire du Bureau.

Le regroupement par matière des affaires portées devant chacune des juridictions permet de mieux saisir ce déséquilibre (tableau 2.2).

**Tableau 2.2 : Catégories d'affaires traitées par la Ville et le Châtelet**

Catégorie	Châtelet		Bureau de la Ville	
	Nombre d'affaires	% du total des affaires	Nombre d'affaires	% du total des affaires
Injures et voies de fait	81	43 %	57	54 %
Vol	17	9 %	33	31 %
Voirie	33	18 %	1	1 %
Police des métiers	15	8 %	3	3 %
Logeur/locataire	10	5 %	0	0 %
Mendicité et vagabondage	10	5 %	1	1 %
Mort subite	9	5 %	3	3 %
Discipline des mœurs	4	2 %	2	2 %
Police militaire	3	2 %	0	0 %
Autre	6	3 %	6	6 %
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>100 %</b>	<b>106</b>	<b>100 %</b>

Source : Archives nationales

D'après l'échantillon retenu, 85 % des affaires poursuivies au Bureau de la Ville concernent la petite délinquance. Dans plus de la moitié des cas, les magistrats municipaux interviennent pour arbitrer des querelles qui tournent au vinaigre lorsque les insultes fusent et que des coups sont portés. En 1675, c'est devant le Bureau que Jacques Robert, voiturier par terre, porte plainte contre la veuve Itant, aussi voiturière, qu'il accuse de l'avoir injurié au port de la Grève alors qu'il travaillait à mener une voie de bois à une bourgeoise. Non contente que la bourgeoise ait préféré ledit Robert à son garçon pour faire la voiture, la veuve Itant « se seroient mise a crier apres luy qu'il estoit un fripon un volleur & qu'il volloit tout le monde & n'en faisoit point d'autre & qu'il avoit donné quatre cens livres pour aprendre a estre vallet



de boudreau & qu'il n'estoit qu'un apprenti torcheur de chevaux »<sup>41</sup>. Quelquefois, les échanges sont plus vifs et causent des blessures qui requièrent l'assistance du chirurgien de la Ville<sup>42</sup>. Aucun cas d'homicide n'a toutefois été relevé pour la période. Près du tiers des affaires poursuivies devant la juridiction criminelle du Bureau sont des larcins, généralement d'une valeur médiocre. Marie Lenfant et Élisabeth Trehée sont arrêtées sur le port pour avoir emporté 3 à 4 boisseaux de blé dans leurs tabliers, Nicolas Louis Larivière pour avoir coupé un bout de câble à un haquet et Loup Savard pour avoir mis dans un sac deux bûches de bois neuf<sup>43</sup>. À quelques occasions, plus rares toutefois, des vols plus considérables sont portés à la connaissance des magistrats. C'est le cas en 1685 lorsque le marchand Jacques Collet dépose une plainte au Bureau au sujet du vol d'une cassette dans laquelle il y avait « trois cens livres, plusieurs hardes & papiers de consequence »<sup>44</sup>. C'est aussi devant le Bureau que le sieur Cauchy se rend lorsqu'il constate la disparition d'un sac contenant 1 200 livres destinées au paiement des rentes de l'Hôtel de Ville<sup>45</sup>.

Le tableau 2.2 montre que l'activité des commissaires au Châtelet est plus diversifiée que celle des magistrats de la Ville. L'arbitrage de la petite délinquance constitue, pour eux aussi, une part majeure de leur activité. La proportion qu'occupent les affaires d'injures et voies de faits et de vols, respectivement 43 % et 9 %, est toutefois moins élevée par rapport aux autres catégories d'affaires portées à leur connaissance. Le sondage révèle que les commissaires s'occupent aussi souvent de voirie (18 %), qu'il s'agisse de visiter les voitures de place stationnées à la Grève, d'appliquer la réglementation relative à la conduite des charrettes ou d'intervenir lorsque survient un accident<sup>46</sup>. À la différence du Bureau de la Ville

---

<sup>41</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 27 août 1685.

<sup>42</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 576, 21 janvier 1675.

<sup>43</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 576, 24 janvier et 30 décembre 1675 ; Z<sup>1h</sup> 599, 26 juillet 1725 ; Z<sup>1h</sup> 639, 6 août 1785.

<sup>44</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 28 mars 1685.

<sup>45</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 639, 29 octobre 1785.

<sup>46</sup> L'absence de cette catégorie dans les liasses de procédures criminelles du Bureau de la Ville ne signifie pas que ces magistrats ne connaissent pas de causes relatives à la voirie—notamment sur les ports et les quais. Elles sont toutefois le plus souvent réglées à l'audience et n'apparaissent donc pas dans l'échantillon étudié ici.

qui ne connaît que les causes d'entre les bateliers, les blanchisseurs, les marchands de spiritueux et les teinturiers, l'ensemble des affaires relatives à la police des métiers est, à toute fin pratique, porté devant le Châtelet<sup>47</sup>. Ainsi, les commissaires sont parfois requis, à la requête des jurés des communautés, de se transporter dans les boutiques pour faire respecter les règlements ou dans les bureaux des corps de métiers pour régler des différends opposant leurs membres<sup>48</sup>. Ils sont également responsables de l'installation des nouveaux jurés contrôleurs de foin dans leurs charges et se rendent à ces occasions sur tous les ports et places où se débite cette marchandise, notamment à la Grève. Ils sont aussi plus souvent requis que les magistrats de la Ville lors d'une mort subite ou d'une noyade et interviennent plus fréquemment dans le contrôle de la mendicité et du vagabondage et dans la discipline des mœurs. Enfin, toutes les affaires mettant en cause un logeur et ses locataires et toutes celles relatives à la police militaire sont portées devant les commissaires au Châtelet.

En raison de leur diversité, les sources utilisées pour cette recherche ne se prêtent pas facilement à la quantification. Les documents sont divers et leur contenu, très subjectif. De même que le caractère singulier des affaires retenues ici défie le classement selon des catégories de matière, leur regroupement selon les lieux où elles surviennent pose également des difficultés. Décrite par les contemporains pour être petite, irrégulière et sans ordonnance, la place est cependant ouverte sur la Seine et sa configuration est contrastée sur le front de la rivière entre un quai haut et une grève en pente douce qui se prolonge jusqu'au port au blé. Les mots employés par les contemporains pour se situer dans l'espace évoquent d'ailleurs cette ouverture, puisqu'ils renvoient continuellement, souvent indistinctement, à la place, au quai et au port de la Grève. La localisation précise des actions et des lieux dont il est alors question est ardue tant l'espace qui s'étend entre le quai Pelletier et le Pont-Marie semble perméable. En outre, les affaires se déroulent dans le temps et l'espace : les protagonistes se déplacent et il est fréquent de constater qu'une querelle commencée sur le port se poursuive dans une ruelle ou un cabaret voisins. Pour cerner les territoires sur lesquels interviennent

---

<sup>47</sup> Steven L. Kaplan, « Réflexions sur la police du monde du travail », *Revue historique*, 529, 1979, p. 17-77.

<sup>48</sup> Pour le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moins quinze corps de métiers avaient leurs bureaux autour de la place de Grève ou dans ses abords immédiats. Charles Tilly, *The Contentious French*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 1986, p. 45.

respectivement les officiers de la Ville et du Châtelet, malgré les problèmes posés par toute catégorisation, j'ai retenu les lieux principaux identifiés dans les actes. Les résultats obtenus ne sont pas absolus mais ils fournissent des indications utiles pour cerner les limites des territoires occupés par les deux juridictions (tableau 2.3).

**Tableau 2.3 : Lieux où interviennent la Ville et le Châtelet**

Catégorie	Châtelet		Bureau de la Ville	
	Nombre d'affaires	% du total des affaires	Nombre d'affaires	% du total des affaires
Quai, port de Grève et bateaux	58	31%	89	84%
Place de Grève	43	23%	7	7%
Rues adjacentes	36	19%	1	1%
Maisons, cabarets et boutiques	48	26%	1	1%
Hôtel de ville	1	1%	6	6%
Autre	2	1%	2	2%
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>100%</b>	<b>106</b>	<b>100%</b>

Source : Archives nationales

On remarque d'abord que 84 % des affaires traitées par les magistrats de la Ville ont pour théâtre les quais, le port de la Grève ou les bateaux qui y sont amarrés. Entre 1675 et 1785, peu d'affaires surviennent à l'hôtel de ville; celui-ci apparaît toutefois être le territoire presque exclusif du Bureau. Le territoire de la municipalité, tel qu'il est dessiné par les actes judiciaires rendus par ce tribunal, est ainsi resserré autour de l'espace fluvial, partagé avec le Châtelet, et l'enclos réservé que constitue l'hôtel de ville. Quant aux commissaires au Châtelet, leur territoire pénètre largement celui de la Ville tout en apparaissant beaucoup plus vaste puisqu'ils se rendent, dans des proportions assez voisines, tant sur le corridor de la Seine que sur la place, dans les rues adjacentes ou les immeubles voisins. Le sondage n'a pas permis de cerner de véritables modifications quant aux territoires occupés et aux types d'affaires traitées par les juridictions entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et la fin du siècle suivant. Cependant, des changements notables s'observent dans les méthodes choisies par la Ville pour exercer le contrôle sur le territoire qu'elle revendique. À cet égard, si les frontières entre les territoires se maintiennent, les pratiques des agents chargés d'assurer ce contrôle tendent à s'uniformiser au sein des deux institutions. Deux transformations seront examinées ici : la modification des rapports entre les forces armées auxiliaires et le Bureau et l'affirmation

progressive d'un intermédiaire, l'huissier-commissaire de la Ville, qui n'est pas sans rappeler son homologue du Châtelet.

### 2.3.2 La modification des rapports entre la Ville et les forces auxiliaires

Pour contrôler les territoires sur lesquels ils prétendent avoir juridiction, les magistrats de la Ville et du Châtelet doivent compter sur l'appui de forces armées qui traduisent devant eux les contrevenants et leur prêtent main-forte dans l'application de leurs décisions. Entre les dernières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle et la fin du siècle suivant, les rapports qu'entretiennent les juridictions avec ces forces auxiliaires se transforment, en même temps qu'évoluent la composition et les pratiques des équipes qui patrouillent le territoire. Les changements observés s'inscrivent dans un processus plus large de mutation de la police parisienne au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle étudié par Paolo Piasenza<sup>49</sup>. En 1667, la centralisation des pouvoirs au profit du lieutenant de police introduit des transformations dans les principes et les méthodes du maintien de l'ordre dans la capitale observables à partir de la magistrature de Marc René de Voyer d'Argenson (1697-1718). L'abandon des formes consultatives de la police, notamment des assemblées qui rassemblaient bourgeois et magistrats au XVII<sup>e</sup> siècle, au profit d'une sécurité accrue, exercée par des spécialistes, témoigne de cette évolution. Selon Paolo Piasenza, avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, le recours aux forces armées n'était pas une méthode caractéristique mais représentait seulement l'une des voies d'action possibles pour résoudre des cas exceptionnels, lorsque les liens sociaux traditionnels de fidélité ou de clientèle échouaient à maintenir l'ordre. Cependant, dès lors que la police fut pensée comme une affaire de spécialistes, un instrument dont la fonction était aussi de faire descendre le pouvoir politique jusqu'aux sujets, l'intervention systématique et continue de forces professionnelles sur le territoire urbain fut motivée afin de garantir le maintien de l'ordre public<sup>50</sup>. La logique plus pragmatique qui se développe à partir de 1667 ne préside pas seulement à la transformation des façons de faire la police des hommes du Châtelet, mais également à celles des autres acteurs présents sur le territoire et chargés de responsabilités relatives au maintien de l'ordre.

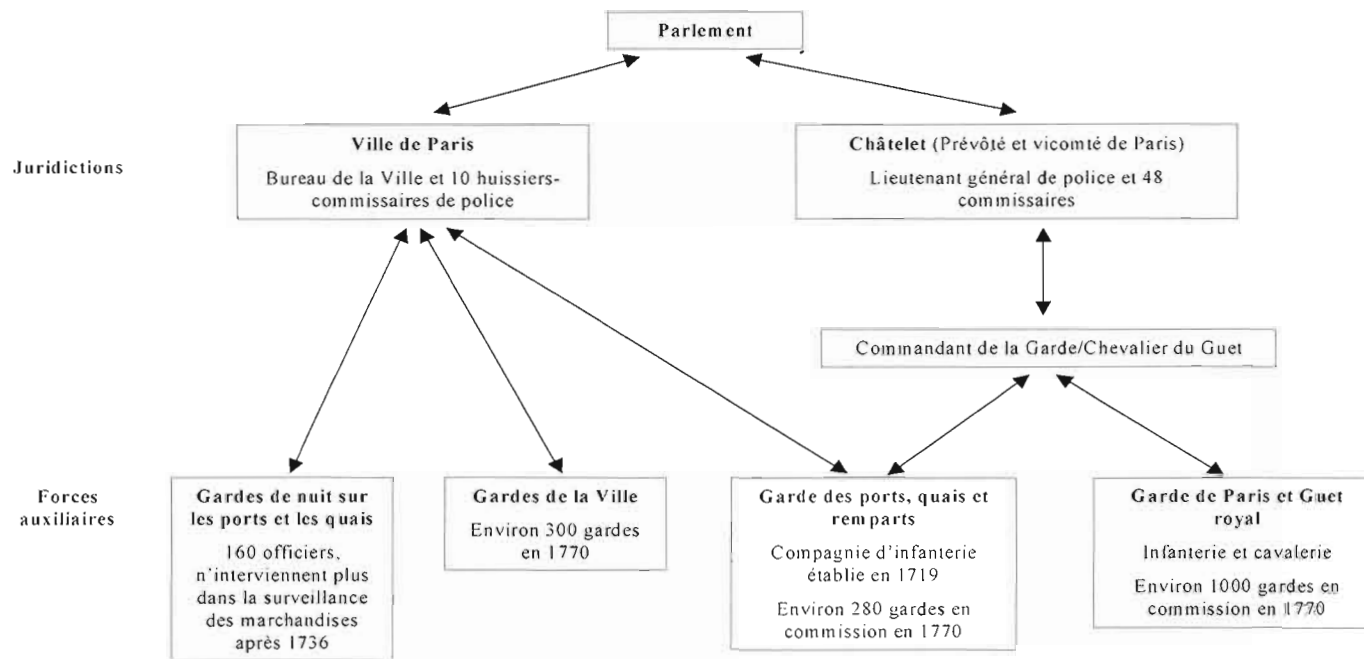
---

<sup>49</sup> Paolo Piasenza, *Polizia e città...*, *op. cit.*

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 81-82 ; Paolo Napoli, *Naissance de la police moderne*, *op. cit.*, p. 57-63.

Figure 2.1

Schéma des forces auxiliaires et de leurs liens avec les juridictions à la Grève



À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, malgré les premières tentatives de centralisation, plusieurs agents s'occupent de la police active dans la capitale et apportent leur soutien aux magistrats. S'il leur arrive parfois de collaborer, il n'y a pas entre eux de coordination. L'action de chacun survient dans le cadre de l'exercice de pouvoirs sur des territoires qui se chevauchent mais qui ne sont pas organisés depuis un centre. Leur intervention est discontinue dans le temps (les patrouilles se font surtout la nuit) et l'espace (les effectifs sont trop peu nombreux pour procéder à un quadrillage fin du territoire). Lors des crises, les bourgeois et gens de métier sont d'ailleurs mobilisés pour prêter main-forte. Ces pratiques changent au cours des décennies 1720 et 1730. L'essentiel de la surveillance est alors confié à des compagnies de gardes en commission, chargées d'assurer un quadrillage plus fin de l'espace et un service continu, le jour et la nuit. Plus professionnelles, les forces armées auxiliaires deviennent ainsi un intervenant de première ligne au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le schéma présenté à la figure 2.1 résume les relations qu'elles entretiennent à la Grève avec les juridictions de la Ville et du Châtelet.

Au tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, deux troupes armées sont chargées du maintien de l'ordre public dans l'ensemble de la ville. La première troupe, le guet royal, est commandée par un chevalier du guet dépendant du Châtelet. Cette troupe, de création ancienne, est alors constituée de 139 archers, officiers non compris. Dans ce corps, toutes les charges sont constituées en offices formés et héréditaires, en majorité détenues ou exercées par des hommes ne déclarant pas d'expérience militaire antérieure<sup>51</sup>. Jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le guet n'assure la sécurité que la nuit. À compter de 1666, une seconde troupe, la garde de Paris, participe aussi au quadrillage de la ville. À l'origine, elle est formée de neuf brigades de cavaliers chargés de patrouiller les rues. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les effectifs de cette troupe seront progressivement augmentés et des compagnies d'infanterie y seront jointes. C'est une compagnie d'ordonnance en commission dont les effectifs sont, pour la plupart, recrutés parmi d'anciens soldats rompus au maniement des armes. Cette troupe est dirigée par un commandant de la garde qui est lui-même placé sous les ordres immédiats du

---

<sup>51</sup> Jean Chagniot, *Paris et l'armée...*, *op. cit.*, p. 98.

lieutenant général de police<sup>52</sup>. Les données recueillies dans le sondage montrent que le guet et la garde interviennent peu à la Grève au tournant des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles : trois occurrences seulement ont été relevées entre 1675 et 1715 sur les 107 affaires portées à la connaissance des autorités.

**Tableau 2.4 : Interventions des forces armées auxiliaires sur la Grève, 1675-1715**

Année	Garde de Paris et Guet royal	Garde de la Ville	Gardes de nuit	Total des affaires portées devant les juridictions
1675	0	0	2	18
1685	2	2	2	20
1695	0	1	0	29
1705	0	0	0	17
1715	1	0	1	23
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>107</b>

Source : Archives nationales

À deux reprises, la garde intervient pour calmer des rixes survenues à la Grève et dans une rue adjacente et conduire les prévenus chez un commissaire au Châtelet<sup>53</sup>. À une autre occasion, elle prête main-forte aux gardes de la Ville pour capturer un voleur<sup>54</sup>.

La municipalité possède en effet sa propre troupe, la garde de la Ville. Cette formation compte 280 gardes, officiers non compris, répartis en trois compagnies d'archers, arbalétriers et arquebusiers<sup>55</sup>. Même si les gardes de la Ville sont recrutés parmi les bourgeois, la permanence de leurs fonctions, la solde qu'ils reçoivent, le port de l'uniforme et le service régulier, quoique léger, auquel ils sont assujettis les rangent du côté des troupes militaires et ils ne constituent donc pas une milice bourgeoise. Depuis 1690, les gardes sont

<sup>52</sup> À la mort du chevalier du guet Choppin en 1733, le commandant de la garde fait surseoir à la nomination d'un successeur et prend lui-même la direction de cette compagnie. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le guet est une formation en déclin qui, par le passage de l'office à la commission, est peu à peu absorbée par la garde de Paris. *Ibid.*, p. 95-105.

<sup>53</sup> AN, Y 13043, 31 octobre 1695 ; AN, Y 13061, 19 décembre 1715.

<sup>54</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 9 octobre 1685.

<sup>55</sup> Sur l'histoire ancienne de cette compagnie, voir Paul Tubert, *Archers du vieux Paris. Les Trois "Nombres"*, Paris, Presses universitaires de France, 1927. En 1770, une réorganisation porte le nombre de compagnies à quatre avec la création d'une unité de fusiliers, sans que le nombre total de gardes ne soit augmenté. AN, H 1873, f<sup>os</sup> 439-442.

propriétaires de leur office, qui leur rapporte certains avantages, et ils exercent souvent en parallèle un métier qui leur procure des moyens d'existence. L'unité, commandée par un colonel, n'est réunie au complet que lors des grandes cérémonies<sup>56</sup>.

Jusque dans les premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, les gardes de la Ville participent au quadrillage de la Grève et apportent un soutien armé aux officiers de la Ville lorsque des vols sont commis sur les ports<sup>57</sup>. Le 9 octobre 1685, c'est sur l'ordonnance verbale du Bureau que François De Lamourette, sergent des gardes de la Ville, et Louis Noël, bourgeois de Paris, se transportent le long du port afin de capturer les nommés Pinton et Lassault, déjà condamnés par sentence du Bureau et arrêt du Parlement<sup>58</sup>. Arrêtés puis bannis pour le vol d'une cassette dans un bateau, les deux accusés ne semblent pas avoir respecté leur peine et « depuis icelluy arrest ne manquoient toutes les nuicts, assistez de plusieurs vaccabons, [...] de roder avec un bachot sur la riviere le long des batteaux chargez de marchandises pour y voler »<sup>59</sup>. Appréhendé sur la place de Grève, au coin de la rue de la Tannerie, Étienne Lassault résiste à son arrestation et De Lamourette souligne qu'il n'aurait pu le constituer prisonnier « sans l'assistance d'une escouade du guet commandé par le nommé Sainte-Claire sergent dans la Compagnie et Monsieur le Chevallier du Guet qui au bruit et violence dud. Lassault vint à [son] secours ». La plupart du temps, les missions confiées aux gardes de la Ville sont de courte durée et ne mobilisent que quelques dizaines d'entre eux<sup>60</sup>.

---

<sup>56</sup> Sur les gardes de la Ville, voir J. Chagniot, *Paris et l'armée...*, *op. cit.*, p. 85-94.

<sup>57</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 25 octobre 1685; AN, Z<sup>1h</sup> 594, 18 octobre 1702. Vers 1745, les gardes de la Ville abandonnent la surveillance des ports. Ils demeurent cependant responsables de la sécurité dans l'hôtel de ville, à l'intérieur duquel un détachement est en faction permanente à compter de 1727. AN, H 1857, f<sup>os</sup> 235v<sup>o</sup>-237r<sup>o</sup>.

<sup>58</sup> AN, X<sup>2b</sup> 851, 28 août 1685. Par cet arrêt, Pinton et Lassault ont été condamnés au fouet, à la marque, au carcan et à cinq années de ban. La peine a été exécutée sur la place de Grève, devant l'hôtel de ville.

<sup>59</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 9 octobre 1685.

<sup>60</sup> À certaines occasions, des effectifs plus nombreux sont toutefois requis pour répondre à des événements particuliers. C'est le cas notamment en 1775, lors de la Guerre des Farines, alors que 150 gardes de la Ville sont affectés à la surveillance des sacs entreposés sur le port de la Grève. AN, H 1876, f<sup>os</sup> 127r<sup>o</sup>-129 v<sup>o</sup>.



Jusqu'à la décennie 1720, la surveillance des marchandises entreposées sur les ports et dans les bateaux était quant à elle confiée aux gardes de nuit. Ces petits officiers qui dépendaient de l'Hôtel de Ville sont assez peu connus. Lorsqu'ils sont mentionnés par les historiens, c'est le plus souvent pour souligner leur inefficacité. En cela, le traitement qu'on leur réserve reprend souvent les principales critiques déjà énoncées à l'époque à leur endroit. L'ordonnance de 1672 prévoit que les gardes de nuit doivent s'acquitter en personne de leur fonction et ils sont tenus de répondre des marchandises qui leur sont confiées<sup>61</sup>. Jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ils sont très peu nombreux pour s'acquitter de cette tâche. En 1696, une requête présentée au Bureau de la Ville indique qu'il y a alors neuf gardes de nuit en charge du port au vin et au grain de la Grève<sup>62</sup>. Les effectifs sont fortement augmentés au début du XVIII<sup>e</sup> siècle passant, pour l'ensemble de la ville, de 31 à 160 gardes en 1704<sup>63</sup>. Les gardes de nuit jouissent alors d'offices perpétuels et héréditaires et forment une communauté qui doit faire bourse commune des droits fixés par un tarif du Conseil. Contrairement à d'autres officiers qui quadrillent la ville et qui peuvent, en plus du salaire de leur charge, percevoir une portion des amendes sur les procès-verbaux ou les arrestations qu'ils exécutent, le revenu des gardes de nuit provient essentiellement du volume de marchandises transitant dans les ports.

Les procès-verbaux que les gardes de nuit rédigent et les témoignages qu'ils rendent lors des informations fournissent quelques indications supplémentaires sur leur mode d'opération. Si l'ordonnance de 1672 prescrit qu'ils doivent exercer leur charge en personne il semble que, dans les faits, le recours à des remplaçants ait été possible. Dans un procès-verbal relatant l'arrestation d'un particulier soupçonné de vol de bois sur le port, la veuve Perdigeon est ainsi identifiée au rang des officiers gardes de nuit, le nom de son remplaçant

---

<sup>61</sup> AN, H 1914, Ordonnance de décembre 1672, chapitre 4, article 7.

<sup>62</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 449, Requête des gardes de nuit au port au vin et au grain de la Grève tendante à obtenir une augmentation de paie en prenant cinq sols par muid de bled et avoine, 7 septembre 1696.

<sup>63</sup> BnF, Ms. fr. 21699, f<sup>os</sup> 113-114, 126 ; BnF, F-23617 (721), *Édit... portant création de 20 offices de contrôleurs-commissaires jurez gardes de nuit, par augmentation à ceux créés par édit... de mars 1704*, juillet 1704.

demeurant toutefois inconnu<sup>64</sup>. Visiblement, les gardes de nuit s'organisent pour répondre à des « crises » : lors d'une recrudescence de vols, par exemple, ils appellent en renfort des particuliers avec lesquels ils arrangent une surveillance planifiée du territoire. Ainsi, le 6 février 1685, les gardes de nuit « ayant reconnu que quelques particuliers avoient depuis quelques jours coupé des sacs remplis de bled sur led. port et en avoient pris ils se seroient led. jour postés en plusieurs endroits dud. port au grain ayant pris avec eux le nommé Pierre Drouin pour mieux veiller et surprendre ceux qui faisoient led. vol ». C'est d'ailleurs Pierre Drouin, bourgeois de Paris, qui arrête vers sept à huit heures du soir Philippe Besnard, surpris emportant un petit sac de blé sous son justaucorps. Le prévenu est ensuite conduit dans les prisons de l'hôtel de ville par Drouin et Guedois, garde de nuit<sup>65</sup>. Le procès-verbal de l'arrestation, rédigé par les gardes de nuit, sert de première pièce dans la procédure qui conduit à la sentence du Bureau de la Ville et à l'arrêt confirmatif du Parlement le 13 avril suivant, ordonnant que l'accusé soit mis au carcan sur le port au blé de la Grève avant d'être banni pour un an<sup>66</sup>.

Au tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les juridictions du Châtelet et de la Ville collaborent donc avec plusieurs agents chargés de patrouiller l'espace urbain. Malgré les signes d'une professionnalisation de ces forces auxiliaires, notamment avec l'établissement d'une garde en commission, le quadrillage de la Grève demeure surtout le fait d'officiers

---

<sup>64</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 14 mars 1685. La probité des remplaçants est visiblement parfois mise en doute. Dans une plainte qu'il dépose au Bureau en 1675, Pierre Petit, l'un des gardes de nuit du port au bois et charbon, dénonce « certains particuliers que les gardes des ports au grain & vin preposoient pour faire la garde sur lesd. ports » qui prennent nuitamment du bois aux marchands et le brûlent sur le port pour se réchauffer. AN, Z<sup>1h</sup> 576, 23 décembre 1675.

<sup>65</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 583, 6 février 1685. Dans une autre affaire un passementier-boutonnier et un gagne-deniers prêtent également renfort aux gardes de nuit. AN, Z<sup>1h</sup> 576, 5 et 13 février 1675. Sur la participation des bourgeois et des gens de métiers à la police de la ville, voir également P. Piasenza, « Juges, lieutenants de police et bourgeois à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 45, 5 (1990), p. 1189-1215. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la prison de l'hôtel de ville, surnommée « charbonnière » était située au rez-de-chaussée du bâtiment, du côté de l'hôpital du Saint-Esprit. Luc-Vincent Thiéry, *Le voyageur à Paris, extrait du Guide des Amateurs & des Étrangers voyageurs à Paris*, Paris, Chez Gattey, 1790, vol. 2, p. 38. D'après les inventaires, elle n'était pas conçue pour accueillir beaucoup de monde. Les prisonniers n'y séjournaient d'ailleurs que très brièvement. G. Bastien, « Les prisons de l'hôtel de ville (1515-1794) », *Seine et Paris : Bulletin d'information de l'Association générale des administrateurs de la Préfecture de la Seine*, 72, 1974, p. 1-15.

<sup>66</sup> AN, X<sup>2b</sup> 849, 13 avril 1685.

propriétaires de leurs charges, auxquels s'ajoutent parfois des bourgeois et des gens de métier suivant les circonstances. Les forces sont peu nombreuses et leur action est discontinue dans le temps et dans l'espace. Pendant les décennies 1720-1730, une série de mesures transforment toutefois durablement l'organisation et les pratiques des forces de police actives à la Grève. Ces mesures surviennent à une époque où la banqueroute de John Law et la crise frumentaire de 1725 suscitent des émeutes dans la capitale et où l'inquiétude face à la criminalité est palpable<sup>67</sup>. À la Grève, le principal résultat de cette réorganisation est le remplacement des officiers gardes de nuit par une compagnie de gardes commissionnaires, spécifiquement chargée de la surveillance des ports et des quais, qui assure un quadrillage plus fin, continu et professionnel du territoire. Cette compagnie, voisine des autres compagnies de la garde de Paris, dont elle partage le commandement, devient après 1725 le principal auxiliaire de police et de justice sur la Grève et ce, tant à la Ville qu'au Châtelet.

Ces nouvelles pratiques ne se mettent en place qu'au prix de nombreux tâtonnements. Au cours des décennies 1720 et 1730, les modalités de service des forces armées auxiliaires sont à plusieurs reprises modifiées. Par un arrêt du Conseil du 5 septembre 1719, les offices de gardes de nuit dépendants de l'Hôtel de Ville sont supprimés et une nouvelle garde de nuit sur les ports et les quais est établie. D'abord constituée de 225 hommes nommés par le Bureau, cette compagnie est réorganisée en 1724 et ses effectifs sont réduits à 180 hommes. La formation est alignée sur les compagnies de la garde de Paris et sa conduite est confiée au commandant de la garde, Louis Duval. Les gardes sont armés, portent l'uniforme et sont sujets à la hiérarchie militaire. Même s'ils n'ont pas à respecter la discipline de l'armée régulière, ils deviennent au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle une unité plus disciplinée et plus militaire<sup>68</sup>. Suite à leurs représentations auprès du Roi, les gardes de nuit sont toutefois rétablis en 1730 et participent jusqu'en 1736 à la surveillance du territoire. La garde des ports et des quais est quant à elle réorganisée une nouvelle fois en 1731, un arrêt du Conseil supprimant les escouades créées en 1724 et instituant à leur place une compagnie de 154

---

<sup>67</sup> Steven L. Kaplan, « The Paris Bread Riot of 1725 », *French Historical Studies*, 14, 1 (1985), p. 23-56 et Patrice Peveri, « "Cette ville était alors comme un bois..." : Criminalité et opinion publique à Paris dans les années qui précèdent l'affaire Cartouche (1715-1721) », *Crime, Histoire & Sociétés*, 1, 2 (1997), p. 51-73.

<sup>68</sup> Jean Chagniot, *Paris et l'armée...*, *op. cit.*, p. 515-518.

hommes soldés par le Trésor royal. Pendant une courte période, une surveillance conjointe s'organise donc sur les ports, les escouades de la garde ne montant que la nuit sur les ports pour assurer la sûreté publique, sans se mêler de la surveillance des marchandises, confiée aux gardes de nuit. Finalement, en 1736, les gardes de nuit abandonnent définitivement cette tâche qui est alors confiée aux escouades créées en 1731<sup>69</sup>. Par la suite, des corps de gardes et des escouades supplémentaires sont ajoutés aux frais de la Ville<sup>70</sup>. En 1775, cette compagnie compte un total de 298 hommes dont la solde est payée en partie par le Roi et en partie par la Ville.

Deux corps de garde, l'un à la Grève<sup>71</sup> et l'autre sur le port au blé, accueillent les escouades de la compagnie qui travaillent en alternance un jour sur deux. Pendant le service, les gardes se partagent en deux groupes : l'une des sections reste au poste de garde pendant que l'autre fait une ronde. Quelques sentinelles, distribuées sur le port, assurent un quadrillage plus étroit du territoire et avertissent le reste de l'escouade en cas de besoin. L'une d'entre elles est postée devant le quai Pelletier pour empêcher que les marchandises entreposées ne soient volées au travers des grilles fermant les arches du quai ou enlevées au moyen de cordes lancées par-dessus le parapet<sup>72</sup>. D'autres sentinelles sont également établies sur la place aux canons, sur les ports au blé et au foin, à la place aux Veaux et, à l'occasion de fêtes, dans la place de Grève<sup>73</sup>. Leurs tâches quotidiennes consistent principalement à

---

<sup>69</sup> Les offices de gardes de nuit sont toutefois maintenus.

<sup>70</sup> Des postes supplémentaires sont établis en 1736 à l'île des Cygnes et sur les remparts et, en 1764, à la gare de bateaux nouvellement construite. Les changements successifs survenus au sein de la compagnie sont exposés dans le *Précis historique de la Compagnie des Gardes des Ports et des Remparts*, Ars. Ms. Bastille 10282 (A8-15). Voir également Jean Chagniot, *Paris et l'armée...*, *op. cit.*, p. 127-135. Malgré leur rétablissement entre 1730 et 1736, les gardes de nuit n'interviennent plus après 1715 dans les affaires retenues aux fins du sondage.

<sup>71</sup> En 1731, une maison sise place de Grève au coin de la rue de la Mortellerie est louée par la Ville qui se réserve la boutique pour y établir un corps de garde. AN, Q<sup>1</sup> 1246, Baux à loyer de la maison dite des Chats, 17 novembre 1731. Ce corps de garde ne semble pas avoir bougé jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est représenté sur un tableau de Nicolas-Jean-Baptiste Ragueneau, *L'hôtel de ville et la place de Grève*, peint en 1753.

<sup>72</sup> AN, H 1934, Délibération pour poser une garde au-devant du quai Pelletier, 18 février 1726.

<sup>73</sup> AN, Y 13061, 12 janvier 1715 ; Z<sup>1h</sup> 599, 11 et 23 mai 1725 ; Z<sup>1h</sup> 615, 24 novembre 1755 ; Z<sup>1h</sup> 622, 25 mars et 3 avril 1765 ; Z<sup>1h</sup> 638, 15 janvier 1785.

mettre fin aux rixes et aux tapages, à poursuivre les voleurs et à arrêter les commerçants sans permis, les mendiants, les prostituées ou toute personne agissant de manière suspecte. Le jour, ils doivent en outre dégager les chaussées encombrées, contrôler la fermeture des boutiques les dimanches et les jours de fête et, la nuit, celle des allées et des maisons. Ils peuvent également arrêter les militaires qui recrutent sans permission et les jeunes gens qui refusent de suivre le recruteur après avoir signé leur engagement<sup>74</sup>. Selon le précis historique rédigé par le major Jean-François de Bar en 1775, « les rapports de tout ce qui concerne la juridiction du Bureau de la Ville sont portés au procureur du Roy de cette juridiction et les sergents font constater les délits par les huissiers commissaires du Bureau »<sup>75</sup>. Dans toutes les occasions, la garde des ports, quais et remparts doit se concilier avec les autres compagnies que dirige le commandant de la garde.

Si la discipline et les tâches assignées aux différentes compagnies de la garde diffèrent peu, il appert que le commandement de la compagnie des ports, quais et remparts est disputé. Les contestations dont fait l'objet cette compagnie témoignent des pressions exercées sur la juridiction de la Ville comme des résistances qu'elles suscitent, dans un contexte où le maintien de l'ordre tend à se centraliser sous l'égide du lieutenant de police. À de nombreuses reprises, la municipalité revendique en effet l'autorité sur cette troupe qui constitue le bras armé indispensable pour investir son territoire. Pour cette raison, le Bureau souhaite maintenir une distinction entre la compagnie des ports, quais et remparts et les autres compagnies de la garde. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ingérence de la municipalité dans le service de la compagnie n'est toutefois pas du goût du commandant de la garde Dubois. En 1777, celui-ci s'adresse au ministre pour demander qu'on lui donne clairement, une fois pour toutes, la direction de cette troupe et pour qu'on insiste auprès du Bureau afin que celui-ci cesse d'envoyer des ordres à la compagnie<sup>76</sup>. Dans sa réplique au ministre, le Bureau justifie ses interventions auprès de la garde, maintient ses prétentions sur la compagnie et se plaint à

---

<sup>74</sup> Jean Chagniot, *Paris et l'armée...*, op. cit., p. 132-133.

<sup>75</sup> Ars., Ms. Bastille, 10 282 (A8-15), *Précis historique de la compagnie des gardes des ports et remparts*.

<sup>76</sup> AN, H 1877, f<sup>os</sup> 189r<sup>o</sup>-190v<sup>o</sup>.

son tour de Dubois au ministre<sup>77</sup>. Il dénonce d'abord le fait qu'on tente d'assimiler cette compagnie à la garde de Paris. Le Bureau prétend que le service sur les ports, quais et remparts demande des connaissances spéciales dont sont dépourvues les autres compagnies de la garde et il proteste contre le déplacement inconsidéré des officiers par le commandant de la garde. En fait, la Ville entend maintenir ses droits sur la police des ports, quais et remparts et, pour y arriver, cherche à séparer la surveillance de ceux-ci du reste de la garde de Paris. La police de ce territoire est, selon la municipalité, la responsabilité du Bureau et le commandant de la garde n'exerce son autorité que par délégation. De plus, soutient-elle encore, la solde de cette troupe est fournie par la Ville. De cette partie de bras de fer qui se joue alors entre le Bureau et le commandant de la garde, il n'est pas certain que la municipalité sorte perdante ; les registres municipaux indiquent en effet que le projet de réforme de la garde des ports, quais et remparts proposé par Dubois est laissé sans suite.

La distinction que le Bureau souhaite maintenir entre la garde de Paris, dépendante du lieutenant de police, et la garde des ports, quais et remparts, placée sous son autorité ne semble pas être uniquement théorique. Dans son mémoire de 1770, le Bureau se plaint qu'au préjudice du règlement de 1700, seule la garde des ports, quais et remparts traduit devant lui les prévenus qu'elle arrête<sup>78</sup>. L'analyse croisée des archives de la Ville et des minutes des commissaires au Châtelet permet de vérifier cette pratique. Le tableau 2.5 présente les affaires portées respectivement devant le Châtelet et le Bureau de la Ville par les différentes compagnies de la garde de Paris entre 1725 et 1785.

---

<sup>77</sup> AN, H 1877, f<sup>os</sup> 191v<sup>o</sup>-198v<sup>o</sup>,

<sup>78</sup> AN, H 1873, f<sup>o</sup> 596 r<sup>o</sup>.

**Tableau 2.5 : Interventions des différentes compagnies de la garde de Paris, 1675-1785**

Année	Châtelet		Bureau de la Ville	
	Garde des ports, quais et remparts	Garde de Paris et guet royal	Garde des ports, quais et remparts	Garde de Paris et guet royal
1675	0	0	0	0
1685	0	0	0	0
1695	0	1	0	0
1705	0	0	0	0
1715	0	1	0	0
1725	3	3	7	0
1735	0	0	1	0
1745	2	0	10	0
1755	24	2	10	0
1765	15	9	15	0
1775	0	9	0	0
1785	5	1	7	0
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>26</b>	<b>50</b>	<b>0</b>

Source : Archives nationales

Le tableau 2.5 révèle d'abord qu'un nombre égal d'affaires était porté devant les commissaires au Châtelet et devant le Bureau de la Ville par la garde des ports, quais et remparts. En pratique, il appartenait en effet aux sergents de la compagnie d'effectuer un premier tri et de diriger les délinquants vers les juridictions concernées<sup>79</sup>. Des indices suggèrent toutefois qu'au moment d'effectuer ce partage, les sergents pouvaient faire l'objet de pressions de la part des magistrats soucieux d'accroître leur ascendant sur les gardes et, par conséquent, leur pouvoir sur le territoire. Une délibération du Bureau de la Ville du 10 avril 1725 évoque l'arrestation, survenue quelques jours plus tôt, d'un « Suisse qui voloît du bois dans le chantier de la Dame Poupardin entre neuf et dix heures du soir ». D'après le Bureau, le prévenu est d'abord conduit vers les prisons de l'hôtel de ville par Jacques Guignard, sergent dans la compagnie établie sur les ports. Entre-temps, le lieutenant criminel se saisit de l'affaire, fait mener le prévenu dans les prisons du Châtelet « et y auroit aussy voulu faire conduire led. Guignard a cause qu'il persistoit a vouloir faire conduire led. Suisse

<sup>79</sup> Il s'agit bien d'un tri puisque certains individus appréhendés étaient relâchés par la garde. À ce sujet, voir notamment Laurent Turcot, « De la définition du lieu théâtral populaire : police et spectateurs du boulevard à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire du théâtre*, 23,1 (2006), p. 269-273.

aud. hostel de ville »<sup>80</sup>. Mis au courant des faits, le Bureau réclame alors le transfert du prisonnier dans ses geôles. Cette affaire témoigne du rôle joué par les forces armées auxiliaires sur lesquelles se reposent en partie les juridictions pour le contrôle du territoire et l'exercice de leurs pouvoirs. Du point de vue de la Ville, l'appui de la garde des ports et des quais apparaît encore plus crucial lorsqu'on considère les pratiques respectives des compagnies chargées de patrouiller le territoire. En effet, le tableau 5 montre que les affaires rapportées par la garde de Paris et le guet royal l'ont toutes été devant un commissaire au Châtelet, jamais devant le Bureau de la Ville. S'il est vrai que les escouades étaient plus susceptibles d'amener devant un commissaire au Châtelet les prévenus arrêtés dans les maisons et les cabarets ou dans les rues adjacentes à la Grève, le sondage révèle que ces compagnies intervenaient aussi sur le port et les quais et que les suspects qu'elles y arrêtaient alors étaient également traduits devant un magistrat du Châtelet<sup>81</sup>. Les commissaires faisaient parfois eux-mêmes appel aux escouades de la garde de Paris pour conduire au Châtelet des prévenus qui avaient été amenés dans leur étude par la garde des ports et des quais<sup>82</sup>. À la différence des magistrats de la Ville, qui ne pouvaient visiblement compter que sur la garde des ports, quais et remparts pour faire respecter leur juridiction, les minutes des commissaires au Châtelet révèlent que ces derniers disposaient de réseaux d'auxiliaires plus variés<sup>83</sup>.

Par ailleurs, le sondage permet aussi d'observer que les rapports entre les magistrats des deux juridictions et les forces armées auxiliaires tendent à s'uniformiser dans la seconde moitié du siècle. Les modifications qui surviennent dans la procédure d'écrou des prisonniers de l'hôtel de ville vers 1765 sont révélatrices de cette transformation. Avant cette date, il n'est pas nécessaire pour un sergent de la garde de comparaître devant un officier de la Ville pour faire écrouer un prévenu. Dans la plupart des cas, le rapport de la garde, dressé à

---

<sup>80</sup> AN, H 1934, Jugement du Bureau, 10 avril 1725.

<sup>81</sup> AN, Y 13073, 7 juin 1725; Y 14814, 17 juillet et 30 décembre 1765; Y 14824, 16 janvier, 1<sup>er</sup> mars et 24 août 1775.

<sup>82</sup> Par exemple, AN, Y 15355, 17 et 20 juin, 7 septembre, 31 octobre et 22 novembre 1755.

<sup>83</sup> Les gardes de la Ville menaient évidemment les prévenus qu'ils arrêtaient devant le Bureau. Quant aux commissaires au Châtelet, ils pouvaient également compter sur l'appui de plusieurs autres agents, notamment les inspecteurs et les observateurs de police, les archers de l'Hôpital Général et les lieutenants de Robe-Courte.



l'intention du procureur du Roi et de la Ville, fait office de procès-verbal et de première pièce de procédure. Par exemple, le 24 novembre 1755 vers dix heures du soir un garde, détaché à la Grève pour surveiller le feu d'artifice qui y est tiré à l'occasion de la naissance du comte de Provence, arrête Marie Madeleine Monsieur, qu'il a vue emporter « un petit tréteau neuf, que l'on présume appartenir aux artificiers ». Compte tenu de « l'heure indue », la femme est écrouée à l'hôtel de ville et le tréteau est confié au geôlier. Comme dans la plupart des cas, le séjour de la prévenue dans les prisons de la Ville est bref puisqu'elle est relaxée deux jours plus tard. Le jugement est rendu suite à la lecture du rapport de la garde et de l'interrogatoire de l'accusée par l'un des échevins ; aucun officier municipal n'a été sollicité par la garde pour dresser un procès-verbal ou ordonner l'écrou<sup>84</sup>. Jusqu'en 1765, il semble que tous les gardes présents sur la Grève (gardes de nuit, gardes de la Ville et gardes des ports, quais et remparts) peuvent faire écrouer des prisonniers à l'hôtel de ville, sans faire dresser préalablement un procès-verbal par un huissier-commissaire.

Après 1765, le changement est complet et tous les prévenus recensés dans les liasses de procédures comparaissent devant l'officier de la Ville<sup>85</sup>. Cette périodisation correspond à celle déjà identifiée par Jean Chagniot qui souligne que les règles d'écrou du Châtelet étaient assez souvent enfreintes dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il relate ainsi plusieurs exemples où des sergents et des brigadiers auraient volontiers mené certains des individus qu'ils capturaient en prison et ce, malgré l'avis contraire des commissaires au Châtelet. Selon lui, « la procédure d'écrou ne fut définitivement mise au point que par l'article 3 de la déclaration royale au 12 juillet 1765, et expliquée par une lettre de Sartine aux commissaires de police en date du 7 septembre suivant »<sup>86</sup>. La déclaration précise en outre que les officiers et les bas-officiers de la garde de Paris ne peuvent mettre les délinquants en prison sans un bulletin rédigé par un commissaire du Châtelet. L'examen des registres de délibérations de la Ville n'a pas permis de retrouver la trace d'une consigne modifiant la procédure d'écrou en

---

<sup>84</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 615, 24 et 26 novembre 1755.

<sup>85</sup> Pourtant, même avant 1765, la garde est familière avec cette procédure puisqu'elle doit, théoriquement, amener devant un commissaire au Châtelet les prévenus qu'elle arrête dans la ville. L'absence apparente de procédure d'écrou au Bureau et la proximité des prisons de la Ville aurait-elle pu inciter quelques gardes à porter certaines affaires devant la Ville plutôt que devant le Châtelet ?

<sup>86</sup> Jean Chagniot, *Paris et l'armée...*, op. cit., p. 69.

1765. Le changement de procédure devait toutefois être assez récent si l'on tient compte de l'insistance avec laquelle les sergents de la garde soulignent qu'ils ont amené les prévenus en prisons « de l'ordonnance » de l'huissier-commissaire. Un officier de la Ville signale lui-même dans son procès-verbal que le sergent « na pas voullu prendre sur lui de les constituer prisonnier es prisons de l'hôtel de ville de Paris sans au préalable nous en faire part »<sup>87</sup>. Cette insistance sur la procédure, qui s'estompe ensuite chez les huissiers-commissaires, laisse croire qu'il s'agit là d'un nouveau règlement. À la toute fin du siècle, la procédure semble s'être resserrée encore un peu et, en 1785, les gardes précisent presque toujours que l'huissier-commissaire leur a remis un bulletin pour procéder à l'écrou, alors que ce type de document n'est jamais mentionné en 1765.

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le Châtelet et le Bureau de la Ville doivent en partie s'en remettre aux forces armées auxiliaires présentes dans la ville pour l'exercice concret de leur juridiction sur le territoire. Pendant cette période, la composition et les pratiques des équipes chargées de patrouiller l'espace urbain se transforment afin d'assurer un quadrillage plus fin, plus continu et mieux coordonné. Les rapports noués entre les magistrats et les auxiliaires armés ne sont pas toujours exclusifs : la garde des ports, quais et remparts collabore, par exemple, à la fois avec la Ville et le Châtelet. On l'a vu, les rapports établis entre cette compagnie et les juridictions rivales peuvent eux-mêmes devenir des enjeux disputés par les magistrats. L'analyse des relations entretenues entre les juridictions et leurs auxiliaires révèle cependant une uniformisation des pratiques dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au Bureau de la Ville, cette transformation a notamment pour résultat une hiérarchisation plus claire de la garde, qui devient plus « technicienne », et l'introduction d'un intermédiaire, l'huissier-commissaire de police.

### **2.3.3 D'huissier-audiencier à commissaire de police de l'Hôtel de Ville**

L'apparition d'une poignée d'huissiers-commissaires de police de l'Hôtel de Ville à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et l'accroissement progressif des tâches qui leur sont confiées constituent sans doute l'un des changements les plus notables dans la façon dont le Bureau

---

<sup>87</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 622, 5 août 1765.

exerce sa juridiction. En l'espace d'un siècle, ces officiers en viennent à jouer le rôle d'interface entre les justiciables et le Bureau. L'évolution de leur image témoigne de cette transformation : d'huissiers-audienciers, ils sont de plus en plus reconnus dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle comme commissaires de police et leur image s'apparente alors sous plusieurs points à celle des commissaires au Châtelet. Si ces derniers nous sont plus familiers, on connaît toutefois fort peu de choses des huissiers-commissaires de police de la Ville.

À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la charge d'huissier-audiencier de l'Hôtel de Ville existe depuis longtemps déjà<sup>88</sup>. Au nombre de dix, ils forment corps et partagent une bourse commune<sup>89</sup>. Ils exécutent principalement deux types de tâches : la visite des ports et le service du Bureau. Chaque jour, deux huissiers sont en effet départis pour dresser des procès-verbaux des contraventions observées sur les ports. Les huissiers de service pour le Bureau sont quant à eux tenus de se trouver dans leur chambre à l'hôtel de ville chaque jour dès huit heures pour y recevoir les ordres et donner les assignations<sup>90</sup>. Ils sont les seuls officiers habilités à signifier et exécuter les actes concernant les affaires qui se poursuivent devant le tribunal municipal. Six d'entre eux sont en outre chargés de l'étalonnage et du marquage de certaines mesures utilisées pour le débit des marchandises tandis que les quatre autres doivent se rendre sur les rivières affluentes de la Seine pour s'assurer que la navigation s'y fait librement. En 1681, toutes ces charges sont érigées en offices formés et héréditaires. Moyennant finances, les détenteurs continuent d'en jouir en conservant les mêmes honneurs et prérogatives et sans restrictions de gages<sup>91</sup>. En 1690, six offices de commissaires de police sont créés et joints aux charges d'huissiers-audienciers pour « faire observer les Ordonnances

---

<sup>88</sup> En 1415, la grande ordonnance de Charles VI rétablit les huissiers, alors appelés sergents du Parloir aux Bourgeois, dans leurs anciennes attributions après la suspension des franchises municipales à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Voir les « Lettres de Charles VI, portant règlement pour la Jurisdiction des Prévôt des Marchands & Échevins de la ville de Paris... », no. 512-530, *Ordonnances des rois de France de la troisième race...*, t. X, Paris, Imprimerie Royale, 1763, p. 320-323. Sur l'histoire ancienne de ces officiers, voir également Antoine-Jean-Victor Le Roux de Lincy, *Histoire de l'Hôtel de ville de Paris*, Paris, Chez J.B. Dumoulin, 1846, p. 210-212.

<sup>89</sup> AN, K 986, Statuts faits par les huissiers sergents pour la constitution d'une bourse commune et la défense de leurs intérêts communs, 1661.

<sup>90</sup> AN, H 1914, Ordonnance de 1672, chapitre 33, articles 2-4.

<sup>91</sup> AN, AD XVI 10, *Édit du Roy, portant création en titres d'offices, des officiers qui composoient ci-devant le corps de l'Hôtel de ville de Paris*, juillet 1681.

& reglemens de l'Hôtel de Ville, dresser Procès-verbaux des contraventions qui y seront faites, & des abus & désordres qui se pourroient commettre sur lesdits Ports, Quays ». Les huissiers-commissaires sont alors distribués sur des territoires précis dont ils ont la charge<sup>92</sup>. La même année, un second édit porte à dix le nombre de ces officiers<sup>93</sup>. Les dix offices sont acquis au prix de 9 000 livres, une somme empruntée solidairement par la communauté des huissiers-audienciers à différents particuliers<sup>94</sup>.

On sait peu de chose du recrutement et de la formation de ces officiers. Au moins l'un d'eux aurait été soldat avant de prendre sa charge. Dans la plainte qu'il rend contre le nommé La Sablonnière, l'huissier-commissaire Decombes indique en effet qu'il a connu ce dernier « autrefois, étant dans les troupes du Roy »<sup>95</sup>. L'examen des actes que ces officiers dressent indique cependant une certaine professionnalisation qui permet d'envisager une évolution dans le recrutement. Lorsque les offices de commissaires de police sont créés en 1690, ils sont exercés par les huissiers-audienciers déjà en poste. Or, les conditions d'exercice de ces charges ne sont pas très contraignantes. Le recrutement des huissiers est soumis à certaines conditions d'âge (avoir 25 ans au moins), de capacité (savoir lire et écrire) et à l'obligation d'écrire leur seing manuel et leur paraphe dans les registres des greffiers<sup>96</sup>. S'il est possible que l'huissier ait reçu une formation en droit, celle-ci n'est toutefois pas obligatoire<sup>97</sup>. En 1702, l'huissier-commissaire Nicolas Itier indique d'ailleurs avoir rédigé un

<sup>92</sup> AN, AD XVI 10, Édit du Roy portant création de plusieurs offices dépendans de l'Hôtel de Ville, mai 1690. Chacun se voit attribuer l'un des territoires suivants : port Saint-Paul, port au foin de la Grève, du port au vin de la Grève au pont Notre-Dame, port de la Tournelle et ses dépendances, du Pont-Neuf à l'Arche-Bourbon, ports de l'École et de Saint-Nicolas.

<sup>93</sup> BnF, JF 2541, Edit du Roy, portant réunion de la Charge de Lieutenant en la Juridiction de la Ville, aux Corps des Conseillers & Quarteniers, & création de quatre nouveaux Offices de Commissaires de la Police, août 1690, f° 49 r°-55 v°.

<sup>94</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 409, Requête pour la communauté des huissiers-commissaires de l'Hôtel de Ville, 22 août 1731.

<sup>95</sup> AN, Y 13043, 1<sup>er</sup> août 1695.

<sup>96</sup> Jean-Pierre Royer, *Histoire de la justice en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 146.

<sup>97</sup> Anne-Claire Claudel, « L'intermédiaire entre la justice et les justiciables : l'huissier de justice dans le duché de Lorraine et de Bar au XVIII<sup>e</sup> siècle », Claire Dolan (dir.), *Entre justice et justiciables : les auxiliaires de la justice du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 228.

procès-verbal « assisté dud. Duliege [l'un des archers de la Ville] et de Thomas De Farnucynez praticien a Paris »<sup>98</sup>. Au fil des ans, les huissiers-commissaires deviennent eux-mêmes praticiens. Le style des actes qu'ils rédigent évolue et dénote une familiarité certaine avec les formules juridiques. Cette transformation est confirmée par l'examen des jugements de réception de ces officiers à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : la plupart des nouveaux titulaires sont alors identifiés comme praticiens ou étudiants en droit<sup>99</sup>. Sans être habilités à juger, comme le sont les commissaires au Châtelet, les tâches qu'ils sont appelés à exécuter nécessitent une formation minimale en droit.

De création plus récente, les huissiers-commissaires de la Ville ne possèdent ni l'autonomie ni les responsabilités des commissaires au Châtelet. Leur traitement est également très inférieur. Les états financiers dressés par la Ville, surtout utiles pour la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, contiennent des renseignements précieux sur le revenu des huissiers-commissaires. Au moment de leur création en 1690, les offices sont assortis de 4000 livres de gages annuels. Réduits à 1800 livres par an en 1720, les gages des huissiers-commissaires demeurent ensuite stables jusqu'à la fin du siècle<sup>100</sup>. À ce traitement s'ajoutent différents droits et indemnités que les titulaires sont en état de percevoir ainsi que le produit du tiers des amendes prononcées au Bureau. En 1786, ces sommes totalisent environ 2 735 livres<sup>101</sup>. Malgré ces indices, le revenu qu'un huissier-commissaire peut espérer tirer de l'exercice de son office demeure toutefois difficile à évaluer avec précision. La dispersion de

---

<sup>98</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 594, 18 octobre 1702.

<sup>99</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 313, Réceptions d'officiers, 28 octobre 1768-9 septembre 1790.

<sup>100</sup> Remarquons que les gages des huissiers-commissaires sont réduits à l'époque où sont créées les charges d'inspecteurs sur les ports, assorties de gages beaucoup plus élevés. Sur les charges d'inspecteurs des ports, voir Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*, p. 163, 169.

<sup>101</sup> Les sommes touchées par la communauté, c'est-à-dire les dix huissiers-commissaires, se détaillent ainsi : 1800 livres de gages, 106 livres 10 sols pour les droits relatifs à l'étalonnage, 101 livres pour la visite des berges, 160 livres d'indemnités pour de menus droits et environ 568 livres pour le produit des amendes. On a la chance d'avoir pour cette période un premier registre qui permet d'évaluer la part des amendes dans le revenu de la communauté. Désireux de mettre de l'ordre dans le recouvrement des amendes, le Bureau confie en 1786 cette tâche à l'huissier-commissaire Coutans (AN, H 1957, 13 janvier 1786). Le premier état dressé couvre une période d'environ 18 mois (octobre 1785-mars 1787) et indique qu'un peu plus de 4100 livres d'amendes sont prononcées par le Bureau, desquelles seules 1700 livres sont effectivement reçues. Le tiers de cette somme est remis à Coutans, alors syndic de la communauté des huissiers-commissaires, puis versé à la bourse commune.

leurs papiers complique l'appréciation des actes qu'ils posent et des émoluments qui y sont associés. Les nombreuses gratifications et les primes touchées pour des commissions, parfois fort variables, sont également difficiles à estimer<sup>102</sup>. Additionnées, ces sommes pouvaient sans doute constituer une part appréciable du revenu de l'officier. À la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la veuve de l'huissier-commissaire Blainville indique d'ailleurs que ces commissions formaient l'essentiel du revenu de son époux<sup>103</sup>. Si le revenu est une chose, la fortune en est une autre. À cet égard, des disparités existaient sans doute entre les différents officiers. On sait que sa solvabilité est l'une des raisons qui expliquent le choix de l'huissier-commissaire Coutans pour le recouvrement des amendes<sup>104</sup>. Pour d'autres, la fortune n'est visiblement pas assurée. En 1778 et 1779, le Bureau interdit à deux reprises l'huissier-commissaire LeQuin pour rétention de deniers<sup>105</sup>. Son collègue Jean-François Bega emprunte quant à lui 6 000 livres au Bureau et hypothèque son office, alors évalué à 14 000 livres, pour régler ses affaires personnelles<sup>106</sup>. En 1789, Hardy se tourne lui aussi vers le Bureau afin d'emprunter la somme nécessaire à l'acquisition de l'office détenu par Blainville, décédé quelques mois plus tôt. L'office est déjà largement grevé : sa veuve estime sa valeur à 9 000 livres mais indique qu'il est déjà saisi réellement<sup>107</sup>. Bien que partielles, ces données fournissent des points de comparaison avec la valeur des charges des commissaires au Châtelet, dont le prix est fixé à 60 000 livres en 1771 mais qui pouvait atteindre jusqu'à 90 000 ou même 100 000 livres à l'époque du lieutenant de police Lenoir<sup>108</sup>. Si le revenu des commissaires au Châtelet est tout aussi difficile à estimer, ces données fixent néanmoins un ordre de grandeur qui permet

---

<sup>102</sup> Par exemple, la communauté recevait 40 livres à chaque collation donnée lorsqu'un feu d'artifice était tiré par la Ville. Pour le secours aux noyés dont il avait la charge, l'huissier-commissaire Blanchet reçoit quant à lui une prime de 300 livres par an à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plusieurs huissiers-commissaires sont également envoyés sur les rivières pour veiller à l'approvisionnement de la capitale et tirent une rémunération de ces missions.

<sup>103</sup> AN, H 1960 (92), Requête de la veuve Blainville, 4 février 1789.

<sup>104</sup> AN, H 1957 (68), Réquisitoire du procureur du Roi et de la Ville, 10 octobre 1785.

<sup>105</sup> AN, H 1878, f<sup>os</sup> 41, 157-158.

<sup>106</sup> AN, H 1878, f<sup>os</sup> 244-245.

<sup>107</sup> AN, H 1960 (91), Pour accepter le Sieur Hardy au lieu du Sieur Blainville pour débiteur envers la Ville d'une somme de 4 000 livres sur un office d'huissier commissaire de police et prêt de 3 000 livres aud. Sieur Hardy, 20 mars 1789 ; (92), Requête de la veuve Blainville, 4 février 1789.

<sup>108</sup> Steven L. Kaplan, « Note sur les commissaires... », *loc. cit.*, p. 670-671.

d'apprécier la disparité entre les officiers de la Ville et du Châtelet. Cette inégalité ne devrait cependant pas masquer le fait que les huissiers-commissaires de la Ville, dont les charges oscillent entre l'office et la commission<sup>109</sup>, disposent dans les faits de pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux qui leur ont été reconnus jusqu'alors.

Les carrières semblent être assez longues (parfois 30 ou 40 ans) et, vraisemblablement, certaines charges sont transmises dans la famille. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les huissiers-commissaires n'ont plus l'obligation de résider dans l'hôtel de ville comme c'était le cas au XV<sup>e</sup> siècle<sup>110</sup>. Ils n'ont toutefois pas non plus l'obligation de demeurer dans les territoires dont ils ont la charge et leurs études sont concentrées dans les rues adjacentes à l'hôtel de ville, principalement sur la rue de la Mortellerie. Dans son étude sur la mobilité des commissaires au Châtelet, Vincent Milliot notait que le quartier de la Grève, à la différence des autres quartiers de police parisiens, ne disposait pas d'une « rue à commissaires »<sup>111</sup>. En revanche, on peut affirmer qu'une telle « rue à commissaires » existait bien pour la Ville. Malgré l'étalement des ports sur les deux rives de la Seine et le transfert de nombreuses activités aux extrémités de la ville dans la seconde moitié du siècle, la communauté reste groupée sur la rive droite au centre de la capitale. Outre la proximité avantageuse de l'hôtel de ville, cette concentration peut sans doute s'expliquer par la nature même du travail des huissiers-commissaires qui doivent procéder à des saisies et collaborent les uns avec les autres<sup>112</sup>. La concentration de ces officiers près de l'hôtel de ville explique sans doute pourquoi, dans la seconde moitié du siècle, de nombreux prévenus, arrêtés ailleurs dans la ville, sont conduits aux corps de garde de la Grève et du port au blé afin qu'il soit dressé procès-verbal par un huissier-commissaire<sup>113</sup>.

---

<sup>109</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*, p. 170-172.

<sup>110</sup> « Lettres de Charles VI, portant règlement pour la Jurisdiction des Prévôt des Marchands & Échevins de la ville de Paris, & Établissement de plusieurs Officiers pour la police des Ports & Marchés de la même Ville », no. 512-530, dans *Ordonnances des rois de France...*, *op. cit.*, t. X, p. 322-323.

<sup>111</sup> Vincent Milliot, « Saisir l'espace urbain... », *loc. cit.*, p. 72.

<sup>112</sup> Ainsi à Nancy, les huissiers se servent mutuellement de recors. Anne-Claire Claudel, « L'intermédiaire entre la justice et les justiciables », *loc. cit.*, p. 231.

<sup>113</sup> Par exemple, AN, Z<sup>1h</sup> 622, 15 juin, 7 juillet et 15 août 1765.

Les tâches remplies par les huissiers-audienciers ne se sont pas transformées brusquement suite à la création des charges de commissaires de police en 1690. Comme pour la période précédente, les huissiers-commissaires interviennent dans les procédures criminelles le plus souvent pour signifier des actes. Certains indices laissent cependant croire qu'ils revendiquent leur nouveau titre et que celui-ci n'est pas encore tout à fait légitime aux yeux de la population ou de leurs vis-à-vis du Châtelet. Les minutes d'Étienne Duchesne, commissaire au Châtelet à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et demeurant place de Grève, évoquent à cet égard un incident révélateur. Le 29 juin 1695, Michel Lecoufle, un marchand sellier, rend plainte contre les nommés Rémy, Baillon, Pinet et cinq autres huissiers de la Ville. Lecoufle accuse les hommes de l'avoir violenté dans le cabaret du nommé Brouard, marchand de vin sur le port de la Grève. Venu dans le cabaret de Brouard pour s'acquitter d'une dette envers celui-ci, Lecoufle réclame que lui soient remises les procédures faites contre lui au Bureau de la Ville. Ces papiers étant demeurés entre les mains de l'huissier-commissaire Rémy, on envoie chercher ce dernier. Un différend éclate alors entre Lecoufle et Rémy au sujet des papiers et l'affaire vire à la violence lorsque Rémy appelle ses collègues en renfort. La plainte et les témoignages consignés dans l'information indiquent que le titre de commissaire que revendiquent alors les huissiers de la Ville n'est pas complètement reconnu par la population. Ainsi, si la femme de Brouard reconnaît d'emblée tous les accusés pour être huissiers, elle se montre plus circonspecte quant à l'utilisation du terme commissaire, ajoutant seulement « l'un desquels se dit commissaire et l'autre clerc de commissaire ». Les accusés quant à eux revendiquent pleinement leur nouveau statut. L'un des témoins à la porte du cabaret rapporte d'ailleurs que « le plaignant demanda un commissaire, cria on m'assassine, l'un des accusez dit qu'il étoit commissaire et que l'on n'en avoit que faire d'autre »<sup>114</sup>.

Un incident survenu en 1725 révèle cependant le rapprochement qui s'installe peu à peu dans l'esprit des contemporains entre les commissaires au Châtelet et les huissiers-commissaires de la Ville. Ayant pris par erreur Philippe Pierre, huissier-commissaire de la Ville, pour un commissaire au Châtelet en raison de sa robe noire, une femme, mécontente du

---

<sup>114</sup> AN, Y 13043, 29 et 30 juin 1695.



prix élevé demandé par un boulanger, demande à ce dernier d'intervenir en sa faveur auprès du commerçant. Peut-être trop heureux de trouver là une occasion de démontrer son autorité, l'huissier-commissaire accepte de soutenir la femme. L'affaire attire bientôt une foule autour de la boutique et suscite l'intervention de la garde et qui envoie chercher un commissaire au Châtelet. Ce dernier s'empresse évidemment de rappeler à l'huissier-commissaire que les boulangers ne sont pas de sa juridiction<sup>115</sup>. Pour anecdotique qu'elle soit, cette affaire révèle néanmoins la reconnaissance progressive de ces officiers par la population parisienne. Quelques décennies plus tard, les mémoires déposés dans le cadre de l'enquête sur l'accident de la rue Royale nous alertent une fois de plus sur la transformation de l'image de l'huissier-commissaire de police de la Ville. L'utilisation du titre « commissaire de police » par les officiers de la Ville, et probablement les tâches qui s'y rattachent, apparaissent alors comme un véritable enjeu de pouvoir entre le Bureau et le Châtelet. Dans le mémoire qu'ils rendent au Parlement et qui dénonce à de nombreuses reprises les actes rendus par les officiers de la Ville comme des entreprises sur leur juridiction, les officiers du Châtelet refusent d'utiliser ce titre et les identifient toujours comme de simples huissiers. Dans leur réponse, les officiers de la Ville prennent évidemment le parti inverse et désignent les mêmes personnes en utilisant généralement le titre de commissaire de police. Ce jeu sur les mots n'est pas seulement l'affaire de communautés rivales jalouses de leurs privilèges. En effet, une note conservée dans les papiers du procureur général Joly de Fleury montre que cette question s'est aussi posée lors de la rédaction de son réquisitoire devant le Parlement. La note jointe au brouillon indique, à propos du cinquième article de ce texte, « qu'il est nécessaire qu'il soit fait par l'article deffense aux huissiers du Bureau de prendre la qualité de Commissaires de police et de dresser des Procès verbaux en cette qualité »<sup>116</sup>. En 1777, c'est au tour du ministre de Paris, alerté par le commandant de la garde, de s'inquiéter de ce que « les huissiers veulent étendre leurs fonctions et agir comme les commissaires au Châtelet »<sup>117</sup>. En 1780, c'est le lieutenant de police Lenoir qui met en garde les commissaires du Châtelet contre les huissiers-commissaires de la Ville qui exécutent quotidiennement des tâches qui

---

<sup>115</sup> AN, Y 12571, 27 octobre 1725, relaté par Steven L. Kaplan, « The Paris Bread Riot... », *loc. cit.*, p. 49.

<sup>116</sup> BnF, JF 450, f° 194 r°.

<sup>117</sup> AN, H 1877, f° 191r°.

compromettent les droits et la juridiction du Châtelet<sup>118</sup>. Ce débat sur l'utilisation légitime du titre de commissaire de police témoigne de la transformation de la figure de l'huissier-commissaire de police de la Ville au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette évolution est corroborée par l'examen de la pratique de ces officiers qui révèle une réelle transformation des tâches et des actes posés.

À partir de 1765 environ, l'huissier-commissaire de police de la Ville occupe un rôle beaucoup plus important dans le traitement des affaires criminelles et devient un intermédiaire nécessaire entre les justiciables et la justice. Devenu maillon obligatoire de la procédure d'écrou, la garde amène fréquemment les prévenus à comparaître par-devant lui, dans son « étude »<sup>119</sup>, à toute heure du jour et de la nuit. C'est lui qui recueille alors les plaintes et les dépositions des témoins, qui interroge les prévenus et qui, quelquefois, procède à une enquête sommaire avant de dresser un procès-verbal qui sert de base au jugement. Le 4 juin 1765 par exemple, la veuve Mory, ramasseuse sur les ports, est arrêtée par la garde à la requête de plusieurs marchands qui l'accusent de vol. Après avoir mené la prévenue à son corps de garde, Joseph Cantinot, sergent des gardes de poste au port au bled, « ne voulant pas prendre sur lui de constituer laditte veuve Mory prisonniere es prisons de l'hôtel de ville » se rend rue de la Mortellerie en l'étude de Jean François Bega, l'un des huissiers-commissaires de la Ville, pour faire rapport. Une fois rendu sur place et informé par le sergent, Bega commence sa petite enquête et interroge successivement la prévenue et les plaignants. Accompagné du sergent et de son escouade, le commissaire, « vêtu de [sa] robe », se transporte ensuite au domicile de la veuve Mory. Arrivé dans la chambre qu'elle occupe rue de la Mortellerie, l'huissier-commissaire découvre sous l'armoire une terrine remplie d'avoine. Les grains sont saisis, placés dans un sac noué « avec un cordon sur les nœuds de laquelle nous [Bega] avons apposé notre cachet avec de la cire rouge » et le tout est déposé au greffe de l'hôtel de ville pour servir de pièce à conviction. La veuve Mory, quant à elle, est remise entre les mains du sergent Cantinot auquel il est enjoint de la faire écrouer à l'hôtel de ville. Le commissaire Bega, pour sa part, rentre chez lui et dresse, à l'intention du procureur

---

<sup>118</sup> AN, Y 12830, Lettre de Lenoir aux commissaires, 18 août 1780.

<sup>119</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 622, 5 octobre 1765.

du Roi et de la Ville, le procès-verbal de l'affaire, « à la rédaction duquel [il a] vacqué depuis la dite heure de six jusques a celle de neuf heures du soir »<sup>120</sup>.

À compter de 1765, les huissiers-commissaires de la Ville agissent vraiment comme porte d'entrée dans la procédure judiciaire. Les procès-verbaux qu'ils rédigent sont précis et s'écrivent au plus près de l'événement qui suscite leur intervention. Ces documents sont très similaires à ceux qu'écrivent alors les commissaires au Châtelet et consignent, comme eux, le rapport de la garde, les déclarations des plaignants, des témoins et des prévenus et la relation de perquisitions sommaires. Lorsqu'ils se saisissent d'une affaire, il arrive en effet fréquemment de voir les huissiers-commissaires procéder à une enquête. Le cas de la veuve Mory n'est pas unique. Le 3 septembre 1785, la veuve Legrand, marchande d'avoine sur le port, requiert la garde et accuse Pierre Fraisier, gagne-denier fugitif, de lui avoir volé un sac d'avoine. L'huissier-commissaire Chevallier est alors appelé pour entendre la plainte et en dresser procès-verbal. Il y consigne le rapport du sergent de la garde, la plainte de la veuve Legrand ainsi que les déclarations de trois témoins. Informé par l'un d'eux que le sac de blé en question a été déposé chez un aubergiste de la rue de la Mortellerie, Chevallier se rend au cabaret de la Vache qui corne, accompagné de quelques gardes, de la plaignante et de deux témoins, et saisit le sac en question<sup>121</sup>. Ces enquêtes sommaires amènent souvent les huissiers-commissaires à se transporter à l'extérieur du territoire sur lequel le Bureau prétend avoir juridiction. Si l'on ne s'étonne guère de les voir faire des recherches à l'intérieur des bateaux de charbon amarrés au port de la Grève<sup>122</sup>, les archives montrent qu'ils peuvent aussi se rendre dans les cabarets et dans les maisons<sup>123</sup>.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le rôle joué par ces officiers ne se termine pas toujours par la transmission de leur procès-verbal au procureur du Roi et de la Ville. Lorsqu'un dossier lui est transmis, il arrive que ce dernier demande aux huissiers-commissaires de procéder à des investigations complémentaires pour éclaircir certains points.

---

<sup>120</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 622, 4 juin 1765.

<sup>121</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 639, 3 septembre 1785.

<sup>122</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 622, 27 juin 1765.

<sup>123</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 622, 4 juin 1765 ; Z<sup>1h</sup> 639, 3 septembre et 28 octobre 1785.

Le 6 août 1785, la garde arrête sur le port de la Grève le nommé Philippe Savard, gendarmier, trouvé saisi « de deux bûches de bois neuf qu'il avoit dans un sac pour les porter chez lui ». Le procès-verbal est rédigé par l'huissier-commissaire Doré qui ordonne que Savard soit écroué à l'hôtel de ville. Quelques jours plus tard, le procureur du Roi et de la Ville, Ethis de Corny, demande à l'huissier-commissaire Coutans de vérifier certains faits. Un placet au nom des marchands de grains du port de la Grève lui est en effet parvenu et réclame sa clémence à l'égard de Savard. Coutans est alors chargé de contrôler l'authenticité des signatures apposées au bas de la requête. Cette enquête permet à l'huissier-commissaire d'établir que cinq signatures sont bel et bien authentiques, que deux autres marchands ne reconnaissent pas les leurs tout en assurant « que si on leur eut présenté ce placet ils l'auroient signé bien volontiers parce qu'il contient vérité » et, enfin, que trois signataires ne peuvent être retracés. Dans son rapport, le commissaire Coutans en profite pour formuler quelques observations à l'intention du procureur :

il pourroit effectivement bien se faire ainsi que cela arrive quelques fois, que deux morceaux de bois soient tombés dans la riviere en debardant un bateau et que ledit Savard les eut repêchés mouillés, et le commissaire qui la envoyé en prison n'aura pas omis d'en faire mention dans le proces verbal qu'il a dressé, Mais ce particulier n'auroit pas dû les soustraire a la vue du public en les mettant dans un sac [...], cette circonstance donne lieu de croire qu'il etoit dans l'intention de se les aproprier et le rend suspect.<sup>124</sup>

On ne connaît évidemment pas l'impression que ces observations ont pu faire sur le procureur du Roi. Tout ce que l'on sait, c'est que dans les conclusions qu'il rend le lendemain, le procureur recommande l'élargissement du prisonnier.

Créées à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les charges de commissaires de police de la Ville sont jointes et exercées par les huissiers de la Ville. Plus qu'un nouveau titre, cette création s'accompagne d'une réelle transformation des pratiques car, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces officiers deviennent les intermédiaires obligés entre la justice du Bureau et les justiciables. L'image de ces officiers se rapproche alors sensiblement de celle des commissaires au Châtelet, comme le révèle la discussion sur l'utilisation légitime du titre « commissaire de police », portée devant le Parlement en 1770. Par-delà l'opposition suscitée

---

<sup>124</sup> AN, Z<sup>1h</sup> 639, 12 août 1785.

par ce titre, l'examen de la pratique de ces officiers révèle le développement de façons communes de faire la police et de rendre la justice au sein des deux institutions qui se partagent la Grève<sup>125</sup>.

L'affirmation progressive de l'huissier-commissaire de police et la transformation des relations entre la justice de la Ville et les forces armées auxiliaires montrent que, malgré la diversité des corps et leur rivalité éventuelle, les pratiques des agents chargés du maintien de l'ordre sur la place de Grève tendent à s'uniformiser. Alors que se développe l'idée que l'espace urbain doit être lisible et transparent, ces transformations renvoient à des façons communes de concevoir la ville et les moyens les plus propres pour y maintenir l'ordre et la sécurité. Ces modifications s'inscrivent dans des évolutions longues des façons de faire la police, à savoir une attention renforcée aux procédures écrites et à leur formalisation, une spécialisation et une professionnalisation des agents chargés du contrôle et une territorialisation de leur activité. Cette conception de l'espace urbain et des moyens propres à y maintenir l'ordre et la sécurité ne précède pas les pratiques, mais s'élabore dans l'action. La parenté des stratégies retenues par des juridictions différentes montre par ailleurs que l'espace est un opérateur actif de ces changements. En effet, l'uniformisation des pratiques n'est pas seulement le résultat de la centralisation progressive des moyens d'exercice du contrôle dans les mains d'une lieutenance générale de police conquérante qui définit et dicte les modalités d'action aux autres agents également présents dans la capitale. Ces choix résultent aussi, en partie, de la rencontre des acteurs sur des territoires partagés et contestés où, comme à la Grève, magistrats et auxiliaires de la Ville et du Châtelet arpentent le même espace, cherchent à se dominer et à s'exclure et où, inévitablement, à travers les relations quotidiennes qu'ils nouent, ils s'influencent et se transforment.

Ce chapitre montre en outre que le partage de conceptions communes de l'espace urbain et l'uniformisation des pratiques n'empêchent pas les acteurs de résister aux changements qui tendraient à diminuer leur pouvoir sur le territoire ou leur influence dans la

---

<sup>125</sup> Cette conclusion va dans le sens des observations de Laurence Croq, « La municipalité... », *loc. cit.*, p. 193, qui soutient qu'après 1740, l'Hôtel de Ville devient une administration davantage complémentaire que concurrente au Châtelet. Comme elle le souligne, complémentarité ne signifie pas qu'il y ait équilibre ni que les transformations aillent sans heurts.

ville. Ainsi, à plusieurs reprises, la municipalité résiste aux efforts de centralisation puisque toute atteinte à son territoire menace directement son pouvoir dans la capitale. L'action de la municipalité pendant la période 1667-1789 montre qu'elle ne renonce jamais à l'occupation réelle de son territoire et à l'exercice concret de sa juridiction. Il ne s'agit toutefois pas là de la seule utilisation possible de l'espace urbain pour créer du pouvoir. Les autorités parisiennes construisent également leur pouvoir à travers la mise en scène de spectacles où l'on convie le public de la ville. Ces cérémonies profondément ritualisées, qui prennent appui sur des lieux symboliques de la capitale, dont la Grève, feront l'objet du troisième chapitre.

### CHAPITRE III

#### LE FEU DE JOIE ET LA POTENCE : LES MISES EN SCÈNE DU POUVOIR

Pour comprendre la formation de l'imaginaire angoissant de la Grève, formé par les usages sociaux du lieu mais aussi par les conceptions et les représentations des autorités qui le normalisent, il faut d'abord saisir les logiques des individus, des groupes et des institutions qui agissent *dans, sur et pour* cet espace. Il est nécessaire de cerner les motifs et les formes de leurs actions pour en repérer les évolutions et apprécier les transformations qu'elles provoquent dans l'espace urbain comme dans ses représentations. L'espace urbain, toujours chargé « de trame physique, de fonctions et de significations »<sup>1</sup>, est une ressource que les acteurs utilisent pour créer leur pouvoir dans la ville. Le chapitre précédent a montré qu'en agissant dans l'espace, afin de maintenir et accroître leur juridiction sur le territoire, les autorités parisiennes transforment non seulement leurs pratiques et leurs représentations de l'espace urbain mais qu'elles se transforment elles-mêmes. L'exercice d'une juridiction n'est pas la seule façon d'agir dans la ville. La cité est aussi un espace où les autorités se mettent en représentation, se donnent à voir au public. Ces mises en scène, sous forme de cérémonies et de rituels civiques, qui ne font pas que représenter le pouvoir mais contribuent à le créer<sup>2</sup>,

---

<sup>1</sup> Marcel Roncayolo, « De la ville préindustrielle à la ville industrielle. Essai sur l'historiographie française », *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 2002, p. 289.

<sup>2</sup> Plusieurs auteurs ont déjà insisté sur la faculté des rites et des cérémonies à constituer le pouvoir. On consultera notamment Ernst Kantorowicz, *Les deux corps du roi : essai sur la théologie politique au Moyen-Âge*, Paris, Gallimard, 1989 (1957). Sur les entrées royales, voir Lawrence M. Bryant, *The King and the City in the Parisian Royal Entry Ceremony: Politics, Ritual, and Art in the Renaissance*, Genève, Droz, 1986 ; sur les funérailles, voir Ralph E. Giesey, *The Royal Funeral Ceremony in Renaissance France*, Genève, Droz, 1960 ; sur les lits de justice, voir Sarah Hanley, *The Lit de Justice of the Kings of France: Constitutional Ideology in Legend, Ritual and Discourse*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1983 ; sur les sacres, voir Richard A. Jackson, *Vive le Roi!*

sont elles aussi historiques ; elles évoluent et, par conséquent, changent l'espace urbain dans lequel elles se déploient et l'imaginaire des lieux symboliques sur lesquels elles s'appuient. L'objectif de ce chapitre est donc d'expliquer comment la représentation du pouvoir se transforme à la place de Grève aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et quels effets ces modifications ont pu avoir sur les façons de se représenter et de s'imaginer ce lieu.

Comprendre pourquoi et comment les représentations du pouvoir se transforment aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles est une question complexe qui dépasse largement le cadre de cette thèse. Chacune des formes du langage symbolique qui unit les autorités parisiennes au public de la ville pourrait en effet faire l'objet d'une étude autonome. Il n'est pas de mon propos de faire une étude de ces rituels, que d'autres ont déjà fort bien entamée par ailleurs<sup>3</sup>, mais plutôt de repérer dans leurs évolutions des changements significatifs qui, combinés, ont pu peser sur les manières de se représenter la place de Grève. Il s'agira donc de mettre en rapport des cérémonies et des rituels qui sont rarement étudiés ensemble. On s'étonnera peut-être de voir réunis et traités ensemble les fêtes et les exécutions, des spectacles aux objectifs apparemment si différents. Dans le Paris des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, fêtes et exécutions surviennent pourtant dans le même lieu, à la Grève, et participent les unes et les autres à la communication symbolique entre le pouvoir et le public. Si leur alternance heurte parfois la sensibilité de certains, les fêtes et exécutions sont d'abord et avant tout des spectacles qui, autour du feu de joie ou au pied de la potence, rassemblent les Parisiens venus assister aux mises en scène du pouvoir. À mesure que ces spectacles se transforment, dans leurs rythmes comme dans leurs formes, ils altèrent aussi les représentations du lieu qui en est le théâtre et contribuent à la formation de l'imaginaire angoissant de la Grève.

---

*A History of the French Coronation Ceremony from Charles V to Charles X*, Chapel Hill, N.C., University of North Carolina Press, 1984. Pour une critique de l'école néo-cérémonialiste, voir Alain Boureau, *Le simple corps du roi : l'impossible sacralité des souverains français, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de Paris, 1988 et, du même auteur, « Les cérémonies royales françaises entre performance juridique et compétence liturgique », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 46, 6 (1991), p. 1253-1264.

<sup>3</sup> On ajoutera aux références données précédemment les ouvrages de Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVI<sup>e</sup> au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989 et Pascal Bastien, *L'exécution publique à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle : une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006.



Dans un premier temps, je tenterai de saisir les rythmes, d'identifier les accélérations et les essoufflements, bref, de brosser l'évolution générale de ces spectacles. Je montrerai que « l'équilibre » qui existe entre eux au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle est de plus en plus remis en question par le retrait progressif des fêtes, par l'augmentation de la fréquence du spectacle pénal et par la concentration des supplices capitaux à la Grève. Ensuite, parce que ces mises en scène ne se transforment pas seulement « de l'intérieur » mais qu'elles évoluent aussi en fonction d'un espace urbain toujours en mouvement, je me pencherai sur la question de l'insertion du spectacle dans la ville—non seulement comme distribution mais aussi comme objet s'inscrivant complètement dans un espace urbain pleinement historique. En ce sens, je propose d'interpréter la place de Grève comme un théâtre urbain ayant sa propre histoire. Alors que la première partie de ce chapitre s'intéressera surtout au contenu des spectacles, à leur portée symbolique, la seconde partie se penchera sur les façons d'aménager ce théâtre urbain et d'y assurer la sécurité des spectateurs. On verra qu'une même logique, sécuritaire, contribue à redéfinir les sens et les usages du lieu par les autorités.

### **3.1 La transformation du langage symbolique du pouvoir**

Siège de l'hôtel de ville et de la municipalité qui prétend représenter l'ensemble des habitants de la cité, la Grève est, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, l'un des lieux privilégiés où s'articule la communication entre le pouvoir et la population dans la capitale. Là, à travers les différentes formes d'un langage symbolique lentement élaboré au fil des siècles, les autorités se mettent en scène, se représentent devant le public de la ville. Plus que le seul spectacle du pouvoir, ces représentations profondément ritualisées participent à sa construction et, par conséquent, évoluent avec lui. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, au moins deux types de spectacles mis en scène par les autorités parisiennes, les fêtes et les exécutions publiques, utilisent régulièrement la place de Grève et s'offrent au public de la capitale. Or face aux bouleversements qui agitent le siècle et modifient profondément le pouvoir—le désenchantement de l'État royal, la désacralisation de la figure du roi et l'émergence d'une nouvelle culture politique<sup>4</sup>—ces formes de communication connaissent des évolutions

---

<sup>4</sup> Keith M. Baker, « Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime », *Annales E.S.C.*, 42 (1987), p. 41-71 ; Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil,

différentes. Alors que les grandes fêtes publiques qui prennent la place de Grève pour décor tendent à décliner, le spectacle pénal, depuis longtemps associé au site, tend à s'y ancrer encore davantage. Conjuguées, ces transformations des usages cérémoniels de la place, dans leurs rythmes comme dans leur portée symbolique, altèrent peu à peu l'imaginaire du lieu dans lequel elles s'inscrivent.

### 3.1.1 Une tendance lourde : le déclin des fêtes à la Grève

Pendant la seule année 1745, plus de quatorze fêtes publiques, certaines très élaborées, d'autres un peu moins, sont célébrées à la place de Grève. J'ai souligné, au premier chapitre, qu'il s'agissait là d'une année exceptionnelle, tant par le rythme que par la diversité des cérémonies et des réjouissances qui y furent organisées<sup>5</sup>. Après le moment particulièrement intense de la Guerre de Succession d'Autriche (1744-1749), on constate un ralentissement marqué du rythme des fêtes à la Grève. En effet, si on ne considère, dans un premier temps, que les cérémonies occasionnelles organisées par la Ville pour marquer de grands événements qui touchent la vie du royaume, du souverain ou de sa famille, on remarque que pour la période 1750-1789 seules 24 fêtes publiques sont organisées (Tableau 3.1). Comment expliquer ce changement ? Deux avenues peuvent être considérées qui pointent chacune vers des motifs distincts qui ne s'excluent pas forcément : soit le rythme des fêtes et réjouissances publiques décroît de façon absolue ; soit le rythme décroît de façon relative, c'est-à-dire qu'une partie des cérémonies tenues jusque-là sur la Grève est déplacée vers un autre lieu.

---

1990 ; Jeffrey Merrick, *The Desacralization of the French Monarchy*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1990.

<sup>5</sup> En août 1746, le Bureau de la Ville détermine d'ailleurs une série de mesures afin d'améliorer la gestion et l'administration des fêtes. Une charge d'inspecteur-général des magasins et des ouvrages extraordinaires est alors créée afin de décharger le prévôt des marchands, les échevins et le maître général des Bâtiments de la Ville d'une partie de la supervision directe des fêtes. Afin d'entreposer les équipements et les décors, un second magasin est aménagé sur la rue Neuve Saint-Paul et s'ajoute à celui que la Ville possède déjà à la Porte Saint-Martin. AN, H 1861, f<sup>os</sup> 633r<sup>o</sup>-640v<sup>o</sup>. Voir aussi Stephen Rombouts, *The Celebration of Public Events in Eighteenth-Century France*, thèse de doctorat (histoire), Vanderbilt University, 1986, p. 15-16.

Tableau 3.1

**Réjouissances publiques organisées par la Ville de Paris pour des événements touchant à la vie du royaume, du souverain ou de sa famille, 1750-1789**

Date	Événement	Cérémonies		Lieu des réjouissances
		<i>Te Deum</i>	Réjouissances	
08-1750	Naissance de la princesse Marie-Zéphyrine	■	▲	Grève
09-1751	Naissance du duc de Bourgogne	■	▲	Grève
08-1752	Rétablissement du Dauphin	■	▲	Grève
09-1753	Naissance du duc d'Aquitaine	■	▲	Grève
08-1754	Naissance du duc de Berry	■	▲	Grève
11-1755	Naissance du comte de Provence	■	▲	Grève
07-1756	Victoire militaire	■	▲	Grève
08-1757	Victoire militaire	■	▲	Grève
10-1757	Naissance du comte d'Artois	■	▲	Grève
10-1758	Victoire militaire	■	▲	Grève
05-1759	Victoire militaire	■	▲	Grève
04-1761	Victoire militaire	■	--	--
09-1762	Victoire militaire	■	▲	Grève
06-1763	Publication de paix	■	▲	Place Louis-XV
05-1770	Mariage du Dauphin	■	▲	Place Louis-XV
06-1771	Mariage du comte de Provence	■	▲	Grève
11-1773	Mariage du comte d'Artois	■	▲	Grève
12-1778	Naissance de Marie-Thérèse Charlotte, fille du roi	■	▲	Grève
09-1779	Victoire militaire	■	--	--
10-1781	Naissance du Dauphin	■	▲	Grève
11-1781	Victoire militaire en Amérique	■	--	--
01-1782	Naissance du Dauphin	■	▲	Grève
11-1783	Publication de paix	■	▲	Grève
04-1785	Naissance du duc de Normandie	■	▲	Grève

Source : Archives nationales, d'après l'inventaire sommaire des articles K 1010-1018.

■ : *Te Deum* chanté en la cathédrale Notre-Dame

▲ : Réjouissances publiques organisées par la Ville qui combinent généralement plusieurs des éléments suivants : feu d'artifice, feux de joie, fontaines de vin, distributions de victuailles, orchestres et bals populaires, illuminations.

En fait, ces deux avenues doivent être prises en compte puisque le déclin des fêtes à la Grève dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle est à la fois relatif *et* absolu. D'abord, si la place demeure le lieu ordinaire des grandes réjouissances organisées par la municipalité, on ne peut manquer de signaler le déplacement temporaire de ces événements vers la place Louis-XV pendant la décennie 1760. Ce choix d'un nouveau site, qui révèle une évolution des manières d'inscrire la fête dans la ville, mérite un examen plus approfondi et sera abordé dans la seconde partie de ce chapitre. Pour l'instant, je me concentrerai sur le déclin absolu des fêtes publiques organisées à la Grève en examinant brièvement l'évolution du système de communication dans lequel elles s'insèrent.

Les fêtes publiques organisées par la Ville au XVIII<sup>e</sup> siècle s'inscrivent dans le système de l'information absolutiste lentement construit en France du XVI<sup>e</sup> siècle au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et très finement décrit par Michèle Fogel<sup>6</sup>. Elles n'interviennent qu'au terme d'une suite ordonnée de cérémonies, dans une séquence qui comprend d'abord la lecture de la lettre royale ordonnant un *Te Deum*<sup>7</sup>, la prière publique qui rassemble la communauté, et les célébrations qui l'accompagnent souvent. Ce système cérémoniel tend à monopoliser le contrôle de l'information et participe ainsi concrètement à la construction du pouvoir de l'État. Il diffuse dans le public l'information « correcte » sur l'État monarchique et ses accomplissements. Grâce à l'étude de Michèle Fogel, on sait maintenant que ce système d'information ne cesse d'évoluer à l'époque moderne. Du XVI<sup>e</sup> siècle, alors que le juré-crieur peine à faire entendre la voix de l'autorité royale à même les lieux symboliques d'une cité traversée de juridictions locales et concurrentes, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, quand l'espace uniformisé dominé par le pouvoir royal, ou du moins pensé comme tel, impose une cérémonie publique spécifique, le *Te Deum*, les cérémonies de l'information se transforment sans cesse, évoluant en fonction des besoins et des stratégies du pouvoir et transformant du même coup l'espace urbain dans lequel elles se déploient. Répétées, ces cérémonies garantissent la circulation de l'information nécessaire à l'imposition du pouvoir de l'État monarchique en contribuant à la formation d'un public au sein duquel l'information sur les

---

<sup>6</sup> Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information...*, *op. cit.*

<sup>7</sup> Le *Te Deum* est une prière publique célébrée à la gloire des armes du roi, à l'occasion d'une naissance, d'un mariage ou d'une guérison dans la famille royale. Désignant d'abord l'hymne chanté, le terme *Te Deum* en vint à recouvrir l'ensemble de la cérémonie.

affaires de l'État est partagée, reformulée et, éventuellement, discutée. À long terme, elles ont pour effet d'engendrer et de céder le pas à la sphère publique civile.

L'évolution du système d'information absolutiste et son déclin relatif dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle offrent une première entrée qui permet de saisir et d'expliquer le ralentissement des fêtes publiques à la Grève. En effet, en s'appuyant sur l'indicateur retenu par Michèle Fogel pour son propre ouvrage, à savoir le recours au *Te Deum* pour la célébration des victoires militaires, on constate un net ralentissement après 1750. Du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle au milieu du siècle suivant, l'usage du *Te Deum* suit en effet une courbe ascendante et atteint un sommet pendant la guerre de succession d'Autriche. Trente-six *Te Deum* sont ainsi célébrés entre 1744 et 1748, dont plusieurs sont suivis de réjouissances publiques à la Grève<sup>8</sup>. Ce système tombe en désuétude dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : six *Te Deum* sont célébrés pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763) et deux seulement pendant la Guerre d'indépendance américaine (1776-1783)<sup>9</sup>. Si la célébration d'un *Te Deum* ne garantit pas toujours des réjouissances publiques<sup>10</sup>, les fêtes n'ont jamais lieu sans qu'une cérémonie n'ait été célébrée au préalable. Alors qu'il avait été un moyen privilégié de la communication entre le pouvoir et le public pendant la Guerre de Succession d'Autriche, le système de célébration des victoires s'efface dans la seconde moitié du siècle et aucune substitution n'est faite du point de vue cérémoniel. Invitant à repenser le rôle de l'État dans le développement de la sphère publique civile, Michèle Fogel montre que les formes de la communication entre l'État et le public, ancrées dans l'espace urbain, sont profondément transformées par son émergence. Bien qu'ils n'expliquent pas à eux seuls la transformation de l'utilisation de la Grève pour les fêtes—d'autres fêtes comme la St-Jean par exemple, s'inscrivent moins complètement dans ce système de communication—les changements identifiés par Michèle Fogel permettent de comprendre une dimension

---

<sup>8</sup> Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information, op. cit.* ; Claire Lemoine, *Cortèges et pouvoirs à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 1660-1789*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Paris-VII, 1993, p. 541-542.

<sup>9</sup> Claire Lemoine, *Cortèges et pouvoirs...*, *op. cit.*, p. 552.

<sup>10</sup> En 1745, les fêtes publiques qui suivent les *Te Deum* sont parfois regroupées lorsque les victoires sont très rapprochées. En septembre 1779 et en novembre 1781, les *Te Deum* ne sont pas suivis de réjouissances.

importante de la logique qui guide l'action des autorités dans l'espace. Comme les représentations d'un lieu sont aussi formées par ce qui s'y passe et par ce qu'on y fait, cette transformation, profonde, fournit une clé importante pour comprendre l'évolution de l'imaginaire de la Grève.

Outre ces changements dans les formes de la communication entre le pouvoir et le public, mais sans doute en lien avec eux, les grandes fêtes publiques données par les autorités parisiennes font de plus en plus l'objet de critiques dans la seconde moitié du siècle. Au nom de l'utilité, principe cher aux Lumières, plusieurs observateurs tels que Louis-Sébastien Mercier remettent en cause « ces stériles jouissances » qui, affirme-t-il, font « sauter en l'air ce qui pourroit suffire à l'entretien et à la nourriture de cent familles pauvres pendant une année ! »<sup>11</sup> Le gaspillage et le désordre dont elles seraient la cause devraient suffire à les supprimer. À la fin des années 1760, au moment où l'on discute des préparatifs pour le mariage du Dauphin, Maille Dussaussoy, auteur d'un ouvrage sur les embellissements de Paris sur lequel je reviendrai, propose d'ailleurs de supprimer ces « fêtes bruyantes et dispendieuses dont il ne reste aucun vestige le jour d'après »<sup>12</sup>. Comme d'autres avant lui, il propose de revoir la forme des célébrations des grands événements dynastiques : « Au lieu de célébrer cet événement par des dépenses infructueuses, on les mettroit à profit en élevant des monumens qui éterniseroient à la postérité la plus reculée, l'amour de la Nation pour ses Souverains & des Souverains pour la Nation »<sup>13</sup>.

L'allègement du calendrier festif de la Grève est également à mettre en relation avec la crise des finances de la Ville et la tutelle exercée par la monarchie à la fin de l'Ancien Régime<sup>14</sup>. Les finances de la capitale sont en effet étroitement surveillées par la monarchie

---

<sup>11</sup> Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, Jean-Claude Bonnet (éd.), Paris, Mercure de France, 1994, chapitre 223, p. 560.

<sup>12</sup> Maille Dussaussoy, *Le Citoyen désintéressé ou Diverses idées patriotiques, concernant quelques établissemens et embellissemens utiles à la ville de Paris...*, Paris, chez Gueffier, 1767-1768, vol. 2, p. 167.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Jean-Lucien Gay, « L'administration de la capitale entre 1770 et 1789. La tutelle de la royauté et ses limites », *Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France*, 9 (1957-1958), p. 283-363.

qui entretient une collaboration étroite et ancienne avec la municipalité dans le domaine du crédit et de la fiscalité mais intervient également dans l'organisation des dépenses de la Ville—un enjeu d'ordre local en apparence seulement puisqu'il concerne, à travers la capitale, le prestige de l'État. Les premières tentatives de la Couronne pour contrôler les comptes de la Ville correspondent au « moment libéral » des décennies 1760 et 1770. Les principes essentiels de ce contrôle sont énoncés dans l'arrêt du Conseil du 24 janvier 1767 qui fixe le montant des dettes exigibles de la Ville, limite son pouvoir à engager des dépenses et indique une série de règles comptables à suivre pour l'établissement de son budget<sup>15</sup>. Plus tard, la déclaration du 23 août 1783 consacre ces règles et rend obligatoire la production annuelle d'états des dépenses ordinaires et extraordinaires, soumis à l'approbation du roi<sup>16</sup>.

La vigilance de la monarchie à l'égard des dépenses somptuaires, des pensions et gratifications de diverses natures et des coûts associés aux réjouissances publiques organisées par la Ville constitue ainsi un cas de figure d'une politique plus générale qui tend à resserrer l'emprise de la Couronne sur les finances de la capitale. En plus de scruter avec attention les débours de la municipalité sur cette matière, la monarchie tente de les réduire<sup>17</sup>. En vue de

---

<sup>15</sup> AN, E 2437, cité par Jean-Lucien Gay, « L'administration... », *loc. cit.*, p. 329. L'édit de juillet 1767 renforce les dispositions de cet arrêt en établissant le concours du Conseil particulier de la Ville dans toutes les délibérations concernant les affaires extraordinaires et majeures. Le Conseil particulier avait été créé au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il rassemblait le prévôt des marchands, les échevins, six membres nommés par le roi et choisis parmi les membres des cours souveraines, des quarteniers et des bourgeois. Marius Barroux, *Le département de la Seine et la ville de Paris. Notions générales et bibliographiques pour en étudier l'histoire*, Paris, J. B. Dumoulin, 1910, p. 176. Sur le « moment libéral », voir notamment Joël Félix, *Finances et politique au siècle des Lumières : le ministère L'Averdy, 1763-1768*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999.

<sup>16</sup> AN, H 1880<sup>1</sup>, f<sup>os</sup> 234r<sup>o</sup>-239v<sup>o</sup>, Déclaration et règlement qui proroge pour dix ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1784, les droits établis en faveur de la ville de Paris, par la déclaration du 25 novembre 1762, et pourvoit tant aux dépenses qu'à la libération des dettes de ladite ville, 23 août 1783.

<sup>17</sup> Quoique les projets de fêtes organisées par la Ville étaient couramment soumis à l'approbation de la monarchie, notamment lorsqu'il s'agissait d'une réjouissance en son honneur, l'article 6 de l'arrêt du Conseil du 24 janvier 1767 rend nécessaire l'autorisation préalable du ministre de Paris et du contrôleur général des finances pour toute dépense extraordinaire. En outre, le gouvernement critique souvent les dépenses engagées par la Ville pour les fêtes. Voir notamment, à l'occasion des réjouissances de 1770 : AN, O<sup>1</sup> 412, f<sup>os</sup> 311-312, 27 avril 1770 et H 1874, f<sup>o</sup> 207, 25 juillet 1771. Sur la réaction de la Couronne vis-à-vis des dépenses engagées pour les célébrations entourant la naissance du Dauphin en 1782, voir les propos rapportés par le libraire Hardy, BnF, Ms. Fr. 6684, p. 94.

diminuer les dettes de la Ville, une première tentative, initiée par le contrôleur général des finances Joseph-Marie Terray, est faite en août 1774 pour réduire les dépenses somptuaires des membres du Bureau<sup>18</sup>. Ni l'opposition sourde des officiers municipaux<sup>19</sup> ni le changement de garde au contrôle général des finances—Anne Robert Jacques Turgot entre en fonction à la fin du mois d'août 1774—n'ont toutefois raison de la volonté du gouvernement. En mars et en avril 1775, Turgot écrit à nouveau au Bureau à propos de la réduction des dépenses<sup>20</sup>. Forcé, le Bureau entérine finalement la décision le 23 juin suivant<sup>21</sup>.

La fête qui se tenait habituellement à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste est sans doute la première victime des tentatives d'assainissement des finances de la Ville. La cérémonie qui se déroulait en place de Grève le soir du 23 juin avait visiblement perdu de son éclat avec les années. Au tournant des années 1760, une succession d'événements malheureux contribue à l'abandon de certains éléments constitutifs de cette cérémonie. Ainsi, en 1768, l'agonie de la Reine force la suppression du feu d'artifice habituellement tiré dans la place pour l'occasion<sup>22</sup>. Seule la cérémonie autour du bûcher est alors maintenue, présidée comme de coutume par Messieurs du Bureau. En 1770, quelques semaines après l'accident survenu lors des réjouissances organisées pour le mariage du Dauphin et de Marie-Antoinette, c'est avec le même appareil réduit qu'on célèbre la Saint-Jean à la Grève<sup>23</sup>. Puis, le deuil de Louis XV, décédé le 10 mai 1774, force une nouvelle réduction de la pompe : le canon de la Ville n'est pas tiré et la cérémonie autour du bûcher n'a pas lieu cette année-là. Le feu de bois est cependant maintenu, mais c'est le serviteur de la Ville qui est chargé de

---

<sup>18</sup> AN, H 1951, Lettre du contrôleur général pour réduire les droits de Messieurs du Bureau, 7 août 1774.

<sup>19</sup> AN, H 1951, Mémoire du Bureau en réponse à la lettre du 7 août.

<sup>20</sup> AN, H 1951, Lettres du 6 mars et du 25 avril 1775 avec un état de dépenses du mois d'avril.

<sup>21</sup> AN, H 1951, Arrêt et délibération qui fixe les dépenses des officiers du Bureau, 23 juin 1775.

<sup>22</sup> Cette suppression, qui rompt le cours ordinaire des choses, est notée par le libraire Hardy, BnF, ms. fr. 6680, p. 166. Elle est expliquée quelques années plus tard dans les registres de délibération de la Ville : AN, H 1876, f° 146r<sup>o</sup>, 23 juin 1775. La reine Marie Leszczyńska meurt le 24 juin 1768.

<sup>23</sup> AN, H 1873, f° 632r<sup>o</sup>, 23 juin 1770.



l'allumer. Le cortège, formé d'un sergent et de quatre gardes de la Ville, est réduit à sa plus simple expression<sup>24</sup>. En 1775, la somme de 7 000 livres ou environ, nécessaire à la construction de la charpente et à l'achat des pièces d'artifice, est définitivement retranchée du budget de la Ville sur l'ordre du contrôleur général des finances qui précise que le feu d'artifice « ne pourra plus avoir lieu à l'avenir »<sup>25</sup>.

Trop souvent, toutefois, les historiens s'arrêtent au déclin apparent de la cérémonie officielle du feu de la Saint-Jean pour conclure à la désaffectation des Parisiens à l'endroit des fêtes données par la Ville à la Grève. Conclure avec Jean Chagniot que le feu de la Saint-Jean est supprimé en 1768 parce qu'il n'a plus « aucun succès » est un peu trop rapide<sup>26</sup>. Il est vrai que dans sa forme traditionnelle, officialisée, la cérémonie perd de son lustre. Il est vrai aussi que les critiques à l'endroit de ce genre de réjouissances se multiplient. Dans son *Tableau de Paris*, Louis-Sébastien Mercier soutient que le feu de la Saint-Jean a été supprimé parce qu'il n'était qu'occasion de désordre et de licence, la populace parisienne ne sachant « point établir l'ordre dans ses mouvements ; une fois sortie de ses bornes, elle devient pétulante, incommode et tumultueuse »<sup>27</sup>. Il faut toutefois être prudent avec ces affirmations et ne pas se laisser emporter par le sens du piquant propre à Mercier. Quand on le lit, on oublie souvent que son *Tableau* n'est pas que description mais aussi « acte critique et affirmation réformatrice »<sup>28</sup>. S'il est certain que la cérémonie de la Saint-Jean, dans sa forme officielle, décline à partir des années 1770, il ne faudrait toutefois pas sous-estimer l'attachement de la population à un spectacle qui demeure prisé ni la capacité des autorités municipales à réactualiser le rituel<sup>29</sup>.

---

<sup>24</sup> AN, H 1876, f° 146r°, 23 juin 1775.

<sup>25</sup> AN, H 1951, Lettre du contrôleur général des finances au Bureau de la Ville, 6 mars 1775.

<sup>26</sup> Jean Chagniot, *Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Diffusion Hachette, 1988, p. 104.

<sup>27</sup> Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, *op. cit.*, chapitre 223, p. 560.

<sup>28</sup> Daniel Roche, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p. 46.

<sup>29</sup> Claire Lemoine, *Cortèges et pouvoirs...*, *op. cit.*, p. 158.

Dès 1778, le cortège qui se rend sur la place pour la cérémonie autour du feu de bois est un peu plus étoffé. C'est à l'officier commandant la garde de l'Hôtel de Ville, précédé d'un fifre, de deux tambours et des gardes au repos, que revient l'honneur d'allumer le bûcher. En effet, le Bureau, qui trouve « plus décent que doresnavant cette cérémonie fut faite par l'officier qui commanderoit la garde », déroge ainsi à l'arrêté de 1775 qui avait confié cette tâche au serviteur de la Ville<sup>30</sup>. Quelques années plus tard, en 1785, ce sont Messieurs du Bureau eux-mêmes qui reprennent les rênes de la cérémonie, mais gratuitement, sans exiger d'indemnité pour leur représentation comme cela était l'habitude. Le cortège est également plus nombreux, le colonel et les quatre compagnies des gardes de la Ville avec leurs drapeaux et leurs instruments accompagnant le Bureau<sup>31</sup>. Si l'officialisation de la cérémonie avait pu contribuer à la figer et la rendre en partie désuète, la fête de la Saint-Jean demeure toutefois, à la fin du siècle, suffisamment prisée pour être réactualisée et ré-institutionnalisée.

Après avoir connu un sommet au milieu du siècle, pendant la Guerre de Succession d'Autriche, l'utilisation de la place de Grève comme site des grandes réjouissances publiques décline dans la seconde moitié du siècle. La relative désuétude du système d'information absolutiste dans lequel s'inscrivent les grandes fêtes qui saluent la gloire du souverain et de l'État monarchique, la critique éclairée des réjouissances publiques et, enfin, la crise des finances de la Ville qui impose la réduction des dépenses somptuaires sont autant de facteurs qui expliquent ce recul.

### **3.1.2 La concentration des exécutions capitales à la Grève**

Alors que les fêtes se font plus rares à la Grève, un autre spectacle, l'exécution publique, en vient à occuper de plus en plus régulièrement l'avant-scène. Comme les cérémonies de l'information, l'exécution publique fait partie du langage symbolique du pouvoir et, comme elles, se transforme au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, alors que les premières cèdent le pas à une sphère publique civile qu'elles ont pourtant contribué à faire naître, le

---

<sup>30</sup> AN, H 1877, f<sup>o</sup> 374 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>, 23 juin 1778.

<sup>31</sup> AN, K 1018 (124).

rituel de l'exécution publique réussit à s'adapter aux bouleversements que connaît le siècle et au développement d'une nouvelle culture politique. Aux mémoires judiciaires qui multiplient les critiques contre les magistrats, ces derniers répondent par le biais des arrêts judiciaires, fréquemment imprimés dans la seconde moitié du siècle, et dont la rhétorique vise à persuader le public au moyen de la narration des circonstances du crime et de la motivation des décisions de justice. À la désacralisation de la figure du roi répond une justice sans roi, où le souverain n'intervient que par la grâce<sup>32</sup>. Rituel souple, lieu d'une négociation entre la justice et les justiciables, l'exécution conserve sa légitimité jusqu'à la fin du siècle. Une fois de plus, il ne s'agit pas de faire une histoire de l'exécution publique, mais bien de réfléchir aux conséquences qu'ont pu avoir dans l'espace urbain, et plus particulièrement à la Grève, les transformations de ce rituel au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans un premier temps, un sondage décennal dans les minutes de sentences et d'arrêts criminels rendus par les cours parisiennes permet d'esquisser un portrait de la fréquence et de la géographie du spectacle pénal à l'échelle de la capitale<sup>33</sup>. Les cartes 1, 2 et 3 présentées à l'appendice B permettent de suivre l'évolution de la géographie pénale entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et la fin du siècle suivant. Ont été reportées sur les cartes toutes les mentions géographiques retrouvées dans les sentences et arrêts, sachant qu'une condamnation pouvait parfois être exécutée dans plusieurs endroits de la ville<sup>34</sup>. Au terme de ce sondage, la Grève apparaît comme un théâtre ancien du spectacle pénal ; on y exécute fréquemment les condamnés au XVII<sup>e</sup> siècle et son importance ne cesse de croître au siècle suivant. Pourtant, écrire comme Germain Brice que la Grève est le lieu « où se font les exécutions de justice » est elliptique et manque assurément de nuance<sup>35</sup>. Très souple, le rituel de l'exécution n'a pas

---

<sup>32</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique...*, op. cit.

<sup>33</sup> Ce sondage a donné lieu au dépouillement complet des minutes d'arrêt du grand criminel des différentes cours en exercice dans la capitale, à raison d'une année complète à tous les dix ans entre 1675 et 1785. 1326 arrêts condamnant à des peines afflictives ont été identifiés (Paris intra-muros), en majorité rendus par le Parlement et le Châtelet.

<sup>34</sup> En 1785, par exemple, Guillaume Bouge dit Le Magicien, porteur de charbon sans médaille, est condamné à être exposé au carcan pendant trois jours consécutifs à la place aux Veaux, au port de la Tournelle et au port au charbon. AN, X<sup>2b</sup> 1078, 5 octobre 1785.

<sup>35</sup> Germain Brice, *Description de la ville de Paris et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, reproduction en fac-similé de la 9<sup>e</sup> édition (1752), Genève, Droz, Paris, Minard, 1971, p. 120.

besoin d'être conduit dans un lieu spécifique pour être légitime, le recours croissant au flou géographique en témoigne. Cependant, si des mentions telles que les « lieux et carrefours accoutumés » retrouvées dans les arrêts témoignent d'une souplesse bien réelle du rituel, elles n'interdisent pas non plus le recours fréquent à certains sites en particulier, plus « pratiques », surtout lorsque le lien entre les lieux du crime et de la peine tend à se relâcher<sup>36</sup>.

Le spectacle pénal à la Grève a pourtant bien une spécificité qui a certainement été remarquée des contemporains. On sait que loin de se réduire aux supplices capitaux, les peines infamantes peuvent prendre différentes formes : le carcan, le fouet, la flétrissure et le ban par exemple. Or, Pascal Bastien a bien démontré que la mort judiciaire se retire progressivement des murs de la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle, laissant place à des peines infamantes moins rigoureuses. Dans un contexte où le spectacle des supplices capitaux est de moins en moins fréquent, leur concentration à la place de Grève influence certainement les représentations du lieu. À la différence des peines infamantes moins rigoureuses, pour lesquelles le flou géographique est fréquent dans les arrêts, les magistrats indiquent toujours, lorsqu'ils prononcent une peine capitale, le lieu où celle-ci doit être exécutée. En effet, le sondage décennal dans les sentences et arrêts a permis de retrouver 150 condamnations à mort entre 1675 et 1785 ; de ce nombre, un seul arrêt ne précise pas le lieu où doit être mise en scène la peine<sup>37</sup> (Tableau 3.2).

---

<sup>36</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique...*, *op cit.*, p. 127-129.

<sup>37</sup> Il s'agit d'un arrêt du Parlement confirmatif d'une sentence du Châtelet qui condamne Marie Groison à être pendue « à Paris » pour des vols domestiques. AN, X<sup>2b</sup> 1014, 22 janvier 1755.

**Tableau 3.2**  
**La géographie des peines capitales à Paris, 1675-1785**

Année	Grève	Croix-du-Trahoir	Carrefour de Bussy	Carrefour du pont Saint-Michel	Place du Petit Marché	Place Maubert	Carrefour du grand charnier et rue Pastourelle	Porte Saint-Antoine	Pilon des Halles	Quai des Ormes / rue des Nonnandières	Rue Montmartre, vis-à-vis les Vieux-Augustins	Cour de Bicêtre	Place du Marché Neuf	Carrefour des Bâtons Royaux, rue Saint-Honoré	Paris	lieu non mentionné	Total des exécutions capitales	Total des exécutions publiques
1675	9	1		1	1												12	80
1685	5	2	2			1							2	1			13	205
1695	6	4					2										12	72
1705	2	2				1											5	46
1715	3							1									4	45
1725	4	1						1									6	87
1735	3	5							1	1	1						11	55
1745	12	6															18	74
1755	17														1		18	126
1765	25																25	232
1775	9		1									1					11	168
1785	11														1	3	15	136
Total	106	21	3	1	1	2	2	2	1	1	1	1	2	1	2	3	150	1326

Source : Archives nationales

Dans le Paris des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, deux lieux se distinguent nettement où sont exécutés les supplices capitaux : la Grève, d'abord, où se concentrent la majorité des exécutions, et la Croix-du-Trahoir, dont l'utilisation tend toutefois à diminuer dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Des raisons pratiques expliquent sans doute le choix d'un lieu précis par les magistrats pour les exécutions capitales. À la différence d'une peine de fouet, qui requiert un minimum d'installation, la pendaison, la roue ou le bûcher supposent le recours à un attirail plus ou moins élaboré : il faut au moins élever une potence, construire une croix de Saint-André ou rassembler les fagots. En outre, les exécutions capitales, plus rares, attirent davantage de spectateurs. Les magistrats, soucieux de prévenir le désordre, veillent sans doute à choisir le lieu de l'exécution de manière adéquate. Ces conditions pratiques ne déterminent pas toujours le lieu d'exécution. Le substitut du procureur du roi au Châtelet Thomas-Simon Gueullette rapporte ainsi une anecdote qui témoigne, une fois de plus, de la souplesse du rituel. Commentant l'exécution de Jean Guillaume, condamné à être pendu pour avoir tenté d'extorquer son maître, Gueullette remarque ainsi que,

la potence ayant été de l'ordre de Monsieur de Guerchois déplantée du coin de la rue Pavée et mise au coin de la rue Dauphine et du quay des Augustins lorsque le patient y fut arrivé, le conseiller rapporteur fit planter la potence et la fit reporter au lieu marqué par l'arrêt pendant lequel temps le patient resta dans la charrette entre les mains de son confesseur<sup>38</sup>.

Si le rituel est assez souple pour permettre de composer avec les embarras de la ville ou la contingence des décisions de certains magistrats sans perdre sa légitimité, il y a tout de même certains risques à multiplier les déplacements. Sans toutefois indiquer le motif du mécontentement, Gueullette note, en marge de l'arrêt cité précédemment, que « le peuple jeta des pierres et cassa les vitres chez Monsieur d'Aguesseau »<sup>39</sup>. Mettre en scène une exécution, c'est aussi convier une foule, plus ou moins nombreuse, à y assister. De tels rassemblements ne vont pas sans poser certains risques, notamment celui que les esprits s'échauffent pour une raison ou une autre. Il faut bien sûr rester prudent avec la géographie que tracent les arrêts : les embarras de la ville ou le calendrier cérémoniel chargé de la Grève rendent parfois nécessaire le déplacement, à la dernière minute, de certaines exécutions. Ces déplacements,

---

<sup>38</sup> AN, AD III 5, 11 avril 1726.

<sup>39</sup> *Ibid.*

sans doute fréquents, n'en deviennent pas pour autant banals puisqu'ils sont notés et commentés par des témoins qui, comme Gueullette ou Hardy, sont attentifs à tout ce qui rompt le cours ordinaire des choses. Par ailleurs, le choix régulier de la place de Grève comme théâtre des supplices capitaux est en lui-même révélateur de la valeur symbolique et pratique que les magistrats reconnaissent au site. Dans la mesure où la publication des arrêts devient plus fréquente au XVIII<sup>e</sup> siècle, que ces textes sont distribués auprès du public qui les lit sans être nécessairement le témoin direct de l'exécution, l'identification répétitive de la Grève comme lieu d'exécution capitale contribue, peut-être, à évacuer en partie la polysémie qui caractérisait le lieu.

Entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et la fin du siècle suivant, les formes du langage symbolique qui articulent la communication entre le pouvoir et le public parisien changent. Ces transformations ont des origines complexes et tiennent largement à des évolutions internes aux rituels et aux cérémonies qui sont, en eux-mêmes, objets d'histoire. Ces changements ont aussi, par ailleurs, des effets réels sur l'espace urbain dans lequel ces spectacles se déploient et sur lequel ils prennent appui. Ils se marquent, d'abord, par des modifications de rythmes : alors que la Grève est de moins en moins utilisée pour les fêtes et réjouissances publiques, le nombre d'exécutions augmente significativement. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, fêtes et exécutions publiques à la Grève tracent dans le temps des courbes inversées qui tendent, de plus en plus, à s'opposer et à s'exclure. Alors qu'elle est déjà reconnue comme le principal site pour l'exécution des condamnés, ces modifications ont pour effet d'associer plus étroitement encore la place à la violence des supplices et produisent ainsi une dimension importante de l'imaginaire de la Grève comme lieu dangereux et menaçant.

### **3.2 La Grève, un théâtre**

Lors des spectacles publics, qu'il s'agisse des fêtes ou des exécutions, l'action des autorités dans l'espace urbain ne se limite pas à la représentation elle-même. Elle concerne aussi la scénographie (l'aménagement matériel du théâtre) et le maintien de l'ordre à l'intérieur et autour du théâtre créé par les autorités. De la même manière que les mises en scène du pouvoir évoluent dans leur contenu, leur rythme et leur distribution dans l'espace

urbain, la scénographie et les modalités du maintien de l'ordre se transforment et contribuent, elles aussi, à transformer l'imaginaire du lieu.

À la Grève, les différentes configurations scéniques tirent leur origine de la morphologie de la place et de la présence d'éléments structurants comme l'hôtel de ville, même si, on le verra, elles demeurent ouvertes à la recomposition. Lors des fêtes données par la Ville, la maison commune sert habituellement de première loge aux invités de marque. Le plus souvent la scène principale de la représentation, la structure d'un feu d'artifice, est située en face, au coin de la rue de la Vannerie, et répond directement à l'édifice. À l'inverse, lors d'une exécution publique, la potence ou l'échafaud sont généralement élevés au pied du bâtiment, du côté de l'hôpital du Saint-Esprit. L'hôtel de ville fonctionne alors comme une coulisse où se retirent, à l'abri du regard du public, le patient et les magistrats. Autour de ces sous-espaces dramatiques s'organisent en outre différentes zones réservées à la circulation et aux spectateurs. Une partie du public se masse sur la place elle-même. D'autres spectateurs, mieux nantis, peuvent prendre place sur les échafauds qui ceinturent la place et dont la Ville est dans l'usage d'autoriser la construction jusqu'en 1745<sup>40</sup>. Lors des grands spectacles, la frontière se brouille entre l'espace public de la place et l'espace privé des habitations. En effet, plusieurs spectateurs s'installent alors aux fenêtres des maisons qui donnent sur la place. Les propriétaires et les locataires l'ont bien compris et la location des fenêtres, annoncée au moyen d'écriteaux<sup>41</sup>, se révèle parfois fort lucrative. Lors de l'exécution de Robert-François Damiens, Gueullette indique que le cordonnier de sa femme « avoit loué la sienne qui avoit trois croisées 300 livres avec la liberté de pouvoir encore placer derrière sur des tables 12 ou 15 personnes »<sup>42</sup>. Gueullette lui-même est aux premières loges au moment

---

<sup>40</sup> AN, H 1861, f<sup>os</sup> 257 r<sup>o</sup>-261 v<sup>o</sup>. En 1745, la pression pour l'utilisation de l'espace de la Grève est manifeste et pousse la Ville à dresser un plan de la place et des échafauds qui pourront y être construits en prescrivant avec beaucoup de précision leurs dimensions (Appendice C). C'est pendant l'été 1745 qu'on cesse de permettre aux particuliers de construire des échafauds dans la place. Lors de la réception du roi à l'hôtel de ville en septembre 1745, on interdit ce genre de constructions temporaires. Par la suite, toutes les ordonnances de police feront défenses d'élever des échafauds dans la Grève.

<sup>41</sup> Edmond-Jean-François Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763) ou Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*, Paris, Charpentier, 1857, t. I, p. 194.

<sup>42</sup> AN, AD III 8, 28 mars 1757.



du supplice ; il assiste au spectacle depuis l'hôpital du Saint-Esprit « à une fenêtre du premier étage presque au-dessus du petit passage par où l'on va à une des portes de Saint-Jean »<sup>43</sup>. À cette occasion, certains spectateurs vont jusqu'à prendre place au « paradis » et l'avocat Barbier note que « les toits de toutes les maisons dans la Grève, et les cheminées même, étoient couverts de monde. Il y a eu même, observe-t-il encore, un homme et une femme qui en sont tombés dans la place et qui en ont blessé d'autres »<sup>44</sup>. Si de telles pratiques n'allaient pas sans occasionner certains risques qui mettaient en cause la sécurité des personnes, l'attrait du spectacle poussait à multiplier les points de vue. En 1766, lors de la décapitation du comte de Lally-Tolendal, Hardy remarque encore « qu'on avoit découvert les toits de plusieurs maisons pour construire des échafauts, et l'on voioit des hommes jusques sur les souches des cheminées »<sup>45</sup>.

Le parallèle avec le théâtre n'est pas fortuit. Lorsque les pouvoirs se mettent en scène à la Grève, ils utilisent véritablement la place et les bâtiments qui l'entourent comme un lieu théâtral. Lors d'un spectacle public, le lieu est décomposé en sous-espaces qui rappellent les différentes parties d'un théâtre. À la différence du théâtre (en tant qu'édifice), toutefois, qui exprime sa fonction par sa forme, la place n'enracine en elle la fonction que conjoncturellement. Elle est pleinement ouverte aux aménagements, aux déguisements, aux significations<sup>46</sup>. Ces configurations sont elles-mêmes historiques. Elles révèlent les rapports spécifiques qu'entretient une société donnée à son espace et il est possible d'en faire l'histoire. Le parallèle avec le théâtre est également intéressant dans la mesure où il renvoie à

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique... op. cit.*, t. 6, p. 508. Sur la présence de spectateurs sur les toits et les cheminées des maisons, voir également AN, H 1867, f° 101r°.

<sup>45</sup> BnF, Ms. Fr. 6680, p. 95.

<sup>46</sup> L'histoire du lieu théâtral urbain en tant que forme signifiante dans une société précise a déjà attiré l'attention de certains historiens du théâtre. Plusieurs hypothèses suggestives ont été formulées par Élie Konigson, « La place du Weinmarkt à Lucerne : remarques sur l'organisation d'un espace dramatisé », *Les voies de la création théâtrale. Théâtre, histoire, modèles*, vol. 8, *Recherche sur les textes dramatiques et les spectacles du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1980, p. 43-90. Pour un examen des liens entre le théâtre et la création architecturale urbaine, on consultera notamment Daniel Rabreau, « Des scènes figurées à la mise en scène du monument urbain. Notes sur le dessin "théâtral" et la création architecturale en France après 1750 », Georges Brunel (dir.), *Piranèse et les Français : colloque tenu à la Villa Medici, 12-14 mai 1976*, Rome, Edizioni Dell'Elefante, 1978, p. 443-474.

des manières spécifiques d'encadrer le public, de maintenir l'ordre dans la foule et d'assurer la sécurité des spectateurs<sup>47</sup>. Ces pratiques participent pleinement à la mise en scène du pouvoir et s'inscrivent dans un espace urbain lui-même en mouvement.

### 3.2.1 Un lieu inadéquat pour les fêtes ?

Au-delà de la transformation des rythmes et des contenus des spectacles, présentée précédemment, des évolutions se dessinent également dans les modalités de mise en scène des spectacles. Si les historiens d'art se sont intéressés aux décors et aux configurations éphémères des fêtes, leur propos a le plus souvent eu pour objet soit de simplement présenter les œuvres et d'en dresser l'inventaire, soit de les inscrire dans une évolution des styles et dans une histoire du goût<sup>48</sup>. Plus rares toutefois sont les études qui se penchent sur l'insertion des fêtes dans la ville et qui tentent d'en saisir les transformations, au-delà de la seule évolution formelle des décors<sup>49</sup>. Les fêtes publiques organisées dans la ville sont pourtant, comme le souligne Catherine Denys, des spectacles policés<sup>50</sup>. À chaque occasion, les autorités prennent un certain nombre de mesures afin de préserver l'ordre général, d'assurer le bon déroulement du spectacle et de garantir la sécurité des spectateurs. Comme la sécurité elle-même, une préoccupation moderne qui se dessine dans la ville, la sûreté publique ou la

---

<sup>47</sup> Les spectacles publics donnés à la Grève posent en effet des problèmes assez similaires à ceux que posent les théâtres parisiens à la même époque : il faut prévenir les incendies, surveiller les voleurs à la tire, encadrer une foule remuante et gérer la circulation avant, pendant et après la représentation. Sur la police des spectacles, on consultera Catherine Denys, *Police et sécurité au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les villes de la frontière franco-belge*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 295-308.

<sup>48</sup> Ainsi, Alain-Charles Gruber présente les fêtes du règne de Louis XVI en mettant en évidence le rôle qu'elles ont joué dans l'introduction du goût et de l'esthétique néo-classique. Alain-Charles Gruber *Les grandes fêtes et leurs décors à l'époque de Louis XVI*, Genève, Droz, 1972. De même, Marguerite Ledoux-Prouzeau s'intéresse aux fêtes parisiennes du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle afin de les situer entre le style rocaille et le renouveau classique de la fin du siècle. Marguerite Ledoux-Prouzeau, « Les fêtes publiques à Paris à l'époque de la guerre de succession d'Autriche, 1744-1749 », Daniel Rabreau (dir.), *Paris, Capitale des Arts sous Louis XV. Peinture, sculpture, architecture, fêtes, iconographie*, Bordeaux, William Blake & Co, Arts & Arts, 1997, p. 87-109.

<sup>49</sup> Catherine Denys consacre une section de son ouvrage à l'examen de cette question. Voir *Police et sécurité...*, *op. cit.*, p. 225-242. Éric Monin formule aussi quelques remarques à ce sujet dans « The Construction of Fantasy. Ephemeral Structures and Urban Celebrations in France during the Eighteenth Century », Santiago Huerta (dir.), *Proceedings of the First International Congress on Construction History. Madrid, 20<sup>th</sup>-24<sup>th</sup> January 2003*, Madrid, Instituto Juan de Herrera, 2003, vol. 3, p. 1475-1487.

<sup>50</sup> Catherine Denys, *Police et sécurité...*, *op. cit.*, p. 231.

police chargée de la garantir s'adapte aux exigences changeantes de la société. L'examen de la réglementation, le principal outil de la police, permet de suivre cette évolution<sup>51</sup>. Outils flexibles qui s'adaptent continuellement—au contexte, au terrain et aux exigences de la population—les textes réglementaires énoncent, à travers des formules très stéréotypées, des rapports spécifiques à l'espace. Leur lecture permet de suivre l'évolution des pratiques et les modifications de l'insertion de la fête dans la ville. Parce que les textes réglementaires sont indissociables des circonstances particulières qu'ils tentent d'anticiper ou auxquelles ils répondent, leur étude justifie une approche pratique, bien délimitée dans le temps et l'espace ; comme la sécurité n'a pas de définition fixe, elle n'appelle pas non plus une réponse univoque<sup>52</sup>.

Le plus souvent, c'est lorsque surviennent des événements où les mesures réglementaires et les dispositifs policiers mis en place se révèlent inadéquats—bref, quand l'adaptation échoue et que la police est jugée inefficace—que des fenêtres s'ouvrent dans les archives qui permettent de mieux comprendre les pratiques et leurs logiques tout en mesurant l'écart avec les attentes de la population. En d'autres mots, pour reprendre les concepts proposés par Henri Lefebvre, ce sont des moments où convergent l'espace perçu, conçu et vécu et où il est plus facile de saisir le jeu entre ces trois dimensions. C'est ce qui arrive en 1770 alors que l'accident qui survient lors des réjouissances publiques, organisées à l'occasion du mariage du Dauphin et de Marie-Antoinette, illustre les défauts d'une organisation trop peu cohérente de l'ordre public<sup>53</sup>. Le dossier a son importance en raison de son retentissement, de la quantité d'acteurs convoqués et des enjeux qui sont alors abordés—qui vont bien au-delà du seul champ de la police des spectacles publics. Le caractère exceptionnel de ce dossier n'empêche cependant pas de le replacer dans une chronologie plus

---

<sup>51</sup> Odile Kammerer et Alain J. Lemaître, *Le pouvoir réglementaire : dimension doctrinale, pratiques et sources, XV<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Actes du colloque de Mulhouse, 11 et 12 octobre 2002*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

<sup>52</sup> Vincent Milliot, « Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54, 2 (2007), p. 169-171.

<sup>53</sup> Steven L. Kaplan et Vincent Milliot, « La police de Paris, une « révolution permanente » ? Du commissaire Lemaire au lieutenant de police Lenoir, les tribulations du *Mémoire sur l'administration de la police* (1770-1792) », à paraître dans les *Mémoires de l'École française de Rome*.

longue et d'en faire une étape, importante certes, d'une réflexion sur la police des fêtes commencée au moins depuis le milieu du siècle. C'est dans une perspective qui cherche à mieux comprendre l'évolution des modalités d'insertion des festivités publiques dans l'espace urbain parisien que j'ai choisi d'inscrire ici l'analyse de la fête de 1770, donnée à la place Louis-XV, entre deux fêtes significatives tenues à la Grève, les cérémonies pour la publication de la paix à l'issue de la Guerre de Succession d'Autriche en 1749 et les réjouissances à l'occasion de la naissance du Dauphin en 1782. Au moyen de l'analyse de ces trois fêtes, j'espère poser des jalons pour cerner l'évolution des manières d'investir le territoire lors des spectacles qui mettent en scène les pouvoirs à la Grève. Ces trois événements sont le moment de l'élaboration d'un savoir pratique sur la gestion des foules, des flux de circulation, mais également sur la place elle-même qui, pour l'occasion, est redessinée, réaménagée, repensée. Même s'il n'est pas nécessairement théorisé ou mis en forme, ce savoir existe et sert de logique à la modification et à l'évolution des pratiques dans le temps. Plus qu'aux seuls critères esthétiques et symboliques, l'évolution de l'organisation des fêtes renvoie aussi à des définitions changeantes de la sécurité et des aménagements urbains et des mesures policières susceptibles de la garantir. En se modifiant, ces pratiques contribuent à altérer les représentations que l'on se fait de la place de Grève.

### 3.2.1.1 La publication de la paix de 1749

J'ai déjà souligné dans le premier chapitre que la période 1744-1749 est exceptionnelle en raison de la fréquence des fêtes célébrées en place de Grève. Plusieurs des réjouissances qui sont alors organisées témoignent par ailleurs d'une réelle préoccupation pour la recherche et la mise à l'épreuve de configurations nouvelles des espaces de la fête<sup>54</sup>. En 1744, par exemple, lors du retour du roi à Paris, un pont de bateaux est aménagé entre la place et l'île de la Cité pour rejoindre plus directement la cathédrale Notre-Dame, où se chante le *Te Deum* qui précède les festivités publiques données à la Grève<sup>55</sup>. Quelques années

---

<sup>54</sup> Marguerite Ledoux-Prouzeau, « Les fêtes publiques à Paris... », *loc. cit.*

<sup>55</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, t. 3, p. 561. Les constructions éphémères et les décors de la fête sont alors dirigées par Jean-Baptiste-Augustin Beausire, maître général des Bâtiments de la Ville. En 1749, Beausire reprendra l'idée d'un pont entre la Grève et l'île de la Cité dans un projet de place royale sur lequel je reviendrai au chapitre 4.

plus tard, en 1747, les cinq chars allégoriques chargés de musiciens, de rafraîchissements et de victuailles, qui circulent en cortège dans la ville à l'occasion des réjouissances pour le second mariage du Dauphin avec Marie-Josèphe de Saxe, sont un autre exemple éloquent de ces tentatives. Certains contemporains y ont reconnu—et quelquefois raillé—les gestes d'éclat d'édiles désireux de laisser leur marque<sup>56</sup>. Malgré les moqueries dont elles font parfois l'objet, ces constructions éphémères sortent suffisamment de l'ordinaire pour retenir l'attention des Parisiens. Même si elles sont diversement appréciées et ne sont pas toutes couronnées du même succès, elles témoignent de tentatives successives pour réorganiser l'espace de la fête. Leur impact est réel sur la façon de penser et d'imaginer l'espace de la Grève puisqu'elles sont souvent reprises dans les plans d'embellissement auxquels elles servent de banc d'essai.

C'est une recherche similaire qui guide les préparatifs des réjouissances pour la publication de la paix à l'issue de la Guerre de Succession d'Autriche. Dans les semaines qui suivent la ratification du traité d'Aix-la-Chapelle, le 18 octobre 1748, la Ville organise les réjouissances qui suivront la proclamation officielle de la lettre royale. En décembre, on signe les devis et marchés pour les constructions temporaires qui doivent être dressées dans différents endroits de la ville. Ce sont des charpentes recouvertes de toiles et de sculptures, peintes ou modelées pour imiter des matériaux précieux ou des objets de la nature. Pour l'occasion, des fontaines de vin et des orchestres sont dressés dans différents endroits de la capitale<sup>57</sup>. Le feu d'artifice tiré en place de Grève constitue le clou du spectacle. Il s'élance depuis une structure à neuf piliers en forme de demi-hexagone qui fait 100 pieds (32 mètres)

---

<sup>56</sup> Barbier rapporte plusieurs critiques sur les fêtes de 1747 et notamment ce couplet ironique : « Monsieur le Prévôt des marchands, / Ma foi, vous vous moquez des gens; / Votre Cérès au teint livide / Garde pour elle ses gâteaux, / Bacchus n'a que des tonneaux vides / Mars mutilé tombe en morceau », E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 4, p. 220. Le comte de Caylus est également l'auteur d'une courte pièce dans laquelle il se moque de cette décoration : *Les fêtes roulantes ou le regret des petites rues*, Paris, s.n., 1747.

<sup>57</sup> Des fontaines et des orchestres sont distribués à la place du Carrousel, la place de Louis-le-Grand, la place du Palais-Royal, la place Royale, aux Halles, à la place du Pont-Neuf, la place de l'Estrapade, la place des Victoires, à la Croix-du-Trahoir, à la Croix-Rouge, au carrefour de Bussy, à la place du pont Saint-Michel, sur le quai des Ormes, au faubourg Saint-Antoine, à la place Baudoyer, devant l'hôtel du gouverneur et celui du prévôt des marchands et, enfin, devant les maisons des quatre échevins, du procureur du Roi et de la Ville et du greffier. AN, K 1010 (23<sup>1</sup>) et (23<sup>2</sup>).

de haut par 90 pieds (29 mètres) de base représentant un « Temple de la Paix » particulièrement somptueux (Figure 3.1).



Figure 3.1 : Structure du feu d'artifice construit en place de Grève, février 1749.

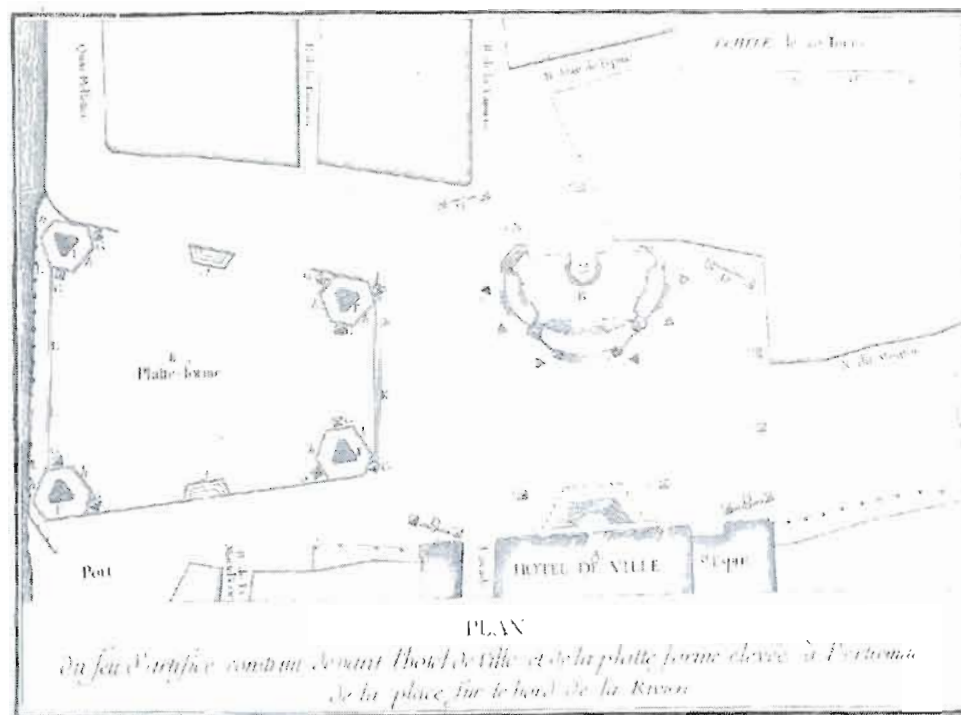


Figure 3.2 : Plan des constructions temporaires dans la place de Grève, février 1749.

La structure est érigée face à l'hôtel de ville, au débouché des rues de la Vannerie et Jean-de-l'Épine, afin d'offrir le meilleur point de vue possible aux notables et aux invités de marque logés dans la maison commune (figure 3.2). Cette disposition est habituelle et s'inscrit dans la continuité car la plupart des feux construits à la Grève sont placés ainsi. Cette situation attirait pourtant depuis quelques années les critiques du public et Barbier rapportait déjà, en 1744, que « le défaut de ce feu, dans une place aussi irrégulière et aussi vilaine que la Grève, est qu'il étoit placé, formé et entouré de façon qu'il étoit uniquement construit pour l'Hôtel de Ville et nullement pour le peuple, qui ne pouvoit le voir aisément, quoique le premier objet de la réjouissance »<sup>58</sup>. Pour obvier à cet inconvénient, accru puisque le feu doit être tiré à l'époque des grandes eaux, et « donner de la place et de l'aisance à tout le peuple », le Bureau ordonne en 1749 la construction d'une plate-forme de 33 toises de long (64 mètres)

<sup>58</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 4, p. 546.



qui prolonge le quai Pelletier au-dessus du port au charbon<sup>59</sup>. L'ensemble du décor éphémère est complété par des jeux de terrines, de lampions, d'ifs et de girandoles qui doivent illuminer la place le soir de la fête (figure 3.3)<sup>60</sup>.



Figure 3.3 : Amphithéâtre élevé dans la place de Grève, 1749.

Quelques jours avant la date prévue de la proclamation, les autorités rendent différentes ordonnances qui prescrivent les règlements à observer pour le temps de la fête. Le 8 février, le Bureau de la Ville ordonne aux bourgeois et habitants de la ville d'illuminer les façades de leurs maisons le soir de la fête, il réclame la cessation de tout travail sur les ports, les quais et la rivière, il prohibe la construction d'échafauds dans la place de Grève et interdit

<sup>59</sup> AN, H 1863, f<sup>os</sup> 87v<sup>o</sup>-88r<sup>o</sup>. On peut voir dans cette configuration une transposition partielle des idées qui circulent alors sur l'embellissement de la Grève. Je reviendrai sur cette question dans le quatrième chapitre.

<sup>60</sup> AN, H 1863, f<sup>o</sup> 87r<sup>o</sup>.



aux voituriers d'y laisser leurs charrettes, il défend à toute personne d'approcher des canons et des boîtes d'artifice, de tirer des fusées, d'allumer des feux ou de monter sur les toits des bateaux à lessives et, enfin, il suspend le trafic des bachoteurs sur le bassin de la rivière près de la Grève<sup>61</sup>. Le Châtelet, qui a juridiction dans le reste de la ville, rend des ordonnances similaires : il interdit la construction d'échafauds dans les rues adjacentes à la Grève et fait défenses de tirer des fusées ou des pétards dans les rues<sup>62</sup>. Si elles ont aussi une intention esthétique, les illuminations ont une visée sécuritaire évidente. Les autres ordonnances visent surtout à prévenir les incendies<sup>63</sup> et assurer la sécurité des spectateurs et une circulation fluide. Les autorités parisiennes mettent aussi la dernière main au dispositif policier qui doit garantir l'ordre de la fête. Pour l'occasion, le Bureau fait appel à des détachements de gardes-suisses qui sont répartis dans les différents lieux où doivent se dérouler les réjouissances. À la Grève, 96 suisses et 15 sergents sont répartis dans la place avec pour consigne « d'empescher le peuple de monter sur les fontaines de vin et de forcer les distributions, de veiller à la garde de l'artifice, des décorations et illuminations »<sup>64</sup>. Ces forces s'ajoutent aux détachements de la compagnie des ports et des quais, répartis dans différents postes autour de la place, et aux gardes de la Ville, chargés de la surveillance dans l'hôtel de ville.

Le 12 février, l'arrivée à l'hôtel de ville des hérauts d'armes et du grand-maître des cérémonies, porteur de la lettre du roi, marque le début officiel des solennités. Rassemblant les officiers de la Ville et du Châtelet, la proclamation se fait dans treize lieux de la capitale et suit un trajet déjà connu des Parisiens<sup>65</sup>. La proclamation officielle est suivie dès le lendemain après-midi d'un *Te Deum* à Notre-Dame. Les réjouissances à la Grève

---

<sup>61</sup> AN, H 1863, f<sup>os</sup> 62r<sup>o</sup>-64v<sup>o</sup>.

<sup>62</sup> BnF, F-21038 (9), *Ordonnance de police, qui fait défenses aux habitants des rues adjacentes à la place de Grève de construire des échafauds et leur prescrit ce qu'ils doivent observer le 13 de ce mois, jour auquel la Ville fera tirer un feu d'artifice en réjouissance de la publication de la paix*, Paris, P.-J. Mariette, 1749.

<sup>63</sup> Sur la question des incendies, voir aussi Le Clerc du Brillet, *Continuation du traité de la police*, t. 4, Paris, Chez Jean-François Hérisant, 1738, p. 149.

<sup>64</sup> AN, K 1010 (17) et (18).

<sup>65</sup> *Ordre de la marche pour la publication de la paix qui se fera le Mercredi douzième Février 1749*, Paris, P.G. Lemercier, 1749. La permission d'imprimer, de distribuer et de colporter est donnée le 8 février par le prévôt des marchands.

commencent vers sept heures et demie du soir. Le roi n'y assiste pas mais on compte, au nombre des invités de marque reçus à l'hôtel de ville, le prince de Condé. Le spectacle s'amorce par une décharge des boîtes d'artillerie et des canons de la Ville, ensuite de quoi on tire le feu d'artifice qui dure environ une demi-heure. Les illuminations des façades et du pourtour de la place prolongent ce spectacle éphémère. Les réjouissances se poursuivent une partie de la nuit avec les distributions de vin et de victuailles et par des bals populaires<sup>66</sup>.

Malgré le dispositif policier et les mesures prises par les autorités, des incidents troublent la fête et sont remarqués par les chroniqueurs et les mémorialistes du temps<sup>67</sup>. L'avocat Barbier rapporte quelques désordres, survenus sur la piste de danse aménagée sur la plate-forme construite dans la place : « il s'y est passé des indécences. Le bon bourgeois, les honnêtes gens se promenoient, entroient dans cette salle, où l'on dit qu'une troupe de gens, laquais ou jeunes gens qui dansoient en rond, entraînoient les femmes et les filles, les ... dessus et dessous, ce à quoi il falloit mettre ordre »<sup>68</sup>. Plus grave sans doute est l'accident qui survient sur la place et causé, selon Barbier, par la foule des spectateurs qui se presse pour admirer le feu : une douzaine de personnes auraient été étouffées et portées à la morgue et un grand nombre de blessés auraient été menés à l'Hôtel-Dieu<sup>69</sup>. Plus alarmiste, le marquis d'Argenson rapporte pour sa part qu'il y a eu une « grande tuerie sur le quai Pelletier » et il évalue à plus de deux cents le nombre des personnes tuées ou blessées, dont plusieurs auraient été précipitées à la rivière par la presse générale<sup>70</sup>. L'accident est bien réel, quoique largement amplifié par la rumeur. Le décès de quatre individus, étouffés et piétinés par la foule au coin du quai Pelletier du côté du pont Notre-Dame, est constaté par le commissaire

---

<sup>66</sup> AN, H 1863, f<sup>os</sup> 85v<sup>o</sup>-88v<sup>o</sup>.

<sup>67</sup> Quoiqu'ils ne soient peut-être pas la meilleure source à cet égard, les registres de la Ville ne font état d'aucun incident survenu pendant ou après le feu d'artifice. Le dépouillement des articles K 1009 et 1010 (relatifs à la fête) et Z<sup>1h</sup> 611 (procédures criminelles) n'a pas non plus permis de retrouver la trace d'incidents portés à la connaissance du Bureau.

<sup>68</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, p. 352. Des incidents semblables sont également rapportés par le marquis d'Argenson. Voir René-Louis de Voyer, marquis d'Argenson, *Journal du marquis d'Argenson*, Clermont-Ferrand, Paléo, 2005, t. 6, p. 274.

<sup>69</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, p. 351.

<sup>70</sup> D'Argenson, *Journal...*, *op. cit.*, t. 6, p. 274.

au Châtelet Thomas-Joseph Regnaudet<sup>71</sup>. L'ensemble des témoins entendus sur cette affaire dans les jours suivants confirment que les trois hommes et la femme retrouvés morts ont été étouffés dans le grand « boulevary » qui a suivi le feu d'artifice. L'un d'eux indique que « l'effroy général » aurait été causé par le dernier coup d'artifice, tiré très bas, qui aurait projeté le feu vers les spectateurs<sup>72</sup>. L'incident survenu le soir du 13 février met en lumière plusieurs risques inhérents aux réjouissances publiques en milieu urbain, dont étaient certainement conscientes les autorités, mais qu'elles n'avaient pas su prévenir ou, à tout le moins, encadrer suffisamment. Pour les autorités qui développent à tâtons l'encadrement de ces fêtes, l'incident de 1749 constitue une leçon, cruelle sans doute, de la nécessité de disposer à l'avenir d'un local suffisamment vaste pour bien séparer les pièces pyrotechniques des espaces réservés aux spectateurs et de mieux encadrer les flux de circulation pour éviter de dangereux mouvements de foule. Les autorités nanties de pouvoirs de police se doivent de réagir et de s'ajuster puisque, selon le public, « cette tuerie de la Grève, le jour des réjouissances pour la paix, est attribuée à la faute des magistrats, au manque d'ordre et de prévoyance »<sup>73</sup>. L'action de la police peut donc aussi se comprendre comme une réponse à une demande perçue d'autorité provenant d'une population qui lui renvoie la responsabilité de prévenir ou d'empêcher le désordre. Ainsi, la police est efficace dans la mesure où elle répond adéquatement à cette demande sociale, toujours en mouvement. En fin de compte, il en va sans doute aussi de sa légitimité face à un public qui lui a confié le soin d'assurer sa sécurité.

Ces incidents, conjugués à une vision de l'espace urbain marquée par le fonctionnalisme, amènent les autorités à reconsidérer l'utilisation de la place de Grève pour les fêtes et à réfléchir au redéploiement de ces activités dans la ville. Cette redistribution a autant à voir avec l'embellissement de la ville—j'y reviendrai dans le chapitre 4—qu'avec une volonté de maintenir l'ordre et d'assurer la « sûreté » publique. Elle se raccroche à une définition large de la police qui ne se limite pas à l'application des règlements, mais concerne de manière plus générale la gestion du territoire urbain, la distribution des activités dans

---

<sup>71</sup> AN, Y 15345, 13 février 1749.

<sup>72</sup> AN, Y 15345, 19, 21 et 25 février 1749.

<sup>73</sup> D'Argenson, *Journal...*, *op. cit.*, t. 6, p. 274.

l'espace et la spécialisation des sites afin d'assurer un meilleur encadrement des populations<sup>74</sup>. Examiner la police dans ses formes créées pour assurer la sécurité des individus, c'est donc interroger non seulement les règlements pragmatiques que les autorités développent pour sécuriser un lieu particulier, mais aussi, en amont, le choix même d'un site par rapport à d'autres. Au moment où ont lieu les réjouissances pour la paix d'Aix-la-Chapelle, les autorités sont déjà conscientes des difficultés posées par la place de Grève. Depuis plusieurs années, en effet, les critiques s'élèvent, nombreuses, et reprochent à la place de Grève d'être « si vilaine, si difforme par elle-même » que les décorations et les illuminations les plus élaborées n'y font pas un bel effet<sup>75</sup>. Outre ces considérations esthétiques, des accidents similaires à ceux de février 1749 ont déjà alerté les autorités sur les risques de ce site. En 1747, Barbier rapportait ainsi qu'il y avait eu, à l'occasion des fêtes organisées pour le second mariage du Dauphin, « un concours de monde surprenant ; aussi y a-t-il eu quelques carrosses renversés dans la Grève et quelques personnes étouffées »<sup>76</sup>. La bousculade qui survient sur le quai Pelletier en 1749 vient surtout confirmer la nécessité de repenser la distribution des fêtes dans la ville pour assurer la sûreté publique. L'une des solutions est le déplacement des réjouissances dans un lieu mieux adapté<sup>77</sup>. La place Louis-XV, aménagée à la même époque en vue des fêtes qu'elle pourrait accueillir, apparaît dans les années qui suivent comme une solution avantageuse.

Dès l'inauguration de la statue équestre du roi érigée au centre de la nouvelle place royale en 1763, les premières réjouissances publiques y sont organisées à l'occasion du traité de Paris qui met un terme à la Guerre de Sept Ans. Les fêtes sont fixées aux 20, 21 et 22 juin.

---

<sup>74</sup> Vincent Milliot, « Une ville malade de son espace ? Paris et le lieutenant général de police Lenoir (1775-1785) », Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Grâne, Créaphis, 2005, p. 32-41.

<sup>75</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, t. 3, p. 560-561.

<sup>76</sup> *Ibid.*, t. 4, p. 221. Le dépouillement des minutes des commissaires au Châtelet du quartier de la Grève et des liasses de sentences et procédures criminelles du Bureau de la Ville n'a pas permis de retrouver la trace de ces incidents.

<sup>77</sup> Toutes les fêtes données par la Ville n'étaient pas toujours organisées sur la place de Grève. En 1739, par exemple, Servandoni avait organisé une fête sur le fleuve à l'occasion du mariage de l'Infante. Malgré ces déplacements ponctuels, la Grève était toujours demeurée le site ordinaire des fêtes.

Le premier jour est réservé à la dédicace et à l'inauguration de la statue ; le second, à la proclamation officielle de la paix par les magistrats dans les différentes places de la Ville ; le troisième, enfin, est consacré aux réjouissances publiques. L'ordonnancement de la fête est confié à Pierre-Louis Moreau-Desproux, architecte et maître général des Bâtiments de la Ville, à qui revient ordinairement le soin et l'honneur de diriger ces entreprises. Le feu d'artifice, point culminant de la fête, jaillit d'un décor construit sur une île artificielle de 120 mètres de long, formée de radeaux flottant sur la Seine. Sur les berges et sur la terrasse du Palais-Bourbon, des loges sont construites pour recevoir les invités de marque. En bordure de la rivière, des échafauds sont également dressés et des chaises sont disposées à l'intention des spectateurs qui souhaitent louer une place pour l'occasion<sup>78</sup>. Seule publication de paix dont le feu d'artifice n'est pas tiré devant l'hôtel de ville, la fête de 1763 apparaît comme un tournant qui laisse présager le déplacement des fêtes de la Grève vers la place Louis-XV.

### 3.2.1.2 Les réjouissances à l'occasion du mariage du Dauphin en 1770

L'expérience des fêtes de 1763 est suffisamment concluante pour qu'en 1770, lorsque vient le temps de préparer les réjouissances publiques pour le mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette, on choisisse de nouveau la place Louis-XV comme site des festivités. D'emblée, la Ville préfère la nouvelle place royale à la Grève qui, étant « trop resserrée ne laissoit pas assez d'espace pour faire un feu considérable sans risquer de causer un incendie aux maisons qui en sont si proches, que d'ailleurs il ne peut y avoir dans cet endroit qu'un nombre très borné de peuple qui soit à portée de le voir »<sup>79</sup>. Pour des raisons d'économie et afin de ne pas entraver le commerce sur la rivière, la municipalité écarte également la possibilité de construire l'édifice du feu sur l'eau, comme on l'avait fait en 1763, l'établissement des radeaux, la construction des loges sur les berges et le retrait des bateaux et des marchandises du bassin de la rivière ayant entraîné des dépenses considérables. On choisit plutôt d'obvier à tous ces inconvénients en disposant le feu dans la place royale elle-même : on peut y accueillir une « foule innombrable », des loges peuvent être aménagées

---

<sup>78</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 8, p. 77-85 ; Alain-Charles Gruber, *Les grandes fêtes et leurs décors...* op. cit., p. 19-25.

<sup>79</sup> AN, Y 15707, Premier mémoire remis par le Bureau de la Ville au procureur général du Parlement, 2 juillet 1770.

pour les personnes de distinction entre les colonnades qui l'entourent et le site est aisément accessible<sup>80</sup>. Malgré les vues d'économie qu'elle affiche, la municipalité prépare une fête imposante pour le public qui annonce des coûts considérables<sup>81</sup>.

La fête qui a lieu le soir du 30 mai clôt deux semaines de festivités populaires. Depuis le 16 mai, en effet, une foire gérée par la Ville et policed conjointement par la municipalité et le Châtelet est aménagée sur le boulevard. Dans la mesure où une permission a été octroyée par la Ville et que les droits sur les marchandises foraines ont été acquittés, la foire est ouverte à « toutes personnes sans qualités ni lettres de maîtrise » qui peuvent y aménager des échoppes et y faire le débit<sup>82</sup>. Le boulevard est ainsi animé jusqu'à une heure avancée de la nuit du flot des promeneurs venus goûter les spectacles ou musarder dans les boutiques. Le feu d'artifice tiré dans la place Louis-XV doit conclure avec éclat ces festivités. La charpente du feu, un « Temple de l'Hymen » créé par Pierre-Louis Moreau-Desproux, est construit autour de la statue du roi de façon à ce que l'œuvre de l'artificier soit vue non seulement de la place, mais aussi de tous ses débouchés. Des loges sont aménagées derrière les colonnades des principaux bâtiments de la place, au-devant desquels ont été construites des tribunes pour les invités de marque.

La fête du 30 mai est surtout connue par la catastrophe qu'elle provoque. Une fois le feu d'artifice tiré, la foule rassemblée dans la place tente de s'écouler par la rue Royale—encore en chantier à l'époque—pour se rendre sur les boulevards et profiter de la foire, des bals et des illuminations qui y sont organisées. Une poussée contraire, venant des boulevards, déclenche la panique. Le bilan est lourd : 132 malheureux sont étouffés et l'on déplore des centaines de blessés. Au moment de la fête, la construction de la place n'est pas terminée et on accuse les autorités de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> En avril 1770, les coûts sont évalués à un peu plus de 200 000 livres. La somme est suffisamment importante pour que le Roi, après avoir approuvé les plans et l'état estimatif des dépenses, insiste auprès du prévôt des marchands pour qu'elle ne dépasse pas le cadre fixé. AN, O<sup>1</sup> 412, Lettre au prévôt des marchands, 27 avril 1770. Les états de dépenses produits après la fête varient et situent le coût total des fêtes entre 274 851 et 330 855 livres. AN, K 1015 (163<sup>3</sup>), (191) et (243).

<sup>82</sup> AN, H 1873, f<sup>os</sup> 558r<sup>o</sup>-559v<sup>o</sup>, 559<sup>4ter</sup>.

spectateurs. L'affaire fait scandale et une enquête est ouverte par le Parlement pour comprendre les circonstances et les causes de la tragédie. Les mémoires et les pièces justificatives déposées par les parties devant la Cour permettent d'établir quelles furent les mesures de police prises pour l'occasion et d'identifier des continuités et des évolutions par rapport à 1749. En 1770, l'encadrement de la fête est confié au Bureau de la Ville et à la lieutenance de police, des institutions distinctes dont les préoccupations se recoupent. Les mesures visent, d'une part, à assurer la sécurité des bateaux et des marchandises en ciblant le danger d'incendie et, d'autre part, à garantir la sécurité des personnes, en tentant de prévenir les accidents que pourraient causer l'artillerie et les pièces pyrotechniques, des échafauds instables ou une circulation désordonnée sur le fleuve ou dans la place<sup>83</sup>. Bien qu'elles empruntent une forme stéréotypée, les ordonnances sont adaptées au contexte de la fête et à la rupture du temps ordinaire qu'elle introduit. Elles tiennent également compte de la configuration particulière du lieu où se déroulent les festivités et comportent des dispositions réglementaires spécifiques comme, par exemple, ces défenses faites de « monter sur les parapets et balustres des fossés »<sup>84</sup>. Enfin, plus nombreuses et plus précises, les ordonnances de police témoignent également d'une préoccupation accrue pour la sécurité<sup>85</sup>.

---

<sup>83</sup> Pour la fête du 30 mai, le Bureau de la Ville rend cinq ordonnances : AN, H 1873, f° 559<sup>bis</sup>, *Réjouissances publiques, à cause du Mariage de Monseigneur le Dauphin, avec l'archi-duchesse Marie-Antoinette*, 5 mai 1770 ; BnF, F-23717 (256), *Ordonnance de police qui enjoint aux habitants de cette ville et fauxbourgs de fermer leurs boutiques et d'illuminer le soir les fenêtres de leurs maisons, mercredi prochain seize de ce mois, jour auquel sera célébré le mariage de Monseigneur le Dauphin ; et le jour que la ville fera tirer un feu d'artifice*, 5 mai 1770 ; AN, H 1873, f° 564<sup>quater bis</sup>, *Ordonnance de police concernant la sûreté des Bateaux & des Marchandises, étant dans l'étendue des Ports de cette Ville, de ceux au-dessus, & dans les Bras des Rivières de Seine & Marne, & sur la Rivière d'Yerre ; & défenses d'y tirer aucunes Fusées & autres qualités d'Artifices, & d'allumer aucuns Feux, soit sur lesdites Rivières ou le long desdits Ports, Mercredi prochain 30 du présent mois...*, 23 mai 1770 ; AN, H 1873, f° 564<sup>ter</sup>, *Ordonnance de police concernant ce qui doit être observé dans la Place de Louis XV, & sur la Rivière, les Ports & les Quais du dessous du Pont-Royal, à l'occasion du Feu d'artifice qui sera tiré le Mercredi, 30 du présent mois...*, 23 mai 1770 ; AN, H 1873, f° 564<sup>bis</sup>, *Réjouissances publiques, à cause du Mariage de Monseigneur le Dauphin avec l'archi-duchesse Marie-Antoinette*, 23 mai 1770. Une ordonnance est également émise par le lieutenant général de police : AN, Y 15707, *Ordonnance qui fait très-expresses défenses à tous Bourgeois & autres Particuliers demeurant aux environs de la Place de Louis XV, de faire construire, le Mercredi trente de ce mois, devant leurs portes, sur les quais & dans les rues adjacentes à ladite Place, aucuns échafauds sans notre permission...*, 26 mai 1770.

<sup>84</sup> AN, H 1873, f° 564<sup>ter</sup>.

<sup>85</sup> Cela va dans le sens des observations de Catherine Denys sur les villes de la frontière franco-belge à la même période. Voir son ouvrage, *Police et sécurité...*, *op. cit.*, p. 230-232.

Outre les règlements imprimés, criés et affichés dans la ville, les autorités prennent d'autres précautions pour garantir le bon déroulement de la fête, prévenir les accidents et assurer la sécurité du public. Le 29 mai, le maître général des Bâtiments et le charpentier ordinaire de la Ville procèdent à la visite des échafauds dressés par les particuliers ayant obtenu un permis auprès du Bureau. Certains échafauds sont démolis alors que d'autres doivent être rendus plus solides<sup>86</sup>. L'inspection est poursuivie le lendemain par Morel, huissier-commissaire de police de l'Hôtel de Ville, qui ordonne et supervise la démolition d'échafauds pour les chaises construits sur les quais<sup>87</sup>. Quelques jours avant la fête, la Ville règle également, de concert avec le lieutenant de police, le service des différentes brigades armées chargées de surveiller la place et ses abords. Après avoir reconnu le terrain, le commandant et le major de la garde de Paris transmettent les consignes aux troupes qu'ils dirigent. La comparaison de ces consignes avec celles qui avaient été données aux gardes en février 1749 montre une évolution certaine. En effet, lors des réjouissances données à l'occasion de la paix d'Aix-la-Chapelle, les troupes devaient surtout surveiller les décors, les fontaines et les buffets dressés dans les places publiques pour empêcher les dégradations et monter la garde devant les pièces d'artillerie pour prévenir les accidents qu'elles auraient pu causer. Aucune directive précise n'avait été émise quant au rôle que les soldats étaient appelés à jouer dans la régulation de la circulation aux abords de la place de Grève. L'état des différents postes et des instructions qui leur sont données, que les major et commandant de la garde joignent au rapport qu'ils déposent devant le Parlement en 1770, montre que la gestion des flux de circulation est alors au cœur de l'action des forces armées auxiliaires le soir de la fête. La surveillance des décors, des orchestres et des buffets est encore, bien sûr, confiée à certaines brigades, mais l'essentiel des consignes vise à contrôler le flot des carrosses et des piétons<sup>88</sup>.

---

<sup>86</sup> AN, H 1873, f° 565.

<sup>87</sup> AN, Y 15707, Procès-verbal de l'huissier-commissaire de police de l'Hôtel de Ville Pierre Morel, 30 et 31 mai 1770.

<sup>88</sup> AN, Y 15707, État des postes et des consignes pour le service fait le 30 mai 1770 par les détachements de la garde des ports, quais et remparts, soutenus par ceux de cavalerie et d'infanterie de la garde de Paris.



Malgré ces précautions, les forces de l'ordre sont rapidement débordées le soir du 30 mai. Au lendemain de la catastrophe, quelques magistrats vont jusqu'à douter que des consignes aient même été données et certains font observer au procureur général du Parlement :

- 1° qu'il n'y avait pas d'ordre établi pour l'arrivée des carrosses par tous les débouchés, à commencer dès le Pont Royal, le chemin de Versailles, le Petit Cours, les Champs Elisées, la Porte et le fauxbourg St-Honoré
- 2° Qu'il n'y avait pas d'ordre établi pour les files des carrosses en sortant.
- 3° Qu'il n'y avait pas assez de Gardes dès les avenues cy dessus et débouchés<sup>89</sup>.

L'enquête de la Cour conclura que le nombre des gardes, la nature et la précision des consignes qui leur avaient été données n'étaient pas seuls en cause mais que la véritable origine de la catastrophe de la rue Royale résidait surtout dans le défaut de coordination des institutions chargées du maintien de l'ordre. À cet effet, le procureur général du Parlement souligne que « les malheurs qui sont arrivés prouvent combien il est intéressant que l'exercice de la police ne sorte pas des mains de ceux qui en sont chargés habituellement »<sup>90</sup>. Outre les considérations plus spécifiques relatives à la police des fêtes et à la gestion des foules, l'enquête de 1770 met également en lumière les conséquences d'une gestion trop peu cohérente de l'ordre public et, comme je l'ai montré dans le deuxième chapitre, elle constitue un moment fort de la centralisation progressive des pouvoirs dans les mains du lieutenant général de police. Surtout, cette concentration des pouvoirs témoigne du renforcement d'une certaine conception de l'espace urbain, perçu comme un territoire unifié qui doit être organisé depuis un centre afin d'assurer le maintien de l'ordre.

### 3.2.1.3 Les réjouissances à l'occasion de la naissance du Dauphin, 1782

Longtemps attendu après le mariage de Louis XVI, un héritier naît enfin à Versailles le 22 octobre 1781. Dès qu'il est connu, l'événement suscite des démonstrations de joie dans toute la France. Dans la capitale, son caractère exceptionnel incite à lui réserver un traitement particulier, malgré la situation difficile des finances de la Ville et en dépit du souvenir de l'accident cruel survenu lors des dernières grandes réjouissances publiques de 1770. À Paris,

---

<sup>89</sup> BnF, JF 450, f<sup>os</sup> 153v<sup>o</sup>-154r<sup>o</sup>.

<sup>90</sup> BnF JF 2541, f<sup>o</sup> 127r<sup>o</sup>.

les célébrations s'organisent en deux temps : des fêtes improvisées ont lieu dès l'annonce de la naissance du Dauphin en octobre (et se prolongent tout l'automne par des célébrations diverses) et de grandes fêtes publiques sont organisées par la Ville pour les relevailles de la reine. Les secondes, sur lesquelles j'insisterai, ont lieu en janvier à la place de Grève<sup>91</sup>. Le projet de cette grande réjouissance est agréé par le roi lors d'une conférence avec le prévôt des marchands à l'automne 1781. On convient alors que la fête se déploiera sur deux jours et que l'ordonnancement sera confié à Pierre-Louis Moreau-Desproux, le maître général des Bâtiments de la Ville. Le premier jour, la reine rendra d'abord ses grâces à Sainte-Geneviève et à Notre-Dame avant de rejoindre le roi à l'hôtel de ville où ils seront conviés, avec la cour, à un festin. Un feu d'artifice sera ensuite tiré dans la Grève pendant la soirée. Des bals populaires, des illuminations et des distributions de vin et de victuailles dans différents endroits de la capitale prolongeront ces réjouissances une partie de la nuit. Le deuxième jour, un grand bal masqué sera donné à l'hôtel de ville.

Même si le site de la place Louis-XV est plus fonctionnel pour les grandes fêtes publiques, la catastrophe de 1770 est encore fraîche dans les mémoires et, pour cette raison, on préfère revenir à l'emplacement traditionnel de la place de Grève. Fortes de leurs expériences passées, les autorités modifient sensiblement la disposition des lieux et l'aménagement éphémère de 1782 a très peu à voir avec le plan de 1749. Nettement plus petite que la place Louis-XV, la Grève a tout de même bénéficié d'un agrandissement sensible à la fin des années 1770<sup>92</sup>. Tirant profit de cette nouvelle configuration, Moreau-Desproux érige la fabrique du feu en partie sur le parapet du nouveau quai et en partie sur le port situé en contrebas afin « d'en étendre l'aspect, & de prévenir les accidents auxquels les Citoyens étoient exposés, lorsqu'en semblables occasions les Feux d'Artifices se tiroient en face de l'Hôtel-de-Ville, & n'étoient vu que par ceux que la Place, pour lors très resserrée, pouvoit contenir »<sup>93</sup>. La structure du feu, aux proportions considérables, représente un

<sup>91</sup> Sur les fêtes de 1782, voir Alain-Charles Gruber, *Les grandes fêtes...*, *op. cit.*, p. 115-132.

<sup>92</sup> Décidé en 1777, le prolongement du quai Pelletier jusqu'à la rue de la Mortellerie a augmenté de plus d'un tiers la superficie de la place.

<sup>93</sup> AN, K 1017 (292), *Relation de la Fête que la Ville de Paris a donnée à Leurs Majestés le Roi et la Reine les 21 et 23 de ce mois, à l'occasion de la naissance de Monseigneur le Dauphin, Supplément à la Gazette*, mardi 29 janvier 1782.

« Temple de l'Hymen » et réutilise sans doute des pièces de la décoration de 1770 qui avaient été entreposées dans les magasins de la Ville<sup>94</sup>.

Le déplacement de la fabrique du feu rend nécessaire la construction d'un nouveau pavillon au fond de la place puisque la situation de l'hôtel de ville ne permet pas de bien apprécier le spectacle. Pour recevoir convenablement le roi et la cour, un bâtiment provisoire est donc élevé perpendiculairement à l'hôtel de ville et y communique au moyen d'une croisée agrandie à cet effet. On aménage, au premier étage du nouveau pavillon, une grande galerie où l'on donne le festin le soir du 21 janvier et qui doit servir de salle de bal la nuit du 23 janvier (Figure 3.4). Cette construction a en outre l'avantage de dissimuler les maisons se trouvant au fond de la place et d'unifier le décor. Les illuminations répétées de chaque côté de la place achèvent, à la nuit tombée, d'en transformer l'espace. Ces illuminations constituent, pour Moreau-Desproux, un ingénieux moyen de présenter un modèle grandeur nature de son projet d'embellissement pour la Grève. Le public ne s'y trompe pas et Louis-François Métra note dans sa correspondance, quelques jours avant la fête, que « la façade de l'Hôtel-de-Ville sera illuminé : mais ce qui le sera encore davantage, c'est le plan d'un nouvel Hôtel-de-Ville qui sera figuré au fond de la place vis-à-vis la rivière »<sup>95</sup>. L'influence des formes éphémères sur les architectures pérennes est ici manifeste.

---

<sup>94</sup> Alain-Charles Gruber, *Les grandes fêtes et leurs décors...*, *op cit.*, p. 121.

<sup>95</sup> Louis-François Métra, *Correspondance secrète, politique & littéraire, ou Mémoires pour servir à l'Histoire des Cours, des Sociétés & de la Littérature en France, depuis la mort de Louis XV*, Londres, John Adamson, 1787-1790, t. 12, p. 182-183.

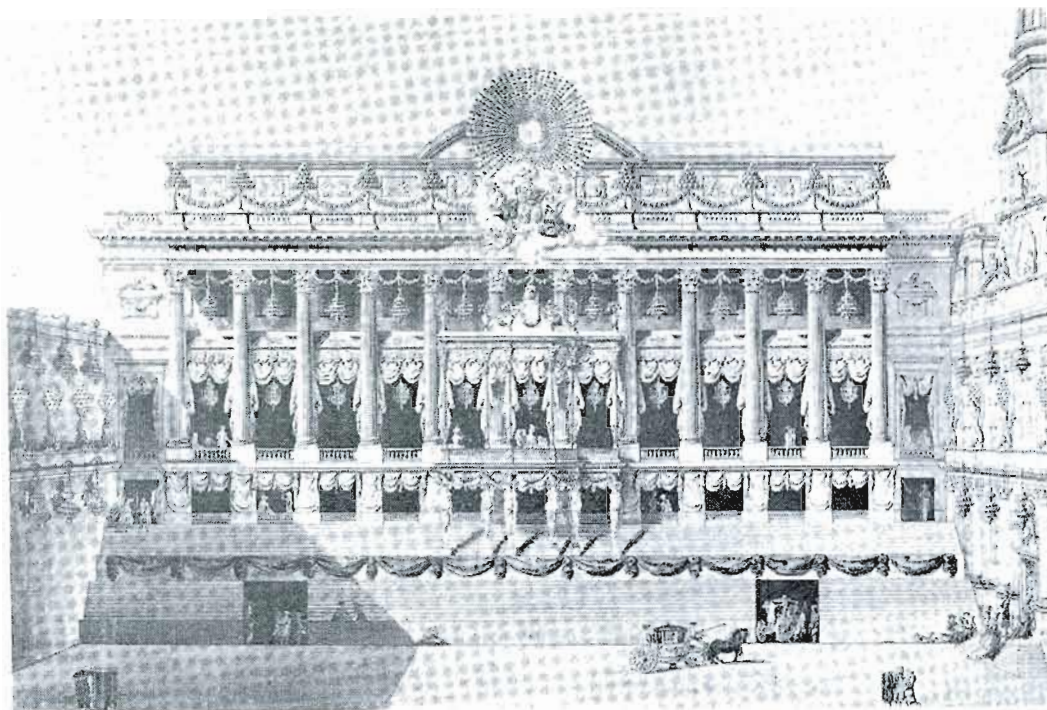


Figure 3.4 : Pierre-Louis Moreau-Desproux, Salle provisoire construite à l'occasion des fêtes de la naissance du Dauphin, 1782.

En janvier 1782, la police de la fête demeure partagée entre le Châtelet et le Bureau de la Ville. Cependant, l'accident de la rue Royale a permis aux autorités de mesurer les dangers d'une trop faible coordination de leurs actions et les pouvoirs du lieutenant général de police sont alors considérablement renforcés. Par ailleurs, la crainte que des incidents similaires viennent troubler les fêtes qui se préparent incite sans doute les autorités à collaborer plus étroitement dans les années 1780. Les préparatifs des réjouissances pour la naissance du Dauphin démontrent à tout le moins une meilleure concertation entre elles. Comme lors des deux épisodes précédents, l'action des autorités s'inscrit dans la continuité et s'appuie sur les textes traditionnels, qui deviennent toutefois plus précis<sup>96</sup>. Cependant, de

<sup>96</sup> Pour le Bureau de la Ville, voir AN, H 1968, *Ordonnance de Police, Concernant la Police qui doit être observée sur la Rivière, sur les Ports & dans la Place de Grève, à l'occasion des Réjouissances qui seront faites Lundi prochain, vingt-un du présent mois, jour que le Roi & la Reine honoreront l'Hôtel-de-Ville de leur présence*, 15 janvier 1782 ; *Ordonnance de police, Concernant la sûreté des Bateaux & des Marchandises étant dans l'étendue des Ports de cette Ville, de ceux au-dessus & dans les Bras des Rivières de Seine & de Marne, & sur la Rivière d'Yerre; & défenses d'y tirer aucunes Fusées & autres qualités d'Artifice, & d'alumer aucuns Feux, soit sur lesdites Rivières, ou le long desdits Ports, Lundi prochain, vingt-un du présent mois...*, 15 janvier 1782 ; *Ordonnance*

nouvelles ordonnances apparaissent qui témoignent à la fois des craintes de la population et des mesures prises pour prévenir les dangers. Par exemple, s'il a toujours fait l'objet d'une surveillance étroite, le risque d'incendie, dans une place resserrée, au cœur de la capitale, motive l'adoption de précautions additionnelles<sup>97</sup>. Ainsi, quelques jours avant la fête, le lieutenant de police ordonne aux habitants de la place de Grève de faire ramoner leurs cheminées et d'en justifier auprès du commissaire ancien du quartier, Thomas Mouricault<sup>98</sup>. La nécessité d'organiser la circulation retient aussi l'attention des organisateurs. En 1782, pour contrôler l'affluence des spectateurs, des barrières sont élevées sur les rues qui mènent à la place de Grève<sup>99</sup>. La catastrophe de la rue Royale en 1770 avait démontré que les consignes données aux brigades n'avaient pas été suffisantes pour contrôler les mouvements de la foule. La régulation du trafic des carrosses avait alors été particulièrement difficile et le commandant de la garde s'était plaint, dans un rapport présenté au Parlement, que le procureur du Roi et de la Ville avait refusé de faire publier une affiche indiquant l'ordre de marche et de placement des carrosses le soir de la fête, ce dernier considérant que les indications figurant sur les billets d'invitation étaient suffisantes<sup>100</sup>. En 1782, des règles précises sont publiées et affichées afin d'informer les spectateurs de l'ordre à observer pour l'arrivée et le départ de la place pour chacun des grands rassemblements<sup>101</sup>. En publiant ces

---

*concernant des Illuminations devant les Maisons, Lundi prochain, vingt-un Janvier...*, 18 janvier 1782. Pour le Châtelet, voir notamment BnF, JF 529, f° 192, *Ordonnance de police, qui ordonne que l'Arrêt du Parlement de ce jour sera exécuté ; en conséquence, que Lundi prochain, vingt-un du présent mois, les Boutiques seront & demeureront fermées, & que les façades de toutes les Maisons seront illuminées*, 18 janvier 1782.

<sup>97</sup> L'incendie de la nouvelle salle de l'Opéra, survenu le 8 juin 1781 et dans lequel périrent 21 personnes est sans doute encore très frais à la mémoire des autorités. C'était la deuxième fois qu'un incendie réduisait en cendres la salle de l'Opéra du Palais-Royal. Le premier avait eu lieu le 6 avril 1763.

<sup>98</sup> BnF, F-23717 (475), *Ordonnance de police, qui enjoint à tous Propriétaires, Locataires & Sous-Locataires des maisons de la Place de Grève & rues adjacentes, de faire ramoner, dans les premiers jours de la Semaine prochaine, les Cheminées des Appartements & autres lieux par eux loués, sous-loués ou occupés*, 10 janvier 1782.

<sup>99</sup> Archives de Paris, 3 AZ 8, Lettre du chevalier Dubois au lieutenant général de police Lenoir, 22 janvier 1782.

<sup>100</sup> BnF, JF 450, f° 146r°.

<sup>101</sup> AN, H 1879, f°s 309r°-312v°, *Avis au public pour l'arrivée à l'hôtel de ville le lundi 21 janvier 1782. Suivi de, Avis Pour & près le départ de l'Hôtel-de-Ville ; f°s 313r°-314r°, Avis au public pour l'arrivée et le départ de l'Hôtel de ville, la nuit du mercredi 23 au Jeudi 24 janvier 1782.*

règles, les autorités espèrent autant susciter la collaboration du public que l'informer que toutes les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité ont été prises.

Pour éviter qu'aucun événement malheureux ne vienne entacher la fête, les autorités redoublent de prudence. Cette vigilance, remarquée, n'est pas sans provoquer elle-même quelques inquiétudes dans le public<sup>102</sup>. Soucieux de parer à toute critique, le comte d'Angiviller, directeur général de l'Académie d'architecture, demande à la requête du prévôt des marchands la formation d'un comité d'experts rassemblant quelques académiciens autour de Pierre-Louis Moreau-Desproux, l'ordonnateur des fêtes, et de quelques commissaires nommés par le lieutenant de police Lenoir et par le secrétaire d'État à la Maison du roi, Amelot. Le comité est chargé de se « prononcer sur l'entière et parfaite solidité des constructions » dressées dans la place de Grève<sup>103</sup>. Comme le pavillon temporaire qui communique avec l'hôtel de ville a été construit très rapidement, plusieurs émettent des doutes quant à sa solidité et l'intervention de ce comité doit calmer les craintes. Dans le public, la fête suscite une appréhension générale où se mêlent l'association inquiétante du lieu aux supplices qu'on y exécute et la crainte réelle qu'un incident grave, provoqué ou non, n'entache les célébrations. Un placard, que le libraire Hardy résume dans son journal, témoigne des bruits et des rumeurs que les préparatifs font naître : « Le Roi et la Reine seront conduits le lundi 21 janvier sous bonne escorte en place de Grève, ils monteront à l'Hôtel-de-Ville suivant l'usage, puis ensuite passeront par une fenêtre dudit hôtel sur un échaffaud pour y être brûlés vifs. La Grève sera illuminée en bougie pour éviter la mauvaise odeur »<sup>104</sup>. Ce bruit, qui se mêle à la rumeur voulant qu'un complot ait été fomenté et qu'on ait placé de la poudre sous la nouvelle construction pour faire sauter la cour, inquiète suffisamment les autorités pour que le rapport du commissaire au Châtelet, chargé de vérifier les installations du pavillon temporaire, ne suffise pas aux yeux du lieutenant de police Lenoir qui se déplace

---

<sup>102</sup> BnF, Ms. Fr. 6684, f° 94.

<sup>103</sup> *Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture (1671-1793)*, Henry Lemonnier (éd.), Paris, J. Schemit, E. Champion et A. Colin, 1911-1929, t. 9, p. 58-63, 351 (citation p. 58).

<sup>104</sup> BnF, Ms. Fr. 6684, f°s 88-89. En effet, une croisée de l'hôtel de ville, agrandie pour l'occasion, servait à la communication avec le pavillon temporaire élevé dans la Grève.

afin de vérifier lui-même les faits et de calmer personnellement les inquiétudes du procureur général du Parlement<sup>105</sup>.

L'organisation des fêtes témoigne de l'élaboration d'un savoir à la fois pratique et global sur l'espace urbain par les autorités chargées du maintien de l'ordre dans la capitale. Lorsqu'elles réfléchissent aux mises en scène du pouvoir, par exemple, elles conçoivent la ville dans une perspective d'ensemble qui tient compte de la fonctionnalité des sites et de leur sécurité. Les décisions prises par les autorités parisiennes dans ces occasions ne sont pas alors seulement d'ordre symbolique, même si l'attraction de la Grève, site ancien et traditionnel des fêtes, demeure. Lorsqu'elles organisent des fêtes dans cette place, elles tentent d'en transformer l'espace, pour des raisons esthétiques et symboliques, certes, mais aussi pour assurer la sécurité des spectateurs. Au fil du siècle, les mesures prises par les autorités pour encadrer les fêtes évoluent et leur transformation introduit également des changements dans les représentations des lieux. La Grève est de plus en plus perçue comme un lieu dangereux pour les fêtes, ce qui suscite des précautions additionnelles et engendre une appréhension certaine chez le public, de plus en plus exigeant en matière de sécurité.

### **3.2.2 Une place fonctionnelle pour l'exécution publique**

L'exécution publique est un spectacle d'un genre différent, certes, mais c'est un spectacle tout de même et il est géré comme tel par les autorités parisiennes. À la différence des fêtes dont la planification sur plusieurs jours voire des mois à l'avance donne lieu à une abondante production écrite, révélatrice autant du choix des lieux et de leur aménagement que des mesures préventives prises par les autorités et des règlements établis pour l'occasion, l'exécution publique demeure quant à elle beaucoup plus difficile à saisir. En effet, le rituel de l'exécution n'arrivait qu'après un procès dont le terme était souvent difficile à fixer et, une fois commencé, il demeurait souple dans l'espace et dans le temps : un changement inopiné de parcours ou un séjour prolongé du condamné à l'hôtel de ville étaient des événements

---

<sup>105</sup> BnF, JF 529, Lettres du lieutenant de police Lenoir au procureur général du Parlement, 17 et 19 janvier 1782, f<sup>os</sup> 188, 198-199.



imprévus avec lesquels les forces de l'ordre devaient composer<sup>106</sup>. Encore plus sans doute que la police de la fête, la police de l'exécution s'organisait directement sur le terrain, reposant largement sur les consignes orales et les décisions prises sur le vif. Au-delà de sa répartition géographique, que permet d'esquisser l'arrêt criminel, l'insertion de l'exécution publique dans la ville est donc beaucoup plus difficile à cerner et il faut, le plus souvent, s'en remettre à quelques témoins privilégiés. Leurs remarques révèlent par ailleurs une logique tout à fait cohérente avec celle qui guide l'organisation des fêtes durant la même période. Alors que dans la seconde moitié du siècle, un ensemble de considérations à la fois esthétiques, symboliques et sécuritaires, conduisent les autorités parisiennes à revoir l'utilisation de la Grève pour les grandes fêtes ou, à tout le moins, à transformer plus ou moins radicalement la place lors de ces occasions, la même logique les conduit à y recourir de plus en plus pour les exécutions. En effet, outre son fort potentiel symbolique, la Grève est sans doute, dans la capitale du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'un des lieux les plus commodes et les plus sécuritaires pour mettre en scène une exécution.

Comme la fête, l'exécution est un spectacle policé, encadré par les forces chargées du maintien de l'ordre dans la ville. Jusqu'à maintenant, les historiens se sont surtout intéressés à la partie du maintien de l'ordre qui visait à garantir que le rituel ne soit pas interrompu<sup>107</sup>. Lorsqu'il était amené sur les lieux de son exécution, le condamné était escorté d'un certain nombre d'archers qui devaient prêter main-forte aux magistrats. Leur présence devait permettre de parer aux imprévus. En 1751, par exemple, ils interviennent lorsque le public réagit et crie parce qu'un condamné, dont la corde se rompt par deux fois, est remis une troisième fois à la potence : « les archers la bayonnette au bout du fusil firent volte-face, et poursuivirent les personnes qui crioient ce qui causa un tumulte considérable »<sup>108</sup>. Dans son ouvrage, Pascal Bastien rappelle que les archers étaient toutefois en nombre assez restreint et que leur présence n'était remarquée des journalistes que lorsque certaines circonstances,

---

<sup>106</sup> Par exemple, Marie-Jeanne Roger, condamnée à mort par arrêt du 23 juillet 1722, passe plus de 30 heures à l'hôtel de ville. AN, AD III 4, 23 juillet 1722.

<sup>107</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique...*, op. cit., p. 232-237 ; Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Seuil, 2002, p. 379-386.

<sup>108</sup> AN, AD III 8, 3 août 1751.



exceptionnelles, rendaient nécessaire le recours à une troupe entière. Liées à des épisodes où le pouvoir royal était particulièrement faible—la révolte frumentaire de 1725, l'affaire des enlèvements d'enfants de 1750 ou la Guerre des Farines de 1775—, ces précautions étaient inaccoutumées et ressenties comme telles tant par les autorités que par le public<sup>109</sup>. Le rituel de l'exécution n'était pas, en lui-même, le lieu d'une contestation du public contre le pouvoir et, en temps normal, les forces de l'ordre n'en faisaient pas leur principal objet de préoccupation.

Du point de vue de la police, l'exécution était davantage conçue comme un moment, une occasion de désordre provoquée par le rassemblement d'une foule venue assister à un spectacle plutôt qu'en raison de l'objet du spectacle lui-même. Cependant, si l'on a cherché à comprendre la mise en ordre du spectacle « de l'intérieur », on s'est assez peu préoccupé des « interférences » qui pouvaient en troubler le déroulement. Le désordre n'apparaît pourtant pas seulement lorsque le public réagit aux maladroites du bourreau ou lorsqu'il conteste la condamnation d'individus qu'il ne considère pas criminels ; il renvoie aussi à tous les accidents et à tous les délits qui peuvent survenir pendant le temps de l'exécution. S'ils sont bien visibles au pied de l'échafaud, les archers ne sont pas les seuls à policer la place lors des exécutions : inspecteurs de police et commissaires aux Châtelet s'y rendent exprès afin d'encadrer la foule. Leur action repose alors essentiellement sur la prévention et la sanction du vol à la tire<sup>110</sup>. Le 20 juillet 1753, par exemple, le commissaire de Rochebrune et les inspecteurs Poussot, Roullier et Dadvenel se rendent à la Grève sur les quatre heures de l'après-midi pour l'exécution du nommé Girard avec ordre de faire des patrouilles dans la place et aux alentours jusqu'à dix heures du soir. Comme le condamné demande à monter à l'hôtel de ville pour y déclarer des complices, le commissaire note dans son rapport que lui-même et ses collègues sont demeurés à la Grève « jusqu'au moment de l'exécution dudit Girard qui a été faite sur les trois heures et demie du matin »<sup>111</sup>. Les rapports produits lors de ces événements ne diffèrent en rien de ceux qui sont écrits lors des patrouilles organisées à

---

<sup>109</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique...*, *op. cit.*, p. 235-237.

<sup>110</sup> Patrice Peveri, « Les pickpockets à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 29 (janvier-mars 1982), p. 3-35.

<sup>111</sup> Ars., Ms. Bastille 10131, 20 juillet 1753.

l'occasion des fêtes<sup>112</sup>. On pourrait multiplier les exemples comme celui de Jean Goby qui profite de l'attention détournée de quelques spectateurs, occupés à regarder un particulier exposé au carcan à la Grève, pour les détrousser de menus objets, dans ce cas-ci un thermomètre et quelques deniers comptants<sup>113</sup>. Sans nécessairement faire l'objet d'une surveillance particulière ou de mesures de maintien de l'ordre qui auraient été spécifiques aux exécutions, l'action de ces patrouilles s'inscrivait surtout dans le cadre de pratiques ordinaires de gestion des foules lors de grands événements publics.

Outre la prévention du crime, les forces de l'ordre doivent aussi prévenir les accidents qui peuvent survenir lors des exécutions. On possède malheureusement très peu d'information sur cette matière, les descriptions les plus précises ne concernant que des exécutions exceptionnelles, dont les dispositifs, inhabituels, ont retenu l'attention des témoins. Extraordinaire par l'attirail élaboré qu'il nécessite et la curiosité qu'il suscite, le supplice de Damiens en 1757—le seul écartèlement au XVIII<sup>e</sup> siècle—exige une mise en scène particulière. Comme lors des fêtes, la Grève est alors divisée en sous-espaces qui rappellent les différentes parties d'un théâtre. Au centre de la place sont réunis les instruments du supplice : une table de bois sur laquelle sera attaché le patient, un feu où seront fondus le plomb et la poix, un bûcher dans lequel son corps démembré sera jeté (figure 3.5). C'est sur cette scène, au centre de la place, que se jouera le spectacle. Afin de séparer clairement la scène des espaces réservés à la circulation et aux spectateurs, on élève dans la Grève une enceinte « fermée par des pieux très forts, formant avec des bois de charpente et des planches finissant en pointes de piques hautes de 4 pieds ou environ une barrière très solide dont l'entrée oblongue a deux battans faisoit face au quay Pelletier »<sup>114</sup>. C'est par cette porte aménagée que doit entrer le tombereau du condamné. La scène occupe une bonne partie de la place : d'une largeur comparable au bâtiment de l'hôtel de ville, elle

---

<sup>112</sup> On comparera, par exemple, avec le rapport produit quelques semaines plus tôt par la patrouille menée par le commissaire de Rochebrune et les inspecteurs Dadvenel et Roulier à l'occasion du feu de la Saint-Jean. Ars., Ms. Bastille, 10131, 23 juin 1753.

<sup>113</sup> Ars., Ms. Bastille 10119, déclarations du 9 et 14 avril 1761. Jean Goby est lui-même condamné au carcan par arrêt du Parlement quelques mois plus tard. AN, AD III 9, 7 juillet 1761.

<sup>114</sup> AN, AD III 8, 28 mars 1757.

s'étend sur les deux tiers de la place vers la rue de la Vannerie<sup>115</sup>. Frontière tangible entre l'espace du public et celui du spectacle, la barrière sert autant à contenir la foule des spectateurs qu'à assurer sa sécurité.



Figure 3.5 : Supplice de Damiens sur la place de Grève, 1757.

À d'autres occasions, c'est une haie de gardes qui sert de barrière. Par exemple, en 1766, lors de l'exécution de Lally-Tolendal, Hardy raconte qu'un « détachement de cent vingt hommes du guet à pied se place en quatre corps au quatre coins de l'échaffaut, et un détachement du nouveau guet du chevalier de l'Étoile, et les gardes de robe courte, formoient l'enceinte »<sup>116</sup>. Comme lors des fêtes, ces exécutions requièrent parfois l'imposition de règles spéciales qui modifient les usages ordinaires de la place. Lors de l'exécution de Lally-Tolendal, Hardy

<sup>115</sup> AN, AD III 8, 28 mars 1757 et E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, op. cit., t. 6, 499-500.

<sup>116</sup> BnF, Ms. Fr. 6680, p. 95.

remarque ainsi qu'on « ne souffrit pas qu'aucun carrosse même bourgeois traversât la place de Grève, pour éviter les accidents, attendu la grande quantité de peuple »<sup>117</sup>.

Toutes les exécutions ne furent pas aussi courues et la majorité d'entre elles ne nécessitèrent pas des mesures d'une telle ampleur. Parfois, on peut même s'étonner du peu de cas que semblent avoir fait les Parisiens pour des spectacles qui étaient pourtant assez rares. Le matin où Jacques Manguin et André Thibault furent roués devant l'hôtel de ville pour vols et assassinats, la foule qui assistait à l'exécution était peu compacte. Lorsqu'ils échappèrent aux archers qui les conduisaient vers leurs geôles, les prisonniers qui venaient d'être confrontés aux condamnés réussirent à se faufiler sans trop de mal à travers les spectateurs :

deux des trois prisonniers étant près à remonter en carosse et n'étant chacun tenu que par un archer, et ayant l'autre main libre, se sauvèrent, et comme il n'y avoit pas extrêmement de monde dans la Grève ils gagnèrent en courant l'endroit où se placent les carosses autour desquels ils tournèrent quelque temps et furent repris. Le troisième qui étoit à ce qu'on dit Suisse profitant de ce tumulte donna un coup de poing dans l'estomacq de l'archer qui le tenoit et traversant la place de Grève passa au travers des manœuvres de Macons et se sauva par la petite rue de la Vannerie et ne fut point ratrapé<sup>118</sup>.

Si le peu d'encadrement des forces de l'ordre peut ici surprendre, l'anecdote témoigne aussi du fait qu'à la Grève, l'exécution pouvait cohabiter avec certains des usages ordinaires de la place sans toujours nécessiter le recours à des mesures de police élaborées.

Les exécutions de Damiens et de Lally-Tolendal ont retenu l'attention des commentateurs en raison justement de leur caractère exceptionnel. Si l'éventail des précautions prises à ces occasions demeurent hors de l'ordinaire, elles témoignent néanmoins des considérations sécuritaires que pouvait mettre en jeu l'exécution et qui influençaient certainement le choix du lieu, notamment pour les exécutions capitales. À l'exception des places royales—où pour des raisons symboliques l'exécution des condamnés était de toute façon impensable—la Grève demeurait sans doute la plus grande place de la capitale au XVIII<sup>e</sup> siècle. À de nombreuses occasions, lorsqu'on pressentait qu'une exécution allait

---

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> AN, AD III 7, 29 janvier 1743.

attirer en grand nombre les spectateurs, le choix de la Grève s'est sans doute imposé d'emblée. Même la Croix-du-Trahoir, qui semble servir de lieu de rechange pour les exécutions capitales lorsque la Grève est occupée, pose des problèmes de sécurité. Ainsi Barbier remarque que l'exécution de Jean-Baptiste Beaulieu de Montigny, exempt de robe-courte, condamné à la décollation en 1737 pour avoir attaqué nuitamment un particulier, attira beaucoup de monde : « comme depuis longtemps il n'y avoit eu de tête coupée, il y avoit un monde étonnant, tant aux fenêtres que dans la rue Et comme l'endroit de la Crois du Trahoir, autrement du Tiroir, est assez serré, il y a eu plusieurs personnes estropiées et des chevaux étouffés »<sup>119</sup>. De même, Gueullette rapporte, le 21 juin 1766, à l'occasion de l'exécution de François Taillant, condamné pour assassinat, vol et incendie qu'il

fut exécuté le mercredi 25 juin 1766 lendemain de la Saint-Jean dans la place qui est entre la porte de Saint-Antoine et le faubourg, parce que la Grève estoit embarrassée par la construction du feu que la ville fait faire suivant l'usage ordinaire, et que comme l'espace de la Croix du Tiroüer n'est pas suffizamment grande pour le bûcher dans lequel ce scélérat devoit estre jetté tout vivant ; l'on a choisy ce lieu, par où l'on passe pour aller à Combault lieu du délit<sup>120</sup>.

Bien qu'ils concernent la Croix-du-Trahoir, ces deux exemples mettent bien en valeur les préoccupations sécuritaires qui présidaient, aussi, au choix des lieux d'exécution. Comme l'effacement progressif des exécutions capitales sur les lieux du crime, qui a pu servir à protéger les plaignants de la colère de l'assistance<sup>121</sup>, la concentration des supplices capitaux dans un lieu commode et fonctionnel comme la place de Grève peut s'inscrire dans une volonté générale de maintenir l'ordre dans la ville.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans un contexte où la mort judiciaire tend à se retirer de la cité, les exécutions publiques sont de plus en plus fréquentes à la Grève et, pour des raisons à la fois symboliques et pratiques, les châtiments capitaux s'y concentrent. Au même moment, les fêtes et réjouissances publiques, qui ont jusque-là constitué une dimension importante de l'occupation cérémonielle du site par les autorités, tendent quant à elles à reculer. La désuétude relative du système de communication dans lequel elles

<sup>119</sup> E.-J.-F. Barbier, *Chronique...*, *op. cit.*, t. 3, p. 86-87.

<sup>120</sup> AN, AD III 11, 21 juin 1766.

<sup>121</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique...*, *op. cit.*, p. 126-129.

s'inscrivent explique en partie ce déclin. En outre, en réponse aux préoccupations et aux attentes grandissantes de la population en matière de sécurité, les pouvoirs publics sont amenés à revoir leur utilisation de la place de Grève, de plus en plus perçue comme un lieu dangereux et inadéquat pour les fêtes. Ce double mouvement, qui modifie à la fois le rythme, la nature et la mise en scène des spectacles publics à la Grève contribue à en altérer les représentations. Sur le plan symbolique, en effet, la trajectoire décrite par ces deux courbes est à la fois inverse et répulsive : plus le lien se resserre entre la place et le spectacle pénal, plus il semble inconvenant et « déplacé » d'y organiser des fêtes. L'alternance de ces spectacles dans un même lieu choque de plus en plus. Avec toute la verve qu'on lui connaît, Louis-Sébastien Mercier témoigne bien de l'indignation qu'elle suscite dans certains cercles : « Comment les emblèmes mythologiques de la joie publique, peuvent-ils succéder à la roue et au bûcher ? Et comment érige-t-on les *armes de France* au même endroit où trois jours auparavant l'échafaud dégouttait du sang du crime ? »<sup>122</sup> Cependant, ce dont témoigne également la réaction de Mercier, sans doute involontairement, c'est d'une certaine conception de l'espace urbain qui n'est peut-être pas, après tout, si éloignée de celle des autorités.

À la fois cause et conséquence, la réorganisation des institutions parisiennes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle témoigne de l'élaboration progressive d'une nouvelle conception de l'espace urbain. En effet, la ville, moins traversée de juridictions concurrentes, est de plus en plus pensée comme un espace uniformisé et moins comme une succession discontinue de lieux symboliques à conquérir. Davantage conçu comme un territoire homogène, organisé depuis un centre et dans lequel il est possible de distribuer de manière « utile » les usages et les fonctions, l'espace urbain est l'objet d'une réorganisation. Des lieux comme la Grève, dont la puissance symbolique tient justement à leur hybridité et à leur polysémie, sont ainsi ouverts à la recomposition<sup>123</sup>. Il ne s'agit pas de prétendre ici qu'on attribue alors une valeur égale à

<sup>122</sup> Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, op. cit., chapitre 223, p. 561. Mercier souligne.

<sup>123</sup> Cette transformation doit être inscrite dans la longue durée. Sur l'utilisation de lieux hybrides pour les spectacles à la fin de l'époque médiévale, on consultera Lawrence M. Bryant, « Configurations of the Community in Late Medieval Spectacles : Paris and London during the Dual Monarchy », Barbara A. Hanawalt et Kathryn L. Reyerson (dir.), *City and Spectacle in Medieval Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, p. 3-33.

tous les lieux ; évidemment, certains sites retiennent une charge symbolique plus forte que d'autres et continuent de ponctuer la ville. La Grève est un de ceux-là et j'aborderai, dans le cinquième chapitre, l'appropriation symbolique dont elle est l'objet. Cependant, l'affirmation d'une nouvelle vision de la ville comme un espace uniforme, organisé depuis un centre, incite à repenser les usages et les fonctions de cette place. L'action des autorités va donc dans le sens d'une spécialisation des espaces urbains, comme le révèle la réflexion qui entoure l'organisation des spectacles publics à la Grève. Cette réflexion, où convergent des préoccupations esthétiques, symboliques, sécuritaires et fonctionnelles, amène à reconsidérer les sens et les usages d'un lieu symbolique et rejoint celle que poursuivent, à la même époque, les aménageurs.



## CHAPITRE IV

### IMAGES DÉCALÉES : PLANS ET PROJETS D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE GRÈVE AU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

Les spectacles publics sont des occasions pour les autorités d'investir l'espace urbain. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces mises en scène, leur organisation et leur supervision témoignent des rapports changeants que les pouvoirs publics nouent avec un espace urbain lui-même en mouvement, constamment redéfini par l'action. La ville est alors de plus en plus conçue comme un espace rationnel au sein duquel s'articulent entre elles des zones fonctionnelles et des lieux plus spécialisés. La mise en scène d'une grande fête ou d'une réjouissance publique constitue un moment de cette réflexion. Les décors élevés dans la Grève en 1749 et 1782, notamment, montrent que les architectures éphémères peuvent parfois servir à tester et à mettre à l'épreuve des configurations qui s'inscrivent pleinement, par ailleurs, dans une réflexion plus large sur l'aménagement du lieu<sup>1</sup>. Nourrie par les expériences scénographiques des fêtes, la réflexion sur l'aménagement de la place au XVIII<sup>e</sup> siècle les dépasse et interroge tous les sens et les usages de cette place caractérisée par la mixité de ses fonctions. Si cette hybridité a pu être perçue comme un signe de vitalité et de prospérité au cours des siècles précédents, elle est de plus en plus remise en question au XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors qu'on réfléchit au redéploiement possible de certaines fonctions dans la ville, la Grève, un lieu chargé et tendu, pose des problèmes concrets aux aménageurs : Quel sens donner à la place ? Quels usages permettre et comment les hiérarchiser ? Comment « reformer » la Grève pour qu'elle remplisse adéquatement sa fonction ? On le devine, ces questions suscitent toute une gamme de réponses.

---

<sup>1</sup> Ma réflexion sur cette question rejoint celle d'Éric Monin, « The Speculative Challenges of Festival Architecture in Eighteenth-Century France », Sarah Bonnemaïson et Christine Macy (dir.), *Festival Architecture*, New York, Routledge, 2008, p. 155-180.



Qu'ils soient plus ou moins ambitieux, tous les aménageurs qui s'intéressent à la Grève ont à se prononcer sur la situation de l'hôtel de ville. Faut-il ou non conserver l'hôtel de ville dans la place ? Quelles sont les conséquences, pour les sens et les usages de la Grève, de l'un ou de l'autre choix ? À la réponse donnée s'articulent ensuite des hiérarchies d'usages, des définitions de ce qui est convenable ou pas, souhaitable ou non. Édifice représentatif de la cité, la question de son emplacement, de son agrandissement et de sa reconstruction est souvent posée au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'autant plus que la maison commune construite sur la place de Grève inspire des sentiments mitigés aux Parisiens dès le XVII<sup>e</sup> siècle, quelques décennies seulement après avoir été complétée<sup>2</sup>.

En 1684, Germain Brice, auteur d'un guide maintes fois réédité, note que « l'Architecture se sent encore un peu du gothique », les proportions n'ayant pas reçu tout le soin et l'exactitude qu'on pouvait désirer à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. L'édifice vieillit mal et, au milieu du siècle suivant, l'appréciation générale devient carrément négative alors que se précisent les angles de la critique. La neuvième édition du guide de Brice, publiée au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, rend compte de cette évolution. Dans l'article refondu consacré à la place de Grève et à l'hôtel de ville, l'architecture de la maison commune est alors qualifiée de proprement « barbaresque »<sup>4</sup>. Le jugement, sévère, s'appuie sur plusieurs observations nouvelles. On dénonce l'attique « chargé de diverses sculptures dessinées sans goût & sans régularité, & exécutées très-grossièrement » et la cour, trop petite, entourée d'arcades « dont

---

<sup>2</sup> Commencé au XVI<sup>e</sup> siècle, l'hôtel de ville n'est terminé qu'en 1628. D'abord ordonnée par François I<sup>er</sup>, la construction de la maison commune, dirigée par l'architecte italien Dominique de Cortone, est interrompue puis laissée en plan pendant de nombreuses années durant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, à une époque où les guerres civiles drainent les ressources humaines et matérielles de la capitale. Sur la construction de l'hôtel de ville de Paris et son architecture, on consultera Cathryn Pauline Steeves, *The Hôtel de Ville of Paris: The Architecture, Urbanism and Politics of Francois I*, thèse de doctorat (histoire de l'architecture), Columbia University, 1996.

<sup>3</sup> Germain Brice, *Description nouvelle de ce qu'il y a de plus remarquable dans la ville de Paris*, Paris, Chez Nicolas Le Gras, 1684, p. 169.

<sup>4</sup> Germain Brice, *Description de la ville de Paris et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, reproduction en fac-similé de la 9<sup>e</sup> édition (1752), Genève, Droz, Paris, Minard, 1971, p. 121. L'ouvrage de Brice a été édité 9 fois entre 1684 et 1752 (sans compter les réimpressions et contrefaçons). La dernière édition mise au point par l'auteur avant son décès est celle de 1725.

l'ordonnance est d'un dessein peu agréable et d'une maçonnerie fort lourde »<sup>5</sup>. On condamne également l'orientation fâcheuse du bâtiment dont l'effet, en plus d'obstruer la façade de l'église Saint-Jean-en-Grève, est de réduire d'au moins un tiers la superficie de la place. Entre la première et la neuvième édition de la *Description* de Brice, l'hôtel de ville et la place sur laquelle il s'ouvre n'ont pourtant pas changé<sup>6</sup>.

Toutefois, si la topographie change peu, les propositions pour réaménager la place de Grève et pour reconstruire, agrandir ou déplacer l'hôtel de ville se multiplient pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. L'histoire de l'aménagement d'un lieu, de son organisation stratégique par les acteurs, ne saurait donc se limiter aux seules formes effectivement réalisées. Pour comprendre comment s'est construit l'imaginaire de la Grève, les projets comptent autant, sinon plus, que les aménagements achevés. C'est à travers eux, aussi divers soient-ils, que ce chapitre entend rendre compte de la fertilité de l'imaginaire du lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle. De leur examen émerge non pas *une* représentation, mais plutôt une série d'images décalées, où pointent, il est vrai, quelques notes dominantes. Dès la fin des années 1730, trois options sont examinées qui supposent toutes des interventions plus ou moins importantes sur la forme urbaine et des modifications du sens et des usages du lieu : 1- la construction d'un nouvel hôtel de ville ailleurs dans la capitale, 2- l'agrandissement de l'hôtel de ville existant et la réorganisation de la place en fonction de celui-ci et 3- la translation des bureaux de la Ville au Louvre. Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les aménageurs continuent d'étudier ces trois possibilités dont chacune est à l'origine d'un certain nombre de déclinaisons. Pendant ce temps, la Grève est constamment repensée, redessinée. Le décalage entre ces différentes

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 121, 123 et 127.

<sup>6</sup> La parution de la *Description* de Brice n'est sans doute pas étrangère au contexte de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un moment fort du développement urbain parisien. Le premier « plan projet » de Paris, dessiné par Pierre Bullet et François Blondel, montre quelques-unes des transformations alors envisagées. Les plus frappantes sont sans doute la démolition projetée des anciens remparts qui ceinturent la ville et l'aménagement, à leur place, de boulevards plantés. Pierre Bullet et François Blondel, *Plan de Paris [...] contenant l'état présent de la Ville de Paris et les ouvrages qui ont été commencés par les ordres du Roi et qui peuvent être continués pour la commodité publique*, 1676, AN Seine I 50. Dès la première édition de son ouvrage, Brice ne manque pas de signaler la construction récente, entreprise sous la prévôté de Claude LePelletier, « d'un très-beau Quay de pierre de Taille » qui rend l'entrée de la place de Grève plus commode. Germain Brice, *Description nouvelle...*, *op.cit.*, p. 170-171. La construction de ce quai et son prolongement, à la fin du siècle suivant, sont les plus importantes transformations topographiques à survenir à la Grève sous l'Ancien Régime.

images permet de juger des fluctuations du sens d'un lieu tour à tour mis au service de la Ville, du Roi ou des communautés d'arts et métiers. La diversité, l'écart et la concurrence des propositions pour un site dont la charge symbolique demeure équivoque pendant tout le siècle comptent pour beaucoup dans les hésitations et les échecs successifs des différents projets. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la place résiste aux tentatives de réaménagement. En rupture avec les exigences de l'urbanisme du siècle, la Grève survit donc dans une forme archaïque qui est perçue avec une acuité grandissante comme un danger pour l'organisme urbain.

#### **4.1 L'embellissement et ses contraintes au XVIII<sup>e</sup> siècle**

Les propositions pour la Grève participent activement aux débats sur l'embellissement de la capitale et s'inscrivent dans une pensée sur la ville où interviennent à la fois des considérations fonctionnelles, esthétiques et symboliques. La notion d'embellissement précède et annonce celle d'urbanisme qui, dans son acception la plus large et celle du langage courant, recouvre toute action consciente visant à concevoir, organiser, aménager ou transformer l'espace urbain. Elle se raccroche, d'une part, à une certaine représentation de la ville idéale et, d'autre part, à une certaine idée des moyens propres à la réalisation, totale ou partielle, de ce modèle. Or, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la représentation de la ville idéale évolue et le contenu de la notion d'embellissement change avec elle, même si elle ne donne pas lieu, comme au siècle suivant, à une transformation radicale du tissu urbain. À la notion classique d'embellissement, qui considérait la cité comme un espace clos, site de magnificence et de splendeur, se substitue en effet une vision de la ville davantage conçue comme un espace ouvert et dynamique qui doit avant tout être pratique, utile et sécuritaire<sup>7</sup>. Ce passage d'un modèle de ville idéale à l'autre est progressif et, pendant une bonne partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, la notion d'embellissement demeure plurielle. Ainsi, si l'évolution s'inscrit bien dans un flux, plusieurs significations demeurent vivantes, exprimées ou latentes, jusqu'à la fin du siècle. Selon le moment et l'auteur, l'embellissement désigne soit l'ornementation de la ville par de beaux édifices, ce que certains ont désigné par l'expression « urbanisme de décoration », soit l'action progressive des administrations royale et municipale qui, en utilisant les intérêts privés et en les canalisant par une réglementation mise au point peu à

---

<sup>7</sup> Nicholas Papayanis, *Planning Paris before Haussmann*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004, p. 16.

peu, réussissent à prévoir des voies plus larges ou à aligner les constructions dans le cadre de plans généraux de plus en plus rigoureux et précis qui annoncent déjà l'aménagement global du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Dans tous les cas, les plans d'embellissement sont réunis par un objectif commun : corriger les défauts d'une ville jugée confuse et désordonnée et proposer des solutions concrètes pour y parvenir. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'embellissement est une notion riche qui forme un pan important de la pensée sur la ville. Elle dépasse largement l'esthétique, auquel le terme renvoie, et intéresse également l'aménagement global de la ville, la distribution équilibrée des activités dans l'espace, les infrastructures, l'ordre et la sécurité, la santé publique et le commerce<sup>9</sup>.

Atout sur le plan symbolique, la situation de la Grève au centre de la ville peut devenir une contrainte importante lorsqu'il est question d'aménagement. Située au cœur d'un quartier ancien, densément peuplé, la place est entourée d'un labyrinthe de petites rues étroites et d'habitations serrées. La finesse du parcellaire qui entoure la place, et par conséquent le grand nombre de propriétaires à indemniser lors d'une opération d'aménagement, peut devenir un obstacle majeur à l'exécution des travaux. À chaque fois qu'elle réalise un projet d'utilité publique, la Ville doit évaluer, à la pièce, les répercussions sur les tiers afin de fixer le niveau des compensations puisqu'il n'existe pas, sous l'Ancien Régime, de politique large

---

<sup>8</sup> Michel Fleury et François Monnier, « L'urbanisme éclairé à Paris : Aménagement et législation de Louis XIV à la Révolution », *Cahiers du CREPIF*, 12 (septembre 1985), p. 58 ; Béatrice de Andia, « L'apport des Lumières », Michel Le Moël (dir.), *L'Urbanisme parisien au siècle des Lumières*, Paris, Action Artistique de la ville de Paris, 1997, p. 22-26. Cette idée d'un urbanisme à double-face dans la ville du XVIII<sup>e</sup> siècle est également présente chez Pierre Lavedan, *Nouvelle histoire de Paris. Histoire de l'urbanisme à Paris*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Hachette, 1993 et chez Daniel Roche, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981, p. 33-34. Voir également la notion d'urbanisme « frôleur » développée par Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire de la France urbaine : La Ville des temps modernes, de la Renaissance à la Révolution*, Paris, Seuil, 1998, p. 439-476, qui se rapproche de la notion d'urbanisme des particuliers décrite par D. Roche. Voir également Jean-Yves Sarazin, *Rêves de capitale : Paris et ses plans d'embellissement*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2002, p. 6-13.

<sup>9</sup> Jean-Louis Harouel, *L'embellissement des villes. L'urbanisme français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Picard, 1993 ; David Garrioch, *The Making of Revolutionary Paris*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 207-236 ; Nicholas Papayanis, *Planning Paris...*, *op. cit.*, p. 13-61 ; Vincent Milliot, « Une ville malade de son espace ? Paris et le lieutenant général de police Lenoir (1775-1785) », Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Grâne, Créaphis, 2005, p. 32-41.

d'expropriation comme ce sera le cas au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. En plus de ralentir l'exécution des travaux en raison du processus de négociation par lequel elle s'ouvre, l'indemnisation des propriétaires lésés augmente évidemment considérablement les coûts de telles entreprises<sup>11</sup>.

La diversité des acteurs impliqués et la tutelle exercée par la Couronne sur la Ville compliquent également l'action de cette dernière. Le souci du prestige de la ville n'est pas étranger aux interventions fréquentes de la monarchie en matière d'urbanisme sous l'Ancien Régime. Capitale du royaume, Paris est soustraite à l'autorité de l'intendant de la Généralité et relève du secrétaire d'État à la Maison du Roi, le ministre de Paris<sup>12</sup>. Quant au contrôle des finances de la Ville, il est exercé directement par le contrôleur général. Par ses décisions souveraines, le roi se sert des finances de la Ville pour mettre en œuvre sa propre politique d'urbanisme qui, si elle peut parfois s'accorder aux vues des édiles, n'y correspond cependant pas toujours. Le gouvernement intervient donc à la fois en amont et en aval des opérations d'urbanisme : il participe à la définition des projets et, par la tutelle qu'il exerce sur les finances de la Ville, intervient dans leur réalisation<sup>13</sup>. L'autonomie réduite de la Ville ne

---

<sup>10</sup> Malgré l'absence de loi ou de règlement, l'expropriation pour cause d'utilité publique est couramment pratiquée sous l'Ancien Régime. Il s'agit à chaque fois d'opérations individuelles. Sur cette question, voir François Monnier, *Les marchés de travaux publics dans la généralité de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1984, p. 279-348. Sur l'expropriation, on pourra également consulter J.-C. Mestre, « L'expropriation face à la propriété du Moyen Âge au Code Civil », *Droits. Revue française de théorie juridique*, I (1985), p. 51-62.

<sup>11</sup> Des recherches ont déjà été effectuées sur les coûts relatifs à l'indemnisation des propriétaires lors de la construction des quais dans l'île de la Cité à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Réalisée sur un tissu urbain comparable à celui entourant la place de Grève, cette opération peut servir de point de comparaison et d'indicateur utile pour saisir les implications financières des projets d'aménagement. À cet égard, on consultera notamment Taxil, « Une opération de voirie au XVIII<sup>e</sup> siècle. Démolition des maisons construites sur les ponts de Paris et établissements de quais en bordure de la Seine » *Commission du Vieux-Paris*, 1909, p. 5-6 et 19-23; Jeanne Pronteau, « Recherches sur les travaux d'urbanisme à Paris du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », *Annuaire IV<sup>e</sup> section EPHE*, 1971-1972, p. 471-480 et 1972-1973, p. 477-490 ; Isabelle Backouche, *La trace du fleuve. La Seine et Paris (1750-1850)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000, p. 226-238.

<sup>12</sup> Sauf durant la période 1749-1757, pendant laquelle la capitale passe sous l'autorité de Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, secrétaire d'État à la guerre.

<sup>13</sup> On trouvera une présentation du rôle et des pouvoirs des institutions qui interviennent dans l'urbanisme de la capitale dans l'ouvrage de Jean-Louis Harouel, *L'embellissement des villes. L'urbanisme français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Picard, 1993, p. 148-186. Sur la tutelle des finances de la Ville, Jean-Lucien Gay, « L'administration de la capitale entre 1770 et 1789. La tutelle de la royauté et ses limites », *Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de*

signifie pas qu'elle soit dépourvue de tout moyen de résistance ou d'action, mais cela suppose que, pour une opération majeure comme le réaménagement de la Grève ou la construction d'un nouvel hôtel de ville, elle doit accorder son agenda à celui du souverain.

#### 4.2 Les premiers projets : années 1730-1740

C'est principalement à travers l'œuvre de Pierre-Alexis Delamair que sont aujourd'hui connus les premiers projets de réaménagement de la Grève au XVIII<sup>e</sup> siècle. Architecte de renom au service des princes sous Louis XIV et au début de la Régence, Delamair est l'auteur de quelques travaux restés manuscrits dans lesquels il aborde la question des embellissements<sup>14</sup>. Son ouvrage principal, *Le livre des embellissements* (1731), est malheureusement disparu dans l'incendie de l'hôtel de ville en 1871. Son contenu est aujourd'hui partiellement connu par les autres manuscrits de l'architecte qui ont été conservés<sup>15</sup> et par la procuration imprimée qui le résume<sup>16</sup>. Delamair le décrit comme un livre volumineux, accompagné de planches et présentant une vingtaine de projets pour différents sites de la capitale. Esquissé dès 1693 lorsque son auteur, spectateur de la procession de la châsse Sainte-Geneviève, est frappé par la « multitude innombrable du peuple » et les

---

*l'Île-de-France*, 9 (1957-1958), p. 283-363 et Yves-Noël Genty, *Le domaine de la ville de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

<sup>14</sup> Sur Delamair, on consultera Nicolas Lemas, « Le temps des projets. Poncet de La Grave, Delamair ou l'impensé de l'urbanisme au siècle des Lumières », *Histoire urbaine*, 5 (2002), p. 43-65 ; Sophie Descat, « Pierre-Alexis Delamair et l'embellissement de Paris », Michel Le Moël (dir.), *L'urbanisme parisien au siècle des Lumières*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1997, p. 50-57.

<sup>15</sup> La Bibliothèque de l'Arsenal conserve deux manuscrits de Delamair : *La Pure Vérité*, 1737 (Ms 3054) et *La Porte d'honneur*, 1738 (Ms 2912). *La Pure Vérité* est un manuscrit de près de 300 pages dans lequel Delamair expose ses récriminations contre le Bureau de la Ville (avec lequel il entretient un long litige), résume son *Livre des embellissements* et propose un moyen pour faire graver celui-ci sans qu'il en coûte trop cher. La partie principale de l'ouvrage est une réflexion théorique sur les abus introduits dans l'architecture française. *La Porte d'honneur* s'attache à présenter les projets de Delamair pour le réaménagement de l'hôtel de ville. Enfin, un troisième manuscrit, *Le livre de la démonstration*, appartient à une collection privée et je n'ai pu le consulter.

<sup>16</sup> Accablé par la faiblesse de sa vue, Delamair désigne sa femme comme procuratrice en 1731. Le fonds Joly de Fleury conserve une copie imprimée de cet acte notarié, *Procuration curieuse du Sieur Pierre-Alexis Delamair, architecte à Paris*, passé devant Rabouine et Prévost le jeune en mars 1731. En plus de désigner sa femme comme procuratrice et d'indiquer les volontés de l'architecte relativement à l'éducation de son fils, la pièce résume les différents projets proposés par Delamair pour Paris. BnF, JF, 283, f<sup>os</sup> 293-295.

inconvenients que posent la petite place du parvis Notre-Dame et les rues étroites de la Cité, les projets qu'il présente ont pour dessein de « dégager le centre étouffé de Paris »<sup>17</sup>. L'ouvrage témoigne bien la recomposition de la notion d'embellissement à l'œuvre à l'époque. Si l'auteur entend proposer des moyens concrets pour recomposer le centre de la capitale, il le fait en juxtaposant des projets qui concernent, le plus souvent, des bâtiments de prestige dont il s'agit de dégager les façades. Pourtant, dans le *Livre des embellissements*, ce n'est pas l'architecture qui constitue le principal objet de Delamair, mais bien le remodelage du tissu urbain<sup>18</sup>. L'un des projets d'envergure de l'architecte, la construction d'un nouvel hôtel de ville à la tête du Pont-Neuf, est repris puis minutieusement décrit dans *La Porte d'honneur*. Ce dernier ouvrage, conçu pour être une démonstration irréfutable de la qualité de sa proposition, présente également deux projets d'embellissement pour la place de Grève : l'un dont Delamair est lui-même l'auteur et qu'il faudrait, selon lui, privilégier advenant que l'on ne puisse construire un nouveau bâtiment au Pont-Neuf, et un autre qu'il attribue au Bureau de la Ville.

Le projet privilégié par Delamair est ambitieux (figure 4.1). Outre la construction d'un nouvel hôtel de ville, il prévoit l'aménagement d'une « place de France » au milieu du Pont-Neuf et l'érection d'une statue de Louis XV au côté de celle de Henri IV. La construction de quais, la symétrisation des arches du pont, l'installation de bains publics et de pompes complètent ce programme.

---

<sup>17</sup> Ars., Ms 3054, p. 28-29. Le contexte d'élaboration de cet ouvrage me permet d'insister à nouveau sur les liens étroits et les échanges nombreux qui existent au XVIII<sup>e</sup> siècle entre les réflexions sur l'aménagement des espaces festifs et cérémoniels et la réflexion sur l'embellissement de la ville. Sur cette question, voir Éric Monin, « The Speculative Challenge... », *loc. cit.*

<sup>18</sup> Nicolas Lemas, « Le temps des projets... », *loc. cit.*, p. 47.

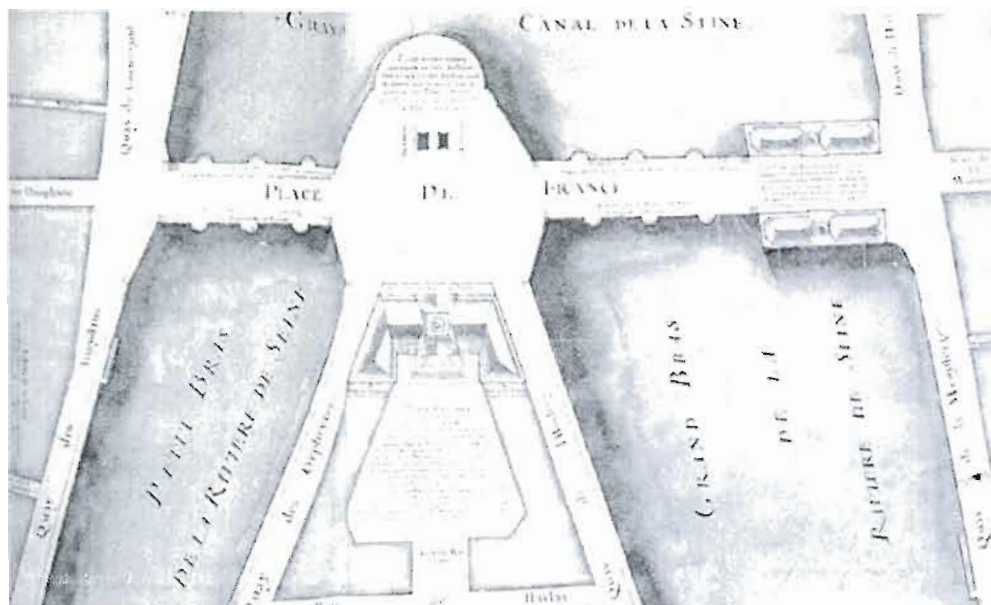


Figure 4.1 : Pierre-Alexis Delamair, Projet d'un nouvel hôtel de ville au milieu du Pont-Neuf, 1738.

Selon Delamair, des travaux d'une telle envergure s'imposent. Ce serait la seule vraie solution aux problèmes posés par la situation d'alors de l'hôtel de ville auquel on ne peut, assure l'architecte, procurer des agrandissements suffisants et satisfaisants. Même en conservant l'ancien bâtiment, les travaux ne pourraient être réalisés sans un dérangement notable du commerce et sans engager des sommes d'argent aussi considérables que celles exigées par une construction neuve. Surtout, prévient-il encore, la place de Grève demeurerait toujours un endroit aussi défavorable et indigne de la maison commune d'une capitale comme Paris<sup>19</sup>. Rien ne trouve grâce à ses yeux dans la disposition des lieux :

cet Hôtel de Ville d'apresent [...] est fort indecemment et presque ignominieusement scitué dans une Place ou on fait très frequemment mourir les Scelerats : c'est-à-dire qu'on y voit presque tous les jours ce qu'il y a de plus indigne dans le caractère de l'humanité, comme de plus affreux dans ses actions. Qu'outre le mauvais goust de l'Architecture de Cretonne qui a conduit la façade de cet Edifice, ainsi que la petitesse de sa Cour, son peu de lumière, et la Ridiculle hauteur de son plain pied (où il faut aussi peu dignement qu'incommodément monter un tres grand nombre de marches). C'est que d'ailleurs sa disposition déffavorable, qui ne fait point face à la Riviere, se trouve notablement accrüe par sa scituation dans une Place beaucoup trop

<sup>19</sup> Ars., Ms 2912, p. 2.



petite pour les ceremonies des Fêtes publiques d'une aussi grande Ville que Paris. Car du milion de ses habitans, il y en tient a peine 25 mil sans s'étouffer.<sup>20</sup>

La possibilité d'aménager un lieu prestigieux, mieux conçu pour les fêtes publiques données par la municipalité est au cœur du projet de Delamair pour le Pont-Neuf. Ce projet s'inscrit dans son ambition, plus grande encore, de réunir les trois îles de la Seine et d'en faire le véritable foyer de la ville. En construisant l'hôtel de ville à proximité de la cathédrale Notre-Dame et du Palais de Justice, Delamair souhaite concentrer dans cette nouvelle « île de Paris » toutes les cérémonies publiques de la capitale<sup>21</sup>. D'abord caractérisée par la « descence si convenable du lieu », la nouvelle localisation offrirait un point de vue exceptionnel, une vaste étendue et la faculté de placer près de 500 000 spectateurs aux abords<sup>22</sup>. La possibilité de faire de ce site un lieu fonctionnel pour les fêtes est le principal argument avancé par l'architecte. C'est celui-ci qui se retrouve au cœur de la « table curieuse » que dresse Delamair et au moyen de laquelle il compare les avantages respectifs des trois projets qu'il présente dans son manuscrit (Tableau 4.1). Il y compile les données relatives aux superficies découvertes par chacun des projets et au nombre de spectateurs, à pied et en chambre, qu'il serait possible d'accueillir dans chaque cas. Alors qu'il évalue à un peu plus de 23 000 le nombre de spectateurs pouvant profiter d'un spectacle à la Grève dans son état actuel, son projet de place de France au milieu du Pont-Neuf multiplierait par 20 le nombre des spectateurs potentiels. En admettant que l'on démolisse les maisons sur les ponts, comme il le suggère dans son *Livre des embellissements*, ce nombre pourrait même grimper jusqu'à 725 000 spectateurs<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> Ars., Ms 3054, p. 89. L'auteur surestime la population de la capitale. Bien qu'elle demeure difficile à évaluer, Paris comptait plus vraisemblablement environ 500 000 habitants au début du siècle et entre 600 000 et 700 000 habitants à la fin de l'Ancien Régime. Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 22.

<sup>21</sup> Ars., Ms 2912, p. 57-59. Il est intéressant de noter que Delamair compte, au nombre des cérémonies publiques, les lits de justice qui ont lieu au Palais et les obsèques qui se font à Notre-Dame.

<sup>22</sup> Ars., Ms 3054, p. 90.

<sup>23</sup> Ars., Ms 2912, p. 27.

**Tableau 4.1**

**La « table démonstrative et curieuse » de Pierre-Alexis Delamair, ou les avantages respectifs de trois projets d'hôtels de ville**

Considérations Réciproques de l'Ancien & du Nouveau Monument a divers égards. Sçavoir, Par rapport à l'ancien Hôtel de Ville en Grève.	I. Espaces ou Découvertes totalles de veües réduites en Toises quarrées	II. Dans quoy il se trouve de terrain pour les Spectateurs à pied réduit aussi en toises quarrées	III. Ce qui à raison de 9 personnes par toises, fait pour la quantité de cette sorte de Spectateurs	IV. Plus de façades de maisons pour les Spectateurs en Chambres pareillement réduites en toises quarrées	V. Évaluées (tout compensé) a raison de 2 personnes par toise, ce qui fait pour la quantité de ces spectateurs en chambre	VI. Partant cela fait pour le totale de tous les divers Spectateurs de chaque Monument	VII. Dépense de chaque projet
Considéré dans son état présent	5 000	2 200	19 800	1 800	3 600	23 400	
Considéré suivant le projet du Bureau [pour la Grève]	10 000	3 400	30 600	1 800	3 600	34 200	Un prix quelconque
Considéré suivant le projet de l'Autheur [pour la Grève]	40 000	12 400	111 600	11 500	23 000	134 600	Le Même
Et Par rapport à l'Hôtel de Ville au Pont neuf Considéré dans l'état présent du lieu	150 000	50 000	450 000	15 000	30 000	480 000	Le Même
Considéré après le débouchement des ponts	150 000	75 000	675 000	25 000	50 000	725 000	Le Même

À cet ambitieux projet se greffe, comme en creux, celui d'abandonner la Grève à sa véritable fonction « c'est à dire, pour le Commerce ainsi que pour faire justice ». Pour rendre la place encore plus adéquate à l'usage qu'on en fait, Delamair suggère même d'y construire à cet effet « une platte forme élevée en pierre pour servir d'échafaut patibulaire et permanent comme dans la Place d'Aix en Provence »<sup>24</sup>. Pour financer la nouvelle construction de la place Dauphine, il propose en outre de vendre l'hôtel de ville de la Grève au plus offrant, à des négociants ou à d'autres<sup>25</sup>.

Faute de documentation suffisante, on sait aujourd'hui peu de choses quant à la réception des idées de Delamair. Aucun de ses projets n'a vu le jour et Delamair n'a jamais réussi à publier son *Livre des embellissements*, malgré son acharnement à le faire ; cela constitue peut-être un indice de l'accueil qui lui a été réservé. Cependant, il demeure difficile de savoir comment fut reçu l'ouvrage puisqu'on ne connaît aujourd'hui que la version donnée par Delamair lui-même. Son manuscrit circulait vraisemblablement dans les cercles d'amateurs du temps. Il a peut-être inspiré Juste-Aurèle Meissonnier qui propose lui aussi, à peu près à la même époque, la construction d'un hôtel de ville à la place Dauphine<sup>26</sup>. Outre les amateurs, Delamair affirme pour sa part avoir présenté ses projets aux autorités municipale et royale<sup>27</sup>. Si les archives municipales ne conservent pas de trace des entretiens en question, et même s'il peut paraître curieux que Delamair ait continué d'envoyer à la Ville ses manuscrits malgré le « déni de justice » dont il disait être l'objet, il est toutefois fort probable que la municipalité ait eu connaissance de ses idées sur l'embellissement de la capitale<sup>28</sup>. L'un de ses manuscrits, *Le livre de la démonstration*, faisait possiblement partie de

---

<sup>24</sup> Ars., Ms 2912, p. 22.

<sup>25</sup> Ars., Ms 3054, p. 89-90.

<sup>26</sup> La BnF conserve dans le recueil Meissonnier une élévation géométrale et une coupe d'un hôtel de ville à construire à la place Dauphine. BnF, Estampes, Res-B 6 (4) Meissonnier, planches 74 et 75. On trouvera une discussion détaillée des projets de réaménagement de la place Dauphine dans Joerg Garms, « Projects for the Pont Neuf and Place Dauphine in the First Half of the Eighteenth Century », *Journal of the Society of Architectural Historians*, 26, 2 (1967), p. 102-113.

<sup>27</sup> Delamair soutient ainsi avoir d'abord communiqué au prévôt des marchands Michel-Étienne Turgot son *Livre des embellissements*, puis l'avoir présenté au roi en mars 1731, avant de le renvoyer, une seconde fois, au prévôt des marchands. Ars., Ms. 2912, p. iv-viii.

<sup>28</sup> Delamair est en conflit personnel avec le prévôt des marchands Michel-Étienne Turgot. Il a également plusieurs démêlés avec le Bureau de la Ville, contre lequel il entame des poursuites

la bibliothèque de la municipalité. Pierre-Louis Moreau-Desproux, maître des Bâtiments de la Ville, l'avait en tout cas en sa possession dans la seconde moitié du siècle<sup>29</sup>.

S'il est difficile de saisir exactement quelle a pu être l'appréciation par la municipalité du projet de Delamair, force est d'admettre que certaines de ses critiques à l'endroit de l'hôtel de ville et de la Grève étaient partagées par les édiles. Malgré un attachement sans doute réel à un bâtiment et à une place qui symbolisaient les anciennes libertés municipales, les officiers de la Ville jugeaient eux-mêmes très sévèrement l'hôtel de ville et la place sur laquelle il s'ouvrait. On sait que les critiques de Germain Brice à l'endroit de l'hôtel de ville étaient en partie partagées par l'administration du temps qui le percevait elle-même comme un bâtiment « étroit et resserré », chargé « d'ornemens gothiques »<sup>30</sup>. Il est vrai qu'à cette époque, les différents services municipaux étaient de plus en plus à l'étroit dans la maison commune qui répondait mal aux besoins d'une administration toujours croissante. Dans les années 1730, on avait d'ailleurs dû procéder à des réaménagements intérieurs pour rendre le bâtiment plus commode et plus fonctionnel et assurer la conservation des archives de la Ville<sup>31</sup>. Le manque d'espace obligeait également la municipalité à déboursier des sommes d'argent pour le logement de certains de ses officiers. En 1736, par exemple, la Ville se vit dans l'obligation de verser, en plus d'une indemnité de 6 000 livres, une allocation annuelle de 3 000 livres au procureur du Roi Antoine Moriau, en compensation du logement qu'il avait droit d'occuper dans la maison commune mais que l'on

---

judiciaires : il accuse le Bureau d'avoir retenu la délivrance d'un billet provenant du prince de Bavière jusqu'au moment de la banqueroute de Law, où le papier monnaie fut brutalement déprécié et le billet du prince réduit à rien. On trouvera une mise au point éclairante sur les rapports entretenus par l'architecte avec les autorités dans l'article de Nicolas Lemas, « Le temps des projets... », *loc. cit.*, p. 43-65.

<sup>29</sup> Sophie Descat, « Pierre-Alexis Delamair et l'embellissement de Paris », dans Michel Le Moél (dir.), *L'urbanisme parisien au siècle des Lumières*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1997, p. 51.

<sup>30</sup> AN, H 1858, Description du bal donné à l'hôtel de ville la nuit du 30 au 31 août 1739, f° 292r°. Il s'agit du bal donné à l'occasion du mariage de Madame Louise-Élisabeth, fille aînée du roi, avec Dom Philippe, infant d'Espagne.

<sup>31</sup> AN, H 1856, « Monsieur Turgot élu Prevost des Marchands et les ouvrages qu'il a fait faire pour l'embellissement du dedans de l'hôtel de Ville », f°s 326r°-329v°.

ne pouvait y aménager, faute d'espace<sup>32</sup>. Autant de bonnes raisons, donc, pour réfléchir au réaménagement de l'hôtel de ville et à sa situation.

Par ailleurs, le contexte était favorable au réaménagement de l'hôtel de ville et de la Grève. La décennie 1730 correspond en effet à la prévôté de Michel-Étienne Turgot (1729-1740). Crédité d'une saine gestion des finances de la Ville et de plusieurs réalisations heureuses<sup>33</sup>, il n'est pas exclu que l'homme ait voulu marquer son passage à la Ville par une réalisation symbolique importante. On sait par ailleurs que Turgot s'intéressait à la représentation de la ville, à l'image de la cité. Tous les historiens s'accordent pour voir dans le plan à vol d'oiseau de la capitale qu'il commande à Louis Bretez en 1734, et auquel son nom demeure attaché, une image manipulée pour plaire à la grande aristocratie<sup>34</sup>. Plusieurs chercheurs ont en effet souligné, entre autres caractéristiques, la forme archaïsante de ce plan et son orientation dépassée qui servent à donner une image positive de la réalité urbaine<sup>35</sup>. Considérée dans l'horizon de sa carrière, il est possible que le réaménagement de l'hôtel de ville et de la Grève ait été envisagé au nombre des stratégies susceptibles de le faire progresser. Qualifié par certains de dernier homme « de la Ville et du Roi » à occuper la prévôté avant que cette charge ne soit réservée à des « hommes du Roi »<sup>36</sup>, la prévôté de Turgot constitue un moment charnière des relations entre la municipalité et la Couronne. Sa

<sup>32</sup> AN, H 1856, « Jugement qui accorde à Monsieur le Procureur du Roy et de la Ville 6 000 livres pour indemnité à cause de sa non jouissance du droit de logement dans l'hôtel de Ville », f° 457r-463v. En 1788, l'allocation annuelle de 3 000 livres est doublée suite à la requête du procureur du Roi et de la Ville Éthis de Corny. AN, H 1959, pièces 393-395.

<sup>33</sup> Entre autres : la couverture du grand égout, la construction du quai de l'Horloge et celle de l'estacade de l'île Louviers.

<sup>34</sup> BnF Réserve, Gr. in-fol., Lk7-6014a-et-b, *Plan de Paris, commencé en l'année 1734. Dessiné et gravé sous les ordres de Messire Michel Étienne Turgot...*, s.l.n.d.

<sup>35</sup> Jean Boutier (dir.), *Les plans de Paris des origines (1493) à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude, carto-bibliographie et catalogue collectif*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2002, p. 252-256 ; Alfred Fierro et Jean-Yves Sarazin, *Le Paris des Lumières d'après le plan de Turgot (1734-1739)*, Paris, Éditions de la Réunion des Musées nationaux, 2005, p. 7-15. Peut-on y voir une stratégie similaire à celle, développée en contexte colonial, de la construction des édifices en fonction de leur représentation dans les portraits de ville ? Voir sur cette question l'ouvrage de Marc Grignon, *Loing du Soleil. Architectural Practice in Quebec City during the French Regime*, New York, Peter Lang Publishing, 1997.

<sup>36</sup> Laurence Croq, « La municipalité parisienne à l'épreuve des absolutismes : démantèlement d'une structure politique et création d'une administration (1660-1789) », *Id.* (dir.), *Le prince, la ville et le bourgeois*, Paris, Nolin, 2004, p. 190-191.

prévôté s'inscrit dans une période de bras de fer qui se joue entre le pouvoir royal et le pouvoir municipal et dont le second sortira largement diminué. Son arrivée à la tête de la Ville assure un soutien actif dans plusieurs dossiers au procureur du Roi Antoine Moriau, un administrateur zélé, voire tâillon, plusieurs fois en conflit avec le Bureau<sup>37</sup>. Un projet de réaménagement de la maison commune et de la place sur laquelle il s'ouvre aurait pu être une occasion d'associer plus étroitement, dans l'espace urbain construit, pouvoir royal et pouvoir municipal, et rendre visibles les transformations en cours dans la balance des pouvoirs.

À lire Delamair, sa proposition pour le Pont-Neuf s'éloignerait pourtant considérablement du projet alors privilégié par le Bureau. Plus modeste, le programme envisagé par les édiles est toutefois beaucoup moins satisfaisant aux yeux de l'architecte. S'appuyant sur « le bruit public » et « ce qu'on luy a raporté de plus vray semblable du Projet proposé par le Bureau de la Ville »<sup>38</sup>, Delamair insère dans son ouvrage sa propre interprétation du projet caressé par le Bureau (figure 4.2). Ce dessin constitue un bel exemple de ce que j'entends par « images décalées » : il est une représentation graphique, née de l'interprétation de son auteur, d'un autre plan auquel nous n'avons pas accès, lui-même issu d'une vision spécifique de la Grève. En outre, ce dessin sert explicitement de faire-valoir au troisième plan que Delamair insère dans son ouvrage et par lequel il expose ses propres vues pour la Grève.

---

<sup>37</sup> Isabelle Derens, « Un siècle d'édiles parisiens : Jean Beausire et sa lignée », Dominique Massounie, Pauline Prévost-Marcilhacy et Daniel Rabreau (dir.), *Paris et ses fontaines. De la Renaissance à nos jours*, Paris, Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 1995, p. 138. Représentant du pouvoir royal au sein du corps municipal, Antoine Moriau occupe la charge de procureur du Roi de 1722 à 1758. Dans un gros manuscrit intitulé *Mémoire de M. Moriau, Procureur du Roi et de la Ville, sur ses difficultés avec le Bureau de Ville* (AN, U\* 849), Moriau expose le laxisme du Bureau qu'il entend réformer. Il est alors non seulement en conflit avec les échevins, mais également avec le maître des Bâtiments de la Ville et le greffier. Il prend appui sur les prévôts des marchands Nicolas Lambert puis Michel-Étienne Turgot. Le Parlement a été saisi à différentes occasions des affaires qui opposaient le procureur du Roi au Bureau. On trouve ainsi dans les papiers du procureur général Joly de Fleury une copie du mémoire de Moriau, daté de 1731 (BnF, JF 1141). C'est également après avoir obtenu l'avis de plusieurs avocats au Parlement que Moriau présente au Bureau de la Ville son mémoire pour réclamer une indemnisation de logement, AN, H 1856, f<sup>os</sup> 457r<sup>o</sup>-463v<sup>o</sup>.

<sup>38</sup> Ars., Ms 2912, p. 8 et 5.

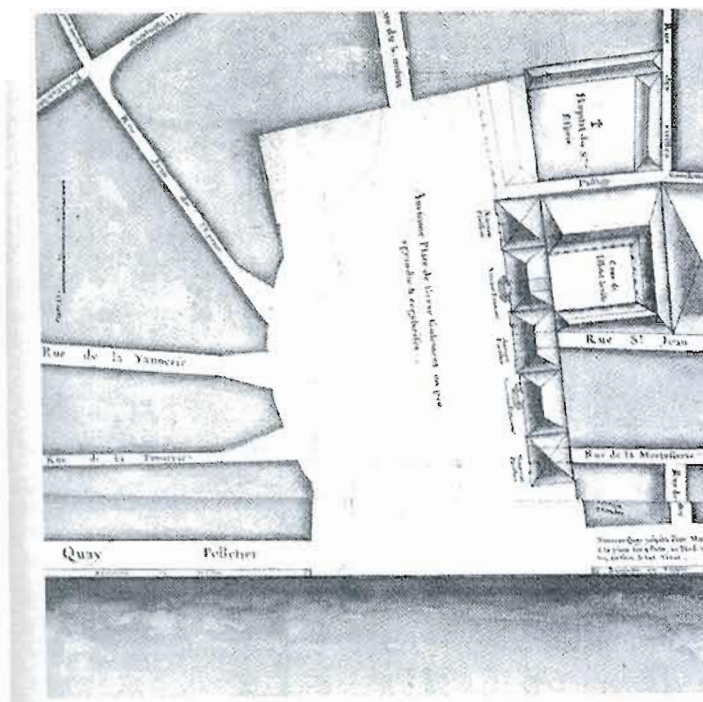
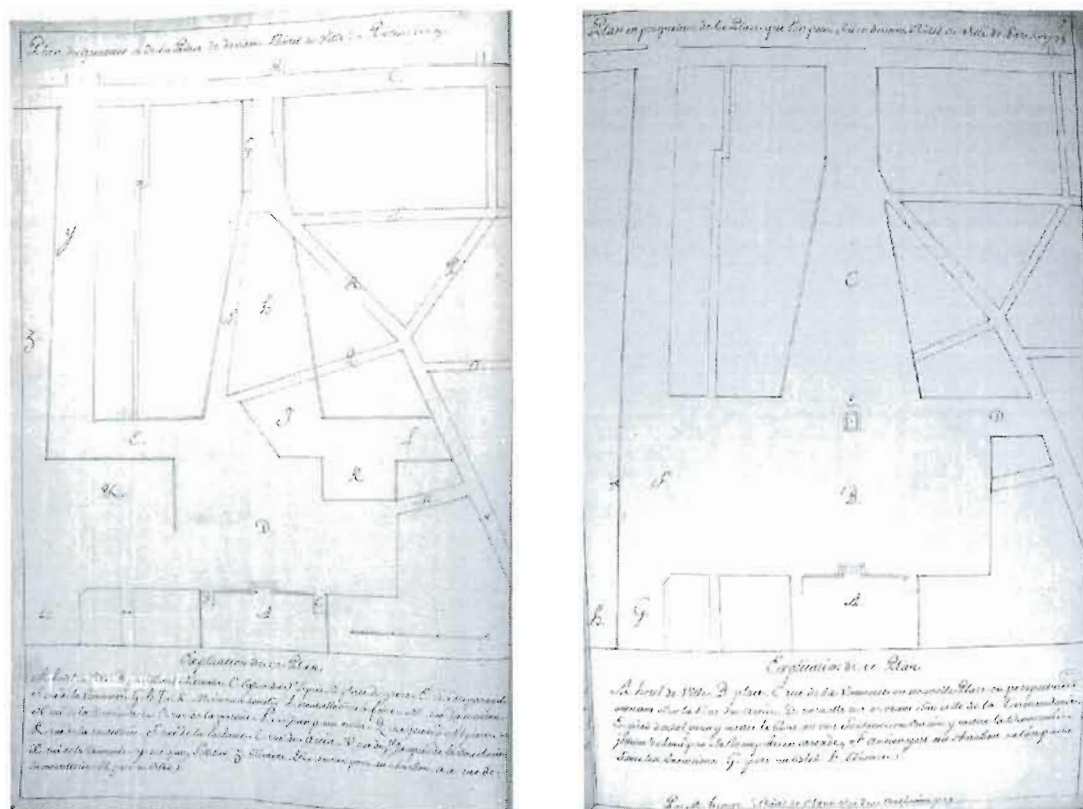


Figure 4.2 : Pierre-Alexis Delamair, Projet d'agrandissement de l'hôtel de ville à la Grève attribué au Bureau de la Ville, 1738.

Contrairement à Delamair, la Ville aurait privilégié l'agrandissement de l'hôtel de ville existant et la restructuration de la place de Grève en fonction de celui-ci. Prolongé dans son orientation originale, l'hôtel de ville est allongé par la construction d'un nouveau pavillon en arcade, symétrique au pavillon du Saint-Esprit, vis-à-vis la rue de la Mortellerie. Le pavillon et l'arcade Saint-Jean forment alors la partie centrale de l'édifice sur laquelle on a déplacé la campanile afin de respecter la symétrie. Le ravalement des façades permet d'uniformiser l'ensemble. La continuation du quai Pelletier jusqu'au Pont-Marie de même que l'alignement et la suppression d'une partie des maisons donnant sur la place augmentent enfin la superficie de la place tout en la régularisant.

S'il n'a pas été possible de retrouver la trace de ce projet dans les archives de la Ville, des plans dessinés à la même époque, aujourd'hui conservé à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris et portant des modifications similaires, tendent à confirmer que cette option était alors réellement considérée (figures 4.3 et 4.4).





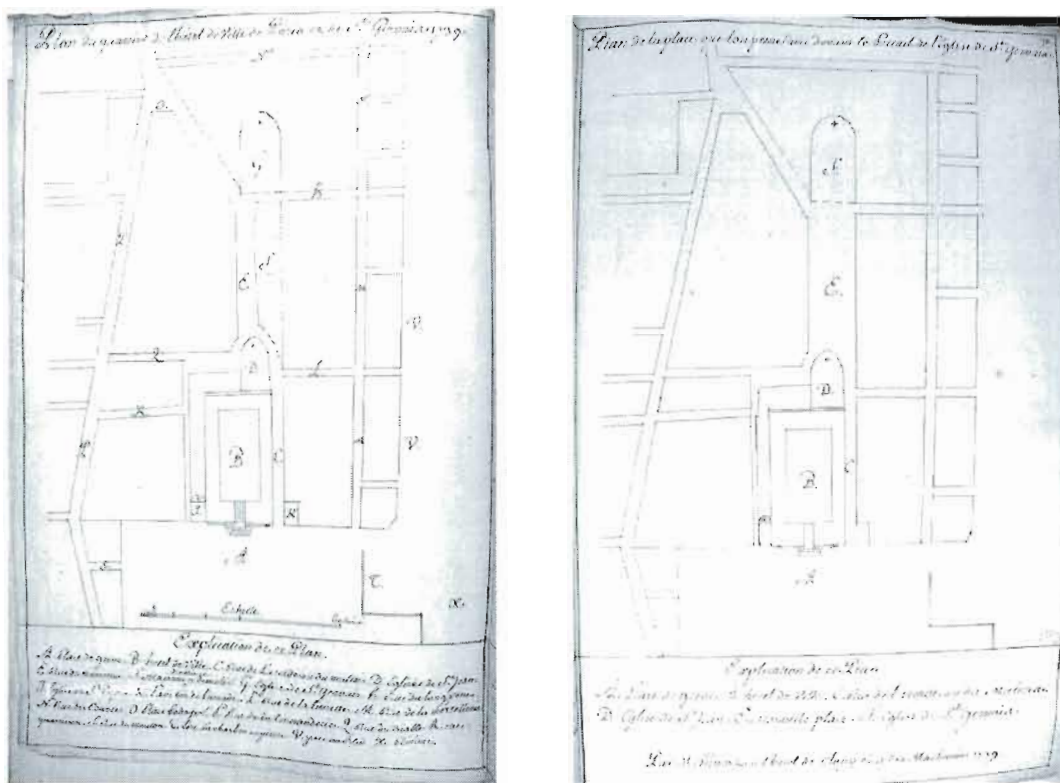
Figures 4.3 et 4.4 : Hivert, Plan de la Grève et de la place que l'on peut y aménager, 1739.

Les plans dessinés par un certain Hivert suggèrent en effet des solutions d'aménagement très voisines de celles qui auraient été alors considérées par le Bureau<sup>39</sup>. On y retrouve le même respect de l'orientation originale de l'hôtel de ville et le même effort pour donner une forme rectangulaire à la place en prolongeant le quai Pelletier et en alignant les bâtiments. Des retranchements aux maisons situées entre les rues Jean-de-l'Épine et du Mouton et le long de la rue de la Vannerie sont suggérés afin d'ouvrir une perspective sur l'hôtel de ville depuis la rue des Arcis. Sur la place, au débouché de la rue de la Vannerie et dans l'axe de la perspective ainsi créée, l'auteur propose d'ériger une statue du souverain ou de construire une fontaine en bassins. À l'arrière de l'hôtel de ville, les modifications proposées sont minimales : il s'agit seulement de retrancher une portion des maisons situées le long de la rue du Monceau-Saint-Gervais pour en aligner les façades avec celles de la rue du Martroi

<sup>39</sup> BHVP, Ms., N.A. 477, Plans relatifs au dégagement de l'Hôtel de Ville de Paris, f<sup>os</sup> 29-30. On ne dispose sur cet auteur d'aucune information, hormis l'indication de son domicile, « à l'hôtel de Cluny, rue des Mathurins », inscrite sur le plan.



(figures 4.5 et 4.6). Ce faisant, on parvient à dégager en partie le portail de l'église Saint-Gervais, regardé à l'époque comme un chef-d'oeuvre<sup>40</sup>. Outre leurs visées esthétiques, les dégagements proposés facilitent la circulation dans ce quartier central de la capitale et améliorent la jonction entre deux grands axes de circulation dans la capitale, celui qui, du nord au sud, lie la rue Saint-Martin, le pont Notre-Dame et la rue des Arcis, et celui qui, d'est en ouest, relie la rue Saint-Antoine et la rue Saint-Honoré.



Figures 4.5 et 4.6 : Hivert, Plan de la rue du Monceau-Saint-Gervais et de la place que l'on peut aménager devant le portail de l'église Saint-Gervais, 1739.

Ces propositions sont pourtant considérées comme la pire des solutions selon Delamair. En dépit des sommes importantes consacrées à l'acquisition des terrains, le résultat

<sup>40</sup> Élevée entre 1616 et 1621, sans aucun lien de style ou de construction avec le bâtiment, la façade de l'église Saint-Gervais est une oeuvre de Clément Metezeau. Elle réunit les trois ordres dorique, ionique et corinthien et passait ainsi pour un monument d'architecture aux yeux des observateurs. Elle fut longtemps la seule de ce type en France, ce qui a sans doute contribué à sa renommée. Abbé Louis Brochard, *Saint-Gervais, histoire du monument d'après de nombreux textes inédits*, Paris, Desclée de Brouwer, 1938, p. 243.

serait encore insatisfaisant : la régularisation ne serait qu'approximative et le contre-sens de l'hôtel de ville ne serait pas corrigé<sup>41</sup>. À la place, advenant que l'on veuille conserver la maison commune à la Grève, malgré le caractère défavorable de cet ancien site, Delamair propose d'en retourner la façade vers la rivière (figure 4.7).

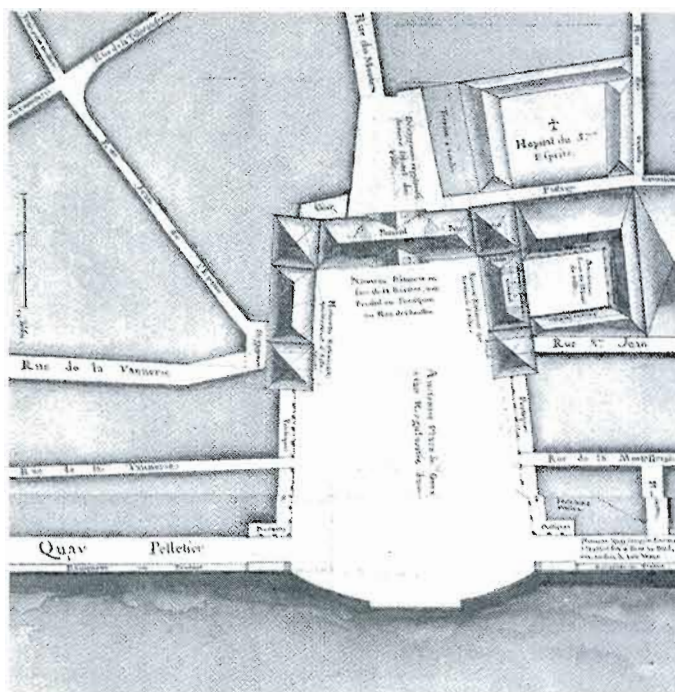


Figure 4.7 : Pierre-Alexis Delamair, Projet d'agrandissement de l'hôtel de ville place de Grève, 1738.

Il suggère ainsi d'intégrer les locaux de l'ancien hôtel de ville à une nouvelle construction pour en faire l'une des ailes latérales. Le nouveau corps de logis, construit au fond de la Grève dans l'alignement du passage du Saint-Esprit, bénéficie ainsi du débouché de la rue du Mouton qui lui sert de cour arrière. De chaque côté du pavillon central, des arcades communiquent avec l'arrière du bâtiment et permettent aux visiteurs de descendre de voiture à couvert. Pour compléter l'édifice, Delamair propose de ravalier la façade de l'hôtel de ville afin d'en supprimer les « ornements inutiles » et le décorer dans le « bon goût » de l'architecture<sup>42</sup>. Comme pour d'autres maisons communes érigées en France à la même époque, l'influence du château moderne est très sensible dans le projet proposé par Delamair,

<sup>41</sup> Ars., Ms 2912, p. 11-12.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 11.

le beffroi demeurant l'un des seuls éléments caractéristiques de l'architecture communale<sup>43</sup>. Outre la construction de ce nouveau bâtiment qui procure un arrière-plan régulier à la place, le paysage est encore harmonisé par l'uniformisation des façades des édifices privés, réalisée au moyen d'un péristyle faisant le tour de la place à la hauteur du rez-de-chaussée de l'hôtel de ville<sup>44</sup>. Le prolongement du quai Pelletier jusqu'au pont Marie permet quant à lui de niveler le relief de la place. Légèrement en saillie devant l'hôtel de ville, le nouveau quai fournit un espace à la fois sécuritaire et avantageux pour disposer les pièces d'artifice utilisées lors des réjouissances publiques. Tirant profit de l'enfilade des quais et du dégagement naturel qu'offre la rivière, cette situation augmente sensiblement la visibilité des spectacles qui pourront se tenir à la Grève. En somme, contrairement au projet de la Ville, cette proposition a le triple avantage, selon l'architecte, d'augmenter le bâtiment avec beaucoup plus d'apparence, de corriger le contre-sens de sa situation et de procurer à l'édifice une décoration de bon goût.

La construction d'un nouvel hôtel de ville, ailleurs dans la ville, et l'agrandissement de la maison commune de la Grève ne sont pas les deux seules alternatives offertes aux autorités. Une troisième option, également susceptible de transformer profondément l'identité de la place de Grève, est vraisemblablement considérée à l'époque : la translation des

---

<sup>43</sup> Pascal Liévaux, « Le mouvement communal et ses conséquences architecturales en Europe et en France », Jean-Marie Pérouse de Montclos et Alexandre Gady (dir.), *De l'esprit des villes. Nancy et l'Europe urbaine au siècle des Lumières, 1720-1770*, Versailles, Artlys, 2005, p. 124-125. Sur les influences de l'architecture communale, on consultera également, du même auteur, *L'architecture des hôtels de ville et France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat (histoire de l'art) Université Paris-IV, 1992. En France, l'architecture communale n'a suscité que des ouvrages très généraux ou des études très partielles, presque toutes consacrées aux provinces du nord, où l'émancipation des communes et son expression architecturale ont été plus spectaculaires à la fin du Moyen Âge. Ainsi, Jean-Marie Pérouse de Montclos, *Hôtels de ville de France : de la Curie romaine à la mairie républicaine, vingt siècles d'architecture municipale*, Paris, Imprimerie nationale, 2000. Pour le Nord de la France, Camille Enlart, *Hôtels de ville et beffrois du Nord de la France. Moyen Âge et Renaissance*, s.l.s.n., 1920 et Marius Battard, *Beffrois, halles, hôtels de ville dans le Nord de la France et en Belgique*, Arras, 1948. Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, on pourra consulter Maurice Agulhon, « La mairie », Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. I : *La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 167-193.

<sup>44</sup> Ars., Ms 2912, p. 12-13.

bureaux de la Ville au Louvre. Des indications postérieures suggèrent en effet que ce déménagement, sur lequel je reviendrai, aurait été envisagé dès l'époque de Turgot<sup>45</sup>.

#### 4.3 Au midi du siècle : le concours de la place Louis-XV

Quelques années plus tard, la Grève est de nouveau revisitée dans le cadre du concours de la place Louis-XV. Lancé en 1748, le projet suscite l'intérêt, certes parce qu'il s'agit d'une opération de prestige, la première à être menée sous le règne de Louis XV, mais également parce qu'il fournit l'occasion d'aborder des questions plus larges comme l'aménagement des marchés, des halles et des installations sanitaires<sup>46</sup>. L'ensemble de la réflexion sur l'embellissement de la capitale est alors largement orientée par le projet de la place royale. La réflexion qui est menée ne concerne pas seulement les spécialistes—architectes de l'Académie ou ingénieurs du nouveau corps des Ponts et Chaussées—mais elle implique également une foule d'amateurs et est relayée par des auteurs comme Étienne La Font de Saint-Yenne ou Voltaire<sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup> Maille Dussaussoy, *Le Citoyen désintéressé ou Diverses idées patriotiques, concernant quelques établissements et embellissemens utiles à la ville de Paris...*, Paris, chez Gueffier, 1767-1768, p. 116. L'auteur d'un manuscrit présenté à l'occasion du concours de la place Louis-XV indique lui aussi que la translation de l'hôtel de ville au Louvre était envisagée par Turgot et qu'elle aurait par la suite été reprise en 1749 par le marquis de Marigny, Directeur des Bâtiments du Roi. AN, O<sup>1</sup> 1585 (345), Mémoire sur la place proposée dans la ville de Paris. Il y aurait également une référence aux projets conçus par Turgot pour dégager l'hôtel de ville dans un projet de décret présenté en 1791 à l'Assemblée constituante. Armand Brette, « Un projet d'aliénation de l'hôtel de ville en 1791 », *Révolution française*, 42 (1902), p. 47.

<sup>46</sup> Sur les places royales, on consultera l'ouvrage de Richard Louis Cleary, *The Place Royale and Urban Design in the Ancien Regime*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. Pour une étude détaillée de la place Louis-XV, voir Solange Granet, « Images de Paris : la place de la Concorde », *Revue géographique et industrielle de France* (numéro hors-série), 1963 et Musée Carnavalet, *De la place Louis-XV à la place de la Concorde*, Paris, Musées de la ville de Paris, 1982.

<sup>47</sup> Étienne La Font de Saint-Yenne, *L'ombre du grand Colbert, le Louvre, et la Ville de Paris. Dialogue*, La Haye, [1752]. Au milieu du siècle, Voltaire est déjà l'auteur d'une courte pièce évoquant la question des embellissements de la capitale : « Sur ce qu'on ne fait pas et sur ce qu'on pourrait faire » (1742). À l'époque du concours de la place Louis-XV, il propose deux nouveaux morceaux, plus précis, sur cette question : « Des embellissements de Paris » (1749) et « Des embellissements de la ville de Cachemire » (1750).

L'idée d'une nouvelle place royale apparaît le 27 juin 1748 lorsque la municipalité demande l'autorisation au roi

d'accorder à sa bonne ville de Paris la permission d'ériger un monument à sa gloire, en telle forme et dans tel emplacement de la capitale qu'il lui plairait de donner et cependant de permettre qu'en attendant la détermination que Sa Majesté jugera à propos de prendre sur le choix de l'emplacement, les projets, desseins et modèles de sa statue et du monument, lui soient présentés pour être exécutés sans delay, après qu'ils auront été agréés par Sa Majesté<sup>48</sup>.

Qui est à l'origine de cette requête ? Est-ce le prévôt des marchands Louis Basile de Bernage, Frédéric Phélypeaux, comte de Maurepas et ministre de Paris, ou Charles François Paul Lenormant de Tournehem, directeur des Bâtiments du Roi ? Difficile de le savoir. Une chose est certaine, c'est qu'elle n'est pas spontanée. En effet, dès le lendemain de la délibération, Lenormant de Tournehem convoque une séance spéciale de l'Académie d'architecture afin de requérir des propositions pour déterminer la localisation et le décor de l'emplacement de la statue<sup>49</sup>. S'appuyant sur le *Journal* du marquis d'Argenson qui laisse entendre qu'on avait forcé la main de la Ville, Pierre Lavedan y voit une opération « préfabriquée » destinée à faire porter le poids financier de l'affaire sur les épaules de la municipalité<sup>50</sup>. Sans écarter complètement l'intérêt que la Ville pouvait avoir dans le projet, à la fois acte d'éclat, investissement dans la bonne volonté du roi et expression de fierté civique, il est certain que les termes de la délibération laissaient place à la négociation. Le caractère complètement ouvert de la compétition lancée par Lenormant de Tournehem, qui laissait une entière liberté quant au choix du lieu et à la dépense, constituait assurément une opération tout à fait inédite puisque ce genre de travaux était toujours décidé à travers des réseaux privilégiés. Sans nécessairement aller jusqu'à dire qu'il s'agissait là d'un moyen de « noyer le poisson »<sup>51</sup>, il est certain que les termes vagues du concours offraient une marge de manœuvre appréciable

<sup>48</sup> AN, H 2163, liasse 1748.

<sup>49</sup> *Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture... publiés par A. Lemonnier*, Paris, J. Schemit, E. Champion, A. Colin, 1911-1924, t. 6, p. 105.

<sup>50</sup> Pierre Lavedan, Jean Bastié et Alfred Fierro, *Histoire de l'urbanisme à Paris*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Diffusion Hachette, 1993, p. 244.

<sup>51</sup> Jean Ducros, « La place de Louis XV », Michel Gallet, et Yves Bottineau (dir.), *Les Gabriel*, Paris, Picard, 1982, p. 255.

aux autorités, aucune ne voulant sans doute supporter seule le poids financier de l'exercice<sup>52</sup>. En tout cas, l'absence de lignes directrices officielles est à l'origine d'un corpus abondant et hétéroclite. Plus de 150 projets sont proposés entre 1748 et 1750, aussi bien par des architectes, des académiciens que de simples amateurs<sup>53</sup>. Ils sont présentés sur une diversité de supports, plans, maquettes et descriptions écrites, où voisinent les documents précis et techniques et les pièces surtout évocatrices.

Des sites dans l'ensemble de la capitale sont alors proposés mais, conformément à la tendance du développement urbain, la partie occidentale de la capitale est souvent préférée. Situé sur la rive gauche, dans une partie de la ville où il n'y a pas de place royale, le carrefour de Bussy est l'emplacement le plus souvent choisi. Sur la rive droite, plusieurs projets sont soumis pour le Louvre, que l'on souhaite achever et dont on aimerait mettre en valeur la colonnade. Un certain nombre de propositions sont également formulées pour la Grève. À l'époque, il était pratique courante d'intégrer dans le programme d'une place royale des bâtiments publics tels un hôtel de ville, un palais d'intendance ou une cour de justice. Les aménagements réalisés dans certaines villes de province montraient tous les avantages que l'on pouvait espérer de cette association<sup>54</sup>. En outre, la construction d'une place royale

---

<sup>52</sup> Richard. L. Cleary, *The Place Royale...*, *op. cit.*, p. 212.

<sup>53</sup> Certains projets furent publiés dans le *Mercur de France* en 1748 et 1749. L'architecte Pierre Patte en décrit plusieurs dans son ouvrage, *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV... suivis d'un choix des principaux projets qui ont été proposés, pour placer la statue du roi dans les différents quartiers de Paris*, Paris, Desaint, 1765. D'autres sont conservés aux Archives Nationales : Solange Granet, « Les origines de la Place de la Concorde à Paris. Les projets conservés aux Archives Nationales », *Gazette des Beaux-Arts*, 53 (1959), p. 153-166. Plusieurs autres, enfin, ne sont connus que par le biais de sources secondaires. Le manuscrit 3103 de la Bibliothèque de l'Arsenal, dit « recueil d'Argenson », conserve ainsi des descriptions, des croquis et des notes sur plusieurs projets soumis au concours de 1749 dont on ne trouve pas de trace ailleurs. Ce manuscrit a été édité par Solange Granet, « La place Louis-XV. Recueil de différents projets et plans proposés pour la construction d'une place publique destinée à la statue équestre du roi », *La vie urbaine*, 3 (1962), p. 161-218. Le manuscrit a été préparé par le comte d'Argenson. Responsable du concours, il a sans doute voulu conserver la trace des projets qui étaient alors présentés. 90 projets y sont décrits ou résumés, plusieurs sont accompagnés d'un croquis et, parfois, on a indiqué le nom de l'auteur. Le manuscrit a été annoté par le neveu du comte, Antoine-René d'Argenson, marquis de Paulmy, qui racheta le manuscrit et certains autres ouvrages à la mort de son oncle. Les annotations sont donc postérieures et datent de l'époque de Louis XVI, au moment où on a examiné la possibilité de construire une place pour la statue du nouveau roi.

<sup>54</sup> R. Cleary, *The Place Royale...*, *op. cit.*, p. 115 ; P. Patte, *Monumens érigés en France...*, *op. cit.*



offrait l'opportunité de réaliser une opération d'envergure dans un quartier resserré de la capitale dont on avait souvent eu l'occasion de se plaindre. Enfin, le rythme soutenu des fêtes publiques qui marquent la période 1744-1749 et les incidents qu'on avait déplorés à certaines occasions avaient achevé de démontrer l'inadéquation de la Grève pour ces sortes d'événements. Plusieurs abordaient le concours comme une occasion de redessiner cette place et d'aménager enfin un véritable espace dédié aux fêtes.

En 1749, le maître des Bâtiments de la Ville, Jean-Baptiste-Augustin Beausire, et l'architecte Pierre-Noël Rousset présentent chacun deux projets pour ce site (figures 4.8, 4.10 et 4.11). D'autres projets, pour lesquels on dispose de peu d'information, sont également soumis par Duchesne, prévôt des Bâtiments du Roi<sup>55</sup>, et par un certain Navize<sup>56</sup>. Quelques années plus tard, en 1756, la Grève est à nouveau retenue par l'avocat Guillaume Poncet de La Grave pour accueillir une statue du monarque<sup>57</sup>.

---

<sup>55</sup> Il s'agit sans doute d'Antoine Duchesne, prévôt des Bâtiments du Roi au château de Versailles.

<sup>56</sup> Ces projets sont décrits dans le recueil d'Argenson et dans l'ouvrage de Pierre Patte.

<sup>57</sup> Guillaume Poncet de La Grave, *Projet des embellissements de la ville et des faubourgs de Paris*, Paris, Duchesne, 1756, p. t. 2, p. 206-207. Bien que la proposition de Poncet de La Grave pour la Grève soit formulée quelques années après le concours de la place Louis-XV et qu'elle s'inscrive dans un projet plus large d'embellissement de la capitale, j'ai choisi de la rapprocher de celles qui furent soumises pour l'aménagement de la nouvelle place royale. La proposition de l'auteur apparaît en effet tout à fait conforme avec les vues généralement développées pour la place de Grève au milieu du siècle.

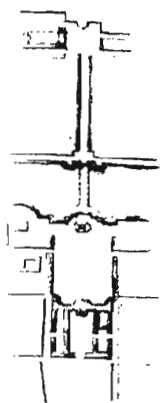


Figure 4.8 : Jean-Baptiste-Augustin Beausire, Projet d'une place royale à la Grève (croquis du recueil d'Argenson), 1749.

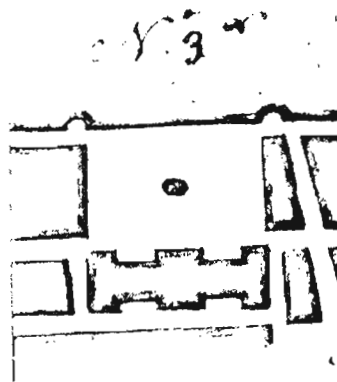


Figure 4.9 : Projet d'une place royale à la Grève, sous la devise Le Pélican (croquis du recueil d'Argenson), 1749.



Figure 4.10 : Pierre-Noël Rousset, Projet d'une place royale à la Grève (croquis du recueil d'Argenson), 1749.



Figure 4.11 : Pierre-Noël Rousset, Projet d'une place royale à la Grève (plan publié par Pierre Patte), 1749.

Vers 1750, les planificateurs qui s'intéressent à la Grève s'accordent en effet sur quelques lignes directrices générales, quoique leurs projets, plus ou moins ambitieux, donnent lieu à des déclinaisons variables. Les projets pour la Grève du milieu du siècle présentent plusieurs similarités et témoignent d'une certaine parenté avec les vues exposées par Delamair une dizaine d'années plus tôt. Tous s'accordent sur la nécessité de prolonger le quai Pelletier et de reconstruire, en tout ou en partie, l'hôtel de ville face à la Seine. Comme le remarque le duc de Luynes, les constructions temporaires élevées sur l'eau et dans la place à l'occasion de la publication de la paix en février 1749 ont permis « de faire voir l'avantage



qu'il y auroit de combler, si on le jugeoit à propos, cette partie de la rivière, et de continuer le quai Pelletier jusqu'à la place aux Veaux »<sup>58</sup>. Si le projet du « Pélican », visiblement plus modeste, ne propose la construction que d'un seul pavillon, au fond de la place, la plupart des auteurs suggèrent de joindre au corps de logis principal des ailes latérales dirigées vers la Seine. Seul le premier projet de Pierre-Noël Rousset, retenu par Pierre Patte comme étant le plus intéressant, propose une construction cintrée ; tous les autres suggèrent un bâtiment en angle. Dans tous les cas, on utilise la perspective créée par la rivière pour mettre en valeur le nouvel aménagement. Dans les projets de Rousset et Beausire, comme chez Delamair avant eux, une avancée du quai dans la rivière offre un maximum de visibilité pour la statue du monarque<sup>59</sup>. En outre, la plupart des auteurs envisagent des percées qui servent à relier et articuler le site à d'autres lieux de pouvoir. Beausire et Poncet de la Grave insistent tous les deux sur le lien avec l'église Notre-Dame et proposent la construction d'un pont reliant la cathédrale à la Grève<sup>60</sup>.

La présence de la statue du souverain sur la place a des conséquences importantes. Sur le plan architectural, il est évident qu'elle domine la composition, l'hôtel de ville ne devenant qu'une partie d'un tout somptueux organisé autour du souverain. Signe visible de la présence du monarque, son influence se fait sentir aussi dans la distribution intérieure de la maison commune. Si la prévision de pièces destinées à la réception du monarque dans l'hôtel de ville est fréquente dans les plans d'embellissement, elle reçoit vraisemblablement une attention toute particulière et gagne en importance lorsqu'il s'agit d'un bâtiment donnant sur une place royale. Dans le plan qu'il propose, l'architecte Rousset destine tout le premier

---

<sup>58</sup> Charles-Philippe d'Albert, duc de Luynes, *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV (1735-1758)*, Paris, Firmin Didot, 1860-1865, t. 9, p. 340.

<sup>59</sup> La visibilité était un critère important qu'il fallait considérer au moment de choisir l'emplacement d'une statue du roi. Dans un traité de 1688, François Lemée indiquait que le centre des villes devrait toujours être privilégié à cet effet puisqu'il s'agissait de l'endroit « le plus honorable ». Si cette disposition était impossible, il fallait au moins choisir un lieu passant et fréquenté, à proximité d'édifices publics. Située en plein centre de la ville, à proximité de lieux de pouvoirs et bénéficiant d'un dégagement sur la Seine, la Grève profitait de ces nombreux avantages. François Lemée, *Traité des statues*, Paris, Chez Arnould Seneuze, 1688, p. 239.

<sup>60</sup> Sur le pont du Saint-Esprit proposé par Poncet de La Grave, voir Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, op. cit., p. 185-186.

étage du nouvel hôtel de ville à des appartements pour le roi et la reine<sup>61</sup>. Ces appartements ont vraisemblablement remplacé les espaces édilitaires et les salles de réunions qui constituent pourtant le noyau habituel des hôtels de ville. La présence de la statue n'influence pas seulement le programme architectural de la place et la décoration des bâtiments qui l'entourent, elle laisse également entrevoir la nécessaire redéfinition des usages du lieu. Déjà en 1688, François Lemée rappelait que certaines convenances devaient être observées dans les lieux où sont élevées les statues du prince et qu'il fallait bannir les « spectacles déshonnêtes ou [les] farces & bouffonneries qui peuvent bien amuser la populace, mais qui sont tout-à-fait indignes de la Majesté royale »<sup>62</sup>. À la Grève, outre l'éviction de certains amusements populaires tels que les spectacles de marionnettes ou les exhibitions de femmes fortes, l'érection d'une statue du monarque signifiait aussi que la place, pourtant étroitement liée à l'exécution publique, cesserait d'être le théâtre des supplices<sup>63</sup>.

Une autre option circule également à l'époque qui aurait pu donner lieu à une reconfiguration différente des usages de la Grève. Regardée comme un chef-d'œuvre, la colonnade du Louvre retient l'attention de plusieurs. On voit dans le concours de 1748 l'occasion rêvée de la dégager des constructions qui la masquent et de terminer enfin le prestigieux bâtiment auquel elle appartient. En 1748 et 1749, plusieurs projets sont ainsi proposés qui suggèrent de tirer parti de la colonnade en aménageant la nouvelle place dans l'espace qu'elle surplombe. C'est notamment le parti adopté par Laurent Destouches, gendre de Jean-Baptiste-Augustin Beausire, attaché comme lui au service de la Ville. En plus de la place qu'il suggère de créer devant le Louvre, Destouches propose de construire un nouvel hôtel de ville le long de la rivière, entre le Pont-Neuf et la nouvelle place<sup>64</sup>.

Plusieurs auteurs considèrent quant à eux inutile la dépense occasionnée par la construction d'un nouvel hôtel de ville et, intéressés par le même site, suggèrent plutôt de

<sup>61</sup> Ars., Ms. 3103, p. 32-33.

<sup>62</sup> François Lemée, *Traité des statues*, op. cit., p. 237.

<sup>63</sup> Poncet de La Grave suggère de déplacer les exécutions au marché du cimetière Saint-Jean. *Projet des embellissemens...*, op. cit., t.1, p. 117.

<sup>64</sup> Le projet de Laurent Destouches retient l'attention de Pierre Patte qui le représente sur son plan. Voir Pierre Patte, *Monumens...*, op. cit., p. 197.

transférer les bureaux de la municipalité dans le vieux Louvre. Un projet anonyme, retrouvé dans les archives de la direction générale des Bâtiments du Roi, propose ainsi de céder à la Ville l'aile du Louvre qui donne sur la rivière ainsi que le premier étage de l'aile de la colonnade. Les autres parties du Louvre seraient réservées à l'usage du roi et l'on pourrait y établir le grand Conseil, le Garde-Meuble et les dépôts d'archives du gouvernement. Les trois rez-de-chaussées seraient destinés aux académies et aux ateliers de sculpture. Selon l'auteur du mémoire, les avantages à en retirer tant pour la Ville que pour le gouvernement seraient nombreux. Le projet, placé sous le signe « de la raison et du bon sens », serait assuré d'une exécution prompte. Ce serait le scénario le plus économique puisque, en supposant que le roi donne les emplacements, il n'y aurait pas de terrain à acheter. Les inconvénients du transfert seraient réduits au minimum et permettraient d'assurer la poursuite des affaires de la Ville. Ce déménagement rendrait enfin possible l'installation de l'hôtel de ville et la statue équestre dans un lieu majestueux et plus approprié pour les fêtes. Quant à l'ancien bâtiment de la Grève, on aurait la possibilité de le vendre ou d'en faire la Chambre des Comptes ou le Grand Châtelet<sup>65</sup>.

Les conséquences potentielles d'un tel projet étaient importantes pour la Ville mais il est difficile d'évaluer l'intérêt ou l'appui qu'il a pu susciter chez les officiers municipaux au milieu du siècle. Le transfert de la Ville au Louvre signifiait la création d'un pôle administratif centralisé, commandé par la monarchie. Il illustre de façon éloquente l'absorption du pouvoir municipal par la monarchie : aucun signe architectural ne distinguerait plus la Ville des autres services du gouvernement. La Ville ne pourrait plus, en prenant appui sur un lieu symbolisant les anciennes libertés municipales, se poser comme une autorité distincte du monarque. Le projet, qui circulait dans des cercles d'amateurs proches du pouvoir<sup>66</sup>, montre que malgré sa localisation ancienne et symbolique à la Grève, le lien

---

<sup>65</sup> AN, O<sup>1</sup> 1585 (345), Mémoire sur la place proposée dans la ville de Paris.

<sup>66</sup> L'auteur du mémoire signale que ce projet avait déjà été considéré par le prévôt des marchands Turgot et qu'il a été repris par le marquis de Marigny. AN, O<sup>1</sup> 1585 (345). C'est une idée qu'on retrouve aussi dans les pages du *Mercure de France* en décembre 1748, p. 106-108. Elle est également reprise par Louis Petit de Bachaumont. Ars., Ms 4041, Portefeuille de Bachaumont, f<sup>os</sup> 1-25. Bachaumont est connu dans les années 1740-1750 comme amateur d'art et connaisseur. Il entretenait des relations étroites avec le monde des académies, des collectionneurs, des mécènes et des artistes. Des individus puissants, susceptibles d'orienter les décisions, connaissaient son projet. Sa

entre l'hôtel de ville et la place n'était pas aussi immuable qu'on a peut-être voulu le croire au XIX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, ce projet suscitait aussi sa part de critiques. Certains y voyaient la cession par la monarchie de son palais à la Ville. Pour eux, l'idée d'abandonner le Louvre à la Ville avait « quelque chose d'indécent, de triste et même de funeste » puisque la maison commune deviendrait alors le plus important bâtiment de la capitale. Or, rappelait-on, il n'en est pas en France « comme dans une République ou dans une ville d'Hollande ou la maison de ville doit être le plus considérable bâtiment, parce que l'autorité y réside. Dans un état monarchique et dans la capitale d'un grand royaume, le Palais du Roi doit toujours dominer et l'emporter sur tout le reste. La maison de ville n'est qu'un accessoire qui doit y être inférieur »<sup>67</sup>.

Ni les projets pour la Grève ni l'idée du transfert de l'hôtel de ville au Louvre ne seront finalement retenus. Au moment où le concours est lancé, la faveur du roi pour le site du carrefour de Bussy est déjà connue. Elle explique sans doute en partie le grand nombre de projets présentés pour cet emplacement. Aucune place royale n'est encore aménagée sur la rive gauche et l'occasion est belle d'y faire une opération d'urbanisme. En outre, le prince de Conti, nouvellement nommé grand prieur du Temple, est disposé à vendre son hôtel en bordure de la Seine, dont une partie du terrain et des bâtiments pourrait être récupérée. Pressentie, la décision du roi en faveur du carrefour de Bussy intervient finalement en août 1749<sup>68</sup>. Louis XV invite alors les architectes à soumettre des projets spécifiquement pour ce site où il souhaite que soit aménagée la nouvelle place royale et où, précise-t-il, on construira également un nouvel hôtel de ville en bordure de la Seine. Un plan détaillé de l'emplacement, approuvé par le roi, est transmis à la Ville le 5 novembre 1749 et, dans les jours qui suivent, le Bureau réitère ses intentions et accepte la proposition<sup>69</sup>. L'idée d'un réaménagement de la

---

correspondance témoigne en effet de communications avec, entre autres, le duc de Gesvres alors gouverneur de Paris, Madame de Pompadour, le maréchal de Richelieu et Lenormant de Tournehem, directeur des Bâtiments du Roi. Ars. Ms 4041, f<sup>os</sup> 32-58, 87, 99.

<sup>67</sup> Ars., Ms 4041, Portfeuille de Bachaumont, Remarques sur le projet d'une place proposé le 12 octobre 1748, f<sup>o</sup> 59.

<sup>68</sup> *Ibid.*, f<sup>o</sup> 96.

<sup>69</sup> AN, Q<sup>1</sup> 1273, 5 novembre 1749.

place de Grève est écartée alors que semble prendre forme le projet d'un nouvel hôtel de ville au quai de Conti joint à la construction de place royale au carrefour de Bussy.

Dès le début de l'année 1750, les deux projets sont toutefois séparés et le roi annonce que la place royale sera finalement construite vis-à-vis l'esplanade des Tuileries sur un terrain vacant lui appartenant. Les coûts élevés impliqués par le réaménagement du carrefour de Bussy l'ont sans doute conduit à préférer cet emplacement. Le projet du nouvel hôtel de ville au quai de Conti est cependant maintenu. Il constitue un exemple probant de l'interventionnisme de la monarchie dans les finances de la Ville. En effet, la Ville a été forcée d'acheter le terrain de l'hôtel de Conti moyennant une très forte somme (1 800 000 livres), ce qu'elle ne parvient à faire qu'avec l'aide de la Couronne. L'affaire occasionne une résistance certaine au sein du Bureau de la Ville. Ce n'est sans doute pas la localisation proposée qui est en cause, mais plutôt le poids financier que le projet fait porter sur les épaules de la municipalité. Ainsi, le prévôt des marchands Bernage avoue-t-il, en 1751, l'embarras dans lequel la décision arbitraire de la Couronne le plonge vis-à-vis des autres officiers municipaux<sup>70</sup>. Les tensions que fait naître au sein de la municipalité cette acquisition expliquent en partie la résistance de la Ville envers un projet dont elle ne veut pas. Au cours des années suivantes, son attitude se caractérise par l'opposition passive dont elle fait preuve : le projet n'avance pas et de nombreux litiges s'élèvent entre la Ville et la monarchie au sujet du règlement du prix du terrain<sup>71</sup>. Finalement, le roi rachète le terrain en 1765 pour y construire l'Hôtel de la Monnaie.

#### 4.4 Vers un consensus ? Les décennies 1760 et 1770

Pendant les années 1760, il apparaît en effet évident que la Ville nourrit d'autres projets pour son hôtel et qu'elle ne souhaite désormais que se départir du terrain de l'hôtel de Conti. Le projet qui retient son attention, et auquel l'administration royale finit par donner son appui, est celui que présente le maître des Bâtiments de la Ville, Pierre-Louis Moreau-

<sup>70</sup> Jean Chagniot, *Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, 1988, p. 98 ; Laurence Croq, « La municipalité parisienne à l'épreuve des absolutismes », *loc. cit.*, p. 188-190.

<sup>71</sup> Voir les pièces relatives à ce litige qui oppose la Ville et la Couronne, rassemblées dans AN, H 1965.

Desproux<sup>72</sup>. Plutôt que de construire un nouvel hôtel de ville sur le terrain de l'hôtel de Conti, Moreau suggère, comme Delamair avant lui, d'agrandir l'ancien bâtiment de la Grève en le retournant vers la rivière (figure 4.12). Depuis le concours de la place Louis-XV, la réorientation de la façade semble d'ailleurs faire l'unanimité chez les aménageurs. Le projet de Moreau prévoit un agrandissement important de la maison commune et implique des interventions considérables sur le tissu urbain. À la composition tripartite principale, Moreau suggère d'ajouter une vaste cour qui suppose la suppression complète de la rue du Mouton et des maisons qui la bordent. À l'arrière de l'édifice, l'aménagement d'une petite place au carrefour des rues de la Tixeranderie et des Coquilles laisse présager des retranchements significatifs du bâti. D'autres démolitions, nécessaires à l'alignement des façades de chaque côté de la place, sont également projetées, notamment sur la partie occidentale de la Grève.

Au centre de la place, agrandie par le prolongement du quai Pelletier, et à proximité de la rivière, Moreau prévoit des installations pour recevoir les décors et les pièces d'artifices nécessaires lors des réjouissances publiques. Malgré la construction de la place Louis-XV, le plan prévoit donc qu'une partie des fêtes continuera de se tenir à la Grève. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si le maître des Bâtiments de la Ville reprend cette disposition lorsqu'il organise les réjouissances pour la naissance du Dauphin en 1782<sup>73</sup>. Commentant ce projet, « peut-être fort éloigné de l'exécution », le libraire Siméon-Prosper Hardy note

qu'en conséquence du nouveau projet d'hôtel de ville, il étoit arrêté, disoit-on, de ne plus faire à l'avenir en la place de Grève aucune exécution à mort, mais de transporter ces scènes lugubres soit au Marché neuf, soit à la place Maubert qu'on alloit rendre beaucoup plus spacieuse au-moien de ce que les bouchés et le marché en seroient transférés vers le mois de mai 1779 sur le terrain des Bernardins actuellement occupé par le nouveau Marché aux veaux<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> Pierre-Louis Moreau-Desproux, *Plan général des différents projets d'embellissements les plus utiles et les plus convenables à la commodité des Citoyens et à la décoration de la Ville de Paris*, 1769, BnF, Estampes, Ve-36. Le prévôt des marchands Jean Baptiste Élie Camus de Pontcarré de Viarmes, en charge entre 1758 et 1764, joue un rôle déterminant dans l'élaboration de ce plan. Voir Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, op. cit., p. 202-207.

<sup>73</sup> Éric Monin, « The Construction of Fantasy. Ephemeral Structures and Urban Celebrations in France during the Eighteenth Century », dans *First International Congress on Construction History*, Santiago Huerta (dir.), Madrid, Instituto Juan de Herrera, 2003, p. 1480.

<sup>74</sup> BnF, Ms. Fr. 6683, p. 81.





Le projet de Moreau pour la Grève s'inscrit en effet dans un vaste plan de réaménagement du cours de la Seine dans Paris<sup>75</sup>. De manière générale, le plan de 1769 vise ainsi à améliorer la navigation sur la Seine et l'activité portuaire et commerciale grâce à l'aménagement de gares et d'estacades et à l'élargissement de certains ports. La construction de quais et de ponts veut assurer une circulation continue le long du fleuve. Il prévoit en outre plusieurs équipements urbains aux visées sanitaires tels de nouveaux égouts. Supporté par la Ville d'autant plus fermement qu'il s'intègre dans un plan de gestion de l'espace fluvial sur lequel la municipalité prétend exercer la pleine autorité, le plan est entériné par l'administration royale par les lettres patentes du 22 avril 1769<sup>76</sup>. C'est un plan directeur qui offre une certaine souplesse puisque l'ordre et le calendrier de réalisation des travaux sont susceptibles de s'adapter aux capacités de la Ville. L'ampleur de ce projet et la diversité de ses objectifs, aussi bien utilitaires, sanitaires qu'esthétiques, témoigne de l'évolution de la notion d'embellissement dans la seconde moitié du siècle. Contrairement au projet visant à reconstruire l'hôtel de ville sur le terrain de l'hôtel de Conti, le programme de Moreau reçoit un appui durable de la municipalité et guide ses actions à la Grève pendant une vingtaine d'années au moins.

Pendant les années qui suivent l'adoption des lettres patentes, on constate en effet que le Bureau engage des sommes dans la constitution progressive d'une réserve immobilière et foncière en prévision des travaux à venir. En janvier 1770, la Ville obtient du Conseil un arrêt qui lui permet de faire l'acquisition de six maisons sises place de Grève<sup>77</sup>. Les trois premières, achetées dès le mois suivant au prix de 86 800 livres, sont situées entre l'arcade Saint-Jean et la rue de la Mortellerie<sup>78</sup>. Conformément au plan de Moreau, elles devront être démolies lors de l'agrandissement de l'hôtel de ville. Dans l'intervalle, le Bureau se propose d'y faire des aménagements minimaux pour y loger les bureaux des payeurs et contrôleurs

---

<sup>75</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, *op. cit.*, p. 202-215.

<sup>76</sup> AN, H 1873, Lettres patentes qui ordonnent différens ouvrages et constructions pour l'embellissement et décoration de la Ville de Paris et l'utilité de ses habitans, f<sup>os</sup> 294-305.

<sup>77</sup> AN, H 1873, Arrêt du Conseil qui autorise la Ville à faire l'acquisition de 6 maisons, place de Grève, l<sup>er</sup> janvier 1770, f<sup>os</sup> 472 v-474 v.

<sup>78</sup> AN, Q<sup>1</sup> 1247, Projet d'acquisition de trois maisons situées à Paris entre l'arcade St-Jean et la rue de la Mortellerie et destinées à l'agrandissement de l'Hôtel de Ville.



des rentes, dont le nombre a été augmenté l'année précédente<sup>79</sup>. Les trois autres maisons, faisant l'angle des rues de la Tixeranderie et du Mouton sont quant à elles acquises des administrateurs de l'hôpital du Saint-Esprit en août 1770 pour une somme de 20 500 livres<sup>80</sup>. Le projet d'agrandissement de l'hôtel de ville et de la Grève est connu de la population. Certains propriétaires, conscients de l'attrait que peut susciter leur demeure pour la Ville et sans doute désireux de céder des immeubles dont la vente peut devenir gênante, proposent de s'en départir au profit de la municipalité. Dans une requête déposée au Bureau en 1779, Charles André de La Coré, propriétaire d'une maison rue de la Tixeranderie, fait ainsi remarquer qu'il serait dans l'intérêt de la Ville qu'elle fasse l'acquisition de son terrain avant qu'il n'y entreprenne des travaux susceptibles d'en augmenter la valeur. Souhaitant prévenir de telles reconstructions, le Bureau obtient rapidement du Conseil un arrêt l'autorisant à faire l'acquisition, « dans le cas où les occasions s'en présentent », des emplacements nécessaires à la réalisation du projet d'agrandissement de l'hôtel de ville et de la place<sup>81</sup>. Par ailleurs, certains aménagements prévus au plan de Moreau sont effectivement réalisés au cours des années qui suivent son adoption. Le prolongement du quai Pelletier, décidé à la fin de l'année 1777 pour faciliter la circulation dans le quartier « le plus fréquenté de la capitale » et rendre plus spacieuse la place de Grève, est ainsi complété au début de la décennie 1780<sup>82</sup>.

À la fin des années 1760, les autorités municipale et royale semblent donc avoir atteint un consensus et le projet qu'elles supportent paraît enfin pouvoir aller plus loin que la table à dessin. Le plan retenu reprend quelques lignes directrices qui font l'unanimité chez les aménageurs depuis le milieu du siècle. En outre, il s'inscrit dans les vues plus générales de gestion de l'espace fluvial qu'entretient la Ville. À l'heure où ce consensus paraît s'établir,

---

<sup>79</sup> Un édit du 24 juillet 1768 porte en effet création de 10 nouvelles parties de rentes, de 20 offices de payeurs et de 20 offices de contrôleurs des rentes. Siméon-Prospér Hardy, *Mes Loisirs*, t. I, p. 330.

<sup>80</sup> AN, Q<sup>1</sup> 1225, Acquisition de trois maisons sises à Paris, rue de la Tixeranderie et du Mouton, 21 et 27 août 1770.

<sup>81</sup> AN, Q<sup>1</sup> 1102<sup>2</sup>, Requête du sieur de La Corée et arrêt du Conseil qui autorise l'acquisition des maisons qui entrent dans le projet de l'agrandissement de la place et de l'hôtel de ville, 25 décembre 1779.

<sup>82</sup> AN, H 1877, 29 décembre 1777, Établissement de l'estacade de l'isle Louviers et redressement du quai Pelletier, f° 441r-v.

d'autres projets, moins bien définis certes, continuent néanmoins d'exister. Ils témoignent, à nouveau, de la persistance d'images décalées quant aux usages de la place et aux pouvoirs qui s'y représentent.

À l'époque où Moreau travaille à son plan, un autre auteur expose un projet tout à fait original pour l'hôtel de ville. La nouveauté de la proposition ne tient pas tellement à ses caractères architecturaux et formels, mais plutôt à la destination proposée pour le nouvel hôtel de ville. L'auteur de ce singulier projet, collègue de l'architecte Rousset, reprend à son compte, en 1768, la forme proposée par ce dernier vingt ans plus tôt et suggère ainsi de construire la maison commune face à la rivière, en forme de demi-ovale avec un plain-pied ininterrompu au premier étage. L'auteur—sur lequel nous ne savons à peu près rien—s'écarte toutefois du programme esquissé par son confrère lorsque vient le temps de présenter la destination et les usages du bâtiment projeté. En effet, conçu dans le cadre du concours de la place Louis-XV, le projet de Rousset faisait une large place aux appartements royaux. L'auteur du projet de 1768, souhaite pour sa part éviter « l'immense & inutile dépense qu'entraînerait la construction d'un bâtiment dont la plupart des pièces ne serviroient peut-être pas une fois en dix ans »<sup>83</sup>. Pour en faire un édifice véritablement public, il propose plutôt d'y rassembler tous les bureaux des communautés d'arts et métiers de la ville. Il évoque même la possibilité de réunir les anciens et les officiers en charge des communautés au Corps de Ville, notamment lorsque des fêtes se donnent à la maison commune. Cette association étroite entre la municipalité et les chefs des communautés tire sa raison d'être de ce que ces derniers, poursuit l'auteur, sont les « vrais représentants de la bourgeoisie ». S'écartant de l'image courante, l'auteur propose ainsi de faire de l'hôtel de ville, une « espèce d'encyclopédie vivante, en logeant au rez-de-chaussée un maître de la communauté dont le bureau sera au premier »<sup>84</sup>.

---

<sup>83</sup> *Discours sur l'architecture, Lu pour l'ouverture de la séance publique de l'Académie Royale des Belles-Lettres de Caen, à sa rentrée, le premier Décembre 1768*, Paris, Charles-Antoine Jombert père, 1771, p. 35.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 39-40.

Par ailleurs, si l'adoption du plan de Moreau montre que le projet de conserver l'hôtel de ville à la Grève a rallié l'appui des autorités, elle n'est pas parvenue à faire oublier complètement l'idée d'un transfert des bureaux municipaux au Louvre. À l'époque, en effet, ce déménagement, et la redistribution des activités qu'il pourrait entraîner dans la ville, continue d'être examiné par certains. Dans son ouvrage sur les embellissements de la ville, Maille Dussaussoy défend encore les avantages qu'il y aurait à achever enfin ce prestigieux monument et en faire un hôtel de ville digne de la capitale du royaume de France. En plus d'offrir les espaces suffisants aux bureaux des principaux officiers de la municipalité, aux tirages des loteries, au paiement des rentes et à l'arsenal de la Ville, le Louvre pourrait devenir le véritable centre administratif de la capitale puisqu'on y retrouverait également les bureaux du secrétaire d'État du Département de Paris et ceux de la lieutenance générale de police. La possibilité d'aménager une place devant la colonnade permettrait d'en faire un lieu plus approprié aux réjouissances publiques, « tandis que les citoyens ne viennent aujourd'hui qu'en tremblant goûter la joie commune »<sup>85</sup>. Ainsi libéré, l'ancien hôtel de ville hébergerait les Grand et Petit Châtelet, la Grève devenant alors une véritable place de justice. La démolition de ces deux bâtiments permettrait enfin de dégager les voies de circulation au centre de la ville<sup>86</sup>. C'est aussi le projet idéal caressé par Jean Baptiste Michel Renou de Chevigné (dit Jaillot), auteur de deux lettres sur les embellissements de Paris en 1778, qui considère toutefois que l'agrandissement et le retournement du bâtiment actuel face à la rivière, l'équarrissement de la place et l'amélioration des voies qui y accèdent, au moyen notamment de la construction d'un pont reliant Notre-Dame et la Grève, constituent la meilleure solution de rechange au transfert de l'hôtel de ville au Louvre<sup>87</sup>. Malgré le ralliement des autorités au plan de 1769, d'autres projets persistent donc qui renvoient à des images décalées de la Grève, de son sens et de ses usages.

---

<sup>85</sup> Maille Dussaussoy, *Le citoyen désintéressé...*, op. cit., t. 1, p. 137-138.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 120-121.

<sup>87</sup> Jean Baptiste Michel Renou de Chevigné, dit Jaillot. *Lettres sur les embellissements de Paris*. Paris, Chez Augustin-Martin Lottin l'aîné, 1778, p. 19, 25-26.

#### 4.5 La Grève, une place de justice ?

De façon générale, le plan d'aménagement de la Seine proposé par le maître général des Bâtiments de la Ville réussit à faire du fleuve l'épine dorsale d'un projet à l'échelle de la capitale et un espace pionnier en matière d'urbanisme<sup>88</sup>. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreux travaux sont déjà réalisés. À la place de Grève, le programme de Moreau est pourtant abandonné à la fin des années 1780 sans avoir été complété. À cette époque, l'état des finances de la Ville ne permet pas la réalisation simultanée de tous les travaux prévus au plan directeur. Certains chantiers tels que la démolition des maisons sur les ponts et la construction des quais sont alors privilégiés au détriment du réaménagement de l'hôtel de ville et de la place de Grève. Pour faire face aux criants besoins d'espace, la municipalité envisage alors une solution de rechange, moins coûteuse : le transfert de son siège dans le bâtiment du Louvre.

Tant que Moreau occupe la charge de maître général des Bâtiments, la Ville maintient toutefois le cap sur son projet d'agrandir la place de Grève et d'augmenter le bâtiment de l'hôtel de ville en le retournant vers la rivière. En témoigne encore, au printemps 1786, la tentative de récupération des locaux de l'hôpital du Saint-Esprit qui s'inscrit explicitement dans les desseins du plan général de 1769. Le 26 mai 1786, le Bureau est invité à se prononcer sur un mémoire qui lui a été remis quelques mois plus tôt par les administrateurs de l'Hôpital général<sup>89</sup>. Le mémoire expose un projet d'agrandissement des salles de classes destinées aux élèves au moyen de la clôture de l'espace compris sous les piliers de la façade du bâtiment. L'agrandissement proposé, qui a déjà fait l'objet d'une demande d'alignement auprès des Trésoriers de France, est représenté sur le plan joint au mémoire. La réponse du prévôt des marchands à cette requête s'articule en deux temps. D'abord, le prévôt souligne qu'on ne saurait accéder à cette demande sans inconvénient : en plus de nuire « à la décoration de la Place », d'occasionner « un rétrécissement nuisible au Commerce et au dépôt des Marchandises dont l'étalage sur ce local est également consacré par le droit et l'usage », l'agrandissement porterait atteinte « à la Propriété des habitants de la

---

<sup>88</sup> Isabelle Backouche, *La trace du fleuve...*, op. cit., p. 215.

<sup>89</sup> AN, H 1964, Mémoire au Prévôt des Marchands et Échevins, 18 février 1786.

Place de Grève qui ont acquis à prix d'argent la totalité de l'emplacement formant lad. Place »<sup>90</sup>. Certains de ces arguments pourront sembler ici fallacieux. On sait fort bien que l'administration municipale n'a de cesse, pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, de déplorer l'absence de programme décoratif des façades de la place. Difficile également de voir en quoi le prolongement proposé pourrait nuire au commerce et à l'étalage de marchandises que la Ville tente par ailleurs d'interdire<sup>91</sup>. Enfin, si l'argument de la propriété privée est ici invoqué, en d'autres occasions, pour de semblables prolongements, c'est plutôt la propriété et l'utilité publique qui constitue l'argument pour les refuser<sup>92</sup>. En fait, les observations du prévôt des marchands identifient surtout des prétextes suffisants, plus que des obstacles réels, pour refuser la requête et introduire la deuxième partie de la délibération—et son véritable objet, la translation de l'hôpital du Saint-Esprit au couvent de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie au Marais<sup>93</sup>. Conjuguant alors sa voix à celle des administrateurs de l'Hôpital général, le prévôt des marchands fait valoir la possibilité de déménager l'hôpital dans un bâtiment plus grand, à vocation religieuse, et de réunir les locaux ainsi libérés à l'hôtel de ville. Conformément à la stratégie retenue depuis 1769, il s'agit donc de récupérer des locaux au moindre coût pour constituer progressivement une réserve suffisante et réaliser les travaux prévus par le maître général des Bâtiments. Le projet avorte toutefois peu de temps après lorsque la Ville apprend

---

<sup>90</sup> AN, H 1964, Délibération pour demander la translation de l'hôpital du Saint-Esprit au couvent de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 26 mai 1786.

<sup>91</sup> En effet, quelques jours plus tôt, la Ville saisit le prétexte de la démolition des maisons du pont Notre-Dame pour supprimer la foire du Saint-Esprit et ordonner que les matériaux provenant du chantier soient déposés sur la Grève. AN, H 1957 (190), 12 mai 1786, « Ordonnance de police, Portant Suppression d'Étalage des Marchandises dans la Place de Grève, le Lundi de chaque semaine, à cause du dépôt des Matériaux nécessaires à la restauration du Pont Notre-Dame. » J'ai déjà fait remarquer au premier chapitre que, dans le conflit qui oppose alors la Ville au Châtelet à propos des échoppes, le statut de la foire était beaucoup moins bien consacré par le droit et par l'usage que ce que laisse entendre ici le prévôt des marchands.

<sup>92</sup> BnF, JF 129, Lettres qui permettront aux propriétaires de 4 maisons à la Grève vis-à-vis l'Hôtel de ville au-devant desquelles étoit une place vuide portée sur des piliers de clore le vuide, 1729, f<sup>os</sup> 4-38.

<sup>93</sup> Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la crise du clergé régulier qui touche les communautés, réduites à quelques membres, l'éviction de certains ordres, la diminution des legs et la mauvaise gestion du patrimoine font basculer le destin d'une partie de la propriété ecclésiastique. Formée en 1766, la Commission des Réguliers est chargée d'examiner différents remèdes à cette crise. L'une des conséquences inévitable est la fermeture de certains établissements et la désaffectation des bâtiments. Pierre Pinon, « À travers révolutions architecturales et politiques, 1715-1848 », *Paris, genèse d'un paysage*, Louis Bergeron (dir.), Paris, Picard, p. 166.

que le roi a déjà octroyé le couvent de Sainte-Croix et que la translation de l'hôpital est par conséquent impossible<sup>94</sup>. Ironiquement, c'est au duc de Brissac, le gouverneur de la Ville, qu'il a été attribué<sup>95</sup>...

Cette tentative avortée lève le voile sur le jeu de deux administrations qui, après avoir collaboré à la mise en oeuvre du projet de 1769, se retrouvent ici concurrentes. En fait, toute collaboration n'est pas éteinte entre les deux pouvoirs qui continuent de coopérer, ailleurs dans la ville, pour mener à bien d'importants chantiers. C'est le cas notamment en 1786 lorsque la Ville contracte un emprunt de plusieurs millions pour financer la démolition des maisons sur les ponts, un projet qui lui tient à cœur autant qu'à la monarchie. Si les deux pouvoirs continuent d'agir de concert pour certains chantiers, l'ordre de leurs priorités n'est toutefois pas identique. Dans un calcul où l'assainissement des finances côtoie les exigences d'embellissement, l'investissement stratégique et le clientélisme, la rénovation de l'hôtel de ville et de la place de Grève n'apparaît pas, aux yeux de la Couronne, comme une priorité.

De son côté, la Ville est parfaitement consciente que, malgré son attachement au plan de Moreau, l'exécution des travaux prévus à l'hôtel de ville ne pourra être liée à l'édit de 1786<sup>96</sup>. Le problème de l'inadéquation de l'hôtel de ville et de la Grève reste pourtant entier et continue d'être examiné par les spécialistes, architectes et ingénieurs<sup>97</sup>. Pour tenter de

---

<sup>94</sup> AN, H 1964, Copie de la lettre écrite à M. le baron de Breteuil par M. l'archevêque de Paris le 27 mai 1786.

<sup>95</sup> AN, H 1964, Lettre des administrateurs de l'Hôpital général au prévôt des marchands et échevins, 10 juillet 1786.

<sup>96</sup> L'édit auquel il fait ici référence est enregistré au Parlement le 7 septembre 1786. Il autorise la Ville de Paris à constituer un emprunt de 30 millions de livres et ordonne notamment la démolition des maisons construites sur les ponts, les quais et les rues de Gesvres, de la Pelleterie et autres rues adjacentes, la construction d'un pont en face de la place de Louis-XV, celle d'une nouvelle salle d'opéra et le parachèvement du quai d'Orsay. AN, AD XVI 10 (137).

<sup>97</sup> En 1787, le sujet du grand prix de l'Académie d'architecture est l'hôtel de ville d'une capitale pour lequel les élèves sont invités à soumettre des projets pour un édifice comprenant « une grande cour, environnée de portiques, et d'autres cours, une grande salle publique, une salle de tribunal avec les pièces accessoires qui doivent l'accompagner, plusieurs salles d'assemblée, des greffes, des bureaux, une prison, une chapelle qu'on évitera de rendre trop importante, et une bibliothèque, des corps de garde pour les gardes et pour les pompiers, et quelques magasins placés au rez de chaussée. Il y aura, de plus, un appartement pour le Roy et un autre pour la Reine, réunis par une galerie donnant sur la place, une salle de banquets et une autre pour les bals ; ces appartemens, et les pièces destinées

résoudre ce qui est devenu un casse-tête quotidien, le Bureau demande quant à lui, en juillet 1787, à ce que l'hôtel de ville soit transféré au Louvre<sup>98</sup>. Ce serait là une solution temporaire, moins coûteuse que l'agrandissement ou la construction, et qui permettrait de résoudre les problèmes d'espace de l'administration municipale, rendus encore plus criants par l'augmentation du nombre des payeurs de rentes consécutive aux nouveaux emprunts. Dans l'avis qu'il présente au Bureau sur cette matière, le procureur du Roi et de la Ville ne manque d'ailleurs pas de rappeler que « le crédit des rentes tient plus qu'on ne peut le dire à ce qu'elles soient acquittées dans l'enceinte de l'hôtel de ville »<sup>99</sup>. Le projet qu'il expose est finalement très voisin de celui proposé par Maille Dussaussoy quelques années plus tôt. Comme ce dernier, le procureur fait valoir les avantages d'un local qui pourvoirait à tout : « des emplacements pour la juridiction et pour l'administration, pour les commis et les registres des divers emprunts, dépôts des papiers, des plans, des archives et de la bibliothèque ; logemens des officiers permanens; local suffisamment vaste et invariablement affecté au service des payeurs des rentes : tout serait rassemblé sur le même point ». En outre, la proximité avec les sociétés savantes, également hébergées au Louvre, serait un atout<sup>100</sup>. Enfin, ce transfert permettrait de faire en sorte que la place de Grève ne soit plus « destinée alternativement à la punition des forfaits et au contraste intolérable de l'appareil des fêtes publiques »<sup>101</sup>. Les fêtes pourraient se donner sur la place qui serait aménagée devant la colonnade. La Grève deviendrait quant à elle une place de justice.

---

aux fêtes, seront placées au premier étage. » Sept élèves participent à ce concours mais, leurs propositions n'étant pas jugées satisfaisantes, aucun prix n'est décerné. Procès-verbaux de l'Académie d'architecture, t. IX, p. 203-205, 211. D'autres propositions ont vraisemblablement été soumises en marge de ce concours la même année, notamment par l'ingénieur Pierre Advinez, *Projet d'un Hôtel de ville*, Paris, dessin, 1787, École nationale des ponts et chaussées, Ms 105 21-Ms 105 22.

<sup>98</sup> AN, H 1962, Délibération pour demander au Roi la translation de l'Hôtel de Ville au Vieux Louvre, 7 août 1787.

<sup>99</sup> AN, H 1962, Réquisitoire pour demander la translation et l'établissement du Bureau de l'hôtel de ville et de ses dépendances au Vieux Louvre, 24 juillet 1787.

<sup>100</sup> L'année suivante, le même procureur demande l'établissement de la Société royale d'agriculture dans l'hôtel de ville. L'intérêt pour la physiocratie s'explique parce qu'elle touche directement à l'approvisionnement des populations. L'approvisionnement de la capitale est sans doute la plus importante mission du Bureau de la Ville.

<sup>101</sup> AN, H 1962, Réquisitoire pour demander la translation et l'établissement du Bureau de l'hôtel de ville et de ses dépendances au Vieux Louvre, 24 juillet 1787.

À la fin des années 1780, la municipalité renonce ainsi visiblement au projet d'agrandir l'hôtel de ville et de réaménager la Grève. Des immeubles, réunis au domaine de la Ville quelques années plus tôt en vue de l'exécution des travaux projetés par Moreau, sont alors mis en vente. C'est le cas du terrain et de l'hôtel du sieur de La Coré, acquis en 1779 puis revendu en 1788<sup>102</sup>. Dans son réquisitoire pour la vente de cette propriété, le procureur du Roi et de la Ville s'appuie sur la déclaration royale du 23 août 1783 qui stipule que « tous les immeubles appartenans à la Ville qui ne sont pas nécessaires à son embellissement ou au service du public seroient [...] incessamment vendus » afin de libérer la Ville de ses dettes<sup>103</sup>. L'abandon du projet correspond en outre à un changement de garde à la direction des Bâtiments de la Ville et, peut-être, au désir du nouveau titulaire de la charge de laisser sa marque en pilotant un projet majeur. En effet, après une longue carrière auprès de la municipalité parisienne, Moreau démissionne en 1787 et Bernard Poyet lui succède alors. Or, Poyet est visiblement partisan du déménagement de l'hôtel de ville au Louvre, un site sur lequel il entrevoit la possibilité de former un aménagement monumental (figure 4.13). Dans un projet datant de 1790, il propose ainsi de faire de l'axe Louvre-Tuileries un centre réunissant les pouvoirs civil et militaire et rassemblant les différents départements dans un même lieu, le tout articulé autour d'une place dédiée à Louis XVI. Installé dans le vieux Louvre, l'hôtel de ville disposerait enfin d'espaces intérieurs suffisants pour ses bureaux et, devant la colonnade, d'une place prestigieuse pour la conduite de ses fêtes<sup>104</sup>.

---

<sup>102</sup> AN, Q<sup>1</sup> 1225, Jugement du Bureau de la Ville portant vente au profit de Pierre Petit d'une grande maison, dite l'Hôtel de la Corée, 23 mai 1788 ; Q<sup>1</sup> 1247, Extrait d'une sentence d'adjudication rendue au Bureau de la Ville au profit de M<sup>e</sup> Mignonville, procureur en ce bureau, de la maison dite l'Hôtel de la Corée, 23 mai 1788.

<sup>103</sup> AN, H 1880<sup>1</sup>, f<sup>os</sup> 234r<sup>o</sup>-239v<sup>o</sup>, Déclaration et règlement qui proroge pour dix ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1784, les droits établis en faveur de la Ville de Paris, par la déclaration du 25 novembre 1762, et pourvoit tant aux dépenses qu'à la libération des dettes de ladite ville, 23 août 1783.

<sup>104</sup> Bernard Poyet, *Plan général des terrains et bâtiments situés entre la rivière et la rue St-Honoré... Dédié à la Commune de Paris le 21 mars 1790*, BnF, Cartes et plans, Ge C 3758.



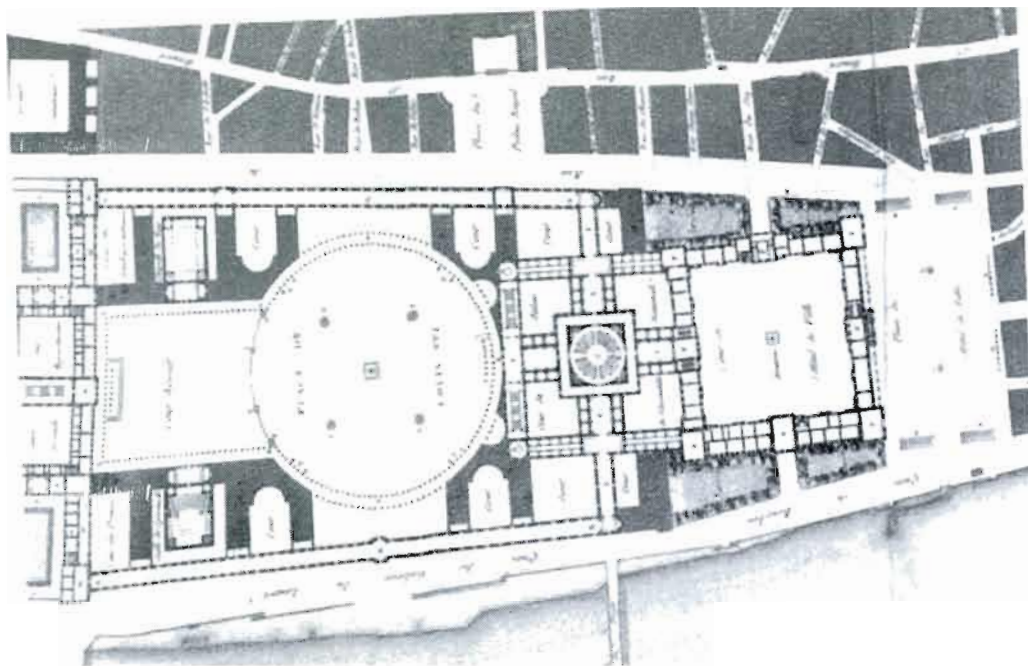


Figure 4.13 : Bernard Poyet. Projet d'une place Louis XVI et d'un hôtel de ville au Louvre, 1790.

À cette époque, Poyet n'est pas le seul à envisager le transfert de l'hôtel de ville au Louvre comme la meilleure solution. Autant le projet d'agrandir la maison commune en la retournant vers la rivière, soumis par Delamair puis ré-examiné vers 1750, semble avoir dominé les discussions à partir des années 1760, autant, à la fin des années 1780, l'idée d'installer la municipalité au Louvre ou à ses abords semble recueillir un large appui. Si Poyet reste muet sur le destin de la Grève après le déménagement de la Ville, d'autres propositions, voisines de la sienne, permettent de mieux cerner cette partie. Parmi les partisans de ce projet, l'avocat Jean Baptiste Élie de Beaumont reprend pour sa part l'idée d'installer le Châtelet à la Grève et de faire de la place un lieu dédié à la justice et à son exécution<sup>105</sup>. En 1791, au moment de l'estimation des biens nationaux, c'est au tour des architectes Charles Mangin et Corbet de présenter leurs vues pour l'embellissement de la capitale. Dans le plan qu'ils présentent à l'Assemblée nationale, l'aménagement le plus important constitue sans doute la construction d'un palais national aux Tuileries auquel se

<sup>105</sup> Jean Baptiste Élie de Beaumont, « Lettre sur l'embellissement et l'amélioration de Paris, sur les moyens de procurer en même temps sa salubrité sans qu'il en coûte rien, 11 novembre 1785 », dans *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, G. Lesage, J. Hayem et E. Guitard (éd.), Paris, Hachette, 1921, vol. 6, p. 1-52.

greffe le transfert de l'hôtel de ville au Louvre (figure 4.14). Comme d'autres avant eux, ils suggèrent de faire de la Grève une place de justice. Dans le plan qu'ils déposent à cette occasion, la Grève apparaît, régularisée et dominée par la pyramide qu'ils proposent d'y ériger pour commémorer la journée du 14 juillet 1789<sup>106</sup>. À la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un nouveau consensus semble se former autour de l'idée de la Grève comme place de justice.

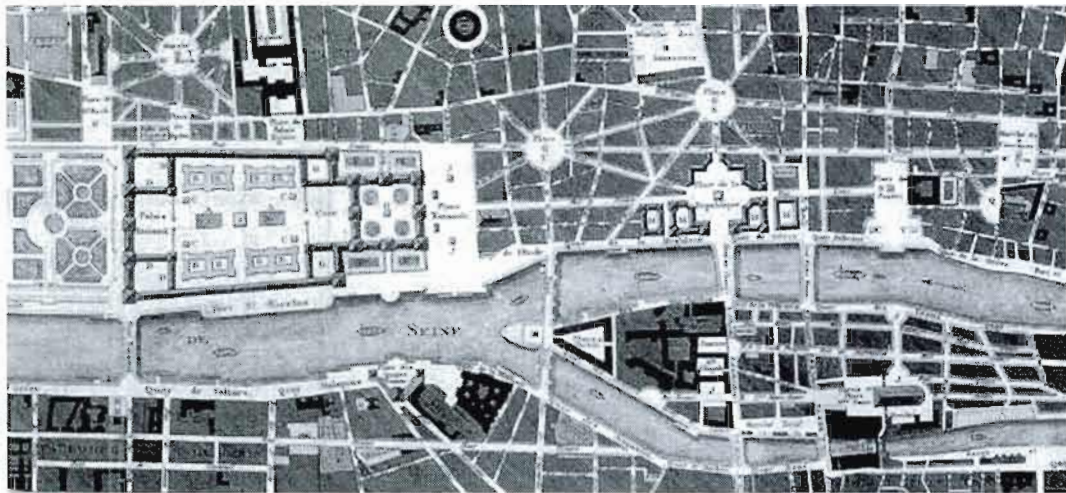


Figure 4.14 : Mangin et Corbet, Projet d'embellissement de la capitale avec une place de justice à la Grève, 1792.

Cependant, même à cette époque, la valeur symbolique du lieu n'est pas unanime. Le 26 septembre 1791, l'Assemblée constituante est chargée d'examiner un rapport émané du Comité d'emplacement créé sous la Révolution pour superviser la réorganisation des bâtiments occupés par les anciennes administrations de la capitale. L'éventuelle cession de l'hôtel de ville à des particuliers figure alors au nombre des recommandations du comité. La possibilité de joindre à cette vente celle des propriétés adjacentes du chapitre de Saint-Jean-en-Grève pourrait, souligne-t-on alors, ouvrir le champ « à de belles spéculations »<sup>107</sup>.

<sup>106</sup> Mangin et Corbet, *Plan d'une partie de la ville de Paris depuis les Champs-Élysées jusqu'à la rue Saint-Antoine et sur lequel sont projetés différentes places...* BnF, Cartes et Plans, Ge C 3307 ; *Exposé et analyse du plan et projet présenté à l'assemblée nationale par les Sieurs Mangin, père, et Corbet, architectes*, Paris, Chez Knapen et fils, 1791. Sur ce projet, voir également le commentaire de James A. Leith, *Space and Revolution. Projects for Monuments, Squares, and Public Buildings in France : 1789-1799*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991, p. 100.

<sup>107</sup> Armand Brette, « Un projet d'aliénation de l'hôtel de ville en 1791 », *Révolution française*, 42 (1902), p. 45-49 (citation p. 47).

À la fin de l'Ancien Régime, l'idée de concentrer dans un seul lieu tous les pouvoirs au Louvre et d'abandonner le site de la Grève est assez largement envisagée, même par l'administration municipale elle-même. Ce changement est sans doute révélateur du processus par lequel la Ville devient aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles une administration au service du gouvernement royal davantage qu'une autorité concurrente. Avec la Révolution, le projet de transfert au Louvre prend une coloration particulière et devient l'illustration de l'union du souverain et de la nation. Pourtant, l'ancien hôtel de ville de la Grève n'a pas perdu tout caractère civique. Pendant une brève période, en 1789, deux autorités concurrentes y siègent : la prévôté des marchands (l'autorité municipale légale) et l'assemblée des électeurs de Paris (qui se substitue à l'autorité légale). Le fait que cette dernière choisisse précisément de s'établir à l'hôtel de ville est révélateur et j'y reviendrai dans le prochain chapitre. Je souligne ici seulement que le lieu conserve le souvenir des anciennes libertés municipales, même si sa charge symbolique est loin de faire l'unanimité.

Malgré tous les projets qui se succèdent au XVIII<sup>e</sup> siècle, aucun n'est réalisé. Les hésitations, les changements répétés de direction, les rénovations projetées puis abandonnées, ont pour conséquence de préserver presque intacte, au cœur de la ville, une forme urbaine ancienne que tous s'entendent pourtant pour juger inadéquate. Trop exigü pour héberger les services d'une grande administration, l'hôtel de ville manque de caractère pour représenter la capitale du royaume. Petite et irrégulière, la place de Grève est livrée en partage à des activités qu'il n'est plus convenable de voir se côtoyer dans la ville moderne. C'est un espace embrouillé, difficilement lisible. Les autorités sont bien conscientes des dangers que cette forme présente. L'idée qu'un espace inadéquat produise des maux sociaux est déjà en germe au XVIII<sup>e</sup> siècle et les aménageurs réfléchissent et spéculent sur la relation entre les formes urbaines et la santé des populations, la prospérité du commerce, l'ordre et la sécurité dans la ville<sup>108</sup>. Même s'ils ne sont pas exécutés, les différents projets de réaménagement de la Grève présentés au XVIII<sup>e</sup> siècle participent pleinement à la réflexion sur la ville et témoignent de son évolution. Leur examen permet de saisir l'écart qui se creuse lentement entre les formes

---

<sup>108</sup> David Garrioch, *The Making of Revolutionary Paris...*, *op. cit.*, p. 207-236 ; Vincent Milliot, « Une ville malade de son espace ? », *loc. cit.* ; Nicholas Papayanis, *Planning Paris before Haussmann...*, *op. cit.* ; Jean-Michel Roy, « Les marchés alimentaires parisiens et l'espace urbain du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire, économie et société*, 17, 4 (1998), p. 693-710.

idéales qu'ils proposent et l'état réel de la place de Grève. Ils constituent en quelque sorte autant de propositions permettant de mesurer précisément les avantages qu'il y aurait à la réorganiser et rendent encore plus vifs le constat de son inadéquation et le besoin d'y remédier. Au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la croissance rapide de la population et l'industrialisation transformera ce qui est alors un besoin pressant en urgence. Ce qui distingue les aménageurs du XIX<sup>e</sup> siècle de ceux qui les précèdent, c'est leur conscience aiguë de la nécessité de procéder à des réformes urbaines privilégiant les infrastructures et l'aménagement global de la ville. Leurs propositions, souvent plus précises sur les coûts et s'appuyant davantage sur des données statistiques émanées des scientifiques, traduisent l'évolution du regard sur la ville dont l'aménagement est de plus en plus l'affaire de spécialistes<sup>109</sup>.

#### 4.6 La place de l'Hôtel de Ville

Avec la Révolution, des changements importants surviennent dans l'administration de la capitale. Aux bureaux de la municipalité se greffent désormais ceux de la préfecture du département de la Seine et le bâtiment de la Grève ne suffit plus pour tous les héberger. Le projet d'agrandir l'hôtel de ville en le retournant vers la rivière est à nouveau examiné par le premier préfet de la Seine, Nicolas Frochot, mais il est, une fois de plus, abandonné<sup>110</sup>. Finalement, c'est en tirant parti des terrains récupérés de l'église Saint-Jean, démolie en 1791, de l'hôpital du Saint-Esprit et d'une quarantaine de maisons particulières, expropriées au profit de la Ville, qu'on réalise entre 1837 et 1844 l'agrandissement si longtemps souhaité (figure 4.15)<sup>111</sup>.

---

<sup>109</sup> Sabine Barles, *Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 1999.

<sup>110</sup> Antoine-Chrysostome Quatremère de Quincy fait allusion au projet de Frochot dans un ouvrage auquel il collabore : Jacques-Guillaume Legrand et Charles-Paul Landon, *Description de Paris et de ses édifices, avec un précis historique et des observations sur le caractère de leur architecture, et sur les principaux objets d'art et de curiosité qu'ils renferment*, Paris et Strasbourg, Treuttel et Würtz, 1808, 1<sup>ère</sup> partie, p. 84-85.

<sup>111</sup> Alfred Des Cilleuls et Jules Hubert, *Le domaine de la ville de Paris dans le passé et dans le présent. Deuxième fascicule: L'Hôtel de ville*, Paris, Imprimeries Réunies, 1891, p. 36-171.





sculpture d'ornements répandue tant au-dehors qu'au-dedans, une tendance bien marquée vers la régularité des formes et le vrai style de décoration.<sup>112</sup>

Longtemps débattue, la localisation de l'hôtel de ville n'est plus remise en question. Si, pendant toute l'époque moderne, sa présence a évidemment contribué largement à former l'identité de la place de Grève, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'association entre le bâtiment et la place se resserre. L'hôtel de ville devient alors le véritable centre de la place, le point autour duquel tout s'organise. Cette transformation se marque d'abord par un changement toponymique. Le 28 ventôse an XI (19 mars 1803), un arrêté préfectoral indique que la place de Grève portera désormais le nom de place de l'Hôtel de Ville. Le changement est étroitement lié à la volonté de rompre avec les connotations violentes associées à la place de Grève. Le second article de l'arrêté stipule d'ailleurs que les jugements rendus par le tribunal criminel « cesseront, à compter du 1<sup>er</sup> germinal, d'être exécutés sur la place de l'Hôtel de Ville : ils le seront [...] sur l'emplacement de la Bastille »<sup>113</sup>. Le changement de nom efface aussi l'une des dernières traces de l'origine ancienne de la place, d'abord une grève en pente douce descendant à la rivière. Peu à peu, toute l'attention se concentre sur l'hôtel de ville.

Jusqu'en 1850 toutefois, l'hôtel de ville demeure étroitement entouré par un lacs de petites rues et d'habitations serrées. Le dégagement de ses abords n'est entrepris, par voie d'expropriation, que sous le Second Empire. C'est le baron Haussmann qui dirige l'ouverture de la rue de Rivoli, au nord, et de l'avenue Victoria, devant l'hôtel de ville<sup>114</sup>. Ces travaux importants permettent d'améliorer les accès à la place, ouvrent des percées sur le bâtiment et le relie aux autres lieux de pouvoir de la capitale. On ne songe plus, cependant, à déplacer

<sup>112</sup> Quatremère de Quincy dans Jacques-Guillaume Legrand et Charles-Paul Landon, *Description de Paris et de ses édifices, avec un précis historique et des observations sur le caractère de leur architecture, et sur les principaux objets d'art et de curiosité qu'ils renferment*, Paris et Strasbourg, Treuttel et Würtz, seconde édition, 1818, 1<sup>ère</sup> partie, p. 355.

<sup>113</sup> M. Alphand, Émile Hochereau, Adrien Albert et François Deville, *Recueil des lettres patentes, ordonnances royales, décrets et arrêtés préfectoraux concernant les voies publiques (Supplément Années 1270-1884 ; 1885-1886)*, Paris, Librairie nouvelle, 1889, p. 86. Malgré cela, la place retrouve son rôle patibulaire dès l'année suivante et elle continuera de servir de théâtre à la guillotine jusqu'en 1830. En 1832, les exécutions sont déplacées vers la barrière Saint-Jacques. Laurence Guignard, « Les supplices publics au XIX<sup>e</sup> siècle. L'abstraction du corps », dans *Le corps violent. Du geste à la parole*, Michel Porret, (dir.), Genève, Droz, 1998, p. 167.

<sup>114</sup> Michel Le Moëll (éd.), *La place de Grève*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1991, p. 18-21.

la maison commune qui est devenue un monument. Entre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'hôtel de ville a en effet acquis une dimension qu'il ne possédait pas avant. Après l'incendie de l'hôtel de ville par les communards lors la « semaine sanglante » de mai 1871 tous, fédérés et versaillais, déplorent la perte architecturale du bâtiment, même s'ils inscrivent sa destruction dans des constructions mémorielles divergentes<sup>115</sup>. Au nom de la continuité administrative, l'hôtel de ville est reconstruit très rapidement, presque à l'identique, en conservant la même orientation.

Pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, les nombreux plans et projets proposés pour réaménager la place de Grève témoignent de la réflexion alors en cours qui interroge les usages, les fonctions et les sens de cette place publique. Les propositions renvoient à une conception de la ville qui s'affirme au XVIII<sup>e</sup> siècle : espace ouvert et dynamique, celle-ci doit avant tout être utile, pratique et sécuritaire. Cette conception, qui se fonde sur une appréhension plus globale de l'espace urbain, commande la redistribution des fonctions dans la cité. Dans un site comme la place de Grève, caractérisé par son hybridité et sa polyvalence, cette réflexion donne lieu à une grande diversité de propositions. L'écart entre les différents projets témoigne à la fois de la richesse de la pensée sur la ville à l'époque et de la diversité de représentations que suscite la Grève chez les acteurs sociaux. Espace utilitaire pour les uns et lieu monumental pour les autres, site des réjouissances publiques ou lieu patibulaire, tour à tour mise au service du Roi et de la Ville, la Grève n'a pas un sens univoque au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela explique sans doute en partie l'abandon ou l'échec successif des différents projets. Pourtant, tous s'entendent pour la juger insatisfaisante. L'appréhension et l'inquiétude qu'elle suscite, à la fin du siècle, tiennent aussi à cette inadéquation, perçue comme pouvant donner naissance aux maux sociaux.

Cette discussion sur le réaménagement de la place est largement le fait des autorités et des élites dont les choix pèsent lourd en matière d'aménagement urbain. Dans la ville moderne, ce sont elles, en effet, qui détiennent le pouvoir et qui disposent des moyens politiques et financiers nécessaires pour restructurer les formes, en orienter les sens et en

---

<sup>115</sup> Éric Fournier, *Paris en ruines. Du Paris haussmannien au Paris communard*, Paris, Imago, 2008, p. 261-262.

régler les usages par le biais des lois et des règlements. Pourtant, si l'action des élites est prépondérante dans le processus de production de l'espace, elle ne le détermine pas complètement. L'appropriation de l'espace par les groupes populaires ou par des groupes qui s'opposent aux autorités est toujours possible, même s'il est vrai que ceux-ci disposent de plus ou moins d'autonomie. Leurs actions confèrent pourtant un sens au lieu, que ce soit par le biais de revendications, d'usages autonomes ou de détournements de l'espace urbain.



## **CHAPITRE V**

### **LA GRÈVE, UN LIEU QUI CRÉE DES DROITS ET DE LA LÉGITIMITÉ**

Les chapitres précédents ont brossé le portrait de la place de Grève comme étant un lieu largement encadré et défini par l'action des pouvoirs publics. Les autorités parisiennes ne sont pourtant pas les seules à s'approprier la Grève et leur action ne définit pas, à elle seule, le sens du lieu. D'autres groupes, absents jusqu'à maintenant de mon récit, contribuent également au processus de production de l'espace. Dans ce cinquième chapitre, j'aimerais combler cette lacune en interrogeant les motifs et les stratégies de groupes qui utilisent la place de Grève comme lieu de négociation ou de contestation avec les autorités parisiennes. Je m'intéresserai à deux événements : d'abord les grèves d'ouvriers et, ensuite, les journées de juillet 1789. Bien qu'il puisse sembler curieux de réunir ici des actions aux motifs et aux formes très différentes, elles le sont parce qu'elles révèlent toutes deux des formes d'appropriation de l'espace qui ne sont pas dirigées par les autorités en place mais qui contribuent à conférer du sens au lieu. Ces groupes, en s'appuyant sur l'espace produit par les autorités et en se l'appropriant dans le cadre de stratégies destinées à servir leurs propres intérêts, contribuent à réinterpréter la place. Leurs actions révèlent des détournements et des usages autonomes de l'espace, hors des cadres fixés par les pouvoirs publics, et qui pèsent sur l'imaginaire du lieu. Les actions des ouvriers et des révolutionnaires ont chacune leur propre logique. Ces mouvements, indépendants, se croisent toutefois dans le même lieu et, par conséquent, produisent un effet combiné qui altère les représentations de la place. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'angoisse que fait naître la place de Grève est très étroitement associée à l'inquiétude que causent les ouvriers qui s'y rassemblent en attendant l'embauche et au souvenir des violences révolutionnaires. Pour comprendre comment cette association s'est construite, il faut d'abord cerner les logiques dans lesquelles les acteurs inscrivent leurs actions. Dans les deux cas, la Grève et l'hôtel de ville apparaissent comme des lieux qui créent des droits et qui confèrent une légitimité.

## 5.1 Faire la grève

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la grève, entendue au sens d'une réunion d'ouvriers attendant l'embauche, est potentiellement dangereuse. Le regroupement seul suffit pour semer l'inquiétude. En 1846, un observateur écrit ainsi :

On voit chaque jour de la semaine des groupes d'ouvriers stationner sur nos places, dans nos rues, qu'ils encombrent, en attendant l'entrepreneur qui viendra les embaucher... La place de l'Hôtel de Ville (grève des maçons), la place du Châtelet (peintres), la rue du Petit-Carreau et nombre d'autres sont le théâtre de ces rassemblements alarmants pour qui en ignore l'objet<sup>1</sup>.

Étroitement associée à la place dont elle tire son nom, la *grève* articule alors toute une série d'images aux significations légèrement décalées. Le mot demeure bien sûr attaché à la place où certains corps de métiers parisiens, notamment ceux du bâtiment, ont l'habitude de se rendre pour l'embauche, mais elle évoque également, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'attente, le chômage, la pauvreté et l'arrêt de travail volontaire par une association d'ouvriers, des significations aux connotations plus inquiétantes. Comment ces significations se sont-elles développées et comment ont-elles contribué à l'imaginaire angoissant de la place à laquelle elles sont attachées ? Si on admet que les pratiques des individus et des groupes confèrent du sens à l'espace urbain, il convient de les interroger afin d'en comprendre les évolutions. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le lieu est à la fois une ressource et un enjeu pour les maîtres, les compagnons et les apprentis dans les stratégies destinées à faire avancer leurs intérêts. Au cours des conflits qui traversent alors le monde du travail, la Grève est revendiquée, disputée, négociée par ces différents groupes. Elle apparaît alors à la fois comme un marché d'embauche centralisé, un lieu qui crée du droit, qui facilite la circulation de l'information et qui sert à la démonstration symbolique.

### 5.1.1 Un lieu juridique disputé

Dire que la Grève est associée au monde ouvrier parce qu'elle héberge un marché d'embauche très ancien, c'est mettre en avant le poids de la tradition pour expliquer la

---

<sup>1</sup> A. Leullier, *Institutions en faveur des travailleurs* (novembre 1846), cité par Maurice Tournier, « Les mots conflits : l'exemple de grève au milieu du 19<sup>e</sup> siècle », *Le français aujourd'hui*, 58 (1981), p. 40-41.

pesanteur des usages. S'y arrêter, toutefois, c'est se satisfaire du « poids des usages », une notion toujours floue, pour expliquer les pratiques. Pourtant, dans la société d'Ancien Régime, l'usage, c'est-à-dire l'action ordinaire et répétée, a des effets très concrets sur le social et produit des droits bien réels qui s'inscrivent pleinement dans les stratégies des acteurs qui les revendiquent.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le monde du travail change profondément : la composition de la main d'œuvre se transforme, les structures d'emploi évoluent et le système des corporations, central dans l'organisation du marché du travail parisien, est bouleversé dans la seconde moitié du siècle<sup>2</sup>. Face à ces changements, les compagnons et les apprentis, dont la majorité n'a pas de statut corporatif, réagissent et tentent de défendre au mieux leurs intérêts. Leurs comportements les font apparaître comme des « individus fiers de leur indépendance, dotés d'un sentiment vif de leurs propres droits ainsi que d'une volonté et d'une capacité à utiliser un éventail de moyens—incluant la loi—pour les défendre »<sup>3</sup>. Même si les cours empêchent presque systématiquement les ouvriers de réclamer une identité collective et publique, il leur est tout de même possible d'agir sur le plan légal. En effet, le caractère contractuel de la tradition du droit naturel implique que les compagnons et les apprentis, nommés dans les décisions et les statuts ratifiés par les tribunaux, ont le droit d'être entendus en justice. Le dialogue qui s'instaure alors entre les cours et les compagnons et les apprentis est organisé par le langage du droit naturel, auquel ces derniers font appel pour asseoir leurs revendications et au moyen duquel ils obtiennent, parfois, gain de cause<sup>4</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les ouvriers qui se réclament du droit naturel revendiquent l'existence de droits primordiaux, enracinés dans la propriété de biens essentiels. Dans la culture juridique d'Ancien Régime, différente de la nôtre, des sources complémentaires du droit sont à l'œuvre. Moins centré sur l'individu, cet univers juridique n'est pas seulement

---

<sup>2</sup> Steven L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001.

<sup>3</sup> David Garrioch, *The Making of Revolutionary Paris*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 67. Ma traduction.

<sup>4</sup> Michael Sonenscher, *Work and Wages: Natural Law, Politics, and the Eighteenth-Century French Trades*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 1989.

organisé autour de prérogatives individuelles comme le statut, la condition ou la richesse, mais également autour de pratiques acceptées et reconnues pour légitimes. Dans certains cas, les lieux et les actions qui y sont accomplies portent en eux-mêmes des droits<sup>5</sup>. Selon Simona Cerutti, cette expérience du droit naturel introduit dans le monde des droits réels, qui ne procèdent pas des individus, mais qui sont intrinsèquement liés à la « nature des choses », qu'il s'agisse d'objets et de terrains ou d'actions et de pratiques sociales<sup>6</sup>. À cet égard, elle met en valeur la « propriété transitive de l'action », c'est-à-dire la capacité de l'action de transformer les conditions juridiques, d'attribuer des rôles et des droits, lorsque celle-ci est répétée dans le temps et « publique »<sup>7</sup>. Bien réels mêmes s'ils sont à peine formalisés, ces droits sont pleinement opérationnels dans la société d'Ancien Régime. Leur existence invite à reconsidérer les revendications formulées à propos de la Grève puisque celle-ci apparaît comme un lieu qui « produit » de tels droits.

Ces sources complémentaires du droit sont à l'œuvre dans les différends qui opposent anciens et nouveaux compagnons venus se louer à la Grève. En 1667, une ordonnance de police du Châtelet tente de régler le « désordre extraordinaire » qui s'est introduit entre les « Massons, Charpentiers, Couvresseurs, Tailleurs de Pierre, Appareilleurs, Terrasseurs, Manœuvres et autres » qui cherchent du travail sur la place<sup>8</sup>. Nouvellement installé dans la charge qu'on vient de créer, le lieutenant général de police dénonce alors qu'une partie de ces ouvriers, « qui se disent anciens dans cette profession ; Non seulement veulent exiger des nouveaux venus, des repas & bienvenues, mais aussi les empeschent de se donner à un prix raisonnable »<sup>9</sup>. L'ordonnance qu'il rend évoque des caractéristiques et des

---

<sup>5</sup> *Ibid.* Voir également Simona Cerutti, « Nature des choses et qualité des personnes : le Consulat du commerce de Turin au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales: Histoire, Sciences Sociales*, 57, 6 (2002), p. 1491-1520. Le droit de citoyenneté à Paris et à Turin, attribué aux personnes en fonction de leurs actions plutôt que de leur statut de fortune, constitue un autre exemple : *Id.*, « À qui appartiennent les biens qui n'appartiennent à personne ? Citoyenneté et droit d'aubaine à l'époque moderne », *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, 62, 2 (2007), p. 355-383.

<sup>6</sup> Simona Cerutti, « Nature des choses et qualité des personnes... » *loc. cit.*, p. 1496-1497.

<sup>7</sup> *Id.*, « À qui appartiennent les biens qui n'appartiennent à personne ? », *loc. cit.*, p. 377.

<sup>8</sup> BnF, F-5011 (43), *Ordonnance de police [du Châtelet] portant défenses aux maçons, charpentiers, couvreurs, tailleurs de pierre d'exiger des nouveaux venus des repas de bienvenue et de les empêcher de louer leur travail au dessous d'un certain prix*, 21 mai 1667.

<sup>9</sup> *Ibid.*

tensions qui façonnent le monde des métiers des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Elle signale d'abord la mobilité des compagnons et des apprentis, particulièrement forte dans les métiers du bâtiment, soumis à la fluctuation du travail selon les saisons. Le règlement témoigne aussi de l'existence, au sein des groupes de compagnons, d'un noyau d'individus que l'âge, le statut matrimonial ou résidentiel distinguent des ouvriers itinérants employés en grand nombre dans les ateliers<sup>10</sup>. Dans la plupart des communautés, ce sont ces compagnons, mieux établis et plus enracinés, qui établissent les arrangements de travail et voient à ce que les règles qu'ils se donnent soient appliquées à tous. Les droits qu'ils réclament ne se rapportent pas seulement à un statut mais aussi à des actions. Ils paient la capitation, remplissent des charges et exécutent généralement « tous les devoirs d'habitants » : ils ne sont pas des compagnons passagers mais des citoyens<sup>11</sup>. Les droits qu'ils invoquent procèdent ainsi non seulement de leur statut mais aussi des actes qu'ils posent et qui sont indissociables d'un espace, dans ce cas-ci, celui dans la ville.

L'inscription des compagnons dans la ville, déclarée, revendiquée et légitimante, en fait un lieu juridique, c'est-à-dire un lieu qui produit des droits et des privilèges. La préséance dans l'embauche accordée aux compagnons ayant accompli leur apprentissage à Paris par rapport aux ouvriers venus de la province, d'ailleurs souvent inscrite dans les statuts des corporations<sup>12</sup>, constitue un bon exemple de pratiques sociales liées à un espace et capables de générer des droits. Si, dans ce cas-ci, la ville dans son ensemble apparaît comme créatrice de droit, la topographie parisienne fait également apparaître d'autres lieux, particulièrement lourds de sens, qui introduisent dans la ville des droits et des statuts différenciés. Évidemment, on pense d'abord aux lieux privilégiés, au faubourg Saint-Antoine par exemple, qui bénéficie d'une exceptionnelle liberté du travail<sup>13</sup>. Cette faculté de l'espace et des

---

<sup>10</sup> Michael Sonenscher, *Work and Wages...*, *op. cit.*, p. 19-20.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 91 pour la citation. Tout le chapitre parle de ces droits naturels.

<sup>12</sup> Pour les métiers du bâtiment, on trouve ainsi de telles mentions chez les paveurs et les couvreurs notamment. René de Lespinasse, *Les métiers et corporations de la ville de Paris, XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1886, t. 2, p. 619-622, 626-629.

<sup>13</sup> Steven L. Kaplan, « Les corporations, les faux ouvriers et le faubourg Saint-Antoine au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 43, 2 (1988), p. 353-378 ; Alain Thillay, *Le faubourg Saint-Antoine et ses faux ouvriers : La liberté du travail à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Champ Vallon, 2002.

pratiques sociales qui y sont attachées de transformer les conditions juridiques des ouvriers n'est toutefois pas réservée aux enclos privilégiés qui ponctuent la ville et échappent au contrôle des corporations. Elle s'observe aussi, au cœur de la ville gouvernée par les corporations. Dans le secteur des métiers du bâtiment, la place de Grève apparaît comme l'un de ces lieux juridiques et demeure, pour cette raison, un enjeu disputé pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les revendications dont la place fait l'objet réfléchissent, on l'a vu plus haut, les tensions qui traversent le monde des métiers au XVIII<sup>e</sup> siècle et le sens qui lui est attribué ne saurait être réduit aux seuls antagonismes entre maîtres et compagnons. Il renvoie plutôt à cette faculté qu'ont les lieux de créer des droits spécifiques. En 1719, une ordonnance de police dénonce ainsi les « combats furieux » qui opposent, à la Grève, les compagnons maçons de Paris à ceux venus de la province<sup>14</sup>. Pour les ouvriers du bâtiment, un secteur où la demande de main d'œuvre est très centralisée, pouvoir se rendre le matin à la Grève pour offrir ses bras c'est avoir accès au principal marché d'embauche de la capitale. La place est toutefois une porte d'entrée surveillée et étroitement gardée ouvrant vers un marché du travail défini par un tissu de règles formelles destinées à garantir certaines valeurs et à privilégier certains intérêts<sup>15</sup>. Les compagnons parisiens en défendent jalousement l'accès aux ouvriers forains. Au-delà de la concurrence pour l'attribution des meilleures places d'embauche et le contrôle du marché du travail dont elle fait l'objet—l'espace est une ressource et fait donc toujours l'objet d'une compétition—, la Grève est revendiquée par les différents groupes en raison des droits réels qu'elle procure.

Le conflit qui oppose au XVIII<sup>e</sup> siècle plusieurs maîtres couvreurs à des compagnons parisiens témoigne de façon éloquente des droits qui sont alors attachés à la place de Grève<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> BnF, F-58 (17), *Ordonnance de police portant défenses aux compagnons massons, manœuvres et autres qui s'assemblent les matins en Grève de s'injurier ni maltraiter*, 10 mai 1719.

<sup>15</sup> Steven L. Kaplan, « La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 36 (juillet-septembre 1989), p. 361-412.

<sup>16</sup> L'affaire est résumée par Michael Sonenscher, *Work and Wages...*, *op. cit.*, p. 88-89 et Allan Potosky, *The Builders of Modern Paris, the Organization of Labor from Turgot to Napoleon*, Thèse de doctorat (histoire), Columbia University, 1993, p. 148-149. Voir également René de Lespinasse, *Les métiers et corporations...*, *op. cit.*, t. 2, p. 623-632.

En 1727, des maîtres couvreurs décident de modifier les statuts de leur corporation, datant de 1566, en abolissant notamment les articles qui restreignent le nombre d'apprentis qu'ils peuvent engager et qui imposent une période maximale d'une semaine pendant laquelle les compagnons forains peuvent travailler pour eux. Pour justifier ces changements, les maîtres arguent que les apprentis et les compagnons parisiens ont exploité une pénurie de main d'œuvre pour demander des salaires exorbitants. Appelants de cette décision devant le Parlement, les compagnons exigent que les statuts de 1566 et les ordonnances de police subséquentes soient maintenus et appliqués<sup>17</sup>. Le Parlement juge leur argumentaire suffisamment légitime pour retenir leur appel en 1729. Quarante années et trois batailles légales majeures s'écoulent avant que les changements proposés par les maîtres couvreurs ne soient finalement sanctionnés par le Parlement en 1768. Encore à ce moment, pourtant, les compagnons de Paris insistent et obtiennent que les forains soient exclus du marché d'embauche de la Grève. « C'est à tort, soutiennent-ils, que les jurés couvreurs ont voulu installer les compagnons forains en la place de Grève, qui est établie depuis cinq cens ans pour la place desdits compagnons [de Paris] »<sup>18</sup>. Le Parlement accède également à la requête formulée dans une pétition signée par 170 compagnons et 135 apprentis couvreurs selon laquelle les compagnons forains seront tenus de faire un second apprentissage à Paris avant d'accéder à la maîtrise<sup>19</sup>. La décision du Parlement reconnaît ainsi l'existence de droits réels qui dérivent de pratiques anciennes et répétées, liées à des lieux spécifiques, publiquement reconnues et largement acceptées comme légitimes. Mieux qu'un appel vague à la tradition, l'existence de ces droits, qui renvoient pourtant à une certaine signification du temps qui passe, permet de saisir pourquoi la Grève est un enjeu disputé et un lieu symbolique dans le monde du travail au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'appropriation de l'espace, en raison des droits qui y sont

---

<sup>17</sup> Allan Potofsky remarque que les compagnons couvreurs formaient un groupe d'ouvriers relativement peu qualifiés, assez bien payés et peut-être plus prompts que d'autres à poursuivre devant les cours des litiges relatifs au contrôle des flux de main d'œuvre.

<sup>18</sup> AN, Y 12768, 3 octobre 1768, cité par Michael Sonenscher, *Work and Wages...*, *op. cit.*, p. 89. De façon similaire, la peine qui consiste à bannir de la place de Grève un ouvrier du bâtiment condamné pour vol d'outils constitue la contrepartie de ce droit. Allan Potofsky, *The Builders of Modern Paris...*, *op. cit.*, p. 159.

<sup>19</sup> AN, AD XI 16, cité par Allan Potofsky, *The Builders of Modern Paris...*, *op. cit.*, p. 148-149.

attachés, n'est cependant pas seulement une fin en soi pour les groupes d'ouvriers qui s'assemblent en place de Grève, elle est aussi un moyen pour faire avancer leurs intérêts.

### 5.1.2 Le lieu comme ressource

Si la Grève est un lieu revendiqué par les ouvriers qui se l'approprient c'est aussi une place d'embauche qui leur est assignée par les autorités. Du point de vue des maîtres et des entrepreneurs, l'existence du marché aux ouvriers de la Grève présente en effet plusieurs avantages. Le secteur du bâtiment et de la construction en est un où les besoins en main d'œuvre non qualifiée et interchangeable sont considérables mais fluctuent grandement, en fonction des saisons notamment, mais aussi d'un jour à l'autre<sup>20</sup>. La mobilité des ouvriers est grande, ceux-ci passant constamment d'un chantier à un autre. En outre, une part importante de cette main d'œuvre provient de l'extérieur, du Limousin notamment. Pour toutes ces raisons, l'existence d'un marché d'embauche centralisé simplifie la tâche des maîtres et des entrepreneurs.

Si l'assignation des ouvriers à une place d'embauche spécifique sert les intérêts des maîtres et des entrepreneurs, elle constitue également une ressource pour les compagnons et les apprentis en raison des possibilités d'action combinée qu'elle offre. Cette idée d'une action concertée par les ouvriers, que ce soit dans le cadre d'une poursuite légale ou d'une démonstration, renvoie à des usages autonomes de l'espace, hors des cadres fixés par les autorités. L'existence d'un marché d'embauche centralisé à la Grève, réunissant au même endroit un grand nombre d'ouvriers de spécialités différentes en fait un lieu où l'information circule rapidement et facilite la concertation. Il s'agit là d'une ressource cruciale pour les compagnons et les apprentis. C'est cette concertation entre les ouvriers qui est directement visée par les nombreuses ordonnances défendant les cabales. Le terme qui signifie alors « un

---

<sup>20</sup> Marie-Annie Moulin, *Les maçons de la Haute-Marche au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Institut d'études du Massif central, 1986, p. 161. Dans le cas des maçons, la plupart sont embauchés à la journée et on ne retrouve souvent dans les ateliers qu'un nombre très réduit d'ouvriers qui bénéficient d'une rémunération hebdomadaire. Les mentions de fractions de journées relevées par Yves Durand dans les états de salaires donnent à penser que dans certains cas les ouvriers pouvaient même être employés sur un chantier moins d'une journée. Yves Durand, « Recherches sur les salaires des maçons à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire économique et sociale*, 44 (1966), p. 468-480.



complot de plusieurs personnes qui ont un même dessein »<sup>21</sup>, ne désigne pas spécifiquement l'arrêt de travail (la grève au sens moderne) mais renvoie, plus généralement, à l'action combinée, dont l'arrêt de travail collectif n'est qu'un aspect. Par ailleurs, dans un secteur comme le bâtiment, où le marchandage est plus important qu'il n'y paraît, la cabale ne vise pas nécessairement toujours les maîtres et les entrepreneurs. En octobre 1776, par exemple, un officier de police rapporte les rumeurs voulant que « le 13 de ce mois... il y avoit un complot formé par les manœuvres pour faire le lendemain grand tapage à la Grève si les compagnons ne leur promettoient une augmentation de leurs journées »<sup>22</sup>.

Les bouleversements que subit le monde du travail et l'agitation qui semble caractériser le secteur du bâtiment dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle contribuent à rendre la Grève plus visible aux yeux des autorités. En pleine effervescence après la Guerre de Sept Ans, le secteur de la construction voit en effet ses effectifs croître rapidement. En 1790-1791, les métiers du bâtiment constituent le plus important secteur de l'économie parisienne et on évalue qu'un peu plus d'un Parisien sur vingt y travaille, soit entre 5.4 et 6.3 % de la population de la capitale<sup>23</sup>. Les ouvriers du bâtiment sont particulièrement perçus comme violents et agités, même si, dans les faits, le taux de criminalité de ce groupe est similaire à celui du reste de la population parisienne<sup>24</sup>. En outre, largement composés de travailleurs migrants, les contingents d'ouvriers du bâtiment cristallisent les anxiétés de la police, attentive aux populations flottantes dans la capitale<sup>25</sup>. Les maçons venus de la Creuse, arrivés selon un rythme assez irrégulier, forment ainsi à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle une colonie évaluée à

---

<sup>21</sup> *Dictionnaire de l'Académie française*, 4<sup>e</sup> édition, 1762.

<sup>22</sup> AN, O<sup>1</sup> 487, 17 octobre 1776, cité dans Michael Sonenscher, *Work and Wages...*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>23</sup> Allan Potofsky, « The Construction of Paris and the Crises of the Ancien Regime: the Police and the People of the Parisian Building Sites, 1750-1789 », *French Historical Studies*, 27, 1 (2004), p. 11.

<sup>24</sup> Allan Potofsky, *The Builders of Modern Paris...*, *op. cit.*, p. 154-159.

<sup>25</sup> Vincent Milliot, « La surveillance des migrants et des lieux d'accueil à Paris du XVI<sup>e</sup> siècle aux années 1830 », Daniel Roche (dir.), *La ville promise. Mobilités et accueil à Paris fin XVII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Fayard, 2000, pp. 21-76.

2 ou 3 000 personnes qui se concentrent dans les rues entourant la place de Grève où ils logent dans les garnis<sup>26</sup>.

Si la montée de l'insubordination ouvrière à la fin de l'Ancien Régime reste encore à étayer de manière certaine, il apparaît clairement qu'elle est de plus en plus ressentie par les observateurs de l'époque. L'abolition des corporations en 1776 puis leur rétablissement sous une forme nouvelle transforment assurément les relations entre les maîtres et les compagnons. « Il est certain que l'épisode Turgot [accentue] chez les ouvriers l'envie de s'affirmer, en leur fournissant à la fois une justification et un encouragement à perpétrer des actes considérés jusque-là comme criminels et/ou subversifs »<sup>27</sup>. Cette réforme transforme par ailleurs les modalités du contrôle du travail dans la ville. L'autonomie des corporations, qui participent par leur « douce police » à la régulation du monde du travail, est sérieusement remise en question, alors que l'autorité est largement déplacée vers les organes du gouvernement central et confiée, notamment, au lieutenant de police.

C'est dans ce contexte que surviennent les contestations des maçons en 1785<sup>28</sup>. Pendant tout l'été, les tensions sont vives entre les maîtres et les compagnons. En mai, un rapport de police indique que les ouvriers du bâtiment ont arrêté le travail et se sont rassemblés dans le village de Vaugirard pour « faire ce qu'ils appellent entr'eux Grève, qui

---

<sup>26</sup> Émile Ducoudray, Raymonde Monnier et Daniel Roche (dir.), *Atlas de la Révolution française*, 11 : Paris, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000, p. 29 ; Marie-Annie Moulin, *Les maçons de la Haute-Marche...*, *op. cit.*, p. 103-107. Le courant migratoire est en lente progression sur le long terme. Le nombre des arrivées augmente dans les années 1770, connaît un léger recul vers 1780-1785 puis progresse rapidement au début de la Révolution. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers limousins cristallisent l'angoisse des Parisiens. Alain Corbin, « Les paysans de Paris. Histoire des Limousins du bâtiment au XIX<sup>e</sup> siècle », *Le temps, le désir et l'horreur. Essais sur le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1991, p. 199-214.

<sup>27</sup> Steven L. Kaplan, *La fin des corporations*, *op. cit.*, p. 295.

<sup>28</sup> Cette dispute est maintenant assez bien connue. Le libraire Siméon-Prosper Hardy la relate dans son journal, BnF, Ms. fr. 6685, p. 149-150 ; plusieurs historiens en discutent, notamment : George Rudé, *La foule dans la Révolution française*, Paris, Maspéro, 1982 (1959), p. 34 ; Haim Burstin, « Conflitti sul lavoro e protesta annonaria a Parigi alla fine dell'Ancien Régime », *Studi Storici*, 18 (1978), p. 754-757 ; Michael Sonenscher, « Journeymen, the Courts and the French Trades 1781-1791 », *Past and Present*, 114 (1987), p. 77-109 ; Allan Potofsky, *The Builders of Modern Paris...*, *op. cit.*, p. 100-115.

est de ne point travailler pour en faire augmenter leurs journées »<sup>29</sup>. Pendant les semaines qui suivent, les maîtres maçons ne cessent de déplorer les contestations qui s'élèvent de la part des compagnons au sujet des salaires<sup>30</sup>. Afin d'y mettre un terme, la Chambre des Bâtiments rend une sentence le 15 juillet qui fixe le prix des journées des ouvriers selon leurs spécialités. Le 25 juillet, près de 600 maçons se rassemblent place Vendôme, devant l'hôtel du lieutenant de police Lenoir, pour protester contre l'application de la sentence rendue par la Chambre dix jours plus tôt et demander que justice soit rendue. Lenoir prend acte des demandes des maçons et proteste à son tour de l'atteinte à sa juridiction dans une lettre au président du Parlement. Il souligne que cette sentence ne concerne en rien la police ordinaire de la construction, confiée à la Chambre des Bâtiments, mais qu'elle concerne la « police ordinaire entre les maîtres et les compagnons », confiée aux communautés, mais dont les décisions ne peuvent être exécutées qu'après avoir été homologuées par lui<sup>31</sup>. Or, tel n'a pas été le cas. Le 26 juillet, le Parlement rend donc un arrêt qui casse la sentence de la Chambre des Bâtiments<sup>32</sup>. Quelques jours plus tard, les compagnons maçons déposent une requête auprès du procureur général afin d'obtenir « la fixation nouvelle de leur salaire, en proportion de l'augmentation du prix des denrées et des autres dépenses de nécessité »<sup>33</sup>.

Différentes interprétations de cet événement sont possibles. D'une part, les arrêts de travail de mai et de juillet 1785 peuvent être replacés dans le contexte de la négociation entre deux blocs bien constitués : les maîtres maçons, d'un côté, et les compagnons et apprentis, de l'autre. Cette négociation se passerait d'abord devant les cours, comme en témoigne la requête présentée par les compagnons maçons au procureur général. L'arrêt de travail—qui ne dure pas—ne constituerait qu'un moment de cette négociation<sup>34</sup>. D'autre part, on peut également interpréter ce conflit dans le contexte des transformations qui touchent la police

---

<sup>29</sup> AN, Y 9949, 2 mai 1785.

<sup>30</sup> BnF, JF 557, f<sup>os</sup> 11-13, Extraits des délibérations faites au Bureau de la Chambre des Bâtiments, 3 et 23 juin 1785.

<sup>31</sup> BnF, JF 557, f<sup>o</sup> 9.

<sup>32</sup> BnF, JF 557, f<sup>o</sup> 17, Extrait des registres du Parlement, 26 juillet 1785.

<sup>33</sup> BnF, JF 557, f<sup>o</sup> 27-28, Requête au procureur général par les maçons.

<sup>34</sup> C'est l'interprétation proposée par Michael Sonenscher, « Journeymen, the Courts and the French Trades », *loc. cit.*

des métiers à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui contribuent à renforcer le pouvoir central au détriment de la « douce police » des corporations. L'appel au lieutenant général de police est en ce sens significatif : les ouvriers ne contestent pas alors son autorité, mais appellent à sa médiation<sup>35</sup>. Si l'expression « faire grève » n'est pas employée dans son sens moderne, elle révèle néanmoins une pratique alternative à un ordre socio-spatial donné, qui tend à être considérée comme contestataire ou subversive. Elle révèle un usage autonome de l'espace, différent de celui qui avait été assigné par les autorités. Puisque tout rassemblement collectif dans l'espace public est toujours susceptible d'être considéré comme un « trouble à l'ordre public », l'affaire a de quoi inquiéter les forces de l'ordre.

Selon ces deux interprétations, les contestations de 1785 s'inscrivent encore dans les formes d'action et de négociation de l'Ancien Régime, elles ont par ailleurs pour effet de rendre plus visibles aux yeux des autorités les ouvriers qui s'assemblent en place de Grève. Pour éviter les désordres du genre, des règles plus serrées sont établies pour encadrer le rassemblement des ouvriers sur la place. En 1787, une ordonnance de police du Châtelet en précise les modalités : les ouvriers doivent s'y rendre à compter de 5 heures le matin l'été (6 heures l'hiver), ils doivent se placer dans les endroits qui auront été désignés par l'inspecteur de police et les prix des journées doivent être convenus dans la place. Une fois embauchés, les ouvriers ne doivent pas revenir dans la place alors que ceux qui n'auront pas trouvé d'ouvrage devront se disperser après 7 heures<sup>36</sup>. Toutes ces mesures visent à prévenir la cabale, la concertation entre les ouvriers et les usages autonomes de l'espace.

Bien que l'expression « faire grève » n'est pas encore entendue dans son sens moderne, comme elle le sera progressivement au XIX<sup>e</sup> siècle, elle se raccroche néanmoins à des pratiques anciennes et à une forme d'appropriation collective du lieu. L'abolition des corporations en 1791, l'augmentation du nombre de travailleurs qui s'assemblent chaque matin en place de Grève et les transformations provoquées par la révolution industrielle dans les structures économiques et les relations de travail achèveront d'en modifier le sens. Si la

---

<sup>35</sup> C'est l'interprétation privilégiée par Allan Potofsky, « The Construction of Paris and the Crises of the Ancien Régime », *loc. cit.*

<sup>36</sup> AN, AD I 25<sup>B</sup>, 17 août 1787.

grève des ouvriers ne suscite pas, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'inquiétude aiguë qu'elle provoquera au siècle suivant, les bouleversements de la fin du siècle incitent néanmoins les autorités à prendre des mesures plus sévères pour prévenir tout débordement. Les représentations qui stigmatisent la place de Grève au XIX<sup>e</sup> siècle prennent donc naissance au XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux yeux du public et de la police, la place constitue un terrain fertile pour le désordre : elle offre des possibilités, crée des moments et facilite les choses<sup>37</sup>.

## 5.2 Les journées de juillet 1789

En juillet 1789, l'appropriation de l'espace urbain est à la fois une fin et un moyen pour les groupes révolutionnaires qui veulent se substituer à l'autorité légale. L'action des révolutionnaires s'accompagne en effet d'un marquage symbolique de l'espace, c'est-à-dire qu'elle passe par la production et la destruction de signes afin de rappeler quel pouvoir s'exprime et en même temps le légitimer<sup>38</sup>. L'objectif de ce marquage est, à terme, d'assurer le contrôle exclusif du territoire de la ville. Ainsi, alors que des lieux symboliques comme la Bastille sont détruits, d'autres comme l'hôtel de ville sont réinvestis par les nouvelles autorités. De même, la place de Grève, reconnue comme lieu emblématique de l'exécution des châtiments pendant l'Ancien Régime, voit son utilisation détournée jusqu'à devenir le symbole de la justice populaire pendant les premiers mois de la Révolution. Cette appropriation, qui se réalise essentiellement dans l'action, confère du sens au lieu, altère et influence les façons de se le représenter et de l'imaginer.

### 5.2.1 Le réinvestissement symbolique de l'hôtel de ville

Peu questionné car il paraît aller de soi, le choix de l'assemblée des électeurs de s'installer dans l'hôtel de ville au printemps 1789 est pourtant lourd de sens. Dans la mesure où il existe logiquement au moins deux modes d'appropriation symbolique, l'intégration d'un lieu déjà existant et la production d'un nouveau lieu, la décision de l'assemblée de s'établir

---

<sup>37</sup> Casey Harison, « The Rise and Decline of a Revolutionary Space: Paris' Place de Grève and the Stonemasons of Creuse, 1750-1900 », *Journal of Social History*, 34, 2 (2000), p. 406.

<sup>38</sup> Vincent Veschambre, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *Travaux et documents de l'UMR ESO 6590 CNRS*, 21 (2004), p. 73-77.

dans la maison commune met en lumière la faculté du lieu à agir sur le social et en fait l'une des composantes essentielles des rapports de domination qui s'établissent dans la société.

Les événements qui mènent à la substitution de la prévôté des marchands et de l'échevinage parisien par de nouvelles institutions en juillet 1789 sont suffisamment connus des historiens pour qu'il suffise de les rappeler brièvement ici<sup>39</sup>. La décision de réunir les États Généraux, convoqués pour le 1<sup>er</sup> mai 1789, donne lieu à la tenue d'élections en vue de désigner les représentants qui y siégeront. Dans la capitale, les élections pour choisir les députés du Tiers-État ne commencent que le 21 avril et s'effectuent en deux temps. Un premier vote se fait d'abord au sein des assemblées primaires, réunies dans chaque district<sup>40</sup>. Le droit de vote est alors soumis à certaines conditions : les votants doivent être imposés de 6 livres au moins de capitation, avoir 25 ans et résider dans la ville depuis au moins un an. Ils doivent choisir 407 électeurs, eux-mêmes chargés d'élire les vingt députés du Tiers qui siégeront aux côtés des députés que le clergé et la noblesse choisissent en leur sein. Le premier député du Tiers-État parisien, Jean-Sylvain Bailly, est élu le 12 mai et le dernier, l'abbé Sieyès, le 19 mai. Une fois les représentants élus, l'assemblée des électeurs aurait dû se dissoudre. Cependant, dès le 10 mai, elle s'installe à l'hôtel de ville et se maintient pendant toute la durée des États Généraux afin de correspondre avec ses députés. Rapidement, elle se substitue à l'autorité municipale légale, le prévôt des marchands et les échevins désignés par le roi. Prétendant incarner le pouvoir municipal légitime parce qu'elle est issue de l'élection, l'assemblée exerce effectivement le pouvoir, prenant des mesures pour pourvoir à la sûreté, aux subsistances et au maintien de l'ordre dans la capitale. Elle agit alors à travers le comité permanent établi dans l'hôtel de ville. C'est celui-ci qui décide de mettre en place, le 12 juillet, une milice bourgeoise pour défendre Paris contre les troupes royales déplacées vers la capitale, mais également pour maintenir l'ordre au sein de la populace. Cette milice accompagne la foule parisienne, le 14 juillet, dans sa quête d'armes qui conduit d'abord à la prise des Invalides puis à celle de la Bastille. Le même jour, l'assassinat du prévôt des

---

<sup>39</sup> On pourra consulter Jean Tulard, *La Révolution*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, 1989, p.65-130, pour un récit plus détaillé de cette période charnière.

<sup>40</sup> Le découpage des districts est établi d'après les 16 quartiers municipaux qui avaient été redessinés en 1680 et qui sont ici divisés en 4. Cf. chapitre I, note 72.

marchands, Jacques de Flesselles, pour n'avoir pas fourni les armes qu'il avait promises à la milice, confirme l'effondrement des anciennes institutions municipales. Le lendemain, Bailly est acclamé maire de Paris et, deux jours plus tard, la nouvelle commune est reconnue. Le 17 juillet, en effet, le roi s'incline devant les révolutionnaires et se rend à l'hôtel de ville où il reçoit des mains de Bailly la cocarde tricolore, symbole de l'union de la capitale et de la monarchie<sup>41</sup>.

En 1789, le réinvestissement de l'hôtel de ville par la nouvelle institution municipale témoigne de la valeur qui est alors attribuée au lieu et qui est construite selon des critères à la fois fonctionnels et symboliques. Des conditions pratiques président assurément au choix de cet édifice. Bâtiment public, l'hôtel de ville héberge déjà les principaux services de l'administration municipale. Des salles de réunion y sont disponibles, les archives y sont regroupées, les officiers municipaux y sont rassemblés. Bref, c'est un centre de commandement déjà en place.

Surtout, c'est le lieu qui, depuis plusieurs siècles, a servi à articuler la communication symbolique entre le pouvoir central et la population de la capitale, représentée par la municipalité parisienne. En choisissant l'hôtel de ville, l'assemblée des électeurs exploite ainsi non seulement les ressources réelles du lieu, mais aussi ses virtualités. Parce qu'il donne une réalité tangible à l'idée d'une communauté de ville, l'hôtel de ville reste comme la marque d'identité propre de l'assemblée des habitants. En réinvestissant le bâtiment, l'assemblée des électeurs s'inscrit dans une filiation et se pose comme ayant droit et comme héritière de cette communauté, ce qui lui sert à construire sa légitimité<sup>42</sup>. Le réinvestissement de ce repère durable contribue par ailleurs à transformer la signification du bâtiment. En effet, si l'hôtel de ville constitue un lien avec le passé de la communauté, au

---

<sup>41</sup> Le réinvestissement de l'hôtel de ville, un lieu de pouvoir symbolique, constitue donc un moyen parmi d'autres pour créer une légitimité qui finit par être légalement reconnue. La réutilisation d'un rituel comme l'entrée constitue un autre de ces moyens. Pour une analyse de l'entrée du roi dans Paris le 17 juillet 1789, voir Lawrence M. Bryant, *The King and the City in the Parisian Royal Entry Ceremony: Politics, Ritual, and Art in the Renaissance*, Genève, Droz, 1986, p. 218-224.

<sup>42</sup> Fabrice Ripoll, « S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 195 (2005), p. 39.

sens où il représente (en rendant présent et sensible) un passé qui serait autrement absent, il demeure une construction alimentée par la mémoire. Il suppose un investissement symbolique du lieu par la communauté, qui s'y projette, ce qui en fait donc autant un produit du passé qu'une création de la société qui se l'approprie<sup>43</sup>.

Si elle investit l'hôtel de ville en réactivant la charge symbolique latente du site, l'élite révolutionnaire procède également à de nombreuses relectures du passé. Ainsi, le lien établi avec le passé est le résultat d'une construction mémorielle qui dépend des acteurs présents. En 1789, l'hôtel de ville est investi d'une certaine idée de la communauté de ville qui n'a toutefois rien de permanent. En empruntant le langage de la nation et en faisant de l'hôtel de ville la maison commune des citoyens, les élites révolutionnaires se placent en décalage avec une tradition qui avait vu le pouvoir municipal, issu du monde de la marchandise et de la bourgeoisie, se développer à l'abri de l'autorité royale. En insistant sur l'ancienneté des usages, elles s'inscrivent pourtant dans cette filiation, tout en nouant des rapports complexes et ambigus avec le passé<sup>44</sup>. Dans ce processus complexe d'appropriation, le temps et l'espace se croisent puisque le lieu se charge de significations et réagit aux mouvements du temps. Le lieu agit quant à lui sur le social puisqu'il confère une légitimité, devient un instrument de pouvoir et participe à la construction de l'identité des acteurs sociaux. L'hôtel de ville apparaît donc comme un lieu dont la charge symbolique et la puissance évocatrice demeurent (elles sont même renforcées à chaque réactivation), mais dont le sens évolue et s'enrichit, étant subtilement altéré par chaque réinvestissement.

---

<sup>43</sup> Je renvoie ici aux réflexions sur l'investissement symbolique des monuments historiques. Voir Alois Riegl, *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Seuil, 1984 (1903) ; Françoise Choay, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, p. 9-25.

<sup>44</sup> BnF, F-23721 (424), *Ordonnance Pour avertir les Habitans de la Ville & des Fauxbourgs de Paris, de déposer dans un Coffre, à l'Hôtel-de-Ville, leurs Mémoires & Observations, destinés à la rédaction du Cahier de ladite Ville, pour les États-Généraux*, 15 avril 1789.



### 5.2.2 De l'échafaud à la lanterne

En juillet 1789, le remplacement des anciennes institutions monarchiques par les nouvelles autorités révolutionnaires s'accompagne à plusieurs reprises des violences de la foule<sup>45</sup>. À l'occasion de ces épisodes violents, le peuple s'approprie l'espace urbain, le détourne de ses usages ordinaires, le marque et contribue à en altérer le sens. Ainsi, alors que la place de Grève est reconnue comme le principal lieu d'exécution de la justice royale dans la capitale, les exécutions symboliques du marquis de Launay, gouverneur de la Bastille, et du prévôt des marchands Flesselles, le 14 juillet, mais surtout celles du contrôleur général des finances Joseph-François Foulon de Doué et de l'intendant Louis Bénigne François Bertier de Sauvigny, le 22 juillet, en font le théâtre de la justice populaire. Ces événements dramatiques, qui produisent des signes et des repères spatiaux bien précis, ont des conséquences durables sur la manière de se représenter le lieu. En soulignant la menace de violence que peut constituer la foule assemblée sur la place, qui continuera de hanter les élites pour les prochaines décennies, ces événements contribuent à la formation de l'imaginaire angoissant de la Grève.

Retrouvé tentant de s'enfuir de la capitale, le contrôleur général des finances Foulon de Doué, très impopulaire, est conduit par la foule en place de Grève le 22 juillet. Après de nombreuses brimades, le peuple décide, dans un geste symbolique, de le pendre à une lanterne située au coin d'une des maisons donnant sur la Grève, vis-à-vis de l'hôtel de ville. On s'y prend à trois reprises, la corde cédant à chaque fois. Finalement, sa tête est coupée, fichée sur une pique puis promenée, comme un trophée, dans la place<sup>46</sup>. Un sort similaire est réservé à l'intendant de la Généralité de Paris, Bertier de Sauvigny, amené dans la place quelques heures après son beau-père.

Ces événements témoignent bien du fait que le sens attribué aux lieux est toujours en mouvement et résulte du jeu complexe des interactions entre les acteurs sociaux et l'espace.

---

<sup>45</sup> William Beik, « The Violence of the French Crowd from Charivari to Revolution », *Past and Present*, 197 (2007), p. 75-110.

<sup>46</sup> L'événement est repris par Charles Dickens dans *A Tale of Two Cities*, Andrew Sanders (éd.), Oxford, Oxford University Press, 1998 (1859), chapitre 22.

En amenant dans la place de Grève les officiers royaux dont il souhaite se venger, le peuple s'approprie un lieu qu'il considère comme emblématique de l'exercice de la justice. Ainsi, tout en s'appuyant sur une certaine représentation partagée de l'espace, il en détourne le sens. Le geste n'est donc pas neutre, il produit ses propres signes et altère les significations du lieu. La lanterne qui sert aux supplices de Foulon et de Bertier de Sauvigny devient elle-même un symbole de la justice populaire, rapidement repris par une partie des élites révolutionnaires. C'est le cas de Camille Desmoulins qui rédige, dans les mois qui suivent l'événement, son *Discours de la lanterne aux Parisiens*<sup>47</sup>, dans lequel il justifie la violence révolutionnaire. L'image de la lanterne passe également dans le langage courant : elle est reprise dans les chansons<sup>48</sup> et figure quelques années plus tard dans le dictionnaire de l'Académie française<sup>49</sup>. Chez certains artistes, la lanterne devient un élément rhétorique étroitement associé à la foule qui se porte en place de Grève. Ainsi, si la lanterne de la Grève apparaît au centre de la composition réalisée par Jean-Louis Prieur pour une gravure représentant le supplice de Foulon (figure 5.2), elle figure également dans une autre de ses œuvres représentant l'assassinat du prévôt des marchands Flesselles devant la porte de l'hôtel de ville (figure 5.1) et ce, bien qu'aucun relevé architectural n'en signale la présence sur la façade de l'édifice<sup>50</sup>. Elle est un signe placé délibérément par l'artiste pour évoquer la justice populaire.

<sup>47</sup> Camille Desmoulins, *Discours de la lanterne aux Parisiens*, Paris, Chez Le Jay fils, 1789.

<sup>48</sup> Elle est reprise dans un couplet du *Ah ! ça ira !*, l'un des chants le plus célèbres de la Révolution française : « Ah ! ça ira, ça ira, ça ira, / Les aristocrates à la lanterne ! / Ah ! ça ira, ça ira, ça ira, / Les aristocrates on les pendra ! », François Moureau et Elisabeth Wahl (éd.), *Chants de la Révolution française*, Paris, Librairie Générale Française, 1989, p. 45-48.

<sup>49</sup> Le substantif et le verbe apparaissent avec ce sens dans le supplément contenant les mots en usages depuis la Révolution. Voir *Dictionnaire de l'Académie française*, Paris, J.J. Smits, 1798, 5<sup>e</sup> édition, t. 2, p. 772.

<sup>50</sup> Warren Roberts, « The Visual Rhetoric of Jean-Louis Prieur », *Canadian Journal of History*, 32, 2 (1997), p. 419-423 ; Jack Censer et Lynn Hunt, « Imaging the French Revolution : Depictions of the French Revolutionary Crowds », *American Historical Review*, 110, 1 (2005), p. 38-45. Ces deux œuvres de Prieur, gravées par Pierre-Gabriel Berthault, appartiennent aux *Tableaux historiques de la Révolution française*, dont la première édition date des années 1791-1796. Ce recueil iconographique a récemment fait l'objet d'une édition critique. Voir Claudette Hould (dir.), *La Révolution par la gravure. Les « Tableaux historiques de la Révolution française », une entreprise éditoriale d'information et sa diffusion en Europe, 1791-1817*, Vizille, Musée de la Révolution française ; Paris, Réunion des musées nationaux, 2002 et *La Révolution par l'écriture. Les « Tableaux historiques de la Révolution française », une entreprise éditoriale d'information (1791-1817)*, Vizille, Musée de la Révolution française ; Paris, Réunion des musées nationaux, 2005.



Figure 5.1 : Jean-Louis Prieur, Mort de M. de Flesselles, prévôt des marchands de Paris, 1802.

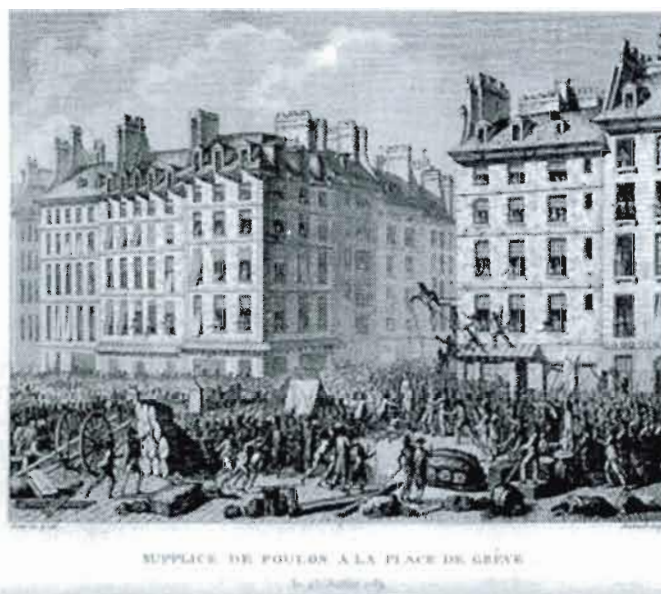


Figure 5.2 : Jean-Louis Prieur, Supplice de Foulon à la place de Grève, 1802.

La production de ce nouveau signe n'efface pas le souvenir des gibets et des échafauds élevés sur la Grève et caractéristiques des supplices d'Ancien Régime. Au contraire, l'appropriation du lieu par la foule révolutionnaire prend appui sur ces associations.

Cependant, cette appropriation est une médiation dont le résultat est d'infléchir les significations attachées au lieu. Après les événements de juillet 1789, la lanterne qui surplombe la place est un repère spatial qui rappelle avec force la violence de la foule. Le lieu retient donc toute sa charge symbolique, mais celle-ci, à travers appropriations et réinterprétations, se densifie alors que de nouvelles images sont produites. De même, lorsque la guillotine est introduite sur la place en 1792, elle colore, à sa manière, l'imaginaire de la place.

Les autorités pèsent lourd dans le processus de production de l'espace : elles ont souvent le pouvoir de l'aménager, d'en régler les usages, d'en orienter les sens. Si l'autonomie des groupes populaires ou de ceux qui contestent les autorités est souvent moindre, puisqu'ils doivent composer avec un plus grand nombre de contraintes, l'espace offre cependant toujours des possibilités. Ils peuvent s'approprier l'espace en agissant en partie à l'intérieur du cadre fixé par les autorités, comme le font les maçons qui tirent profit du lieu qu'on leur assigne, ou en se posant en rupture avec celui-ci, à la manière des révolutionnaires de 1789. D'une manière ou d'une autre, leurs actions s'inscrivent dans un lieu partagé, influencent l'action des autres acteurs et contribuent à modifier l'imaginaire du site. Lieu symbolique de la capitale, la Grève fait l'objet d'appropriations multiples qui ne sont pas toutes contrôlées par les autorités. En raison du risque qu'elle peut représenter et de la part d'inattendu qu'elle comporte, son contrôle devient un souci constant pour les forces de l'ordre et le public. La crainte des débordements et des désordres se mêle donc aux inquiétudes suscitées par l'association de la place à la violence, à la criminalité et à l'insalubrité.

## CHAPITRE VI

### ÉCRIRE, DÉCRIRE, CONSTRUIRE

Les chapitres précédents ont examiné séparément des transformations qui, en réalité, se conjuguent sous l'œil des contemporains et participent simultanément à la formation de l'imaginaire de la place de Grève. Cette dernière partie en forme d'épilogue entend rendre compte de cette intégration en interrogeant des productions littéraires qui présentent des images sensibles du lieu. Dans un premier temps, seront considérés les guides de Paris qui donnent à lire la ville. Leur analyse montre que si la Grève demeure un lieu polysémique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les guides sélectionnent certaines images et fixent des repères. Comme le guide de voyage qui forme la perception et l'expérience du voyageur, l'imaginaire de la Grève n'est pas seulement relayé par l'écrit, il est aussi construit par la littérature. Les romans noirs du début du XIX<sup>e</sup> siècle témoignent de cette construction alors que la Grève devient un thème en soi et un raccourci pour évoquer les dangers et les bas-fonds de la capitale. Ouvrages populaires, peu coûteux et largement diffusés, ils fonctionnent à la manière d'une caisse de résonance et forgent un imaginaire de la Grève où l'angoisse qu'elle suscite se donne à lire dans toutes ses déclinaisons.

#### 6.1 La Grève dans les guides de Paris

Les chapitres précédents ont brossé le portrait de la place de Grève comme un lieu complexe, chargé, tendu. Produit par la rencontre de divers mouvements et ouvert à de multiples appropriations, la place donne naissance à toute une variété de représentations au XVIII<sup>e</sup> siècle. Or c'est justement le rôle que se donnent les guides de Paris que de déchiffrer la ville et les lieux qui la composent, d'en décoder les sens et les usages. Forcément, ils hiérarchisent alors les sites, distinguent ce qui mérite d'être vu et passent sous silence le reste, contribuant ainsi à produire des espaces urbains aux valeurs différenciées. Lorsqu'ils décrivent un lieu, ils procèdent par sélection et résument en quelques lignes ce qui est supposé en traduire l'essentiel. Évidemment, ils ne sont donc pas un miroir neutre d'une

réalité urbaine qui leur serait extérieure : ils forment le regard et contribuent à fixer un imaginaire autour de quelques repères.

Les guides de Paris émergent au XVII<sup>e</sup> siècle de la rencontre de deux variétés littéraires : les antiquités et les guides de route et de voyage. Ils se présentent comme des ouvrages ayant l'ambition de servir d'introduction pratique aux voyageurs, et même aux Parisiens, à une connaissance et à un usage de la capitale<sup>1</sup>. Si le guide de Paris se distingue de plus en plus, par sa forme et par son propos, des genres voisins que sont les recherches, antiquités et descriptions, la perméabilité demeure grande entre ces différents écrits. Les renvois sont constants et les emprunts, déclarés ou non, fréquents. Plus lente au XVII<sup>e</sup> siècle, la production des guides s'accélère dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle lorsque Paris conquiert son titre de capitale des Lumières<sup>2</sup>. Comme c'est une source qui traverse la période, j'ai recherché dans les guides les traces d'une évolution des images de la Grève qu'ils proposent et j'ai tenté de déterminer si les transformations identifiées dans les chapitres précédents y étaient enregistrées<sup>3</sup>. J'ai donc formé un échantillon aléatoire suffisamment large pour tenir compte des évolutions sans toutefois qu'il soit exhaustif<sup>4</sup>. Ce choix s'explique parce que mon propos n'est pas d'abord de faire une histoire du genre littéraire qu'est le guide ou de son utilisation par les voyageurs<sup>5</sup>, mais plutôt de confronter les résultats

---

<sup>1</sup> Gilles Chabaud, « Images de la ville et pratiques du livre : le genre des guides de Paris (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 45, 2 (1998), p. 323-345.

<sup>2</sup> Daniel Roche, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003, p. 116.

<sup>3</sup> C'est l'utilisation qu'en ont déjà fait plusieurs historiens. Voir par exemple les contributions d'Olivier Dautresme, « Du Palais-Cardinal à « l'enceinte magique » : la représentation du Palais-Royal dans les guides de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » et d'Isabelle Backouche, « Construction d'un genre littéraire, construction d'un espace : les guides parisiens et la Seine (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) » dans l'ouvrage dirigé par Gilles Chabaud, *Les guides imprimés du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Villes, paysages, voyages*, Paris, Belin, 2000, p. 391-402 et 403-418.

<sup>4</sup> J'ai consulté plus d'une quarantaine d'ouvrages dont on trouvera la liste complète dans la bibliographie à la fin de la thèse. L'échantillon est aléatoire parce qu'il ne tient pas toujours compte des réimpressions et rééditions multiples dont certains de ces ouvrages ont fait l'objet.

<sup>5</sup> Gilles Chabaud a consacré plusieurs articles à l'histoire du genre des guides parisiens. À celui cité précédemment, on ajoutera cet autre article : « Les guides de Paris du XVII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle : remarques sur une construction historique », *Les guides imprimés du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, op. cit.*, p. 71-80. Sur l'utilisation du guide comme « véhicule de promenade », voir Laurent Turcot, *Le promeneur à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Promeneur/Gallimard, 2007, p. 275-341.

identifiés dans les chapitres précédents à un corpus de sources. L'idée était de voir comment, à travers les descriptions qu'ils donnent de la place de Grève, les guides parisiens avaient pu contribuer à construire l'imaginaire du lieu.

La lecture des guides de Paris s'est révélée moins riche que ce que j'espérais, la plupart des ouvrages ne consacrant que quelques lignes, plus rarement quelques paragraphes, à la place de Grève. Les informations qu'ils livrent sont brèves et répétitives. Selon le type que les auteurs privilégient—la description de la ville monumentale, l'information sur la vie citadine ou les moyens du repérage urbain—les notices varient un peu tout en demeurant très standardisées. Les traits saillants sont déjà fixés à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et, malgré les quelques évolutions repérées, l'information qu'ils livrent se transforme peu jusqu'à la fin du siècle suivant.

La majorité des notices relatives à la place de Grève s'organisent autour de quelques sujets. L'hôtel de ville est un thème majeur dont la description occupe, quelquefois, l'essentiel de la notice, reléguant la place elle-même à l'arrière-plan. Édifice public jugé plus ou moins remarquable, comme on l'a vu, la description de l'hôtel de ville donne souvent lieu à une recension plus ou moins détaillée des œuvres d'art et des inscriptions qu'il renferme. Lorsqu'il s'agit de décrire les fonctions de la place, les guides se limitent souvent à mentionner son utilisation pour les exécutions et les fêtes. À certaines occasions, moins fréquentes toutefois, ils évoquent également la fonction portuaire et commerciale de la place et indiquent les marchandises et denrées qui s'y débitent. Face à ces thèmes qui reviennent d'un ouvrage à l'autre, on ne peut manquer de noter quelques absences. Ainsi, je n'ai relevé aucune mention du marché d'embauche ni du marché de friperie qui se tiennent pourtant de façon régulière dans la place. De même, malgré l'importance du service des rentes et le va-et-vient qu'il occasionne à l'hôtel de ville, on n'en trouve pratiquement aucune trace dans les guides, même dans ceux qui sont plus explicitement destinés aux Parisiens.

---

Enfin, sur la persistance de lectures et d'usages différenciés des guides, qui n'ont pas tous une fonction utilitaire, on consultera Vincent Milliot, « L'espace parisien dans les imprimés de large circulation (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) : une archéologie de la lecture des guides urbains ? », *Les guides imprimés du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, op. cit.*, p. 59-70.



Malgré cette représentation qui réduit à quelques thèmes essentiels un lieu aux usages multiples, la Grève demeure un lieu hybride, difficile à classer. Elle est susceptible d'apparaître un peu partout dans les guides, en raison de la diversité de ses fonctions. Cette polysémie apparente du lieu pourrait n'être que l'effet d'un genre multiforme regroupant des ouvrages aux objectifs, aux intérêts et aux classements divers. La variation des notices et des occurrences témoigne en effet d'ouvrages aux objectifs et aux contenus variables. Du guide thématique des « monuments remarquables » rédigé à l'intention de l'amateur ou du curieux<sup>6</sup>, au guide pratique qui recense les différents services de la ville<sup>7</sup> en passant par le guide qui dévoile un parcours dans la ville<sup>8</sup>, les auteurs ne classent évidemment pas les choses de la même manière. D'ailleurs, cette polysémie ne serait pas spécifique à la Grève puisque plusieurs autres espaces de la ville peuvent être lus, classés et hiérarchisés de différentes façons. Cependant, lorsqu'on compare la présentation que font les guides de la Grève avec des objets similaires, les autres places publiques de la capitale, on saisit mieux l'hybridité du lieu et l'ambiguïté qui la caractérise.

Du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, les guides tendent à construire deux catégories de places publiques distinctes : les places royales, d'une part, lieux d'expression du pouvoir monarchique, planifiées et régulières et, d'autre part, les places et carrefours « organiques », formés progressivement, entourés d'édifices disparates et lieux d'activités communes. Souvent amalgamées dans les guides du XVII<sup>e</sup> siècle, ces deux catégories sont de plus en

---

<sup>6</sup> Par exemple, Luc-Vincent Thiéry, dans son *Almanach du voyageur à Paris*, Paris, Hardcuin, 1783, classe ainsi dans des rubriques différentes les informations relatives à l'hôtel de ville, à la place et au port.

<sup>7</sup> Voir, par exemple, Jèze, *Tableau universel et raisonné de la ville de Paris*, Paris, Chez J.P. Costard, 1760. Après avoir présenté une brève description topographique de la capitale, l'auteur articule les informations relatives à la ville selon leur rapport au nécessaire, à l'utile, à l'agréable et à l'administration. Les informations sur la place de Grève sont donc dispersées dans l'ensemble de l'ouvrage.

<sup>8</sup> C'est le cas notamment dans les différentes éditions de la *Description* de Germain Brice où toutes les informations concernant la Grève et l'hôtel de ville sont regroupées et dévoilées au fil d'un itinéraire dans la ville. Germain Brice, *Description de la ville de Paris et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, Genève, Droz, 1971 (réimpression de la 9<sup>e</sup> éd. de 1752). C'est également le parti pris par Louis Liger, *Le Voyageur fidèle, ou Le guide des étrangers dans la ville de Paris*, Paris, Chez Pierre Ribou, 1715.



plus distinguées dans les ouvrages du XVIII<sup>e</sup> siècle, que ce soit dans l'index qui les accompagne<sup>9</sup> ou à l'intérieur des rubriques elles-mêmes<sup>10</sup>. Alors que les places et carrefours sont rarement signalés autrement que par l'indication de leur localisation dans la ville, les places royales font l'objet de notices plus détaillées décrivant, entre autres, les monuments autour desquels elles s'organisent, l'ordonnancement des façades des bâtiments qui les entourent, les perspectives qui permettent de les apprécier. Dans cette hiérarchie reflétée et construite par les guides, la Grève occupe souvent une position ambiguë, à cheval entre ces deux catégories. Dépourvue de statue du souverain et trop irrégulière pour figurer au nombre des places ordonnancées, la Grève participe pourtant à la représentation du pouvoir et demeure l'une des plus vastes de la capitale, ce qui l'exclut en partie de la seconde catégorie.

La description que fournit Edme Bégillet dans une partie qu'il consacre aux monuments érigés dans les places publiques de la capitale est à cet égard révélatrice. En soulignant « qu'on ne s'est avisé que très-tard en France, d'élever des monumens durables à la gloire des rois et de les mettre en même temps dans des places régulièrement construites, qui sont le plus bel ornement des villes »<sup>11</sup>, l'auteur décrit, dans l'ordre de leur construction, la place Dauphine, la place Royale, la place des Victoires, la place Vendôme et la place Louis-XV, en livrant sur chacune des informations précises sur leur histoire, leur organisation formelle et les statues qu'elles hébergent. Puis il introduit la place de Grève, « l'une des plus anciennes de Paris » :

C'est la place la plus connue de Paris, tant à cause des feux de joie & des artifices que les magistrats de la ville y font faire, que parce que c'est le lieu ordinaire pour l'exécution des malfaiteurs. Quoiqu'il n'y ait point de monument public au milieu de

---

<sup>9</sup> Une telle distinction est retenue, par exemple, dans l'index de l'ouvrage de Pasquier et Denis, *Plan topographique et raisonné de Paris*, Paris, chez Pasquier, 1758.

<sup>10</sup> Dans certains guides, les places publiques sont regroupées au sein d'une rubrique qui distingue clairement les places et carrefours de la ville des places royales, ces dernières faisant l'objet de descriptions détaillées. Voir notamment Luc-Vincent Thiéry, *Le voyageur à Paris, extrait du Guide des Amateurs & des Etrangers voyageurs à Paris*, Paris, Chez Gattey, 1790, t. 2, p. 153-160. Dans d'autres ouvrages, les places royales, qui appartiennent à la ville monumentale, font l'objet d'une rubrique autonome. C'est le cas, par exemple, dans l'ouvrage d'Annibale Antonini, *Mémorial de Paris et de ses environs à l'usage des voyageurs*, Paris, Chez Saugrain, 1732, p. 86-91.

<sup>11</sup> Edme Bégillet, *Description historique de Paris, et de ses plus beaux monumens*, Paris, chez les auteurs, veuve Duchesne, Bureau de la Bibliothèque de France; Dijon, chez Frantin, 1779, t.1, p. 76.

cette place, cependant l'Hôtel de Ville auquel elle sert d'esplanade peut être regardé en lui-même comme un monument public, puisqu'on y voit au dessus de la porte une statue équestre de Henri IV, faite en demi-bosse sur un fond noir. Cette statue est de Pierre Biard, disciple de Michel-Ange, lequel a voulu, dit-on, imiter le cheval de Marc-Aurèle, qui est au Capitole à Rome.<sup>12</sup>

La présence de l'hôtel de ville, qui participe de la représentation des pouvoirs publics, et l'importance de ses usages « poussent » donc la Grève vers la première catégorie. Béguillet poursuit ensuite sa description de la capitale en indiquant qu'il y a dans Paris « un grand nombre d'autres places ; mais elles ne sont pas distinguées par des monumens publics comme celles dont on vient de parler : on se contentera de les indiquer à l'article des places, carrefours, halles & marchés »<sup>13</sup>. Le guide de Béguillet est le seul ouvrage recensé qui utilise ainsi l'hôtel de ville et le bas-relief de Henri IV pour résoudre l'ambiguïté de la Grève. Les discussions relatives au réaménagement de la place de Grève au moment où l'ouvrage est publié ne sont sans doute pas étrangères au parti pris par l'auteur. En effet, en 1779, le plan proposé par le maître général des Bâtiments de la Ville, Pierre-Louis Moreau-Desproux, semble vouloir se réaliser et laisse présager qu'une fois achevés, les travaux permettront à la Grève de rejoindre la catégorie des places ordonnancées<sup>14</sup>. La pirouette à laquelle doit se livrer Béguillet pour faire entrer la Grève dans cette catégorie témoigne bien de l'ambiguïté du lieu. Dans les guides de Paris comme dans l'esprit des aménageurs, la Grève est un lieu à l'identité trouble : le monument qu'elle héberge et les fonctions qu'elle remplit lui procurent une charge symbolique forte, mais ils en font en même temps un lieu hybride, qui échappe en partie aux nomenclatures d'usage.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, certains éléments constitutifs de cette hybridité commencent également à être remis en question dans les guides, qui font ainsi écho aux réflexions des aménageurs. Systématiquement mentionnée dans les notices consacrées à la place de Grève, l'alternance des fêtes et des exécutions publiques fait, le plus souvent, l'objet d'un constat neutre, l'auteur se bornant à indiquer cet usage ou, dans les notices les

---

<sup>12</sup> Ibid., p. 106-107.

<sup>13</sup> Ibid., p. 108.

<sup>14</sup> Sur ce projet d'aménagement, on se reportera à la discussion qui en est faite dans le quatrième chapitre.

plus détaillées, à en rappeler l'ancienneté. Après le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, toutefois, apparaissent dans certains guides des remarques qui rappellent les critiques des aménageurs et des hommes de lettres. Ainsi, en 1769, LeSage note qu'il « y a long-tems que l'on cherche une place autre que celle-là pour faire justice, attendu que la joie et la tristesse sont incompatibles »<sup>15</sup>. La critique revient, quelques années plus tard, dans *Paris en miniature* : « On doit seulement s'étonner que dans une immense Capitale où le terrain ne manque pas, on place dans un même endroit les réjouissances et les supplices »<sup>16</sup>. L'incompatibilité remarquée de ces usages correspond aux tentatives de réaménagement de la place. Ces commentaires suggestifs montrent que les guides de Paris, tout en demeurant très standardisés, participent à l'élaboration d'une nouvelle conception de la ville. En se donnant pour objectif de donner à lire l'ensemble de la ville, les guides contribuent en effet au développement d'une appréhension globale de la capitale. Ils sont, à la manière des plans dont ils s'accompagnent souvent, un instrument pratique pour saisir la ville dans toute sa complexité et une première étape pour suggérer des réorganisations. En cela, et parce qu'ils font l'éloge d'une ville ordonnée, transparente et lisible, ils rejoignent donc à la fois les préoccupations des aménageurs et celles de la police<sup>17</sup>.

Si les notices consacrées à la place de Grève changent relativement peu pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, elles se modifient toutefois significativement avec la Révolution. La relation des événements dont l'hôtel de ville et la place sont le théâtre pendant cette période en vient d'ailleurs à occuper l'essentiel de la rubrique dans certains ouvrages publiés à la toute fin du

---

<sup>15</sup> LeSage, *Le Géographe parisien, ou le conducteur chronologique et historique des rues de Paris*, Paris, chez Valleyre, veuve Duchesne, Laurent Prault, Desaint, Delalain, 1769, t. 1, p. 164.

<sup>16</sup> *Paris en miniature, d'après les dessins d'un nouvel argus*, Paris, chez Pichard, 1784, p. 70-71. Les guides parisiens ne sont pas les seuls écrits à enregistrer cette critique. Elle revient également dans la littérature dite descriptive. Ainsi Germain-François Poullain de Saintfoix s'en étonne-t-il également : « À l'égard de la Place, n'est-ce pas un reste de barbarie dans nos mœurs, que de choisir l'enceinte ordinaire des gibets et des échaffauts, pour y faire nos réjouissances à l'occasion de la naissance d'un Prince, d'une Victoire remportée, ou de quelque autre heureux événement ? », *Essais historiques sur Paris*, Paris, chez la veuve Duchesne, 1766, t. 2, p. 39.

<sup>17</sup> Daniel Roche, *Humeurs vagabondes*, op. cit., p. 121 et Gilles Chabaud « Les guides de Paris, une littérature de l'accueil ? », Daniel Roche (dir.), *La ville promise. Mobilité et accueil à Paris, fin XVII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2000, p. 98-101.

XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant<sup>18</sup>. Pierre de La Mésangère ne manque pas de rappeler que « c'est sur cette place, au coin de la rue du Mouton, que se trouve la *lanterne*, instrument du supplice des infortunés *Foulon* et *Berthier* »<sup>19</sup>. Dans le *Livre des Cent-et-un*, les supplices célèbres dont la Grève fut le théâtre sous l'Ancien Régime ne sont qu'évoqués dans un long article consacré à la relation des massacres du marquis Delaunay et du prévôt des marchands Flesselles et, surtout, du supplice de Foulon de Doué et Bertier de Sauvigny<sup>20</sup>. Dans ces guides du début du XIX<sup>e</sup> siècle, la polysémie qui caractérisait encore la Grève à la fin de l'Ancien Régime semble s'être estompée, cédant le pas à l'évocation de la violence dont elle fut le théâtre.

## 6.2 Le roman noir de la Grève au XIX<sup>e</sup> siècle

Ce thème de la violence, depuis longtemps associé à la Grève, a une résonance particulièrement forte dans la fiction du début du XIX<sup>e</sup> siècle et notamment dans les romans criminels qui font de la place un de leurs décors caractéristiques. Ces ouvrages témoignent bien des inquiétudes et du malaise que fait alors naître la place de Grève. Œuvres de fiction, ces ouvrages entretiennent un lien avec la réalité mais, surtout, ils révèlent et construisent un imaginaire qui, en retour, pèse sur les façons d'être au monde, même s'il ne détermine jamais complètement les pratiques.

Fiction littéraire mettant en scène le crime, la justice et les criminels, le roman criminel s'affirme au XIX<sup>e</sup> siècle mais tire ses racines de formes anciennes. Déjà, à l'époque moderne, les canards proposaient au public des récits mettant en scène voleurs, bandits de grand chemin et autres malfaiteurs<sup>21</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que les arrêts judiciaires, qui

<sup>18</sup> La relation des événements survenus à l'hôtel de ville pendant la Révolution constitue l'essentiel de la rubrique que consacre Louis-Marie Prudhomme à ce monument et à la place sur laquelle il s'ouvre. Louis-Marie Prudhomme, *Voyage descriptif et historique de l'ancien et du nouveau Paris*, Paris, Chez l'auteur, 1821, t. 2, p. 278-286.

<sup>19</sup> Pierre de La Mésangère, *Le voyageur à Paris, tableau pittoresque et moral de la capitale*, Paris, Chez Chaignieau et Devaux, 1797, t. 3, p. 6. L'auteur souligne.

<sup>20</sup> Eugène Labaume, « La place de Grève », *Paris, ou Le livre des Cent-et-un*, Paris, Chez Ladvoat, 1833, t. 11, p. 119-154.

<sup>21</sup> Sur les ancêtres du roman criminel sous l'Ancien Régime, voir Roger Chartier, *Figures de la gueuserie*, Paris, Arthaud/Montalba, 1982 et Hans-Jürgen Lüsebrink, *Histoires curieuses et*

narraient avec de plus en plus de détails les circonstances du crime, faisaient l'objet d'impressions plus fréquentes, le public pouvait également y trouver un bref récit noir du crime<sup>22</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le roman criminel, débité sous la forme de feuilletons, de chroniques et de livraisons plus ou moins régulières, constitue l'un des principaux accès à l'imprimé pour une partie de la population. Pénétrant le public grâce à une alphabétisation croissante et à l'industrialisation d'une production de fascicules à bon marché, il atteint alors une ampleur inédite<sup>23</sup>.

Ces récits, en désignant les figures du risque criminel, indiquent avec une grande précision les lieux, les moments et les points névralgiques de la vulnérabilité sociale, tout en nourrissant l'anxiété à leur égard<sup>24</sup>. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'angoisse qu'ils alimentent et dont ils se font l'écho apparaît comme un précipité où se rejoignent les anxiétés provoquées par le crime bien sûr mais aussi par la violence, l'insalubrité, la pauvreté, l'immoralité et la marginalité, elles-mêmes étroitement associés à certains paysages urbains caractéristiques du vieux centre de la capitale. Ces quartiers aux rues étroites et resserrées, mal aérés, habités par une population migrante et indigente constituent désormais, pour les auteurs, le terreau fertile de la criminalité. Les romans criminels sont ainsi une forme d'exploration du social qui rejoint les préoccupations des hygiénistes, des statisticiens et des réformateurs qui arpentent à leur manière les rues de la capitale et qui en font, eux aussi, un habitat presque naturel du crime<sup>25</sup>. Si cette représentation s'accroche sans doute à une certaine composante réelle<sup>26</sup>, les

---

*véritables de Cartouche et Mandrin*, Paris, Arthaud/Montalba, 1984. Sur la permanence des canards au XIX<sup>e</sup> siècle et leurs liens avec les récits de crime, voir Thomas Cragin, *Murder in Parisian Streets. Manufacturing Crime and Justice in the Popular Press, 1830-1900*, Lewisburg, Bucknell University Press, 2006.

<sup>22</sup> Pascal Bastien, *L'exécution publique à Paris. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006, notamment p. 17-57.

<sup>23</sup> Dominique Kalifa est l'auteur de plusieurs études sur le roman criminel. On consultera notamment : *Crime et culture au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2005 et *L'encre et le sang. Récits de crime à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>24</sup> Id., *Crime et culture*, op cit., p. 142.

<sup>25</sup> Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2002 (1958), p. 32-39.

<sup>26</sup> Les quartiers du centre apparaissent ainsi au XVIII<sup>e</sup> siècle parmi les points chauds de la criminalité dans la capitale. Arlette Farge et André Zysberg, « Les théâtres de la violence à Paris au

fictions littéraires ne disent évidemment pas la réalité du crime. Elles donnent à lire, à travers les représentations qu'elles en font, les fantasmes et les angoisses d'une société à l'égard du crime.

S'intéressant à l'utilisation des sources littéraires en histoire, Louis Chevalier soutenait qu'il était possible d'y rechercher, au-delà des perceptions d'un auteur individuel, des indices des représentations collectives. Au moyen du repérage des thèmes et de leur évolution dans le temps, en s'attardant non pas à ce que les auteurs avaient voulu dire mais à ce qu'ils n'avaient pu s'empêcher de dire—en décrivant un lieu dans les mêmes termes ou en l'associant de façon récurrente aux mêmes images, par exemple—, Chevalier assurait retrouver dans ces sources des faits d'histoire<sup>27</sup>. Dans l'espace inquiétant que dessinent les fictions du XIX<sup>e</sup> siècle, la Grève apparaît comme un lieu symbolique. Depuis longtemps associée à la violence des supplices, l'installation de la guillotine sur la place en 1792 a certainement dilaté le malaise qu'elle suscitait déjà sous l'Ancien Régime. L'expérience vécue par le jeune Wolfgang, l'étudiant allemand qui traverse la place par une nuit d'orage, imaginé par Washington Irving, évoque bien l'angoisse que le lieu pouvait inspirer au début du XIX<sup>e</sup> siècle :

Il arriva à la place de Grève, théâtre des exécutions publiques. Les éclairs brillaient sur les pinacles antiques de l'Hôtel de Ville et rejetaient des lueurs fugitives sur l'espace nu qui l'avoisine. Wolfgang, en traversant la place, recula d'horreur en se trouvant au pied de la guillotine ; c'était au milieu du règne de la Terreur, lorsque cet instrument de mort était toujours prêt et son échafaud sans cesse inondé du sang du vertueux et du brave. Ce jour-là même, il avait été activement occupé à l'œuvre de

---

XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 5 (1979), p. 984-1015 ; Patrice Péverl, « Les pickpockets à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 29 (janvier-mars 1982), p. 3-35.

<sup>27</sup> Publié en 1958, l'ouvrage de Chevalier a depuis été revisité par les historiens ; plusieurs ont souligné les problèmes de sa méthode et les recherches récentes ont remis en cause ses conclusions. Dans un ouvrage récent, Christine Piette et Barrie M. Ratcliffe examinent de front l'ouvrage de Chevalier. Dans la première partie de leur livre, qui interroge l'expérience vécue par les classes populaires à Paris pendant le premier XIX<sup>e</sup> siècle, ils insistent notamment sur les faiblesses de la méthode proposée par Chevalier pour rendre compte des représentations populaires. Voir *Vivre la ville. Les classes populaires à Paris (I<sup>ère</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Boutique de l'histoire, 2007, p. 51-86.

carnage et il s'élevait menaçant dans le silence d'une cité endormie, attendant des victimes nouvelles<sup>28</sup>.

Seul lieu d'exécution dans la capitale du Consulat jusqu'en 1832, la Grève et la machine qu'elle héberge inspirent des images sinistres à plusieurs auteurs. Ainsi le condamné de Victor Hugo la décrit-il encore quelques années plus tard :

Il se peut bien qu'à certaines dates les morts de la Grève se rassemblent par de noires nuits d'hiver sur la place qui est à eux. Ce sera une foule pâle et sanglante, et je n'y manquerai pas. Il n'y aura pas de lune, et l'on parlera à voix basse. L'hôtel de ville sera là, avec sa façade vermoulue, soit toit déchiqueté, et son cadran qui aura été sans pitié pour tous. Il y aura sur la place une guillotine de l'enfer, où un démon exécutera un bourreau : ce sera à quatre heures du matin. À notre tour nous ferons foule autour<sup>29</sup>.

À ces évocations saisissantes de la guillotine, les romans criminels mêlent la description des rues obscures et des bouges fréquentés par la population mal-famée du centre de la ville. Dans ses *Mystères de Paris*, Eugène Sue ne manque d'ailleurs pas de s'étonner « qu'une irrésistible attraction fasse toujours graviter ces criminels autour du formidable tribunal qui les condamne à la prison, au bagne, à l'échafaud !<sup>30</sup> »

Aussi prégnant qu'il puisse être au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'imaginaire de la Grève se recompose et se transforme dans la seconde moitié du siècle. Si la place continue à susciter des inquiétudes, l'angoisse sourde qu'elle fait naître tend à reculer lentement et révèle le déplacement des espaces de la dangerosité urbaine vers les marges et les faubourgs de la ville, un mouvement qui devient plus sensible avec la Monarchie de Juillet<sup>31</sup>. La décision de déplacer la guillotine de la place de Grève vers la barrière Saint-Jacques en 1832 est hautement symbolique de ce mouvement<sup>32</sup>. Sous le Second Empire, les importants travaux

---

<sup>28</sup> Washington Irving, « Aventure de l'étudiant allemand », *Contes d'un voyageur*, Paris, Éditions Autrement, 1995 (1825), p. 54. L'écrivain américain rédigea ce conte lors d'un séjour à Paris en 1825.

<sup>29</sup> Victor Hugo, *Le dernier jour d'un condamné*, Paris, Gallimard, 2000 (1829), p. 121-122.

<sup>30</sup> Eugène Sue, *Les mystères de Paris*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 32.

<sup>31</sup> Ce déplacement rend compte de changements réels : Luc Passion, « Conjoncture et géographie du crime à Paris sous le Second Empire », *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et l'Île-de-France*, 33 (1982), p. 187-224.

<sup>32</sup> Dominique Kalifa, *Crime et culture*, op. cit., p. 22-23.

menés par Haussmann dans le centre de la capitale transformeront brutalement les paysages urbains auxquels cet imaginaire était associé.

Pourtant, même avant les coups d'éclats portés par Haussmann au vieux tissu urbain du centre, la peur des masses populaires, souvent indistinctement caractérisées par les classes moyennes comme pauvres, migrantes, criminelles, révolutionnaires et malsaines, avait été un thème commun dans la littérature sur l'aménagement du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Une relation étroite était alors établie entre l'ordre et la sécurité dans la ville et la question sociale<sup>33</sup>. Pour reprendre les concepts proposés par Henri Lefebvre, l'espace vécu pesait alors sur l'espace conçu : les façons d'imaginer et de vivre la ville devenaient un argument pour en modifier la forme. Haussmann en fit d'ailleurs un enjeu des travaux qu'il dirigeait :

En éventrant ces vieux pâtés de maisons, en démêlant à coups de pioche ces écheveaux de ruelles malsaines, en y faisant violemment entrer l'air et le soleil, on n'a pas seulement apporté la santé : on a moralisé ces quartiers misérables, car on a chassé les malfaiteurs que le grand jour épouvante et qui ne trouvent plus à se cacher dans les vastes espaces où se dressaient autrefois leurs taudis lézardés<sup>34</sup>.

Le changement toponymique, la disparition des exécutions publiques et le réaménagement de la place eurent pour effet de modifier l'imaginaire du lieu. Pourtant, la place de l'Hôtel de Ville fut longue à effacer la Grève<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> Nicholas Papayanis, *Planning Paris before Haussmann*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004, p. 91.

<sup>34</sup> Cité par Dominique Kalifa, *Crime et culture*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>35</sup> Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, *op. cit.*, p. 98-101. Malgré le déplacement des lieux criminogènes vers la périphérie de la ville dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la Grève demeure encore associée au crime. Dominique Kalifa a bien montré que le roman criminel était une source traversée de contraintes et que le goût du pittoresque et de l'évocateur, cultivé pendant le second XIX<sup>e</sup> siècle, avait sans doute contribué à la survivance de l'image du vieux centre criminel. Dominique Kalifa, *Crime et culture*, *op. cit.*, p. 35-42. Ce goût du pittoresque fut encore alimenté par le sentiment d'aliénation que provoquèrent chez certains les transformations brutales menées par Haussmann. Colin Jones, *Paris. The Biography of a City*, New York, Penguin, 2004, p. 340 ; Jean-Pierre Bernard, *Les deux Paris. Les représentations de Paris dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2001, p. 176-219. Dans la seconde moitié du siècle, quelques romans utilisent donc encore le thème de la Grève : Édouard Tricotel, *Claude Le Petit, sa fin tragique en place de Grève, à Paris, et ses ouvrages*, Paris, J. Techener, 1863 ; Augustin Challamel, *Les revenants de la place de Grève*, Paris, A. Lemerre, 1879 ; Hippolyte Buffenoir, *Les drames de la place de Grève. Roman d'un ambitieux*, Paris, E. Dentu, 1887.



Les fictions littéraires du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pas d'abord pour fonction de représenter le réel et elles ne sont sans doute pas représentatives de toutes les représentations collectives. Cela dit, dans le cas qui m'intéresse, il importe peu de savoir si l'image d'une place de Grève dangereuse et menaçante n'était qu'un fantasme littéraire, l'essentiel étant qu'une partie des Parisiens aient pu vivre le lieu de manière angoissante. Par ailleurs, l'existence d'un imaginaire collectif et partagé ne détermine pas nécessairement l'expérience de tous. Les chapitres précédents ont suffisamment montré, je crois, la diversité des rapports qui peuvent être noués avec l'espace par les individus et les groupes. Si cet imaginaire est peut-être davantage révélateur de la conscience collective des élites, de leurs attitudes, de leurs peurs et de leurs fantasmes, il mérite néanmoins d'être étudié parce qu'il informe des rapports à la ville qui dépassent largement ce groupe. Cet imaginaire révèle en effet des manières d'être au monde qui sont historiques. Parce qu'il peut être mobilisé de différentes manières (il aide le groupe à se définir, peut instiller la peur et peut devenir un élément de régulation et de contrôle), on ne peut cependant pas le détacher des relations de pouvoir dans lesquelles il s'inscrit.

## CONCLUSION

L'imaginaire angoissant de la place de Grève a pu, au XIX<sup>e</sup> siècle, servir d'argument à un vaste projet de réaménagement du secteur. Construction symbolique prenant appui sur l'espace architecturé et urbain, elle le dépassait pourtant et incitait à repenser et transformer les sens, les formes et les usages du lieu. La formation de cet imaginaire et son poids sur les façons de percevoir et de concevoir la place elle-même témoigne de la faculté de l'espace de transformer l'expérience sociale. L'espace n'est donc jamais un contenant neutre ou inerte. Traversé de relations de pouvoir, il offre autant de contraintes que de possibilités et il est constamment utilisé par les acteurs sociaux. On noue toujours un lien avec l'espace : on se l'approprie, on le recrée, on le conteste, on l'imagine. C'est à travers cet ensemble de médiations que le sens d'un lieu, les façons de se le représenter ou de l'imaginer, se construisent.

Ces constructions symboliques sont elles-mêmes mobilisées par les acteurs sociaux qui peuvent les utiliser pour justifier une surveillance et un contrôle accru du territoire ou assurer l'établissement d'un rapport de domination, par exemple. Dans le cas de l'imaginaire angoissant de la place de Grève, il importe évidemment de voir comment il fut utilisé au XIX<sup>e</sup> siècle, par quels groupes et à quelles fins. Il s'agit toutefois là d'une recherche à part entière, qui dépasse le cadre plus restreint de cette étude.

L'objectif de cette thèse était de comprendre la généalogie de cet imaginaire en le saisissant en amont et en retraçant ses racines aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Partir sur la piste de cette construction symbolique constituait ainsi un moyen pour interroger sous un certain angle le Paris des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et la société qui lui avait donné naissance. Puisque d'une certaine manière nous sommes les lieux que nous imaginons, les manières de se représenter les différents espaces de la ville révèlent des façons d'être au monde. En

interrogeant le lieu, c'est surtout la société à laquelle il appartient que j'ai tenté de mieux comprendre.

Sur le plan méthodologique et théorique, une telle analyse supposait de relever le défi de l'interdisciplinarité. Il fallait multiplier les angles d'approche afin de saisir la Grève dans toutes ses dimensions. Cela supposait de faire une ouverture toute particulière aux concepts de la géographie afin de faire de l'espace, au même titre que le temps, une cause de l'évolution des sociétés. Poser le lieu au centre de l'analyse, le prendre en compte de manière organique en interrogeant les diverses appropriations dont il avait fait l'objet, impliquait par ailleurs de renverser la lunette avec laquelle l'historien interroge ordinairement les liens entre l'histoire sociale et culturelle et l'histoire de l'espace architecturé et urbain. En effet, l'historien est plus habitué d'étudier l'espace à partir d'un groupe ou d'une communauté. Ici, il s'agissait plutôt de comprendre comment un lieu était produit par l'action combinée de plusieurs groupes sociaux ayant des objectifs et des stratégies différentes, s'inscrivant dans des temporalités parfois distinctes et dont les actions n'étaient pas nécessairement reliées les unes aux autres, même si elles pouvaient s'influencer.

Saisir le lieu dans toutes ses dimensions impliquait également de braver la spécialisation qui caractérise souvent la recherche historique, avec tous les risques que cela peut cependant comporter. J'ai donc multiplié autant que possible les observatoires, m'intéressant autant aux rythmes et aux usages du lieu, à sa régulation et aux pratiques des agents qui en avaient la charge, à son utilisation cérémonielle, à son réaménagement, à l'appropriation et aux détournements dont il avait pu faire l'objet et, enfin, à sa représentation. L'un des objectifs de cette démarche était de rendre compte de l'expérience humaine de l'espace qui est toujours une expérience totale. Il s'agissait de montrer une cohérence qui échappe parfois à l'historien lorsqu'il ne s'intéresse qu'à l'une ou l'autre des dimensions de l'espace urbain. La ville ne se présente pourtant pas en « pièces détachées » et elle n'est jamais vécue comme telle par les hommes. L'espace urbain est toujours perçu, conçu et vécu de manière globale, selon des modalités qui sont elles-mêmes historiques et qu'il importe d'éclairer. Cette approche comporte des écueils évidents. Chacun de ces domaines, de l'histoire de la régulation à celle du réaménagement urbain, constitue un champ

de recherche en soi, déjà bien balisé par les spécialistes, et vouloir prétendre à une maîtrise égale de tous ces éléments serait illusoire. Le but de mon travail était plutôt de mettre en communication ces différents savoirs sur la ville en les articulant à partir d'un lieu où ils se rencontraient et s'influençaient. J'ai choisi de faire de la Grève le terrain de cette recherche puisqu'elle est un lieu hybride et hautement symbolique dans la capitale, qui n'avait pas jusqu'à maintenant retenu l'attention des historiens.

La démarche retenue a donc été de considérer la place de Grève comme un produit historique, toujours en mouvement, et jamais comme un décor inerte. Dialectiquement lié à ses producteurs, le lieu est constamment produit, altéré et modifié par l'action des individus, des groupes et des institutions qui entrent en relation avec lui. J'ai voulu éviter les contresens autant que la sur-interprétation en replaçant toujours ces actions dans leurs contextes, en cernant les logiques, les stratégies et les représentations des acteurs sociaux, tout en ne les dissociant pas des conditions et des contraintes dans lesquelles elles s'élaboraient.

Au fil des pages de cette thèse, la place de Grève apparaît donc toujours comme un moment, structuré par une histoire, des rythmes, des habitudes, des pratiques, des conceptions, des représentations. C'est un assemblage fragile et délicat, un espace pleinement ouvert au changement.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, cette recomposition fait l'objet de discussions parce que la place s'insère dans un espace urbain lui-même en mouvement. La réorganisation des institutions parisiennes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle révèle le développement d'une manière nouvelle d'appréhender l'espace urbain, indissociablement liée aux pratiques des institutions qui se déploient sur le territoire de la ville. Parce que l'existence même des institutions et l'étendue de leur pouvoir sont liés aux espaces partagés dans lesquels elles se déploient, celles-ci sont amenées à nouer quotidiennement des relations qui transforment leurs pratiques et leurs façons de concevoir l'espace urbain. De plus en plus, elles en viennent à considérer la ville comme un territoire homogène, dans lequel les usages et les fonctions doivent être distribués de manière utile.

Cette façon de concevoir l'espace urbain a des conséquences importantes pour la Grève. Lieu hybride, livré en partage à des usages concurrents, la place tirait une part de sa charge symbolique de cette mixité d'usages. Cette nouvelle conception de l'espace urbain invite pourtant à repenser les sens, les usages et les formes de la place de Grève. La transformation des usages cérémoniels de la place dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle témoigne de cette évolution. Les autorités révisent ainsi peu à peu l'utilisation qu'elles font de la place de Grève pour les fêtes où l'on convie le public de la capitale. La place pose en effet des problèmes de sécurité qui incitent à la recherche d'un site mieux adapté ou, tout au moins, au resserrement des mesures préventives. Au même moment, cette logique fonctionnelle et sécuritaire incite à y concentrer les exécutions publiques. Puisque le sens d'un lieu dérive en partie de ce qu'on y fait, le déclin des festivités et la concentration des exécutions publiques dans la place tendent à altérer les significations associées à la Grève.

Diversement revendiquée par les acteurs, la Grève est à la fois perçue comme le lieu d'origine du pouvoir municipal et bourgeois, le symbole de l'identité civique, un lieu de glorification de la monarchie, le principal lieu d'exercice de la justice royale et un lieu de rassemblement populaire et ouvrier et demeure, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un site hautement polysémique. La variété du corpus des plans et projets d'embellissement permet d'ailleurs d'en juger. Considérée du point de vue des réalisations, l'histoire du réaménagement de la place de Grève au XVIII<sup>e</sup> siècle est celle d'un échec. Malgré les nombreuses tentatives et les différentes propositions, ambitieuses ou modestes, la forme de la place change peu. L'examen des projets d'embellissement révèle pourtant l'évolution de la pensée sur la ville et permet de mieux comprendre pourquoi la survivance d'une forme jugée archaïque et inadéquate au cœur de la cité est perçue, au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, comme une menace et un danger pour l'organisme urbain.

Largement régulé par les autorités, l'espace urbain offre pourtant des possibilités aux citoyens et il est toujours susceptible de faire l'objet d'une appropriation. Lieu de pouvoir, la Grève est aussi un espace de négociation et de contestation. Après plusieurs décennies de relative tranquillité, elle est le théâtre de plusieurs irruptions violentes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les contestations des maçons pendant la décennie 1780 de même que les journées de

juillet 1789, étroitement associées au monde populaire et ouvrier, révèlent ainsi des usages autonomes de l'espace, hors des cadres établis par le pouvoir. Conjugués, ces événements font de la Grève un lieu plus étroitement associé aux débordements populaires, au crime et à la violence, du point de vue des autorités tout au moins.

Mis ensemble, ces différents mouvements contribuèrent à la formation d'un imaginaire multivalent où l'angoisse était associée au crime, au désordre, à l'insalubrité, à la violence. Cette construction symbolique apparaît, comme un précipité, dans les romans criminels du début du XIX<sup>e</sup> siècle qui l'embellissent et la nourrissent de leurs multiples déclinaisons. Pour un temps, la Grève cristallise les angoisses sociales.

## APPENDICES

## APPENDICE A

### Calendrier cérémoniel de la Grève en 1745

Mois	Cérémonies ordinaires	Cérémonies occasionnelles	Exécutions
Janvier	1. Jour de l'an. Visite du Bureau à Versailles		
	3. Fête de sainte Geneviève, patronne de la ville. Messe à l'abbaye Sainte-Geneviève		4. Exposition au carcan 26. Pendaison
Février			4. Pendaison
		23. Mariage du Dauphin. Bals dans sept places publiques de la ville 28. Bal et réception du roi à l'hôtel de ville	
Mars			8. Pendaison
	20. Invitation officielle des cours souveraines à la procession du 22 mars 22. Procession de Notre-Dame aux Grands-Augustins, en commémoration de la réduction de Paris sous Henri IV		
Avril			7. Pendaison
			10. Pendaison
			12. Roue
			27. Roue



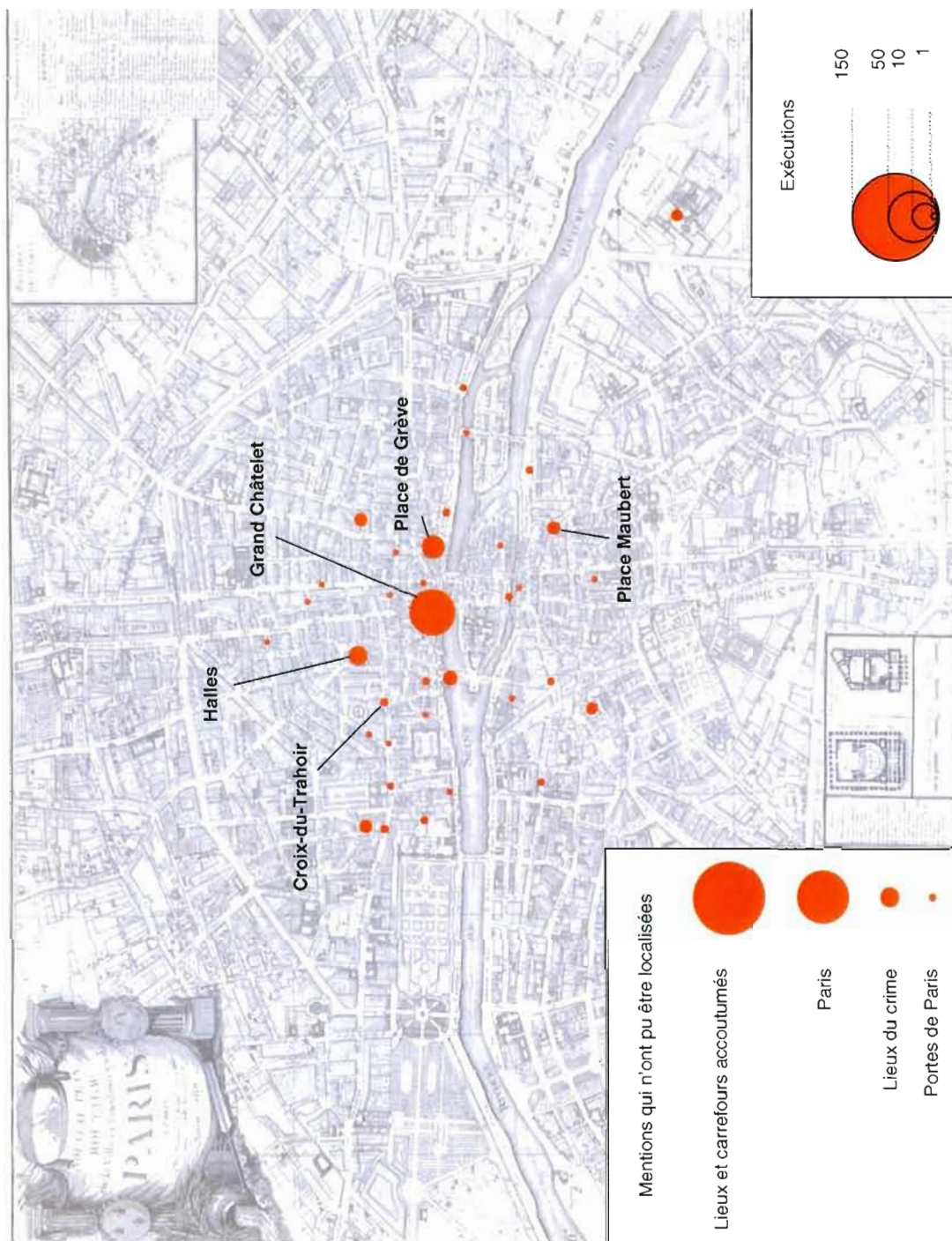
<p><b>Mai</b></p>	<p>3. Messe solennelle à l'église de l'hôpital du Saint-Esprit pour le départ du roi pour la Flandre</p> <p>11. Pendaison</p> <p>20. Victoire de Fontenoy. <i>Te Deum</i>, illuminations, distribution de vin et réjouissances diverses</p> <p>23. Victoire de Fontenoy. Feu d'artifice devant l'hôtel de ville</p> <p>25. Pendaison</p>
<p><b>Juin</b></p>	<p>2. Départ pour Lille de Messieurs du Bureau pour complimenter le roi (cortège aux flambeaux)</p> <p>23. Saint-Jean-Baptiste. Feu de fagots et feu d'artifice tiré à la Grève</p>
<p><b>Juillet</b></p>	<p>2. Exposition au carcan</p> <p>4. Victoire de Tournai. <i>Te Deum</i>, illuminations et feu d'artifice</p> <p>22. Exposition au carcan (3 condamnés)</p>
<p><b>Août</b></p>	<p>3. Prise de Bruges, Gand et d'Oudenarde. <i>Te Deum</i>, illuminations et feu d'artifice</p> <p>15. Procession de l'Assomption en commémoration du vœu de Louis XIII</p> <p>16. Fête de saint Roch. Élections à l'hôtel de ville</p> <p>23. Prise de Dandermonde. <i>Te Deum</i>, illuminations</p> <p>25. Procession du jour de la Saint-Louis</p> <p>26. Feu d'artifice tiré à l'hôtel de ville</p>

Septembre	<p>3. Victoire à Ostende. <i>Te Deum</i>. illuminations et feu d'artifice</p> <p>7-8. Retour du roi à Paris. <i>Te Deum</i>, réception et souper du roi à l'hôtel de ville. feu d'artifice et illuminations</p> <p>18. Victoire à Tortonne. <i>Te Deum</i>. illuminations et feu d'artifice</p> <p>23. Pendaison</p>
Octobre	<p>4. Victoire à Plaisance et à Parme. <i>Te Deum</i>, illuminations et feu d'artifice</p> <p>14. Victoire en Italie. <i>Te Deum</i>. illuminations et feu d'artifice</p> <p>18. Prise d'Ath. <i>Te Deum</i>. illuminations et feu d'artifice</p>
Novembre	<p>16. Prise de Valence et Alexandrie. <i>Te Deum</i>. illuminations, feu d'artifice</p>
Décembre	<p>3. Exposition au carcan (2 condamnés)</p> <p>13. Roue</p>

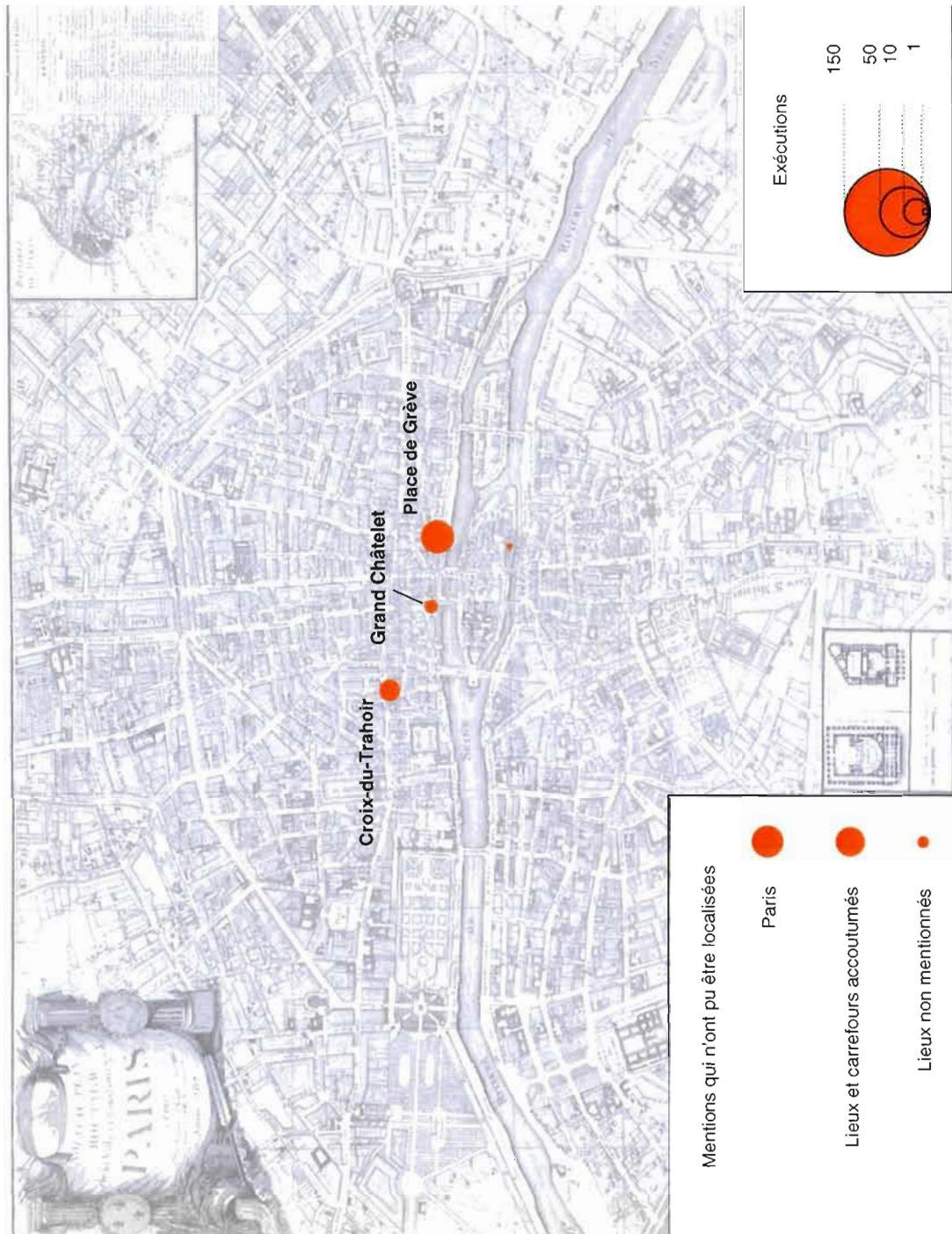
Source : Archives nationales

## APPENDICE B

Carte B.1 Distribution des lieux d'exécution parisiens mentionnés dans les 205 sentences et arrêts portant des peines afflictives rendus en 1685

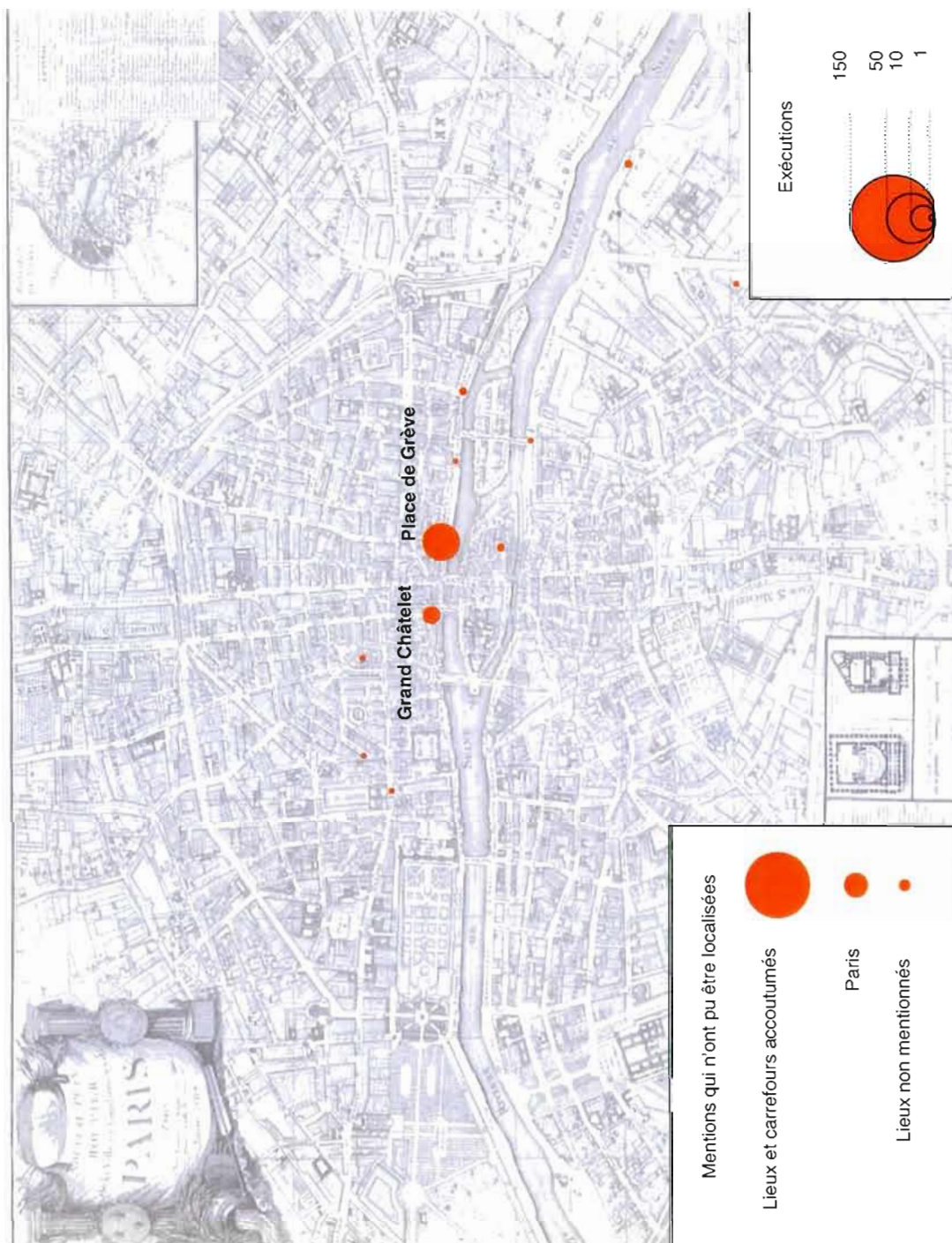


Carte B.2 Distribution des lieux d'exécution parisiens mentionnés dans les 75 sentences et arrêts portant des peines afflictives rendus en 1745





Carte B.3 Distribution des lieux d'exécution parisiens mentionnés  
dans les 136 sentences et arrêts portant des peines afflictives rendus en 1785



## APPENDICE C

Source : AN, H 1861, f<sup>os</sup> 257r<sup>o</sup>-261v<sup>o</sup>

20 May 1745

Pour la construction des Échafauds dans la place de Grève  
pour les cérémonies et spectacles publiques.

À tous ceux que ces présentes Lettres verront, Louis Bazile de Bernage chevalier, seigneur de Saint-Maurice, Vaux, Chassy et autres Lieux, conseiller d'État ordinaire, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis Prévost des Marchands et les Échevins de la Ville de Paris, Salut. Sçavoir faisons que sur ce qui nous a été remontré par le Procureur du Roy et de la Ville que par notre ordonnance du dix neuf de ce mois sur son réquisitoire, laquelle a été lue publiée et affichée, nous aurions entr'autres dispositions fait très expresses inhibitions et défenses à tous propriétaires et Locataires des maisons sçituées dans la place de Grève d'y faire élever ny construire aucuns Echafauds audevant desd. maisons dimanche prochain vingt trois du présent mois, jour auquel nous ferons tirer devant l'hôtel de Ville un /f<sup>o</sup> 257v<sup>o</sup>/ feu d'artifice en réjouissance de la Victoire remportée en Flandre le onze de ce mois par le Roy à la tête de son armée sur les troupes unies des Anglois, Autrichiens, Hanovriens et Hollandois, sans que lesd. propriétaires et Locataires ayent obtenu une permission par écrit de nous qui leur prescrit les Longueurs et largeurs que nous jugerons convenables qu'ils observent en sorte que lesd. Échafauds ne puissent causer aucune incommodité ; Lesquels Échafauds lesd. propriétaires ou Locataires seront tenus de construire d'une entière solidité, le tout sur les peines prononcées par lad. ordonnance, il croit devoir nous requérir de fixer lesd. longueurs et profondeurs d'Échafauds, de manière que ceux qui sont placés devant la place de l'hôtel de Ville ne soient construits que dans les Bornes ordinaires, et que beaucoup de propriétaires ou Locataires qui sont dans le cas d'obtenir nos permissions puissent être certains des mesures auxquelles ils devront se conformer Nous, ayant égard au réquisitoire du Procureur du Roy et de la Ville, veu le plan de lad. place de Grève représentant géométriquement les façades de l'hôtel de Ville de l'Église du Saint-Esprit et les faces des maisons construites sur lad. place, levé de nos ordres par le Maître général des Bâtimens de la Ville et ouy ledit /f<sup>o</sup> 258r<sup>o</sup>/ Procureur du Roy et de la Ville en ses conclusions,

Disons que les ordonnances et réglemens concernant la construction des Échafauds dans la place de Grève, lors des cérémonies et spectacles publiques et notamment notredite ordonnance du dix neuf du présent mois, seront exécutées selon leur forme et teneur, ce faisant que lesd. Échaffauds seront construits de largeur et profondeur Sçavoir,

## Premièrement

La Ville Pour des Princes et des seigneurs Étrangers	À droit en sortant de l'hôtel de Ville sur une partie du Perron d'icelui, à prendre du piédestal joignant la grande porte d'entrée jusques à l'angle près le second piédestal, un Échafaud de la longueur de dix pieds sur vingt un pieds de profondeur qui sera construit des deniers de la Ville.
---	---

2<sup>e</sup>

Peintres, Entrepreneurs de maçonnerie, menuiserie et serrurerie	Ensuite un autre Échaffaud, à prendre du second piédestal jusques et compris le troisième, de la largeur de quinze pieds sur ladite profondeur de vingt un pieds qui sera construit aux dépens des peintres, Entrepreneurs de maçonnerie, menuiserie et Serrurerie ordinaires de la Ville et qui sera occupé par eux.
---	---

3<sup>e</sup>

Charpentier ordinaire de la Ville	L'Échaffaud suivant à prendre du dehors du troisième piédestal jusques à l'encoignure extérieure du cinquième /l <sup>re</sup> 258v <sup>o</sup> / piédestal joignant l'arcade de l'Église du Saint-Esprit aura quinze pieds de largeur sur ladite profondeur de vingt un pieds et sera construit aux dépens dud. charpentier ordinaire de la Ville et occupé par luy.
--------------------------------------	--

4<sup>e</sup>

Officiers de l'Église du Saint-Esprit	Le quatrième Échaffaud occupera l'espace depuis le pied droit de l'arcade de l'entrée de l'Église du Saint-Esprit sur la façade de la moitié du portail de lad. église en onze pieds de largeur et sur 15 pieds de profondeur.
--	--

5<sup>e</sup>

Id.	Le suivant occupera l'autre moitié dud. portail de lad. Église sur pareille largeur de onze pieds et profondeur de quinze pieds.
-----	--

6<sup>e</sup>

Id.	Le sixième Échaffaud sera construit sur le restant de la façade à prendre depuis le précédent jusques à l'encoignure du Bâtiment de l'hôtel de Ville sur la largeur de dix huit pieds et de la susd. profondeur de quinze pieds.
-----	--

D'après le susdit Échafaud sera laissé entièrement libre l'espace qui conduit au passage public ouvert entre lad. Église et led. hôpital



7<sup>e</sup>

L'hôpital du Saint-Esprit

Ensuite dudit passage il sera construit un Échaffaud qui comprendra les deux premiers pilliers dud hôpital sur la largeur de onze pieds et dix huit pieds de /f<sup>o</sup> 259r<sup>o</sup>/ profondeur d'après le devant desd. pilliers.

8<sup>e</sup>

Led. hôpital du Saint-Esprit

L'Échaffaud suivant s'étendra depuis non compris l'épaisseur dud second pillier jusques et non compris l'épaisseur du septième en cinq travées sur la largeur de sept toises par le devant et la profondeur de dix huit pieds d'après le devant desd. pilliers.

L'espace entre les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> pilliers demeurera entièrement libre pour le passage de la porte cochère dépendante dud. hôpital.

9<sup>e</sup>

Id.

L'Échaffaud suivant occupera l'espace depuis non compris led. huitième pillier jusques et compris le dixième et dernier pillier dans l'angle et aura neuf pieds sur le devant et cinq pieds de largeur sur la face du fonds joignant le pillier de la première arcade du grand Bureau des pauvres et sur la profondeur de vingt un pieds.

10<sup>e</sup>

Grand Bureau des Pauvres

D'après le pied droit de ladite première arcade jusques et compris le pied droit extérieur de la seconde arcade sur les deux travées, il sera construit un Échaffaud de six pieds de face sur le devant, de dix huit pieds de largeur au fond sur vingt un pieds de profondeur d'après le devant desd. pieds droits desd. deux arcades. /f<sup>o</sup> 259v<sup>o</sup>/ Dans l'espace restant il ne sera point construit d'Échaffaud audevant de la troisième et dernière arcade dépendante dud. grand Bureau des pauvres pour en conserver l'entrée.

Il ne sera point construit d'Échaffaud devant la maison de M<sup>e</sup> Thiery notaire au Châtelet de cette Ville faisant l'encoignure de la place de Grève et de la rue du Mouton ny dans toute la façade depuis l'entrée de lad. rue jusques à l'angle formant le n<sup>o</sup> 11.

11<sup>e</sup>

La face sur la place de Grève du côté du midy au susd. angle sera occupée par un Échaffaud de dix neuf pieds de longueur sur dix pieds de profondeur.

12<sup>e</sup>

Celle de la maison suivante sera pareillement occupée par un Échaffaud de vingt pieds de largeur sur pareille profondeur de dix pieds.

13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>

Le devant des emplacements qui suivent sera occupé par deux Échaffauds lesquels auront ensemble quinze pieds de face sur dix pieds de profondeur.

## 15

La face de la maison qui suit sera occupé par un Échaffaud de dix huit pieds de largeur sur cinq pieds de profondeur.

## 16

La face de la maison qui suit sera occupée par /f<sup>o</sup> 260r<sup>o</sup>/ un Échaffaud de dix sept pieds de largeur sur pareille profondeur de cinq pieds.

17<sup>e</sup>

La face de la maison suivante qui fait l'encoignure sera occupée par un Échaffaud de treize pieds de largeur sur cinq pieds de profondeur.

18<sup>e</sup>

La face de la maison qui suit faisant encoignure sera occupée par un Échaffaud de dix sept pieds de largeur sur pareille profondeur de cinq pieds vis avis la face de l'hôtel de Ville et en retour de vingt un pieds de largeur jusques au pied droit de la maison Voisine sur la profondeur de neuf pieds.

19<sup>e</sup>

Partie de la face de la maison suivante sera occupée par un Échaffaud de la largeur de douze pieds sur sept pieds et demy de

profondeur.

20<sup>e</sup>

La face sur la place de Grève de la maison faisant encoignure sur lad. place de l'autre côté du carrefour sera occupée par un Échaffaud de vingt cinq pieds de Largeur sur neuf pieds de profondeur.

21<sup>e</sup>

La face de la maison suivante sera occupée par un Échaffaud de vingt deux pieds de largeur sur neuf pieds de profondeur. /f<sup>o</sup> 260v<sup>o</sup>/

22<sup>e</sup>

Canoniers de  
l'artillerie de la Ville

L'espace intérieur d'entre la casemate construite dans l'angle de la place aux canons jusques au piedestal de la Croix érigée sur le quay Pelletier sera occupée par un Échaffaud qui aura sept toises de largeur sur cinq pieds de profondeur et sera construit aux dépends desd. canoniers de l'artillerie de la Ville.

23<sup>e</sup>

Chapitre Notre-  
Dame

La face de la maison faisant encoignure de la rue de la Mortellerie en remontant à l'hôtel de Ville sera occupée d'un Échafaud de 24 pieds de largeur sur 23 pieds de profondeur.

24<sup>e</sup>

Hôpital du Saint-  
Esprit

La face de la maison qui suit sera pareillement occupée par un Échafaud de trente pieds de largeur sur la profondeur de vingt trois pieds d'un côté et sur celle de vingt pieds de l'autre compris le dessous des pilliers.

25<sup>e</sup>

La face de la maison suivante jusques au pignon de l'hôtel de Ville sera pareillement occupée par un Échafaud de vingt deux pieds de largeur sur la profondeur de vingt pieds compris le dessous des pilliers.

26<sup>e</sup>

Exempt de service  
près le Bureau de la  
Ville

La partie de la face de l'hôtel de Ville entre la susd. maison à l'arcade sera occupée par un Échafaud de vingt pieds de largeur sur vingt un pieds de profondeur construit aux dépens de l'exempt de /f<sup>o</sup> 261r<sup>o</sup>/ service pour le Bureau de la Ville.

27<sup>e</sup>

Greffier de la Ville La face depuis l'autre encoignure dud. hôtel de Ville sera occupée par un Échafaud de quinze pieds sur le devant de dix sept pieds dans le fond de largeur, jusques et compris le piédestal de la troisième colonne en remontant d'après la susd. arcade sur vingt un pieds de profondeur qui sera construit aux frais et dépens dud. greffier de la Ville.

28<sup>e</sup>

La Ville La partie comprenant la totalité de ladite troisième colonne et la moitié de la quatrième aura douze pieds de largeur sur la susd. profondeur de vingt un pieds et sera occupée par lesd. premier et autres huissiers de cette juridiction.

Premier et les autres huissiers du Bureau de la Ville

29<sup>e</sup>

Le Substitut du Procureur du Roy et de la Ville L'Espace ensuite dans la largeur de neuf pieds jusques et compris le piédestal de la colonne joignant la porte d'entrée dud. hôtel de Ville et sur partie du Perron d'iceluy à droite, en entrant, sur la profondeur de vingt un pieds sera occupé par le substitut du Procureur du Roy et de la Ville.

Ordonnons que led. plan de la place de Grève sur lequel nous avons fait figurer et coter toutes les susd. mesures sera paraphé de Nous et du Procureur du Roy et de la Ville, pour demeurer annexé à la minute des présentes.

Avons commis et mettons le Sieur Baizé l'un /f° 261v°/ de nous Échevin pour donner les permissions de construire les Échafauds, autres que ceux étant le long de la façade dud. hôtel de Ville, sur les placets qui Nous seront à cet effet présentés par les propriétaires ou Locataires.

Ordonnons que le Récolement des constructions de la totalité desd. Échafauds tant pour vérifier si lesdites mesures auront été observées que pour en connoître la solidité sera fait par led. Sieur Baizé en présence du Procureur du Roy et de la Ville assisté du Maître général des Bâtimens Maître des œuvres de charpenterie de lad. Ville, desd. Charpentier et Menuisiers ordinaires d'icelle, pour ceux qui ne se trouveront pas conformes aux mesures cy dessus prescrites ou

suffisamment solides, être réduits, réparés ou détruits sur le champ.

Fait au Bureau de la Ville Le Vingtième jour de May mil sept cent quarante cinq Signé De Bernage, Baizé, Pierre, Sauvage, Huet et Moriau.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources

#### Archives nationales de France

- Série AD : Archives imprimées

AD I : Régime administratif et politique. Ancien Régime.

25<sup>A</sup> Ordonnance concernant les heures de vente sur les ports, 8 juillet 1777

25<sup>B</sup> Dossier F, police des maçons

AD III : Législation criminelle. Ancien Régime.

3 à 17 Arrêts et jugements criminels, factums, occasionnels. Placards et gravures à large circulation (1650-1789). Collection d'imprimés annotés par Thomas-Simon Gueullette, substitut du procureur du roi.

AD XVI : Villes et provinces

10 Paris, 1700-1789

- Série F : Versements des ministères et des administrations qui en dépendent

F<sup>7</sup> : Police générale

4295-4296 Extraits provenant des archives de l'Hôtel de Ville de Paris, antérieures à 1789 et relatives à la police de la Ville.

- Série H : Bureau de la Ville de Paris

Délibérations du Bureau de la ville de Paris (registres)

1824-1879 1672-1784

Minutes et documents originaux, relatifs aux affaires particulières de la Ville

1914-1961 1671-1790

Affaires et décisions diverses

1962 Police et administration de la Ville

1965 Dossiers relatifs à la place Louis-XV et l'hôtel de Conti

1966-1968 Règlements, tarifs, décisions, sentences du Bureau de la Ville et affaires contentieuses diverses, 1639-1785.

Permissions de bâtir, travaux et comptabilité de la Ville

2163 Construction de la place Louis XV, 1748-1756.

- Série K : Monuments historiques

Archives du Bureau de la Ville de Paris, première série chronologique

- 982 Topographie de Paris, papiers divers. Dossiers relatifs à la construction du quai Pelletier (1674-1685) et à des travaux à l'hôtel de ville (1779).

Archives du Bureau de la Ville de Paris, deuxième série chronologique

- 986 Officiers dépendants du Bureau et du Corps de Ville, statuts faits par les huissiers pour la constitution d'une bourse commune (1661). Dossier sur la construction du quai de la Tannerie (fin XVII<sup>e</sup> siècle).

Archives du Bureau de la Ville de Paris, troisième série chronologique

- 1008, 1015-1018 Dossiers relatifs aux fêtes et cérémonies organisées par la Ville ou auxquelles elle a participé. Documents divers, manuscrits et imprimés : ordonnances, notes, relations d'événements, correspondances, devis et marchés. Ont été consultées les années 1745, 1770-1785.

Archives du Bureau de la Ville, matières non fondues dans les séries chronologiques

- 1020-1022 Police et administration de la Ville  
1025 Embellissements de Paris

- Série N : Cartes et plans. Paris et le département de la Seine.

- I Seine 50 Pierre Bullet et François Blondel, *Plan de Paris [...] contenant l'état présent de la Ville de Paris et les ouvrages qui ont été commencés par les ordres du Roi et qui peuvent être continués pour la commodité publique*, 1676.
- III Seine 844 Plans du rez-de-chaussée et du premier étage de l'hôtel de ville de Paris, décorés pour le bal donné le 28 février 1745.

- Série O<sup>I</sup> : Maison du Roi sous l'Ancien Régime

- 412 Dépêches du ministre de la Maison du Roi aux autres Secrétaires d'État, au lieutenant général de police, au prévôt des marchands, etc. Registre, 1770.
- 1585 Place Louis XV (et statue du Roi) et rue Royale : correspondance, travaux, plans. 1746-1787.
- 3260-3261 Dossiers de recherches constitués par Papillon de La Ferté, intendant des Menus-Plaisirs du Roi, relatifs aux naissances et aux mariages, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles.

- Série Q : Domaines

Q<sup>1</sup> : Domaine de la Ville de Paris

1109 États du Domaine. Propriétés de la Ville, pièces relatives à la construction d'une nouvelle façade à l'hôtel de ville et aux lettres patentes de 1769.

1102<sup>2</sup> Travaux publics. Acquisition d'une maison pour agrandir la place et l'hôtel de ville, 25 décembre 1779.

Titres domaniaux classés par mairies et quartiers

1224-1231 Septième mairie, quartier des Arcis, XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles.

1246-1248 Neuvième mairie, quartier de l'Hôtel-de-Ville, XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles.

- Série V : Prévôté de l'Hôtel

V<sup>3</sup> 86 : Minutes criminelles. 1683-1776.

- Série X : Parlement de Paris

X<sup>1A</sup> : Parlement civil. Registres.

8553 Enquête sur l'accident survenu à la sortie de la place Louis XV, rue Royale, le 30 mai 1770, f<sup>os</sup> 36-39, 125, 131-142, 197-203.

X<sup>2B</sup> : Parlement criminel. Minutes d'arrêts.

787-791	1675
849-852	1685
884-886	1695
913-914	1705
933-934	1715
955-956	1725
976-977	1735
996-997	1745
1014-1015	1755
1033-1034	1775
1076-1078	1785

- Série Y : Châtelet de Paris

AN Y 29 Isabelle FOUCHER, *Commissaires au Châtelet de Paris, distribution par quartiers, 1715-1791, d'après l'Almanach royal, par ordre alphabétique des noms de commissaires.*

AN Y 30 Isabelle FOUCHER, *Commissaires au Châtelet de Paris, distribution par quartiers, 1715-1791, ... par ordre numérique de quartiers.*



Chambre de police

9498-9499 Minutes de sentences et d'ordonnances. 1668-1787.

Petit Criminel

9769 Procès-verbaux du 30 mai 1770 relatifs à l'accident survenu à la sortie de la place Louis XV, rue Royale.

Grand criminel

Y 10020-10468 Minutes de sentences. Sondage décennal entre 1675 et 1785.

Commissaires au Châtelet

<i>Nom</i>	<i>Cotes</i>	<i>Années</i>
Commissaires du quartier de la Grève		
Duchesne	13031	1685
	13043	1695
	13053	1705
	13061	1715
	13073	1725
Legretz	13441 <sup>B</sup>	1765
	13442	1775
Divot	13633	1725
Mouricault	14814	1765
	14824	1775
	14835	1785
Me(s)nyer	15044 <sup>A</sup>	1675
Ninnin	15093 <sup>A</sup> -15094 <sup>B</sup>	1785
Guillemot d'Alby	15330	1735
Regnaudet	15341	1745
	15354-15355	1755
Autres commissaires		
Le Seigneur	9949	Dossier au sujet de la rébellion faite à Vaugirard par plusieurs particuliers envers la garde de Paris, 2-21 mai 1785.
Thierry	11257 <sup>A</sup>	Information faite au sujet de l'accident survenu à la sortie de la place Louis XV, rue Royale, le mercredi 30 mai 1770, 17 et 18 juin 1770.
Labbe	12571	Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Philippe Denis Pierres, huissier-commissaire de police de l'Hôtel de Ville, 27 octobre 1725.
Dupuis	12830	Lettre du lieutenant de police aux syndics des commissaires concernant les

huissiers de la Ville, 18 août 1780.

Divers, rattachés au fonds des commissaires

Y 15707 Tableau général des opérations faites à l'occasion de l'accident survenu à la sortie de la place Louis XV, rue Royale, le mercredi 30 mai 1770, et pièces relatives.

« Bibliothèque des commissaires » : collection d'édits, ordonnances, arrêts, etc.

Y 17189 Édit du roi portant règlement pour la juridiction du lieutenant général de police et celle du prévôt des marchands, juin 1700.

- Série Z : Juridictions spéciales et ordinaires

Z<sup>1a</sup> : Cour des Aides

865-868 Minutes criminelles. Sondage décennal, 1675-1785.

Z<sup>1b</sup> : Cour des Monnaies

Sondage décennal, 1675-1785 :

93-130 Ordonnances, arrêts civils et criminels.

515-534 Minutes criminelles

Z<sup>1h</sup> : Bureau de la ville de Paris

313 Réception d'officiers, 27 octobre 1768-9 septembre 1790

Registres d'écrou

372 1762-1767

Minutes. Jugements sur requête.

409 Requête pour la communauté des huissiers-commissaires de l'Hôtel de Ville, 22 août 1731.

418 Requête pour faire graver et distribuer l'estampe du feu pour la victoire remportée à Fontenoy, 19 mai 1745.

Requêtes restées indécises sur diverses matières

449 Requête des gardes de nuit au port au vin et au grain de la Grève, 7 septembre 1696.

Sentences et instructions criminelles du Bureau de la Ville

576	1675
583	1685
591	1695
594	1700-1705
597	1715
599	1725
605	1735
609	1745

610	1747
611	1748-juin 1749
615	1755
622	1765
632	1775
635	février 1781-mars 1782
638	janvier 1784- mars 1785
639	août 1785-décembre 1785
640	1786-1787

659 Requêtes et jugements portant réception d'officiers, 1690-1692.

### Z<sup>2</sup> : Juridictions diverses dans Paris

Sondage décennal, 1675-1785 :

3033-3046	Minutes criminelles, Bailliage du Palais
3112-3117	Minutes criminelles, Barre du Chapitre
3604-3620	Minutes criminelles, Saint-Germain-des-Prés
3725-3726	Minutes criminelles, Saint-Martin-des-Champs
3798-3801	Minutes criminelles, Temple
3836-3837	Minutes criminelles, Temporalité de l'Archevêché

### **Bibliothèque nationale de France**

- Réserve
  - Lk<sup>7</sup>-6014 Plan de Paris, commencé en l'année 1734. Dessiné et gravé sous les ordres de Messire Michel Étienne Turgot... Achievé de graver en 1739, levé et dessiné par Louis Bretez.
- Manuscrits occidentaux
  - Manuscrits français
    - 6680-6687 Siméon-Prosper Hardy, *Mes loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance.*
      - 6680 : années 1764-1771, 320 p.
      - 6681 : années 1772-1774, 498 p.
      - 6682 : années 1775-1778, 500 p.
      - 6683 : années 1778-1781, 496 p.
      - 6684 : années 1781-1784, 504 p.
      - 6685 : années 1784-1787, 522 p.
      - 6686 : années 1787-1788, 484 p.
      - 6687 : années 1788-1789, 514 p.
    - 16742 Commissaires au Châtelet, distribution par quartiers, 1666, f<sup>os</sup> 1-4.
    - 21678 Collection Delamare, *Ordonnance de police [du Châtelet] portant défenses aux maçons, charpentiers, couvreurs, tailleurs de pierre d'exiger des nouveaux venus des repas de bienvenue et de les*

*empêcher de louer leur travail au dessous d'un certain prix*, 1667, f° 97.

- 21693 Collection Delamare, Ordonnance de police du lieutenant civil concernant la vente aux abords de l'église et l'hôpital du Saint-Esprit, 21 mai 1666, f° 52.
- 21699 Collection Delamare, Édit portant création de 109 offices de « contrôleurs-commissaires-jurez gardes » pour veiller la nuit sur les ports et quais de Paris, mars 1704, f°s 113-114.
- 22149 Pièces relatives au projet d'embellissement de Paris de Guillaume Poncet de la Grave, 1755, f°s 60-94.

#### Fonds Joly de Fleury

- 129 Dossier 1192, Lettres qui permettront aux propriétaires de quatre maisons de la Grève au-devant desquelles est une place vide portée sur des piliers de clore le vide, 1729, f°s 4-38.
- 283 Dossier 2946, Procuration de Pierre-Alexis Delamair relative à son *Livre des embellissements de Paris*, 1731, f°s 293-295.
- 450 Dénonciation au Parlement des troubles et accidents arrivés lors du feu d'artifice donné en réjouissance du mariage du Dauphin, le 30 mai 1770, f°s 137-198.
- 529 Avis et mémoires sur les affaires publiques. Dossier sur les réjouissances données pour la naissance du Dauphin en 1781 et 1782, f°s 165-208.
- 557 Dossier 7351, Maçons, Fixation de leurs journées et requête, 1785, f°s 7-28.
- 1103 État des personnes arrêtées à l'occasion des émeutes, attroupements et insultes faites à la garde de Paris du 27 août au 28 septembre 1788, f°s 71-106.
- 1411 Mémoire sur les fonctions du procureur du Roi et de la Ville de Paris, par Antoine Moriau, 1731.
- 2541 Papiers d'Espagnac, dossier sur l'accident arrivé lors du feu d'artifice donné en réjouissance du mariage du Dauphin, le 30 mai 1770, f°s 2-154.

- Cartes et plans

- Ge C 1762 *Nouveau plan routier de la ville et fauxbourgs de Paris*, Paris, Esnauts et Rapilly, 1787.
- Ge C 3307 Mangin et Corbet, *Plan d'une partie de la ville de Paris depuis les Champs-Élysées jusqu'à la rue Saint-Antoine et sur lequel sont projetés différentes places...*

Ge C 3758 Bernard Poyet, *Plan général des terrains et bâtiments situés entre la rivière et la rue St-Honoré... Dédié à la Commune de Paris le 21 mars 1790.*

Ge C 4384 Charles de Wailly, *Projet d'utilité et d'embellissement pour la ville de Paris*, vers 1788.

Ge D 5423 Pierre Patte, *Partie du plan général de Paris*, 1765.

Ge DD 1374 Jean de La Caille, *Description de la ville et fauxbourgs de Paris en vingt planches*, Paris, La Caille, 1714.

- Estampes et photographie

Réserve Ve 9 Claude Chastillon, *Portrait du Magnifique Bastiment de la maison de Ville de Paris*, ca. 1613, gravure de Mathieu Merian.

Réserve Ve-53 (F)-FOL Proclamation d'un édit devant l'hôtel de ville, Collection Destailleurs, t. 4, n° 724.

Pierre-Louis Moreau-Desproux, *Plan de la disposition de la grande Salle de l'hôtel de ville pour le tirage de la lotterie du Remboursement des dettes de l'État*, 1766, Collection Destailleurs, t. 4, n° 727.

Res-B 6 (4) Juste-Aurèle Meissonnier, *Élévation géométrale et coupe d'un projet d'hôtel de ville à construire sur le terrain de la place Dauphine*, planches 74 et 75.

PD-84-FOL *Fêtes publiques données par la ville de Paris à Monseigneur le Dauphin, les 23 et 26 février 1745.*

Qb1 (1747-1749) Amphithéâtre élevé dans la place de Grève, 1749.

Qb1 (1789-07-14)-FOL Jean-Louis Prieur, *Mort de M. de Flesselles, prévôt des marchands*, 1802, gravure de Pierre-Gabriel Berthault.

Qb1 (1789-07-23)-FOL Jean-Louis Prieur, *Supplice de Foulon à la place de Grève*, 1802, gravure de Pierre-Gabriel Berthault.

Ve-36 PET FOL Pierre-Louis Moreau-Desproux, *Plan général du cours de la rivière de Seine et de ses abords dans Paris, avec les différents projets d'embellissements dont cette partie de la ville est susceptible*, 1769.

- Arts du spectacle

FOL Ra4 in 526 Plan des constructions temporaires dans la place de Grève, février 1749.

- Bibliothèque de l'Arsenal

## Manuscrits

- 2912 Pierre-Alexis Delamair, *Porte d'honneur ou Extrait du Livre de la démonstration ouvrage d'architecture contenant des remarques essentielles sur la meilleure & plus véritable situation de l'hôtel de ville de Paris...*, 1738.
- 3054 Pierre-Alexis Delamair, *La pure vérité, ouvrage d'architecture en forme de requête contre le prévôt des marchands et échevins de Paris*, 1737.
- 3103 Recueil de projets et de plans pour la construction d'une place destinée à la statue équestre de Louis XV, avec notes du comte d'Argenson et du marquis de Paulmy, 1749.
- 4041 Portefeuille de Louis Petit de Bachaumont. Pièces relatives à des projets pour la place Louis-XV.
- 7403 Plan d'une place pour la statue du Roi et pour un hôtel de ville.

## Archives de la Bastille

- 10119-10128 Captures et déclarations faites à l'officier de police chargé de la sûreté dans le quartier de la Grève, 1760-1773.
- 10129-10133 Procès-verbaux rédigés par les commissaires au Châtelet, des patrouilles faites dans les rues de Paris et visites dans les cabarets, billards et lieux suspects, 1750-1775.
- 10 282 (A8-15) Précis historique de la compagnie des gardes des ports et remparts.

**Bibliothèque historique de la ville de Paris**

## Manuscrits

- 712 Récapitulation des dépenses faites par la Ville de Paris à l'occasion des fêtes organisées pour le retour du roi (1744) et le mariage du Dauphin (1745), f<sup>os</sup> 200 ; Chanson sur le bal et les réjouissances faites à la Ville (1745), f<sup>os</sup> 203-204.
- 3025 Testament et acte de donation de Jehan de Beausse, marchand fripier, à l'hôpital du Saint-Esprit, 1435, f<sup>o</sup>17.
- CP 3456 Dossier sur les embellissements de Paris.

NA 477      Hivert, Plan en perspective de la place que l'on peut faire devant l'hôtel de ville, f° 29.

### Musée Carnavalet

Moreau-Desproux, Pierre-Louis (attribué à), *Salle provisoire construite à l'occasion des fêtes de la naissance du Dauphin*, plume, encre de chine et lavis, 1782, 38 X 59 cm, IED 8154.

Raguenet, Nicolas-Jean-Baptiste, *Fête donnée place de Grève à l'occasion de la naissance de la princesse Marie-Thérèse, fille du Dauphin, en juillet 1746*, huile sur toile, 1754, 46 X 84 cm, n° P.1979.

\_\_\_\_\_, *Le Quai de la Grève, l'Île Saint-Louis et le Pont Rouge, vus de la place de Grève*, huile sur toile, ca 1750-1760, 46,5 X 84 cm, n° P.283.

\_\_\_\_\_, *Le cabaret de l'Image Notre-Dame, place de Grève*, huile sur toile, 1751, 38,5 X 34 cm, n° P.280.

\_\_\_\_\_, *L'hôtel de ville et la place de Grève*, huile sur toile, 1753, 46,5 X 83,2 cm, n° P.285.

### Archives de Paris

3 AZ 1      Lettre de Sartine à Trudaine au sujet du mauvais état de la place de Grève, 1771.

3 AZ 8      Lettre du chevalier Dubois au lieutenant général de police Lenoir, 22 janvier 1782 ; Mémoire pour le sieur Delavarinière, artificier, contre la prévôté (au sujet du feu d'artifice pour la naissance du Dauphin), 1782.

### École Nationale des Ponts et Chaussées

Ms 105 21 et 105 22      Advinez, Pierre, *Projet d'un hôtel de ville*, dessin, 1787.

## Sources imprimées

Bibliothèque nationale de France

Sentences et ordonnances de police publiées par ordre du Châtelet, relatives à la Grève :

- F-58 (17), 10 mai 1719
- F-61 (348), 18 juin 1745
- F-5011 (43), 21 mai 1667
- F-21038 (9), 10 février 1749
- F-23716 (724), 13 juin 1755 ; (726), 14 juin 1755 ; (758), 4 novembre 1756 ; (762), 5 novembre 1756 ; (767), 9 novembre 1756 ; (772), 10 novembre 1756 ; (773), 19 novembre 1756 ; (776) 26 novembre 1756 ; (778), 7 décembre 1756
- F-23717 (256), 5 mai 1770 ; (475), 10 janvier 1782

Sentences et ordonnances de police publiées par ordre du Bureau de la Ville, relatives à la Grève :

- F-5012 (55), 9 septembre 1681 ; (61), 27 novembre 1682
- F-23719 (728), 21 juin 1735
- F-23720 (424), 19 juin 1744 ; (477), (478) et (479), 19 mai 1745 ; (482) et (483), 21 juin 1745 ; (550), 2 mars 1746 ; (552), 11 mars 1746 ; (562), 8 juin 1746
- F-23721 (368), 26 juillet 1764 ; (424) 15 avril 1789

## Ouvrages imprimés

*A Five Week Tour to Paris, Versailles, Marli*, Londres, T. Waller, 1750.

A. R., *The Curiosities of Paris, in Nine Letters*, Londres, W. Owen, s.d. [après 1752].

*Almanach parisien en faveur des étrangers et des personnes curieuses*, texte établi par la Société française d'étude du XVIII<sup>e</sup> siècle et présenté par Daniel ROCHE, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001.

ANTONINI, Annibale, *Mémorial de Paris et de ses environs à l'usage des voyageurs*, Paris, Chez Saugrain, 1732.

ARGENSON, René-Louis de Voyer, marquis d', *Journal du marquis d'Argenson*, Clermont-Ferrand, Paléo, 2002-2006, 11 vol.

*Atlas de la censive de l'archevêché dans Paris. Reproduction en fac-similé avec des notices extraites du terrier de l'archevêché*, Armand BRETTE (éd.), Paris, Imprimerie nationale, 1906.

BARBIER, Edmond-Jean-François, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763) ou Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*, Paris, Charpentier, 1857, 8 vol.



- BEAUMONT, Jean Baptiste Élie de, « Lettre sur l'embellissement et l'amélioration de Paris, sur les moyens de procurer en même temps sa salubrité sans qu'il en coûte rien, 11 novembre 1785 », G. LESAGE, J. HAYEM et E. GUITARD (éd.), *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, Paris, Hachette, 1921, vol. 6, p. 1-52.
- BÉGUILLET, Edme, *Description historique de Paris, et de ses plus beaux monumens*, Paris, Chez les Auteurs, Veuve Duchesne, Bureau de la Bibliothèque de France; Dijon, chez Frantin, 1779, 3 vol.
- BLÉGNY, Nicolas de (pseudonyme Abraham du Pradel), *Les Adresses de la Ville de Paris, avec Le trésor des almanachs*, Paris, Veuve de Denis Nion, 1691.
- BRICE, Germain, *Description de la ville de Paris et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, Genève, Droz, 1971 (réimpression de la 9<sup>e</sup> éd. de 1752).
- \_\_\_\_\_, *Description nouvelle de ce qu'il y a de plus remarquable dans la ville de Paris*, Paris, Chez Nicolas Le Gras, 1684.
- BUFFENOIR, Hippolyte, *Les drames de la place de Grève. Roman d'un ambitieux*, Paris, E. Dentu, 1887.
- BUVAT, Jean, *Journal de la Régence, 1715-1723*, Émile CAMPARDON, (éd.), Paris, Plon, 1865, 2 vol.
- CAYLUS, Anne Claude Philippe de Pestels de Lévis de Tubières-Grimoard, comte de, *Les fêtes roulantes ou le regret des petites rues*, Paris, s. n., 1747.
- CHALLAMEL, Augustin, *Les revenants de la place de Grève*, Paris, A. Lemerre, 1879.
- CHOAY, Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992.
- COLLETET, François, *Abregé des antiquitez de la ville de Paris*, Paris, Chez Jean Guignard le fils, 1664.
- CRADOCK, Anna Francesca, *Journal de Madame Cradock. Voyage en France (1783-1786)*, Paris, Perrin et Cie, 1896.
- DE VALHEBERT, S. *L'Agenda du voyageur pour l'année mil sept cent vingt-sept, ou Journal instructif de ce qui se passe de curieux à Paris & à la Cour*, Paris, chez DesHayes, 1727.
- DECHUYES, Georges, *La guide de Paris*, Paris, Chez Jean Brunet, 1647.
- DELAMARE, Nicolas, continué par LE CLER DU BRILLET, *Traité de la police, où l'on trouvera l'histoire de son établissement, les fonctions et les prérogatives de ses magistrats, toutes les loix et tous les règlements qui la concernent...*, Paris, 1705-1738, 4 vol.

DENIS, L., *Etrenne parisienne, ou Plan topographique, historique, chronologique de Paris*, Paris, Chez Desnos, 1772.

*Description de Paris, de Versailles, de Marly, de Meudon*, Paris, Chez la Veuve Delaulne, 1730.

DESMOULINS, Camille, *Discours de la lanterne aux Parisiens*, Paris, Chez Le Jay fils, 1789.

DEZAILLER D'ARGENVILLE, Antoine-Nicolas, *Le voyage pittoresque de Paris, ou Indication de tout ce qu'il y a de plus beau dans cette grande ville en peinture, sculpture et architecture*, Paris, chez les frères de Bure, 1778.

\_\_\_\_\_, *Le voyage pittoresque de Paris, ou Indication de tout ce qu'il y a de plus beau dans cette grande ville en peinture, sculpture et architecture*, Paris, Chez De Bure l'aîné, 1749.

DICKENS, Charles, *A Tale of Two Cities*, Andrew SANDERS (éd.), Oxford, Oxford University Press, 1998 (1859).

*Discours sur l'architecture, Lu pour l'ouverture de la séance publique de l'Académie Royale des Belles-Lettres de Caen, à sa rentrée, le premier décembre 1768*, Paris, Charles-Antoine Jombert père, 1771.

DUFOUR DE SAINT-PATHUS, Julien-Michel, *Diogène à Paris*, Paris, Chez Buisson, 1787.

DULAURE, Jacques Antoine, *Nouvelle description des curiosités de Paris*, Paris, Chez Lejay, 1785.

DUSSAUSOY, Maille, *Le Citoyen désintéressé ou Diverses idées patriotiques, concernant quelques établissemens et embellissemens utiles à la ville de Paris*, Paris, chez Gueffier, 1767-1768, 2 vol.

*Etrennes géographiques et pittoresques du voyageur parisien*, Paris, De l'imprimerie Grangé, 1765.

FÉLIBIEN, Michel et Guy-Alexis LOBINEAU, *Histoire de la ville de Paris*, Paris, Chez G. Desprez et J. Desessartz, 1725, 5 vol.

FERRIÈRE, Claude-Joseph, *Dictionnaire de droit et de pratique*, Paris, Chez Brunet, 1749, 2 vol.

GARRICK, David, *The Diary of David Garrick; Being a Record of his Memorable Trip to Paris in 1751*, Ryllis Alexander GOSLIN (éd.), New York, B. Blom, 1971.

HARDY, Siméon-Prosper, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance (1753-1789)*, Pascal BASTIEN et Daniel ROCHE (éd.), t.1, 1753-1770, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008.

- HAUSSMANN, George Eugène, *Mémoires*, Françoise CHOAY, Bernard LANDAU et Vincent Sainte Marie Gauthier (éd.), Paris, Seuil, 2000.
- HÉBERT, *Dictionnaire pittoresque et historique*, Paris, Chez Claude Hérissant, 1766.
- HUGO, Victor, *Le dernier jour d'un condamné*, Paris, Gallimard, 2000 (1829).
- HURTAUT, Pierre-Thomas-Nicolas et MAGNY, *Dictionnaire historique de la ville de Paris et de ses environs*, Paris, Chez Moutard, 1779.
- IRVING, Washington, *Contes d'un voyageur*, Adèle Beaugard (trad.), Paris, Éditions Autrement, 1995 (1825).
- ISAMBERT, François-André, et al., *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, chez Belin-Leprieur, 1821-1833, 28 vol.
- JAILLLOT, Jean Baptiste Michel Renou de Chevigné, dit, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris*, Paris, Berger-Levrault, 1977 (Reprod. en facsim. de l'éd. de Paris, Le Boucher, 1782), 6 vol.
- \_\_\_\_\_, *Lettres sur les embellissements de Paris*, Paris, Chez Augustin-Martin Lottin l'aîné, 1778.
- \_\_\_\_\_, *Les rues et les environs de Paris*, Paris, Chez Valleyre père, 1757.
- JÈZE, *Tableau universel et raisonné de la ville de Paris*, Paris, Chez J.P. Costard, 1760.
- \_\_\_\_\_, *Tableau de Paris*, Paris, Chez C. Hérissant, 1759.
- \_\_\_\_\_, *Etat de Paris*, Paris, Chez Claude Hérissant Fils, 1757.
- \_\_\_\_\_, *Journal du citoyen*. La Haye, 1754.
- L'indicateur parisien*, Paris, Chez Leclerc, 1767.
- LA FONT DE SAINT-YENNE, Étienne, *L'ombre du grand Colbert, le Louvre, et la Ville de Paris. Dialogue*, La Haye, 1752.
- LA MÉSANGÈRE, Pierre de, *Le voyageur à Paris, tableau pittoresque et moral de la capitale*, Paris, Chez Chaignieau et Devaux, 1797.
- La police de Paris en 1770. Mémoire inédit composé par ordre de G. de Sartine, sur la demande de Marie-Thérèse*, A. GAZIER (éd.), *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 5 (1879), p. 1-131.
- LABAUME Eugène, « La place de Grève », *Paris, ou Le livre des Cent-et-un*, Paris, Chez Ladvocat, 1833, t. 11, p. 119-154.

LASTEYRIE, Robert de, *Cartulaire général de Paris: ou Recueil de documents relatifs à l'histoire et à la topographie de Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1887.

LEGRAND, J.-G. et C.-P. LANDON, *Description de Paris et de ses édifices. avec un précis historique et des observations sur le caractère de leur architecture, et sur les principaux objets d'art et de curiosité qu'ils renferment*, Paris et Strasbourg, Treuttel et Würtz, 1808 et 1818 (2<sup>e</sup> éd. rev.).

LEMAIRE, C., *Paris ancien et nouveau*, Paris, Chez Nicolas Le Clerc, 1698, 2 vol.

LEMÉE, François, *Traité des statues*, Paris, Chez Arnould Seneuze, 1688.

ALQUIÉ, François-Savinien d', *Les délices de la France, ou Description des Provinces, Villes principales, Maisons Royales, Châteaux, & autres Lieux remarquables de ce beau Royaume*, Leide, Chez Theodore Haak, 1728, 3 vol.

*Les rues de Paris, avec les cris que l'on entend journellement dans les Rues de la Ville*, Troyes, Chez Jean-Antoine Garnier, 1724.

LESAGE, *Le géographe parisien ou le Conducteur chronologique et historique des rues de Paris*, Paris, chez Valleyre, veuve Duchesne, Laurent Prault, Desaint, Delalain, 1769, 2 vol.

LIGER, Louis, *Le Voyageur fidèle, ou Le guide des étrangers dans la ville de Paris*, Paris, Chez Pierre Ribou, 1715.

LUBERSAC DE LIVRON, Charles-François, abbé de, *Discours sur les monumens publics de tous les ages et de tous les peuples connus, suivi d'une description du monument projeté à la gloire de Louis XVI & de la France*, Paris, Imprimerie royale, 1775.

LUYNES, Charles-Philippe d'Albert, duc de, *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV (1735-1758)*, L. DUSSIEUX et E. SOULIÉ (éd.), Paris, Firmin Didot, 1860-1865, 17 vol.

MAGIN, *Mémoire sur la nécessité de rendre à la Commune de Paris son ancienne administration des rivières qui fournissent à la provision de la Capitale, & sa juridiction sur lesdites rivières, ports & arrondissemens affectés à ses approvisionnemens*, Auxerre, Imprimerie de L. Fournier, 1793.

MANGIN, Charles et CORBET, *Exposé et analyse du plan et projet présenté à l'assemblée nationale par les Sieurs Mangin, père, et Corbet, architectes*, Paris, Chez Knapen et fils, 1791.

MANGIN, Charles, *Adresse de M Mangin père à l'Assemblée nationale, 1<sup>er</sup> juillet 1792*, Paris, chez Knapen, s.d.

\_\_\_\_\_, *Analyse des idées qui ont dirigées le citoyen Mangin père, architecte, dans la composition de son plan, dédié à la République française*, Paris, chez Knapen, s.d.

\_\_\_\_\_, *Pétition du Sieur Mangin père, architecte, et Supplément au mémoire instructif, sur le plans dont il a fait hommage à l'Assemblée nationale constituante, en avril 1791*, Paris, chez Knapen et fils, 1792.

\_\_\_\_\_, *Réflexions d'un citoyen patriote*, Paris, chez Knapen et fils, 1792.

MARAIS, Mathieu, *Journal de Paris*, Henri DURANTON et Robert GRANDEROUTE, (éd.), Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2004, 2 vol.

MERCIER, Louis-Sébastien, *L'An 2440. Rêve s'il en fut jamais*, introduction et notes de C. CAVE et C. MERCANDIER-COLARD, Paris, La Découverte, 1999 (1771).

MERCIER, Louis-Sébastien, *Tableau de Paris*, Jean-Claude BONNET (éd.), Paris, Mercure de France, 1994 (1781-1789), 2 vol.

MÉTRA, Louis-François, *Correspondance secrète, politique & littéraire, ou Mémoires pour servir à l'Histoire des Cours, des Sociétés & de la Littérature en France, depuis la mort de Louis XV*, Londres, John Adamson, 1787-1790, 18 vol.

MONT ROYAL, Antoine du, *Les glorieuses antiquitez de Paris*, introduction et notes par l'abbé Valentin Dufour, Paris, A. Quantin, 1879 (1678).

NADAUD, Martin, *Léonard, maçon de la Creuse*, Paris, La Découverte, 1998 (1895).

NEMEITZ, Joachim Christoph, *Séjour de Paris, c'est-à-dire instructions fidèles pour les voyageurs de condition*, Leyde, Chez Jean Van Abcoude, 1727, 2 vol.

*Paris en miniature, d'après les dessins d'un nouvel argus*. Paris, Chez Pichard, 1784.

PASQUIER et DENIS, *Plan topographique et raisonné de Paris*, Paris, chez Pasquier, 1758.

PATTE, Pierre, *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV...et suivis d'un choix des principaux projets qui ont été proposés, pour placer la statue du roi dans les différents quartiers de Paris*, Paris, Desaint, 1765.

PIGANIÔL DE LA FORCE, Jean Aymar, *Description historique de la ville de Paris et de ses environs*, Paris, Chez les libraires associés. 1765.

PONCET DE LA GRAVE, Guillaume, *Projet des embellissements de la ville et des faubourgs de Paris*, Paris, Duchesne, 1756, 3 vol.

PRÉVOST DE SAINT-LUCIEN, Roch-Henri, *Le Provincial à Paris, ou État actuel de Paris*, Paris, chez Watin fils, 1787.

- Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture (1671-1793)*, Henry LEMONNIER (éd.), Paris, J. Schemit, E. Champion, A. Colin, 1911-1929, 10 vol.
- PRUDHOMME, Louis-Marie, *Voyage descriptif et historique de l'ancien et du nouveau Paris*, Paris, Chez l'auteur, 1821, 2 vol.
- Registres des délibérations du bureau de la ville de Paris, 1789-1790*, Michèle BIMBENET-PRIVAT et Odile KRAKOVITCH (éd.), Paris, Service des Travaux historiques de la Ville de Paris, 1990.
- SAINTFOIX, Germain-François Poullain de, *Essais historiques sur Paris*, Paris, Chez la veuve Duchesne, 1766.
- SAUGRAIN, Claude, *Les Adresses de la Ville & Faux-bourgs de Paris*, Paris, Chez Charles et Claude Saugrain, 1708.
- SAUGRAIN, Claude-Marin, *Les Curiositez de Paris, de Versailles, de Marly, de Vincennes, de St-Cloud et des environs*, Paris, Chez Saugrain l'aîné, 1716.
- SAUVAL, Henri, *Histoire et antiquités de la ville de Paris*, Paris, C. Moette, 1724, 3 vol.
- SUE, Eugène, *Les mystères de Paris*, Paris, Robert Laffont, 1989 (1842-1843).
- TENAILLE DE CHATILLON, *Mémoire sur la nécessité de conserver à la municipalité de la ville de Paris la police et la juridiction dans l'étendue des lieux, ports et rivières d'où elle tire ses approvisionnements*, s.n., s.l., 1790.
- THIERY, Luc-Vincent, *Le voyageur à Paris, extrait du Guide des Amateurs & des Etrangers voyageurs à Paris*, Paris, Chez Gattey, 1790, 2 vol.
- TRICOTEL, Édouard, *Claude Le Petit, sa fin tragique en place de Grève, à Paris, et ses ouvrages*, Paris, J. Techener, 1863.
- VAUGONDY, Robert de, *Mémoire sur les différens accroissemens de la ville de Paris*, Paris, chez l'auteur et chez Antoine Boudet, 1760.
- VILEVAULT, Louis-Guillaume de, et Louis George de BRÉQUIGNY (éd.), *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, Paris, Imprimerie Royale, 1763.
- VILLE DE PARIS, Adolphe ALPHAND (dir.), *Recueil des lettres patentes, ordonnances royales, décrets et arrêtés préfectoraux concernant les voies publiques*, Paris, s.n., 1886.
- VILLE DE PARIS, *Recueil des lettres patentes, ordonnances royales, décrets et arrêtés préfectoraux concernant les voies publiques. Supplément : Années 1270-1884; 1885-1888*, Paris, Imprimerie nouvelle, 1889.

VILLE DE PARIS, *Recueil des lettres patentes, ordonnances royales, décrets et arrêtés préfectoraux concernant les voies publiques. Supplément 2 : Années 1507-1888; 1889-1901*, Paris, Imprimerie nouvelle, 1902.

## Travaux

### Instruments de recherche

ANTOINE, Michel *et al.*, *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime*, Paris, Librairie nationale, 1958.

ARCHIVES NATIONALES, *Châtelet de Paris. Répertoire numérique de la série Y, tome premier, Les chambres Y 1 à 10718 et 18603 à 18800*, Paris, Archives nationales, 1993.

BIMBENET-PRIVAT, Michèle, *Ordonnances et sentences de police du Châtelet de Paris, 1668-1787. Inventaire analytique des articles Y 9498 et Y 9499*, Paris, Archives nationales, 1992.

———, *L'administration parisienne à la veille de la Révolution. Délibérations du Bureau de la Ville de Paris 1784-1790. Inventaire des minutes H<sup>2</sup> 1954<sup>2</sup> à 1961*, Paris, Archives nationales, 1989.

GALLET, Michel, *Les architectes parisiens du XVIII<sup>e</sup> siècle : dictionnaire biographique et critique*, Paris, Mengès, 1995.

HILLAIRET, Jacques, *Dictionnaire historique des rues de Paris*, Paris, Minuit, 1964 (1960), 2 vol.

MARION, Marcel, *Dictionnaire des institutions de la France, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Picard, 1999 (1923), 564 p.

POÈTE, Marcel et Étienne CLOUZOT, *Répertoire des sources manuscrites de l'histoire de Paris*, Paris, E. Leroux, 1915-1916, 3 vol.

### Études

ABAD, Reynald, *Le grand marché : l'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2002.

———, « Les luttes entre juridictions pour le contrôle de la police de l'approvisionnement à Paris sous le règne de Louis XIV », *Mélanges de l'École française de Rome, Italie et Méditerranée*, 112, 2 (2000), p. 655-667.

AGNEW, John A., *Place and Politics: The Geographical Mediation of State and Society*, Boston, Allen & Unwin, 1987.



- ANDRIES, Lise, « Paris et l'imaginaire de la ville dans les almanachs français du XVIII<sup>e</sup> siècle », T. D. HEMMING, E. FREEMAN et D. MEAKIN (dir.), *The Secular City. Studies in the Enlightenment*, Exeter, University of Exeter Press, 1994, p. 15-26.
- ANTOINE, Michel, *Le gouvernement et l'administration sous Louis XV*, Paris, Éditions du Centre national de recherche scientifique, 1978.
- ARNADE, Peter, Martha HOWELL et Walter SIMONS (dir.), *The Productivity of Urban Space in Northern Europe*, numéro thématique, *Journal of Interdisciplinary History*, 32, 4 (2002).
- BACKOUCHE, Isabelle, « L'histoire urbaine en France : nouvel objet, nouvelles approches », *Urban History Review*, 32 (2003), p. 7-14.
- \_\_\_\_\_, *La trace du fleuve : la Seine et Paris (1750-1850)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000.
- BAKER, Keith Michael, « Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime », *Annales E.S.C.*, 42 (1987), p. 41-71.
- BARLES, Sabine, *Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 1999.
- BARROUX, Marius, *Le département de la Seine et la ville de Paris. Notions générales et bibliographiques pour en étudier l'histoire*, Paris, J. B. Dumoulin, 1910.
- BASTIEN, G., « Les prisons de l'Hôtel de Ville (1515-1794) », *Seine et Paris : Bulletin d'information de l'Association générale des administrateurs de la Préfecture de la Seine*, 72 (1974), p. 1-15.
- BASTIEN, Pascal, *L'exécution publique à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une histoire des rituels judiciaires*, Seyssel, Champ Vallon, 2006.
- BATTARD, Marius, *Beffrois, halles, hôtels de ville dans le Nord de la France et en Belgique*, Arras, Brunet, 1948.
- BAUDOUX-ROUSSEAU, Laurence, Youri CARBONNIER et Philippe BRAGARD (dir.), *La place publique urbaine du Moyen Âge à nos jours*, Arras, Artois Presses Université, 2007.
- BEIK, William, « The Violence of the French Crowd from Charivari to Revolution », *Past and Present*, 197 (2007), p. 75-110.
- BÉLY, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.
- BERGERON, Louis, *Paris, genèse d'un paysage*, Paris, Picard, 1989.



- BERNARD, Jean-Pierre, *Les deux Paris. Les représentations de Paris dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2001.
- BISSON DE BARTHÉLÉMY, Paul, *Les Joly de Fleury, procureurs généraux au Parlement de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEDES, 1964.
- BOIA, Lucian, *Pour une histoire de l'imaginaire*, Paris, Les Belles Lettres, 1998.
- BONNEMAISON, Sarah et Christine MACY (dir.), *Festival Architecture*, New York, Routledge, 2008.
- BOULET-SAUTEL, Marguerite, « Police et administration en France à la fin de l'Ancien Régime. Observations terminologiques », Werner PARAVICINI et Karl Ferdinand WERNER (dir.), *Histoire comparée de l'administration (IV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). Actes du XIV<sup>e</sup> colloque historique franco-allemand, Tours, 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1977*, München, Zurich, Artemis Verlag, 1980, p. 47-51.
- BOURDIEU, Pierre, « Effets de lieu », *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 159-167.
- BOUREAU, Alain, « Les cérémonies royales françaises entre performance juridique et compétence liturgique », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 46, 6 (1991), p. 1253-1264.
- \_\_\_\_\_, *Le simple corps du roi : l'impossible sacralité des souverains français, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de Paris, 1988.
- BOUTIER, Jean, *Les plans de Paris des origines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : étude, cartographie et catalogue collectif*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2002.
- BRETTE, Armand, « Un projet d'aliénation de l'Hôtel de ville en 1791 », *Révolution française*, 42 (janvier-juillet 1902), p. 45-49.
- BROCHARD, Louis, *Saint-Gervais, histoire du monument d'après de nombreux textes inédits*, Paris, Desclée de Brouwer, 1938.
- BRYANT, Lawrence M., *The King and the City in the Parisian Royal Entry Ceremony: Politics, Ritual, and Art in the Renaissance*, Genève, Droz, 1986.
- BURSTIN, Haim, « Conflitti sul lavoro e protesta annonaria a Parigi alla fine dell'Ancien Regime », *Studi Storici*, 19 (1978), p. 735-775.
- BUTTNER, Anne et David SEAMON, *The Human Experience of Space and Place*, New York, St. Martin's Press, 1980.
- CABANTOUS, Alain (dir.), *Mythologies urbaines. Les villes entre histoire et imaginaire. Actes du colloque international de Dunkerque*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

- \_\_\_\_\_, « Le quartier, espace vécu à l'époque moderne : ambiguïté et perspectives d'une histoire », *Histoire, économie et société*, 3 (1994), p. 427-439.
- CAHEN, Léon, *Le Grand Bureau des pauvres de Paris au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle : contribution à l'histoire de l'assistance publique*, Paris, G. Bellet, 1902.
- CALABI, Donatella, *The Market and the City: Square, Street and Architecture in Early Modern Europe*, Aldershot, Ashgate, 2004.
- CARBONNIER, Youri, *Maisons parisiennes des Lumières*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006.
- CARVAIS, Robert, *La Chambre royale des bâtiments. Juridiction professionnelle et droit de la construction à Paris sous l'Ancien Régime*, Thèse de doctorat d'État (Droit), Université Paris-II Panthéon-Assas, 2001.
- CASTAN, Nicole, « Les archives de la justice criminelle : les pièces du procès, XVI<sup>e</sup>-fin du XVIII<sup>e</sup> siècles », Yves-Marie BERCÉ et Yves CASTAN (dir.), *Les archives du délit : empreintes de société*, Toulouse, Éditions universitaires du Sud, 1990, p. 15-19.
- CAUSSE, Bernard, *Les fiacres de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses universitaires de France, 1972.
- CAUWES, Paul, « Les commencements du crédit public en France : les rentes sur l'Hôtel de Ville au XVI<sup>e</sup> siècle », *Revue d'économie politique*, 9, 2 (1895), p. 97-123.
- CENSER, Jack et Lynn HUNT, « Imaging the French Revolution : Depictions of the French Revolutionary Crowds », *American Historical Review*, 110, 1 (2005), p. 38-45.
- CERUTTI, Simona, « À qui appartiennent les biens qui n'appartiennent à personne ? Citoyenneté et droit d'aubaine à l'époque moderne », *Annales: Histoire, Sciences Sociales*, 62, 2 (2007), p. 355-383.
- \_\_\_\_\_, « Nature des choses et qualité des personnes : le Consulat du commerce de Turin au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales: Histoire, Sciences Sociales*, 57, 6 (2002), p. 1491-1520.
- CHABAUD, Gilles (dir.), *Les guides imprimés du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Villes, paysages, voyages*, Paris, Belin, 2000.
- \_\_\_\_\_, « Images de la ville et pratiques du livre : le genre des guides de Paris (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 45, 2 (1998), p. 323-345.
- CHABAUD, Gilles et Pierre MONZANI, *Les Guides de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Images de la ville*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Paris-1, 1979.

- CHAGNIOT, Jean, *Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Diffusion Hachette, 1988.
- \_\_\_\_\_, *Paris et l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude politique et sociale*, Paris, Economica, 1985.
- \_\_\_\_\_, « Le Guet et la Garde de Paris à la fin de l'Ancien Régime », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 20, 1 (1973), p. 58-71.
- CHARTIER, Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990.
- \_\_\_\_\_, « Le monde comme représentation », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 44, 6 (1989), p. 1505-1520.
- \_\_\_\_\_, *Figures de la gueuserie*, Paris, Arthaud/Montalba, 1982.
- CHASSAIGNE, Marc, *La lieutenance générale de police de Paris*, Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 1975 (1906).
- CHEVALIER, Louis, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2002 (1958).
- CLAUDEL, Anne-Claire, « L'intermédiaire entre la justice et les justiciables : l'huissier de justice dans le duché de Lorraine et de Bar au XVIII<sup>e</sup> siècle », Claire DOLAN (dir.), *Entre justice et justiciables : les auxiliaires de la justice du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 227-244.
- CLEARY, Richard, *The 'Place royale' and Urban Design in the Ancien Régime*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- COLIN, Cécile, « Pratiques et réalités d'un quartier de police à Paris dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'espace Saint-Eustache et le commissaire Pierre Régnard le Jeune (1712-1751) », *Cahiers du CREPIF*, 38 (1992), p. 119-130.
- COQUERY, Natacha, *L'espace du pouvoir. De la demeure privée à l'édifice public, Paris 1700-1790*, Paris, Seli Arslan, 2000.
- CORBIN, Alain, « Les paysans de Paris. Histoire des Limousins du bâtiment au XIX<sup>e</sup> siècle », *Le temps, le désir et l'horreur. Essais sur le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Champs Flammarion, 1998 (1991), p. 199-214.
- CRAGIN, Thomas, *Murder in Parisian Streets. Manufacturing Crime and Justice in the Popular Press, 1830-1900*, Lewisburg, Bucknell University Press, 2006.
- CRESWELL, Tim, *Place. A Short Introduction*, Malden, Blackwell, 2004.

- CROQ, Laurence, « La municipalité parisienne à l'épreuve des absolutismes : démantèlement d'une structure politique et création d'une administration (1660-1789), Laurence CROQ (dir.), *Le prince, la ville et le bourgeois*, Paris, Nolin, 2004, p. 175-201.
- CROQ, Laurence et Nicolas LYON-CAEN, « La notabilité parisienne entre la police et la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle : des définitions aux usages sociaux et politiques », Laurence JEAN-MARIE (dir.), *La notabilité urbaine, X<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Actes de la table ronde organisée à la MRSH, 20 et 21 janvier 2006*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, CNRS-Université de Caen Basse-Normandie, 2007, p. 125-157.
- DE LA CITÉ, Jehan, *L'Hôtel de Ville de Paris et la place de Grève à travers les âges, d'après Éd. Fournier*, Paris, Librairie Firmin-Didot et Cie, 1895.
- DELATTRE, Simone, *Les douze heures noires. La nuit à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Michel, 2000.
- DENYS, Catherine, « Les revenus des agents de la police communale au XVIII<sup>e</sup> siècle. Entre justice et police », Benoît Garnot (dir.), *Les juristes et l'argent. Le coût de la justice et l'argent des juges du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2005, p. 215-225.
- \_\_\_\_\_, « La territorialisation policière dans les villes au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 50, 1 (2003), p. 13-26.
- \_\_\_\_\_, *Police et sécurité au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les villes de la frontière franco-belge*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- DERENS, Isabelle, « Un siècle d'édiles parisiens : Jean Beausire et sa lignée », Dominique MASSOUNIE, Pauline PRÉVOST-MARCILHACY et Daniel RABREAU (dir.), *Paris et ses fontaines. De la Renaissance à nos jours*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1995, p. 132-142.
- DES CILLEULS, Alfred, « Le parloir aux Bourgeois », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 22 (1895), p. 1-66.
- DES CILLEULS, Alfred et Jules HUBERT, *Le domaine de la Ville de Paris dans le passé et dans le présent. Deuxième fascicule: L'hôtel de ville*, Paris, Imprimeries Réunies, 1891, 2 vol.
- DESCAT, Sophie, *Deux architectes-urbanistes dans l'Europe des Lumières. Pierre-Louis Moreau et George Dance à Paris et à Londres (1763-1815)*, Thèse de doctorat (histoire de l'art), Paris, Université de Paris-1, 2000.
- DESCIMON, Robert, et Jean NAGLE, « Les quartiers de Paris du Moyen Age au XVIII<sup>e</sup> siècle : évolution d'un espace plurifonctionnel », *Annales: Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 5 (1979), p. 956-983.

- DESMAZE, Charles Adrien, *Le Châtelet de Paris, son organisation, ses privilèges... (1060-1862)*, Paris, Librairie académique, 1863.
- DUCOUDRAY, Émile, Raymonde MONNIER et Daniel ROCHE (dir.), *Atlas de la Révolution française*, t. 11, Paris, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000.
- DUCROS, Jean, « La place de Louis XV », Michel GALLET et Yves BOTTINEAU (dir.), *Les Gabriel*, Paris, Picard, 1982, p. 254-277.
- DUMOLIN, Maurice, « Notes sur les vieux guides de Paris », *Mémoires de la Société d'histoire de Paris*, 47 (1914), p. 209-285.
- DURAND, Yves, « Les salaires des maçons à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire économique et sociale*, 44 (1966), p. 466-480.
- ENLART, Camille, *Hôtels de ville et beffrois du Nord de la France. Moyen Âge et Renaissance*, Paris, H. Laurens, 1920.
- ETLIN, Richard A., *Symbolic Space: French Enlightenment Architecture and its Legacy*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.
- FAHMY, Jean Mohsen, *Voltaire et Paris*, Oxford, Voltaire Foundation, 1981.
- FARGE, Arlette, « Les archives du singulier. Quelques réflexions à propos des archives judiciaires comme matériau de l'histoire sociale », Christophe Charle (dir.), *Histoire sociale, histoire globale ? Actes du colloque des 27-28 janvier 1989*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993, p. 183-189.
- \_\_\_\_\_, *La vie fragile : violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1986.
- \_\_\_\_\_, « L'espace parisien au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les ordonnances de police », *Ethnologie française*, 2, 2 (1982), p. 119-126.
- \_\_\_\_\_, *Vivre dans la rue à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, 1992 (1979).
- FARGE, Arlette et André ZYSBERG, « Les théâtres de la violence à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 5 (1979), p. 984-1015.
- FAVRE, Robert, et Chantal THOMAS, « Le mariage du Dauphin et de Marie-Antoinette d'Autriche : estampe et feu d'artifice », Henri DURANTON, Claude LABROSSE et Pierre RÉTAT (dir.), *Les gazettes européennes de langue française (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). Table ronde internationale de Saint-Étienne, 21-23 mai 1992*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1992, p. 213-227.

- FÉLIX, Joël, *Finances et politique au siècle des Lumières : le ministère L'Averdy, 1763-1768*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999.
- FIERRO, Alfred et Jean-Yves SARAZIN, *Le Paris des Lumières d'après le plan de Turgot (1734-1739)*, Paris, Éditions de la Réunion des Musées nationaux, 2005.
- FIERRO, Alfred, *Histoire et dictionnaire de Paris*, Paris, Robert Laffont, 1996.
- FLEURY, Michel, « Les Projets d'urbanisme de Jaillot (1779) », *Cahiers du CREPIF*, 50 (mars 1995), p. 141-165.
- FLEURY, Michel et François MONNIER, « L'urbanisme éclairé à Paris : Aménagement et législation de Louis XIV à la Révolution », *Cahiers du CREPIF*, 12 (septembre 1985), p. 58-70.
- FOGEL, Michèle, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVI<sup>e</sup> au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989.
- FOURNIER, Éric, *Paris en ruines. Du Paris haussmannien au Paris communard*, Paris, Éditions Imago, 2008.
- FREUNDLICH, Francis, *Le monde du jeu à Paris : 1715-1800*, Paris, Albin Michel, 1995.
- GALLET, Michel, « Des *fuochi farnesiani* aux feux de la place de Grève », Georges BRUNEL (dir.), *Piranèse et les Français : colloque tenu à la Villa Médicis, 12-14 mai 1976*, Rome, Edizioni Dell'Elefante, 1978, p. 257-264.
- GARMS, Joerg, « Projects for the Pont Neuf and Place Dauphine in the First Half of the Eighteenth Century », *Journal of the Society of Architectural Historians*, 26, 2 (1967), p. 102-113.
- GARRIOCH, David, *The Making of Revolutionary Paris*, Berkeley, University of California Press, 2002.
- \_\_\_\_\_, « The People of Paris and Their Police in the Eighteenth Century: Reflections on the Introduction of a "Modern" Police Force », *European History Quarterly*, 24, 4 (1994), p. 511-535.
- \_\_\_\_\_, *Neighbourhood and Community in Paris, 1740-1790*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- GARRIOCH, David et Michael SONENSCHER, « Compagnonnages, Confraternities and Associations of Journeymen in Eighteenth-Century Paris », *European History Quarterly*, 16, 1 (1986), p. 25-45.
- GAY, Jean-Lucien, « L'administration de la capitale entre 1770 et 1789. La tutelle de la royauté et ses limites », *Mémoires de la Fédération des Sociétés historiques et*

- archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, 8 (1956), p. 299-370 ; 9 (1957-1958), p. 283-363 ; 10 (1959), p. 181-247 ; 11 (1960), p. 363-403 ; 12 (1961), p. 135-218.
- GENTY, Yves-Noël, *Le domaine de la ville de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.
- GEREMEK, Bronislaw, *Le salariat dans l'artisanat parisien aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Étude sur le marché de la main-d'oeuvre au Moyen Âge*, Paris, Mouton, 1968.
- GIESEY, Ralph E., *The Royal Funeral Ceremony in Renaissance France*, Genève, Droz, 1960.
- GOLD, John R., et George REVILL, « Exploring Landscapes of Fear : Marginality, Spectacle and Surveillance », *Capital and Class*, 80 (2003), p. 27-50.
- GOTTDIENER, Mark, *The Social Production of Urban Space*, Austin, University of Texas Press, 1985.
- GOUTAL-ARNAL, Valérie, « "Mes loisirs, ou Journal d'événements tels qu'il parviennent à ma connoissance", chronique (1753-1789) du libraire Siméon-Prosper Hardy », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46, 3 (1999), p. 457-477.
- GRANET, Solange, « Images de Paris : la place de la Concorde », numéro hors-série de la *Revue géographique et industrielle de France*, 26, 1963.
- \_\_\_\_\_, « La place Louis XV. Recueil de différents projets et plans proposés pour la construction d'une place publique destinée à la statue équestre du Roi », *La vie urbaine*, 3 (juillet-septembre 1962), p. 161-218.
- \_\_\_\_\_, « Sur le manuscrit Arsenal ms 3013, places Louis XV », *Bulletin de la Société de l'histoire de l'art français*, 1961 (1962).
- \_\_\_\_\_, « Les origines de la place de la Concorde. Les projets conservés aux Archives Nationales », *Gazette des Beaux-Arts*, 1082 (mars 1959), p. 153-166.
- GRENIER, Jean-Yves, *L'économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996.
- GRIGNON, Marc, *Loing du Soleil. Architectural Practice in Quebec City during the French Regime*, New York, Peter Lang Publishing, 1997.
- GRUBER, Alain-Charles, *Les grandes fêtes et leurs décors à l'époque de Louis XVI*, Genève, Droz, 1972.
- GUIGNARD, Laurence, « Les supplices publics au XIX<sup>e</sup> siècle. L'abstraction du corps », Michel PORRET (dir.), *Le corps violenté. Du geste à la parole*, Genève, Droz, 1998, p. 157-184.

- HALBWACHS, Maurice, « Les plans d'extension et d'aménagement de Paris avant le XIX<sup>e</sup> siècle », *La vie urbaine*, 2 (1920), p. 3-22.
- HANAWALT, Barbara A. et Michal KOBIALKA (dir.), *Medieval Practices of Spaces*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.
- HANAWALT, Barbara A. et Kathryn L. REYERSON (dir.), *City and Spectacle in Medieval Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994.
- HANLEY, Sarah, *The Lit de Justice of the Kings of France: Constitutional Ideology in Legend, Ritual and Discourse*, Princeton, Princeton University Press, 1983.
- HARISON, Casey, « The Rise and Decline of a Revolutionary Space: Paris' Place de Grève and the Stonemasons of Creuse, 1750-1900 », *Journal of Social History*, 34, 2 (2000), p. 402-436.
- HARISON, Casey, « An Organization of Labor: Laissez-Faire and Marchandage in the Paris Building Trades through 1848 », *French Historical Studies*, 20, 3 (1997), p. 357-380.
- HAROUËL, Jean-Louis, « Façades et droit à Paris sous l'Ancien Régime », *Archives de philosophie du droit*, 40 (1996), p. 172-179.
- \_\_\_\_\_, *Histoire de l'urbanisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1995 (5<sup>e</sup> édition).
- \_\_\_\_\_, *L'embellissement des villes. L'urbanisme français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Picard, 1993.
- \_\_\_\_\_, « De l'influence des règles d'urbanisme sur l'aspect architectural des édifices privés », *Cahiers du CREPIF*, 18 (1987), p. 15-35.
- \_\_\_\_\_, « Les fonctions de l'alignement dans l'organisme urbain », *Dix-huitième siècle*, 9 (1977), p. 135-149.
- HARVEY, David, *Consciousness and the Urban Experience: Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.
- HAUTECOEUR, Louis, « Les places en France au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Gazette des Beaux-Arts*, 85 (1975), p. 89-116.
- HOFFMAN, Philip T., Gilles POSTEL-VINAY et Jean-Laurent ROSENTHAL, *Des marchés sans prix. Une économie politique du crédit à Paris, 1660-1870*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001.
- HOULD, Claudette (dir.), *La Révolution par la gravure. Les « Tableaux historiques de la Révolution française », une entreprise éditoriale d'information et sa diffusion en Europe, 1791-1817*, Vizille, Musée de la Révolution française ; Paris, Réunion des musées nationaux, 2002.



- \_\_\_\_\_. (dir.), *La Révolution par l'écriture. Les « Tableaux historiques de la Révolution française », une entreprise éditoriale d'information (1791-1817)*, Vizille, Musée de la Révolution française ; Paris, Réunion des musées nationaux, 2005.
- HUGUENEY, J. et Pierre LAVEDAN, « Formes et urbanisme : places publiques », *La vie urbaine*, 2 (1967), p. 81-101.
- ISTACE, Marie, *La nuit, la noce, la mort. Étude sur la mort rue Royale de 132 personnes, le soir du 30 mai 1770, au sortir du feu d'artifice tiré place Louis XV, en l'honneur du mariage du Dauphin*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Paris-I, 2000.
- JACKSON, Richard A., *Vive le Roi! A History of the French Coronation Ceremony from Charles V to Charles X*, Chapel Hill, N.C., University of North Carolina Press, 1984.
- JONES, Colin, *Paris. The Biography of a City*, New York, Penguin, 2004.
- KALIFA, Dominique, *Crime et culture au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2005.
- \_\_\_\_\_, *L'encre et le sang. Récits de crime à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995.
- KAMMERER, Odile et Alain J. LEMAÎTRE, *Le pouvoir réglementaire : dimension doctrinale, pratiques et sources, XV<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Actes du colloque de Mulhouse, 11 et 12 octobre 2002*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.
- KANTOROWICZ, Ernst, *Les deux corps du roi : essai sur la théologie politique au Moyen-Age*, Paris, Gallimard, 1989 (1957).
- KAPLAN, Steven Lawrence et Vincent MILLIOT, « La police de Paris, une « révolution permanente » ? Du commissaire Lemaire au lieutenant de police Lenoir, les tribulations du *Mémoires sur l'administration de la police* (1770-1792) », à paraître dans les *Mémoires de l'École française de Rome*.
- KAPLAN, Steven Lawrence, *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001.
- \_\_\_\_\_, « La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 36 (juillet-septembre 1989), p. 361-412.
- \_\_\_\_\_, « Les corporations, les faux ouvriers et le faubourg Saint-Antoine au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 43, 2 (1988), p. 353-378.
- \_\_\_\_\_, « The Paris Bread Riot of 1725 », *French Historical Studies*, 14, 1 (1985), p. 23-56.
- \_\_\_\_\_, « Note sur les commissaires de police de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 28, (1981), p. 669-686.
- \_\_\_\_\_, « Réflexions sur la police du monde du travail », *Revue historique*, 529 (1979), p. 17-77.

- KONIGSON, Élie, « La place du Weinmarkt à Lucerne : remarques sur l'organisation d'un espace dramatisé », *Les voies de la création théâtrale. Théâtre, histoire, modèles*, vol. 8, *Recherche sur les textes dramatiques et les spectacles du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du Centre national de recherche scientifique, 1980, p. 43-90.
- LAVEDAN, Pierre, Jean BASTIÉ et Alfred FIERRO, *Histoire de l'urbanisme à Paris*, Paris, Diffusion Hachette, 1993 (2<sup>e</sup> éd. aug.).
- LE MOËL, Michel et Sophie DESCAT (dir.), *L'urbanisme parisien au siècle des Lumières*, Paris, Action Artistique de la ville de Paris, 1997.
- LE ROUX DE LINCY, Antoine-Jean-Victor, *Histoire de l'Hôtel de ville de Paris*, Paris, Chez J.B. Dumoulin, 1846, 2 parties en 1 vol.
- LE ROY LADURIE, Emmanuel (dir.), *Histoire de la France urbaine : La Ville des temps modernes, de la Renaissance à la Révolution*, Paris, Seuil, 1998 (1981).
- LECARON, Frédéric, « Les origines de la municipalité parisienne », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 7 (1881), p. 79-174.
- LEDoux-PROUZEau, Marguerite, « Les fêtes publiques à Paris à l'époque de la guerre de succession d'Autriche, 1744-1749 », Daniel RABREau (dir.), *Paris, Capitale des Arts sous Louis XV. Peinture, sculpture, architecture, fêtes, iconographie. Annales du Centre Ledoux, Tome premier*, Bordeaux, William Blake & Co, Arts & Arts, 1997, p. 87-109.
- LEFEBVRE, Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000 (1974).
- LEITH, James Andrews, *Space and Revolution. Projects for Monuments, Squares, and Public Buildings in France: 1789-1799*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991.
- LEMAS, Nicolas, « La ville offerte : les projets d'embellissements du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une littérature de l'accueil », *Annales de la recherche urbaine*, 94 (2003), p. 87-95.
- \_\_\_\_\_, « Le temps des projets. Poncet de La Grave, Delamair ou l'impensé de l'urbanisme au siècle des Lumières », *Histoire urbaine*, 5 (2002), p. 43-65.
- LEMERCIER, Pierre, *Les justices seigneuriales dans la région parisienne de 1580 à 1789*, Paris, F. Loviton, 1934.
- LEMOINE, Claire, *Cortèges et pouvoirs à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 1660-1789*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Paris-7, 1993.
- LEPETIT, Bernard, « La ville : cadre, objet, sujet. Vingt ans de recherches françaises en histoire urbaine », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, 4 (1996), p. 11-34.
- \_\_\_\_\_, « Le temps des villes », *Villes, histoire et culture*, 1 (1994), p. 7-19.

- \_\_\_\_\_, *Les villes dans la France moderne, 1740-1840*, Paris, Albin Michel, 1988.
- \_\_\_\_\_, « Pouvoir municipal et urbanisme (1650-1750) : Sources et problématique », Georges LIVET et Bernard VOGLER (dir.), *Pouvoir, ville et société en Europe, 1650-1750. Colloque international du CNRS, octobre 1981*, Paris, Éditions Ophrys, 1983, p. 35-50.
- LESPINASSE, René de, *Métiers et corporations de la ville de Paris, XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Imprimerie nationale, 1886-1897, 3 vol.
- LETRAIT, Jean-Jacques, « La communauté des maîtres-maçons de Paris au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique de droit français et étranger*, 1945, p. 215-264 et 1948, p. 96-136.
- LÉVY, Jacques et Michel LUSSAULT (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.
- LIÉVAUX, Pascal, *L'architecture des hôtels de ville et France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Thèse de doctorat (histoire de l'art), Université Paris-IV, 1992.
- LOMBARD-JOURDAN, Anne, *Aux origines de Paris : la genèse de la rive droite jusqu'en 1223*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1985.
- LÜSEBRINK, Hans-Jürgen, *Histoires curieuses et véritables de Cartouche et Mandrin*, Paris, Arthaud/Montalba, 1984.
- MARIN, Brigitte, « Administrations policières, réformes et découpages territoriaux (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) », *Mélanges de l'École française de Rome, Italie et Méditerranée*, 115, 2 (2003), p. 745-750.
- MASLAKOVIC, Anna, « Churchyard and Civic Square. The Production of Public Spaces in Late Medieval and Early Modern Lyon », *Proceedings of the Western Society for French History*, 27 (1999), p. 190-199.
- \_\_\_\_\_, *Common and Public: A Genealogy of Urban Space in Late Medieval and Early Modern Lyon*, thèse de doctorat (histoire), Columbia University, 2000.
- MAUREPAS, Arnaud de, « L'oeil, l'oreille et la plume: La sensibilité testimoniale dans le *Journal* de Barbier (1718-1762) », *Histoire, économie et société*, 10, 4 (1991), p. 491-503.
- MERCIER, Roger, « Voltaire et Paris. Des rêves d'urbanisme aux "pleurs sur Jérusalem" », Centre aixois d'études et de recherches sur le XVIII<sup>e</sup> siècle (dir.), *La Ville au XVIII<sup>e</sup> siècle : colloque d'Aix-en-Provence, 29 avril-1er mai 1973*, Aix-en-Provence, EDISUD, 1975, p. 33-47.

- MERRICK, Jeffrey, « Politics on Pedestals: Royal Monuments in Eighteenth-century France », *French History*, 5 (1991), p. 234-64.
- \_\_\_\_\_, *The Desacralization of the French Monarchy*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1990.
- MESTRE, J.-C., « L'expropriation face à la propriété privée du Moyen Âge au Code civil », *Droits. Revue française de théorie juridique*, 1 (1985), p. 51-62.
- MÉTAYER, Christine, *Au tombeau des secrets. Les écrivains publics du Paris populaire, cimetière des Saints-Innocents, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 2000.
- MILLIOT, Vincent, « Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54, 2 (2007), p. 169-171.
- \_\_\_\_\_, « Réformer les polices urbaines au siècle des Lumières : le révélateur de la mobilité », *Crime, Histoire & Sociétés*, 10, 1 (2006), p. 25-50.
- \_\_\_\_\_, « Le métier de commissaire : bon juge et « mauvais » policier ? (Paris, XVIII<sup>e</sup> siècle) », Claire DOLAN (dir.), *Entre justice et justiciables : les auxiliaires de la justice du Moyen-Âge au XX<sup>e</sup> siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 121-136.
- \_\_\_\_\_, « Une ville malade de son espace ? Paris et le lieutenant général de police Lenoir (1775-1785) », Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Grâne, Créaphis, 2005, p. 32-41.
- \_\_\_\_\_, « Saisir l'espace urbain : mobilité des commissaires et contrôle des quartiers de police à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 50, 1 (2003), p. 54-80.
- \_\_\_\_\_, *Paris en bleu : images de la ville dans la littérature de colportage (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Parigramme, 1996.
- MONIN, Éric, « Fiction latente, fiction construite, fiction rhétorique : les trois états de la représentation d'un idéal festif », *Cahiers thématiques. Architecture, histoire, conception*, 5 (2005), p. 260-275.
- \_\_\_\_\_, « The Construction of Fantasy. Ephemeral Structures and Urban Celebrations in France during the Eighteenth Century », Santiago HUERTA (dir.), *First International Congress on Construction History*, Madrid, Instituto Juan de Herrera, 2003, p. 1475-1487.
- MONIN, Hippolyte, *L'état de Paris en 1789. Études et documents sur l'ancien régime à Paris*, New York, AMS Press, 1974 (1889).

- MONNIER, François, « Tableau de l'administration parisienne d'Ancien Régime », *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, (1989), p. 29-93.
- \_\_\_\_\_, *Les marchés de travaux publics dans la généralité de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1984.
- MONVAL, J., « Quelques projets d'embellissement de Paris sous Louis XV », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, 49 (1927), p. 93-103.
- MOULIN, Marie-Annie, *Les maçons de la Haute-Marche au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Institut d'études du Massif central, 1986.
- MOULIN, Mathilde, « Les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris sous Louis XIV », *Histoire, économie et société*, 17, 4 (1998), p. 623-648.
- MOUREAU, François et Élisabeth WAHL (éd.), *Chants de la Révolution française*, Paris, Librairie Générale Française, 1989.
- NAGLE, Jean, « Présidial et justice seigneuriale au XVII<sup>e</sup> siècle. Le Châtelet contre Saint-Germain-des-Prés », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 27 (2001), p. 9-22.
- NAPOLI, Paolo, *Naissance de la police moderne : pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte, 2003.
- NICOLAS, Jean, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, Seuil, 2002.
- NORA, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, t.1 : *La République*, Paris, Gallimard, 1984.
- OUELLET, Réal et Hélène VACHON, « La présentation de Paris dans *L'an 2440* de L.-S. Mercier ou les métamorphoses du cercle radieux », Centre aixois d'études et de recherches sur le XVIII<sup>e</sup> siècle (dir.), *La Ville au XVIII<sup>e</sup> siècle : colloque d'Aix-en-Provence, 29 avril-1er mai 1973*, Aix-en-Provence, EDISUD, 1975, p. 83-90.
- PASSION, Luc, « Conjoncture et géographie du crime à Paris sous le Second Empire », *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et l'Île-de-France*, 33 (1982), p. 187-224.
- PAPAYANIS, Nicholas, *Planning Paris before Haussmann*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004.
- PARDAILHÉ-GALABRUN, Annick, « Les déplacements des Parisiens dans la ville aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : un essai de problématique », *Histoire, économie et société*, 2, 2 (1983), p. 205-253.

- PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie et Alexandre GADY (dir.), *De l'esprit des villes : Nancy et l'Europe urbaine au siècle des Lumières, 1720-1770. Exposition, Musée des beaux-arts de Nancy, 7 mai-22 août 2005*, Versailles, Artlys, 2005.
- PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie, *Hôtels de ville de France : de la Curie romaine à la mairie républicaine, vingt siècles d'architecture municipale*, Paris, Imprimerie nationale, 2000.
- \_\_\_\_\_, *"Les prix de Rome". Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Berger-Levrault, École nationale supérieure des Beaux-Arts, 1984.
- PERROT, Jean-Claude, *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Mouton, 1975, 2 vol.
- PETITFRÈRE, Claude, *Images et imaginaires de la ville à l'époque moderne*, Tours, Maison des sciences de la ville, 1998.
- PETROVITCH, Porphyre, « Recherches sur la criminalité à Paris dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Crimes et criminalité en France sous l'Ancien Régime : 17<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècles*, Paris, A. Colin, 1971, p. 187-261.
- PEVERI, Patrice, « "Cette ville était alors comme un bois..." : Criminalité et opinion publique à Paris dans les années qui précèdent l'affaire Cartouche (1715-1721) », *Crime, Histoire & Sociétés*, 1, 2 (1997), p. 51-73.
- \_\_\_\_\_, « Les pickpockets à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 29 (janvier-mars 1982), p. 3-35.
- PIANT, Hervé, *Une justice ordinaire. Justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.
- PIASENZA, Paolo, « Opinion publique, identité des institutions, "absolutisme". Le problème de la légalité à Paris entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique*, 290, 1 (1993), p. 97-142.
- \_\_\_\_\_, « Juges, lieutenants de police et bourgeois à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », *Annales: Économies, Sociétés, Civilisations*, 45, 5 (1990), p. 1189-1215.
- \_\_\_\_\_. *Polizia et città. Strategie d'ordine, conflitti e rivolte a Parigi tra sei e settecento*, Bologne, Il Mulino, 1990.
- PICON, Antoine, *Architectes et ingénieurs au siècle des Lumières*, Marseille, Parenthèses, 1988.
- PICQ, Gilles, PRADINES, Maryse et Catherine UNGERER, *La criminalité aux bords de l'eau à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Paris-VII, juin 1978.

PIETTE, Christine et Barrie M. RATCLIFFE, *Vivre la ville. Les classes populaires à Paris (1<sup>ère</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Boutique de l'histoire, 2007.

POSTLES, Dave, « The Market Place as Space in Early Modern England », *Social History*, 29, 1 (2004), p. 41-58.

POTOFISKY, Allan Samuel, « The Construction of Paris and the Crises of the Ancien Regime: the Police and the People of the Parisian Building Sites, 1750-1789 », *French Historical Studies*, 27, 1 (2004), p. 9-48.

\_\_\_\_\_, *The Builders of Modern Paris, the Organization of Labor from Turgot to Napoleon*, Thèse de doctorat (histoire), Columbia University, 1993, 411 p.

PRONTEAU, Jeanne, « Recherches sur les travaux d'urbanisme à Paris du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles » *Annuaire IV<sup>e</sup> section École pratique des hautes études*, 1971-1972, p. 471-480 ; 1972-1973, p. 477-490.

\_\_\_\_\_, « Histoire de Paris », *Annuaire IV<sup>e</sup> section École pratique des hautes études*, 1970-1971, p. 528-535.

RABREAU, Daniel, « Royale ou commerciale, la place à l'époque des Lumières », *Monuments historiques*, 120 (1982), p. 31-37.

\_\_\_\_\_, « Des scènes figurées à la mise en scène du monument urbain. Notes sur le dessin "théâtral" et la création architecturale en France après 1750 », Georges BRUNEL (dir.), *Piranèse et les Français : colloque tenu à la Villa Medici, 12-14 mai 1976*, Rome, Edizioni Dell'Elefante, 1978, p. 443-474.

RAFFESTIN, Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques (LITEC), 1980.

RIEGL, Alois, *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Seuil, 1984 (1903).

RIPOLL, Fabrice et Vincent VESCHAMBRE (dir.), *L'appropriation de l'espace. Sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*, numéro thématique, *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 195 (2005).

ROBERTS, Warren, « The Visual Rhetoric of Jean-Louis Prieur », *Canadian Journal of History*, 32, 2 (1997), p. 415-436.

ROCHE, Daniel, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003.

\_\_\_\_\_, (dir.), *La ville promise : mobilité et accueil à Paris, fin XVII<sup>e</sup> - début XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2000.

- \_\_\_\_\_, « Une déclinaison des Lumières », Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 21-49.
- \_\_\_\_\_, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1981.
- ROMBOUTS, Stephen, *The Celebration of Public Events in Eighteenth-Century France*, thèse de doctorat (histoire), Vanderbilt University, 1986.
- RONCAYOLO, Marcel, *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 2002.
- \_\_\_\_\_, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1990.
- RONDEL, Auguste, *Fêtes de cour et cérémonies publiques*, Florence, L.S.Olschki, 1927.
- ROULEAU, Bernard, *Paris. Histoire d'un espace*, Paris, Seuil, 1997, 492 p.
- ROUSSEAU, Xavier, « Historiographie du crime et de la justice criminelle dans l'espace français (1990-2005). Partie I : du Moyen-Âge à la fin de l'Ancien Régime », *Crime, Histoire et Sociétés*, 10, 1 (2006), p. 123-158.
- \_\_\_\_\_, « Crime, Justice and Society in Medieval and Early Modern Times: Thirty Years of Crime and Criminal Justice History », *Crime, Histoire & Sociétés*, 1, 1 (1997), p. 87-118.
- ROY, Jean-Michel, « Les marchés alimentaires parisiens et l'espace urbain du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire, économie et société*, 17, 4 (1998), p. 693-710.
- ROYER, Jean-Pierre, *Histoire de la justice en France : de la monarchie absolue à la République*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996 (2<sup>e</sup> éd. mise à jour).
- RUDÉ, George, *La foule dans la Révolution française*, Paris, Maspéro, 1982 (1959).
- RUGGIERI, Claude, *Précis historique sur les fêtes, les spectacles et les réjouissances publiques...*, Paris, chez l'auteur, 1830.
- RUMEAU-DIEUDONNÉ, Marie-Hélène, *Les fêtes et cérémonies royales à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : moyen privilégié d'expression des valeurs politiques et sociales*, thèse de doctorat (histoire de l'art), Université de Paris-IV, 1998.
- SACK, Robert David, « Human Territoriality: A Theory », *Annals of the Association of American Geographers*, 73, 1 (1983), p. 55-74.
- SARAZIN, Jean-Yves, *Rêves de capitale : Paris et ses plans d'embellissement*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2002.



- SCHNAPPER, Bernard, *Les rentes au XVI<sup>e</sup> siècle, histoire d'un instrument de crédit*, Paris, SEVPEN, 1957.
- SHORT, Jeffrey L., « Foulon and Bertier: The Spectacle of Popular Retribution », *Consortium on Revolutionary Europe, 1750-1850. Proceedings 1989*, t. 1, p. 423-436.
- SONENSCHER, Michael, *Work and Wages: Natural Law, Politics, and the Eighteenth-Century French Trades*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 1989.
- \_\_\_\_\_, « Journeymen, the Courts and the French Trades, 1781-1791 », *Past and Present*, 114 (1987), p. 77-109.
- STEEVES, Cathryn Pauline, *The Hotel de Ville of Paris: The Architecture, Urbanism and Politics of Francois I*, Thèse de doctorat (histoire de l'architecture), Columbia University, 1996, 283 p.
- TAXIL, M., « Une opération de voirie au XVIII<sup>e</sup> siècle. Démolition des maisons construites sur les ponts de Paris et établissement de quais en bordure de la Seine », *Commission du Vieux-Paris*, p. 3-36.
- THILLAY, Alain, *Le faubourg Saint-Antoine et ses faux ouvriers : La liberté du travail à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Champ Vallon, 2002.
- THOMAS, Yves, « Note sur la Chambre de Police du Châtelet de Paris à l'époque de Louis XVI (1774-1789) », *Revue historique de droit français et étranger*, 54, 3 (1976), p. 361-378.
- THOMPSON, Victoria E., « Telling « Spatial Stories » : Urban Space and Bourgeois Identity in Early Nineteenth-Century Paris », *Journal of Modern History*, 75 (septembre 2003), p. 523-556.
- TILLY, Charles, *The Contentious French*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1986.
- TOURNIER, Maurice, « Les mots conflits : l'exemple de grève au milieu du 19<sup>e</sup> siècle », *Le français aujourd'hui*, 58 (1981), p. 39-48.
- TROUT, Andrew P., « The Hôtel de Ville of Paris After the Fronde », *Proceedings of the Second Meeting of the Western Society for French History, November 21-23 1974*, 1975, p. 151-158.
- TRUDON DES ORMES, A., « Notes sur les prévôts des marchands et échevins de la Ville de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle (1701-1789) », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, 38, 1911, p. 107-223.
- TUAN, Yi-Fu, *Espace et lieu : la perspective de l'expérience*, Gollion, Infolio, 2006.

- TUBERT, Paul, *Archers du vieux Paris. Les Trois "Nombres". Étude sur les anciennes compagnies bourgeoises des 60 arbalétriers, des 120 archers et des 100 arquebusiers de la ville de Paris*, Paris, Presses universitaires de France, 1927.
- TULARD, Jean, *La Révolution*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, Diffusion Hachette, 1989.
- TURCOT, Laurent, *Le promeneur à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Promeneur/Gallimard, 2007.
- \_\_\_\_\_, « De la définition du lieu théâtral populaire : police et spectateurs du boulevard à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire du théâtre*, 231 (2006), p. 261-286.
- UNWIN, Tim, « A Waste of Space? Towards a Critique of the Social Production of Space », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 25, 1 (2000), p. 11-29.
- URRY, John, *The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies*, London, Sage Publications, 1990.
- VESCHAMBRE, Vincent, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *Travaux et documents de l'UMR ESO 6590 CNRS*, 21 (2004), p. 73-77.
- WEIDENFELD, Katia, « Le contentieux de la voirie parisienne à la fin du Moyen Âge », *revue historique*, 610 (1999), p. 211-236.
- \_\_\_\_\_, *La police de la petite voirie à Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1996.
- WILHELM, Jacques, « Une vue de la place de Grève », *Bulletin du Musée Carnavalet*, 14, 1 (1961), p. 2-9.
- WILLIAMS, Alan, *The Police of Paris, 1718-1789*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979.
- ZEPHYRIN, Y., « La première halle au vin de Paris, 1664-1812 », *Paris et Île-de-France. Mémoires publiés par la Fédération des sociétés historiques et archéologiques*, 35 (1984), p. 251-264.